



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Le Président de la Douma d'Etat russe à Luxembourg

«On ne peut construire l'Europe sans la Russie!»



Le sommet UE-Russie, programmé en novembre à Copenhague, a l'ambition de trouver une solution à ce problème délicat.

Le dossier de Kaliningrad n'empêche cependant pas la Russie de se rapprocher, pas par pas, de l'Europe. M. Seleznev a fait l'inventaire des décisions prises récemment par son assemblée, visant à aligner la législation russe aux standards européens. A titre d'exemple il a cité les domaines de la fiscalité des revenus, de la protection des investissements étrangers et du code pénal. Il a souligné que son pays s'était doté d'un certain nombre de mesures contre le crime organisé, sans cacher que le nombre de délits graves dans ce domaine n'avait pas diminué. Mais, selon le Président de la Douma d'Etat, tous ces progrès réalisés dans la législation russe ont resserré les liens entre son pays et le Conseil de l'Europe, dont la Russie est membre.

Des liens que d'aucuns menacent de couper - en excluant la Russie de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe - si elle n'abolit pas la peine de mort. «Elle existe toujours, mais elle n'est plus appliquée depuis quatre ans», a dit M. Seleznev, précisant que la classe politique ne pouvait ignorer la population qui, dans des sondages, s'est prononcée à 75 % pour un maintien de la peine capitale.

D'autres sujets abordés au cours de la réunion étaient les systèmes judiciaires, les mesures contre les changements climatiques et la liberté de la presse et des médias. Les deux délégations se sont quittées finalement en déclarant leur détermination d'intensifier les contacts bilatéraux.

M. Seleznev et sa délégation parlementaire ont été accueillis par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés. La délégation luxembourgeoise se composait par ailleurs de MM. Willy Bourg, vice-président, Jean-Paul Rippringer, Ben Fayot, Robert Mehlen, John Schummer et Lucien Weiler, députés.

Kaliningrad était le sujet prédominant des entretiens politiques lors du premier contact officiel entre la Douma d'Etat de la Fédération Russe et la Chambre des Députés, le 7 octobre 2002 à Luxembourg. Au cours d'une réunion de travail, les délégations russe et luxembourgeoise se sont longuement attardées sur le sort des ressortissants de cette exclave russe située au nord de la Pologne et au sud de la Lituanie. L'élargissement de l'Union Européenne risque d'entraver sérieusement leur mobilité, notamment leur

transit vers le restant de la Russie, vu que les frontières des 15.100 kilomètres carrés de Kaliningrad seront considérées comme frontières extérieures de l'Union Européenne dès que celle-ci aura accueilli les deux pays voisins de l'exclave. Moscou insiste sur un accord acceptable pour les deux côtés, tout comme les Européens d'ailleurs, sauf que pour eux - comme l'a souligné M. Ben Fayot - «la solution retenue ne devra en aucun cas préjuger de la sécurité des frontières extérieures de l'Union».



Nouvelle équipe dirigeante

Le 8 octobre, lors de la séance d'ouverture de la session parlementaire 2002/2003, M. Claude Frieseisen a été désigné nouveau Secrétaire général de la Chambre des Députés. L'ancien Greffier adjoint prend ainsi la relève de M. Pierre Dillenbourg qui avait dirigé l'administration parlementaire depuis octobre 2000 et qui, après 35 ans au service de la Chambre des Députés, fait valoir ses droits à la retraite.

Sur la photo le nouveau Secrétaire général est entouré de son prédécesseur M. Pierre Dillenbourg nommé Greffier honoraire et de ses deux Secrétaires généraux adjoints M. Martin Bisenius (à gauche) et M. Joe Thielen (à droite).

Conférence des Présidents de la Région Europe de l'APF

Francophonie et projets de coopération luxembourgeois en Moldavie



(de gauche à droite): M. Leonid Culiuc, président de la section moldave de l'APF, M. Freddy Deghilage, chargé de mission de la Région Europe de l'APF et M. Jos Scheuer, président délégué de la section luxembourgeoise de l'APF

Les présidents des Parlements membres de la Région Europe de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) se sont réunis du 18 au 20 septembre à Chisinau (Moldavie) pour préparer la prochaine assemblée régionale qui aura lieu en novembre prochain à Bruxelles. M. Jos Scheuer, qui représentait la Chambre des Députés du Luxembourg, s'y est vu confier la mission de préparer un rapport sur le cinéma francophone européen. Les autres thèmes qui seront traités par l'APF Europe sont ceux de l'ouverture de l'Union européenne vers de nouveaux membres ainsi que l'avenir de la langue française dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne.

Si l'APF avait choisi la Moldavie comme lieu de cette réunion pour y promouvoir la langue française, qui se trouve actuellement en péril dans ce pays d'Europe centrale, la délégation

de la Chambre des Députés a profité de l'occasion pour visiter un certain nombre de projets de coopération luxembourgeois en Moldavie. Ainsi M. Scheuer a pu voir sur place le projet «Hëllef fir Hincesti» de l'a.s.b.l. «défi», un projet modèle d'aide à des enfants handicapés, dont la majorité sont orphelins. Il a pu notamment se rendre compte de la dépendance absolue de ces enfants d'une aide humanitaire de l'étranger et de l'état d'avancement de la reconstruction du troisième bloc de l'orphelinat dont l'ouverture officielle est prévue pour le mois d'octobre 2002 en présence du Ministre luxembourgeois de la Coopération M. Charles Goerens et des responsables de l'ONG luxembourgeoise. Par ailleurs M. Jos Scheuer a pu visiter un hôpital spécialisé en infections virales et maladies hautement contagieuses à Chisinau, qui bénéficie également de fonds de la coopération luxembourgeoise.



Visite officielle de S.E. Phan Van Khai à Luxembourg

Relations développées et développables

Les relations entre la République socialiste du Vietnam et le Luxembourg sont au beau fixe: cette impression déjà manifeste à l'issue des contacts du Premier Ministre vietnamien au niveau gouvernemental n'a été que confirmée lors de son entrevue avec une délégation de la Chambre des Députés, le 25 septembre 2002.

«Le Vietnam veut et se doit d'être un allié fiable pour ses partenaires afin qu'ils l'aident à atteindre ses objectifs: garantir la paix, intensifier la coopération internationale et assurer le développement du pays.» C'est ainsi que M. Phan Van Khai a résumé la finalité des efforts de réforme - connus sous le terme «Doi Moi» (le renouveau) - menés depuis une quinzaine d'années par son pays.

Le Premier Ministre n'a pas caché que, dans la quête de partenaires, les yeux de son Gouvernement étaient surtout tournés vers l'Europe: «Le Vietnam veut intensifier les liens avec les pays de l'UE déjà existants à l'image des relations avec le Luxembourg!» En termes d'importance, le Grand-Duché est le 8ème investisseur au Vietnam, un pays-cible de sa politique d'aide au développement. M. Phan Van Khai entend élargir cette coopération en véritable partenariat économique, politique et culturel.

Au nom de la délégation luxembourgeoise, M. Paul Helminger, président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés, a souligné qu'il n'y aurait pas d'obstacle de la part du Parlement au ren-



forcement des relations, et que - bien au contraire - la Chambre des Députés soutiendrait dans son ensemble tout effort du Gouvernement tendant à intensifier la coopération.

En l'absence de M. le Président Jean Spautz participant au Conseil de l'Union Interparlementaire (UIP) à Genève, le Premier Ministre vietnamien a été accueilli à la Chambre des Députés par le Vice-Président M. Niki Bettendorf. La délégation luxembourgeoise se composait en outre de MM. Paul Helminger, Jacques-Yves Henckes, Claude Wiseler et Laurent Mosar.



Visite à la Cour des Comptes européenne

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés, sous la présidence de M. le Député Jeannot Krecké, s'est rendue le 4 octobre 2002 à la Cour des Comptes européenne, où elle a été accueillie par M. François Colling, membre luxembourgeois de cette Cour et ancien député.

Le séminaire conjoint de la commission avec la Cour des Comptes européenne et la Cour des Comptes luxembourgeoise a d'abord comporté une présentation générale de la Cour des Comptes européenne. La discussion s'est ensuite focalisée sur l'examen des différents niveaux de contrôles communautaires et sur le nouveau règlement financier de la Commission européenne.

Les membres du cabinet de M. Colling ont encore exposé les méthodes de travail et les différentes catégories de contrôle de la Cour des Comptes

européenne, à savoir essentiellement la déclaration d'assurance et les rapports annuels et spéciaux.

Finalement, les relations entre la Cour des Comptes européenne et le Parlement européen ont été longuement débattues, dans le cadre notamment de la procédure contradictoire avec la Commission européenne et de la procédure de décharge de cette dernière, suite à l'élaboration du rapport annuel de la Cour des Comptes.

Le séminaire à la Cour des Comptes européenne est la deuxième visite de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, suite à un échange de vues avec la Commission du contrôle budgétaire du "Bundestag" et avec le "Bundesrechnungshof". La commission entend prochainement procéder à un séminaire analogue avec la Commission du Contrôle budgétaire du Parlement européen.

Porte ouverte à la Chambre des Députés

Le 22 septembre passé, la Chambre des Députés a ouvert ses portes au public ... et le public est venu nombreux! Plusieurs centaines de personnes ont saisi l'occasion de jeter un coup d'œil dans les coulisses du Parlement: des Luxembourgeois, des étrangers résidant au Grand-Duché, mais également beaucoup de touristes de passage dans notre capitale. La journée «Porte ouverte» avait été organisée dans le cadre de la journée européenne «En ville, sans ma voiture!»



Chamber TV

*weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un*



Union Interparlementaire

Lors de la 171e session ordinaire et d'une session extraordinaire du Conseil de l'Union Interparlementaire (du 23 au 27 septembre 2002 au Centre international des Conférences de Genève en Suisse), l'UIP a élu son nouveau Président en la personne de M. Sergio Páez Verdugo, membre du Congrès National chilien. C'est d'ailleurs au Chili qu'aura lieu en avril 2003 la prochaine session de l'UIP.

Comme annoncé précédemment, c'est par le truchement de son organe directeur que l'Union Interparlementaire a débattu de l'élaboration d'une stratégie d'action parlementaire importante au financement du développement.

M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, ainsi que Messieurs les Députés Lucien Weiler, Jean-Paul Rippinger, François Bausch et John Schummer, Membres du Bureau, ont assisté aux débats en se relayant dans les différentes réunions qui ont eu lieu souvent simultanément.

Des réunions du Groupe des Douze + de l'Union Interparlementaire et de l'Association des Secrétaires généraux des Parlements ont également eu lieu.

Sur la photo le Président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz est entouré par M. le Député François Bausch et par le Greffier de la Chambre des Députés M. Pierre Dillenbourg.



Visite de la Cour de Justice des Communautés européennes par la Commission juridique

En date du mardi 17 septembre 2002, la Commission juridique de la Chambre des Députés, sous la présidence de M. Laurent Mosar, président, a visité la Cour de Justice des Communautés européennes.

Après un entretien avec différents membres de la Cour et du Tribunal de première instance, elle a suivi un exposé sur une affaire pendante devant la Cour. Elle a ensuite assisté à l'audience de plaidoiries dans la même affaire.

Composition des Commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales

COMMISSIONS RÉGLEMENTAIRES

Commission des Comptes

Mars Di Bartolomeo, Emile Calmes, Ben Fayot, Camille Gira, Fernand Greisen, Nico Loes, Claude Meisch, Marie-Josée Meyers-Frank, Nelly Stein, Théo Stendebach, Nicolas Strotz

Commission des Pétitions

Xavier Bettel, Agny Durdu, Lydie Err, Jean Huss, Nico Loes, Lucien Lux, Robert Mehlen, Laurent Mosar, Patrick Santer, Théo Stendebach, Lucien Weiler

Commission du Règlement

François Bausch, Xavier Bettel, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Marcel Glesener, Paul Helminger, Jeannot Krecké, Jean-Paul Rippinger, Patrick Santer, Lucien Weiler, Claude Wiseler

COMMISSIONS PERMANENTES

Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

François Bausch (remplaçant: Robert Garcia pour le volet Coopération), Willy Bourg, Emile Calmes, Lydie Err, Ben Fayot (remplaçant: Alex Bodry pour le volet Armée), Marcel Glesener (remplaçant: Nico Loes pour le volet Armée), Paul Helminger, Jacques-Yves Henckes (remplaçant: Jean-Pierre Koepp pour le volet Armée), Laurent Mosar (remplaçant: Jean-Marie Halsdorf pour le volet Armée), Jean-Paul Rippinger, Claude Wiseler

Commission des Affaires intérieures

Emile Calmes, Camille Gira, Gusty Graas (remplaçant: John Schummer pour le volet Police), Jean-Marie Halsdorf, Aly Jaerling, Jean-Pierre Klein, Nico Loes, Lydia Mutsch (remplaçant: Mars Di Bartolomeo pour le volet Police), Maggy Nagel, Marco Schank, Fred Sunnen (remplaçant: Willy Bourg pour le volet Police)

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Jeannot Belling, Lucien Clement, Agny Durdu, Camille Gira, Nico Loes,

Robert Mehlen, Maggy Nagel, Marco Schank (remplaçante: Marie-Josée Meyers-Frank pour le volet Viticulture), Jos Scheuer, Nicolas Strotz, Georges Wohlfart

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Simone Beissel, Jeannot Belling, Lucien Clement, Robert Garcia, Norbert Hauptert, Ady Jung, Jean-Pierre Koepp, Jeannot Krecké, Jos Scheuer, Marco Schroell, Claude Wiseler

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

François Bausch, Lucien Clement, Ben Fayot, Norbert Hauptert, Jeannot Krecké, Alexandre Krieps, Robert Mehlen, Jean-Paul Rippinger, John Schummer, Lucien Weiler, Claude Wiseler

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports

François Bausch (remplaçants: Camille Gira pour le volet Energie; Robert Garcia pour le volet Postes), Willy Bourg (remplaçant: Marcel Glesener pour les volets Economie et Energie), Lucien Clement (remplaçant: Marco Schank pour le volet Transports), Mady Delvaux-Stehres, Agny Durdu, Gusty Graas (remplaçant: Emile Calmes pour le volet Energie), Fernand Greisen, Norbert Hauptert, Ady Jung, John Schummer, Marc Zanussi

Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Xavier Bettel, Jean Colombero, Agny Durdu, Robert Garcia, Claude Meisch, Ferny Nicklaus-Faber, Jos Scheuer, Nelly Stein, Fred Sunnen, Claude Wiseler, Marc Zanussi

Commission de l'Egalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine

Jeannot Belling, Jean Colombero, Lydie Err, Marie-Josée Meyers-Frank, Lydia Mutsch, Maggy Nagel, Ferny Nicklaus-Faber, Marco Schank, Nelly Stein, Théo Stendebach, Renée Wagener

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Simone Beissel (remplaçant: Xavier Bettel pour le volet Enseignement supérieur), Ben Fayot, Robert Garcia, Fernand Greisen, Norbert Hauptert, Alexandre Krieps, Lydia Mutsch (remplaçante: Mady Delvaux-Stehres pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Marco Schroell, Nelly Stein, Fred Sunnen, Claude Wiseler

Commission de l'Environnement

Alex Bodry, Emile Calmes, Ben Fayot, Camille Gira, Gusty Graas, Nico Loes, Robert Mehlen, Claude Meisch, Marco Schank, Nicolas Strotz, Fred Sunnen,

Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

Xavier Bettel, Mars Di Bartolomeo, Emile Calmes, Jean-Marie Halsdorf, Aly Jaerling, Lucien Lux, Paul-Henri Meyers, Marie-Josée Meyers-Frank, Maggy Nagel, Ferny Nicklaus-Faber, Renée Wagener

Commission des Finances et du Budget*

François Bausch, Alex Bodry, Emile Calmes, Lucien Clement, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Norbert Hauptert (remplaçant: Jean-Marie Halsdorf pour le volet Budget), Jeannot Krecké, Jean-Paul Rippinger, Serge Urbany, Lucien Weiler, Claude Wiseler (remplaçant: Laurent Mosar pour le volet Place financière)

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Jeannot Belling, Mars Di Bartolomeo, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Norbert Hauptert, Jean Huss, Jean-Pierre Klein, Paul-Henri Meyers, Maggy Nagel, Fred Sunnen, Lucien Weiler

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Jean Asselborn, Simone Beissel, Alex Bodry, Paul Helminger, Jacques-Yves Henckes, Paul-Henri Meyers, Laurent

Mosar, Jean-Paul Rippinger, Patrick Santer, Renée Wagener, Lucien Weiler

Commission juridique

Simone Beissel, Xavier Bettel, Agny Durdu, Lydie Err, Jacques-Yves Henckes, Ady Jung, Jean-Pierre Klein, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Renée Wagener

Commission des Media et des Communications

Simone Beissel, Alex Bodry, Mady Delvaux-Stehres, Robert Garcia, Marcel Glesener, Fernand Greisen, Jean-Marie Halsdorf, Paul Helminger, Laurent Mosar, Jean-Paul Rippinger, Patrick Santer

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale*

Niki Bettendorf, Jean Colombero (pour le volet Santé), Mars Di Bartolomeo, Gast Gibéryen (pour le volet Sécurité sociale), Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Jean Huss (remplaçant: François Bausch pour le volet Sécurité sociale), Alexandre Krieps, Lucien Lux (remplaçant: Georges Wohlfart pour le volet Santé), Paul-Henri Meyers, Marie-Josée Meyers-Frank, Marco Schroell, Serge Urbany

Commission du Travail et de l'Emploi*

François Bausch, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Marcel Glesener, Aly Jaerling, Nico Loes, Lucien Lux, Paul-Henri Meyers, Patrick Santer, Théo Stendebach, Serge Urbany, Marc Zanussi

Commission des Travaux publics

Jeannot Belling, Niki Bettendorf, Willy Bourg, Ady Jung, Jean-Pierre Koepp, Nico Loes, Jos Scheuer, John Schummer, Nicolas Strotz, Renée Wagener (remplaçant: Jean Huss pour le volet projets routiers), Georges Wohlfart

COMMISSIONS SPÉCIALES

Commission spéciale "Ethique"

Alex Bodry, Willy Bourg, Emile Calmes, Mady Delvaux-Stehres, Agny Durdu, Robert Garcia (pour le volet Génétique), Gast Gibéryen, Jean-Marie

Halsdorf, Jean Huss (sauf pour le volet Génétique), Marie-Josée Meyers-Frank, Jean-Paul Rippinger, Patrick Santer

Commission spéciale "Immigration"

Xavier Bettel, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Marcel Glesener, Gusty Graas, Jacques-Yves Henckes, Alexandre Krieps, Patrick Santer, Renée Wagener, Lucien Weiler, Claude Wiseler

Commission spéciale "Jeunesse en détresse"

Xavier Bettel, Alex Bodry, Aly Jaerling, Marie-Josée Meyers-Frank, Nicklaus-Faber Ferny, Marco Schroell, Théo Stendebach, Renée Wagener, Lucien Weiler, Claude Wiseler, Marc Zanussi

Commission spéciale "Plan d'action national en faveur de l'emploi"

François Bausch, Niki Bettendorf, Lucien Clement, Mars Di Bartolomeo, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Aly Jaerling, Alexandre Krieps, Lucien Lux, Théo Stendebach, Lucien Weiler

Commission spéciale "Stupéfiants"

Niki Bettendorf, Lydie Err, Jean-Marie Halsdorf, Aly Jaerling, Alexandre Krieps, Marie-Josée Meyers-Frank, Lydia Mutsch, Ferny Nicklaus-Faber, Jean-Paul Rippinger, Patrick Santer, Renée Wagener

COMMISSION D'ENQUÊTE

Commission d'enquête "Transports routiers internationaux"

François Bausch, Lucien Clement, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Ady Jung, Jeannot Krecké, Laurent Mosar, Jean-Paul Rippinger, John Schummer, Lucien Weiler, Marc Zanussi

*Commission à 12 membres

Nom en gras et souligné: **Président**
Nom souligné: **Vice-Président**



Assemblées parlementaires internationales

• Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:

M. Marcel Glesener (CSV)
M. Gusty Graas (DP)
Mme Lydie Err (LSAP)

Membres suppléants:

M. Norbert Hauptert (CSV)
M. Emile Calmes (DP)
Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP)

• Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO)

Membres effectifs:

M. Marcel Glesener (CSV)
M. Gusty Graas (DP)
Mme Lydie Err (LSAP)

Membres suppléants:

M. Norbert Hauptert (CSV)
M. Emile Calmes (DP)
Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP)

• Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO)

Membres effectifs:

M. Willy Bourg (CSV)
M. Niki Bettendorf (DP)
M. Alex Bodry (LSAP)

Membres suppléants:

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)
M. Paul Helmingier (DP)
M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

• Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:

M. Ady Jung (CSV)
M. Nico Loes (CSV)
M. Jeannot Belling (DP)
M. John Schummer (DP)
Mme Lydia Mutsch (LSAP)

M. Jean-Pierre Koepp (ADR)
M. Camille Gira (Déi Gréng)

Membres suppléants:

M. Fred Sunnen (CSV)
M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)
Mme Agny Durdu (DP)
M. Théo Stendebach (DP)
M. Marc Zanussi (LSAP)
M. Jean Colombera (ADR)
Mme Renée Wagener (Déi Gréng)

• Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Membres effectifs:

M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI
M. Nico Loes (CSV)
M. Nicolas Strotz (CSV)
Mme Maggy Nagel (DP)
M. John Schummer (DP)
M. Alex Bodry (LSAP)
M. Fernand Greisen (ADR)

Membres suppléants:

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)
M. Marco Schank (CSV)
M. Xavier Bettel (DP)
M. Claude Meisch (DP)
M. Jean-Pierre Klein (LSAP)
M. Aly Jaerling (ADR)

• Assemblée parlementaire de l'OSCE

Membres effectifs:

M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE
M. Ady Jung (CSV)
M. Alexandre Krieps (DP)
M. Lucien Lux (LSAP)
Mme Renée Wagener (Déi Gréng)

Membres suppléants:

M. Lucien Weiler (CSV)
Mme Simone Beissel (DP)
M. Georges Wohlfart (LSAP)
M. Jacques-Yves Henckes (ADR)
M. François Bausch (Déi Gréng)

• Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:

M. Jean Spautz (CSV), Président de la section luxembourgeoise
M. Jos Scheuer (LSAP), Trésorier international
M. Lucien Weiler (CSV)
M. Jean-Paul Rippinger (DP)

Membres suppléants:

Mme Maggy Nagel (DP)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Robert Garcia (Déi Gréng)
M. Jacques-Yves Henckes (ADR)

• Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

M. Laurent Mosar (CSV)
M. Jean-Paul Rippinger (DP)
M. Ben Fayot (LSAP)
M. Gast Gibéryen (ADR)
M. Jean Huss (Déi Gréng)

• Convention sur l'avenir de l'Europe (28 février 2002 - juin 2003)

Membres effectifs:

M. Paul Helmingier (DP)
M. Ben Fayot (LSAP)

Membres suppléants:

Mme Renée Wagener (Déi Gréng)
M. Gast Gibéryen (ADR)



En ligne depuis le 20 septembre

Si l'adresse internet www.avenir-europe.lu vous dit quelque chose, votre mémoire ne vous trompe pas: avenir-europe.lu était en effet l'adresse d'un site en ligne lors de la campagne «Les Luxembourgeois et l'Europe» en 2001.

Ce site vient d'être réactivé. Il a, en quelque sorte, été remanié en site officiel luxembourgeois de la Convention sur l'Avenir de l'Europe. A l'adresse www.avenir-europe.lu (ou www.avenir-europe.lu) vous trouverez dorénavant toutes les contributions luxembourgeoises à ce débat

devant préparer l'UE aux défis qui l'attendent.

Ainsi y sont repris les interventions et discours des représentants luxembourgeois (membres effectifs et membres suppléants) à la Convention et les prises de position d'associations et d'organisations de la société civile. Vous y avez également la possibilité de vous exprimer, et de nous faire part de votre opinion. Par ailleurs, avenir-europe.lu vous offre encore des liens vers d'autres sites concernant la construction européenne.

«Arrêtons la violence»



Spencer dos Santos, un jeune Capverdien, avait tout juste 19 ans quand il est mort d'un acte de violence aussi gratuit que grave le 25 janvier 2002 dans une discothèque du quartier de la gare à Luxembourg. Ses amis ne l'ont pas oublié.

Choqués et révoltés, ils se sont retrouvés au sein d'un Comité Spencer, une association de jeunes dont la plupart sont d'origine capverdienne, qui a lancé une pétition: les 1363 signatures adhérant à l'appel «Arrêtons la violence - Stop d'Gewalt» ont été remises au Président de la Chambre des Députés en date du 6 septembre.

Chamber TV

an der Stad

um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 9 (Eltrona/Siemens)

zu Esch

um Kanal S6 (140.25 MHz)

zu Déifferdeng

um Kanal S 29

zu Diddeleng

um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanven

um Kanal S 29

Réunion des Présidents des Commissions spécialisées en affaires communautaires et européennes des Parlements nationaux des Etats membres (Copenhague, 16 septembre 2002)

En date du 16 septembre 2002 a eu lieu à Copenhague une réunion des Présidents des Commissions spécialisées en affaires communautaires et européennes des Parlements nationaux des Etats membres. La Chambre des Députés a été représentée par M. Laurent Mosar, président de la délégation luxembourgeoise de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires).

La XXVIème COSAC, qui s'était réunie à Madrid du 13 au 14 mai 2002, avait décidé, dans l'esprit du mandat de la Convention sur l'avenir de l'Europe qui a débuté ses travaux à Bruxelles le 28 février 2002, d'organiser des travaux préparatoires de rédaction d'une proposition détaillée visant à accroître l'efficacité de la COSAC, en concentrant davantage son activité sur le rôle des parlements nationaux. Il est en effet indispensable de rapprocher les citoyens du processus de décision au ni-

veau européen en donnant aux parlements la possibilité de contrôler et d'intervenir plus efficacement sur l'action de leurs gouvernements.

Le but de la réunion du 16 septembre 2002 était de préparer la XXVIIème COSAC qui se déroulera du 17 au 18 octobre 2002 à Copenhague. Les parlements nationaux se sont concertés avec le représentant du Parlement européen sur le document de travail présenté par la présidence danoise de la COSAC.

La délégation luxembourgeoise a souligné qu'en ce qui concerne les différents modèles de renforcement du rôle des parlements nationaux, il n'est pas opportun de procéder à la création d'organes nouveaux. Les parlements nationaux doivent garder les compétences dont ils disposent actuellement sans les transmettre à un nouvel organe. Par contre, il est nécessaire d'impliquer les parlements plus tôt dans le processus de prise de décisions.



M. Laurent Mosar, président de la délégation luxembourgeoise de la COSAC et M. Claus Larsen-Jensen, président de la Commission danoise des Affaires européennes

NOUVELLES LOIS

4784 - Projet de loi

relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Le projet de loi poursuit essentiellement les quatre objectifs suivants:

- amélioration des dispositions concernant les différentes activités privées de gardiennage et de surveillance en y apportant les précisions nécessaires quant aux exigences à remplir par les professionnels en la matière;

- mise en oeuvre de mesures de sécurité pour faire face à l'évolution de la criminalité et aux nouvelles méthodes employées dans le cadre de la commission d'infractions;

- détermination de mesures préventives destinées à décourager les malfaiteurs à commettre leurs crimes, soit directement par certaines mesures ponctuelles, soit indirectement par l'intermédiaire d'une base légale permettant de prendre, par la voie réglementaire, les dispositions techniques dans des domaines particulièrement exposés, à savoir plus spécialement les transports de fonds;

- amélioration de la coopération entre les professionnels des transports de fonds et les forces de l'ordre.

Le projet de loi réglemente les activités suivantes :

- la surveillance de biens mobiliers et immobiliers,

- la gestion de centres d'alarmes,
- le transport de fonds ou de valeurs,
- la protection de personnes.

A noter que l'exercice d'une activité de gardiennage et de surveillance pour le compte de tiers est soumise à une double autorisation, à savoir une autorisation du Ministre de la Justice et une autorisation de faire le commerce émise par le Ministre des Classes moyennes et régie par la loi du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

En ce qui concerne les transports de fonds ou de valeurs il y a lieu de signaler que le projet de loi contient des dispositions relatives aux endroits sécurisés. En effet, l'organisation parfaite de la sécurité des transporteurs de fonds ou de valeurs requiert des mesures de précaution et des dispositifs techniques efficaces pour dissuader les malfaiteurs.

Le projet de loi prévoit ainsi que toute personne, qui prend régulièrement recours à des transporteurs de fonds ou de valeurs pour recevoir ou expédier des fonds ou valeurs, devra assurer au moins les réalisations suivantes:

- mise à disposition d'un endroit de stationnement réservé pour le véhicule assurant le transport de fonds ou de valeurs à proximité maximale de l'entrée des locaux desservis;

- aménagement d'un local sécurisé, permettant le dépôt et la collecte de fonds ou de valeurs, à atteindre dans la mesure du possible à l'abri de la vue du public;

- réalisation d'un système de surveillance qui couvre l'endroit de stationnement, le cheminement du convoyeur et le local sécurisé;

- réalisation d'un moyen de communication ou d'un système d'alarme permettant d'avertir la société de transports de fonds ou de valeurs de tout risque d'agression.

4871 - Projet de loi

portant création d'un second établissement d'enseignement secondaire technique à Esch-sur-Alzette

Le projet de loi a été déposé le 21 novembre 2001. La Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports l'a analysé au cours de sa réunion du 18 septembre 2002. Le rapport fut adopté le 1er octobre 2002.

Le projet de loi a pour but de scinder l'actuel Lycée technique d'Esch-sur-Alzette en deux établissements distincts fonctionnant chacun de façon autonome. Conformément à la loi du 29 avril 1999 relative à la construction d'un lycée technique d'Esch, un nouveau bâtiment est actuellement en construction à Esch-Raemerich et pourra être inauguré d'ici deux ans. L'actuel Lycée technique d'Esch-sur-Alzette occupera dorénavant ce nouveau bâtiment, ainsi qu'une partie du bâtiment à la Place Victor Hugo où le cycle inférieur trouvera sa place.

L'établissement secondaire technique créé avec le présent projet de loi, occupera le site de Lallange, où il est prévu de transformer et d'agrandir le bâtiment existant, de sorte qu'il pourra accueillir environ 1.300 élèves. Ces travaux ne pourront commencer avant l'inauguration du nouveau bâtiment à Esch-Raemerich.

En ce qui concerne l'offre scolaire des deux lycées techniques, il est prévu que chacun des deux établissements offrira un cycle complet d'études allant de la classe de 7e à la classe de 13e, y compris le régime préparatoire, le régime technique, le régime de la formation de technicien et le régime professionnel de l'enseignement secondaire technique.

et M. Jean-Claude Conter, Inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique

09.01.2002 Echange de vues avec M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, et M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative

20.02.2002 Examen de différentes propositions de texte du Ministère de la Justice

13.03.2002 Continuation de l'examen des articles sur base des propositions d'amendement du Ministère de la Justice

18.03.2002 Votes sur les différentes propositions d'amendement sur base d'un nouveau texte coordonné

05.06.2002 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

11.09.2002 Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.10.2002

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 21.11.2001

Rapporteur: M. Claude Meisch

Travaux de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Présidente: Mme Agny Durdu):

18.09.2002 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

01.10.2002 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.10.2002

4908 - Proposition de loi

portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

4977 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Fin 2001 le Conseil de Gouvernement a adopté un programme d'action "Logement" présenté par le Ministre des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement. Ce programme comprend une dizaine d'axes et propose quelque trente actions. La concrétisation de certaines mesures, notamment celles à prendre sur le plan fiscal, les mesures concernant la loi sur les baux à loyer, les mesures concernant l'aide au logement et celles de nature budgétaire, nécessite l'intervention de la Chambre des Députés.

Par une loi du 30 juillet 2002 le législateur a déjà voté différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation. Le projet sous rubrique constitue la seconde étape dans la réalisation des mesures à prendre sur le plan législatif, à savoir les mesures concernant les aides au logement. Ces aides font l'objet de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement que le présent projet propose d'amender.

Le 4 juillet 2001 l'honorable député Mars Di Bartolomeo avait interpellé le Gouvernement sur la politique du logement. A cette occasion, neuf motions avaient été déposées par différents députés. A l'issue de cette interpellation, la Chambre décida d'organiser un débat d'orientation sur la politique du logement au Grand-Duché et de traiter les motions dans le cadre de la préparation de ce débat.

Le 30 janvier 2002, l'honorable député Mars Di Bartolomeo a déposé à la Chambre une proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, qui a été examinée par la Commission de façon parallèle avec le projet de loi 4977, tout comme par le Conseil d'Etat dans son avis du 9 juillet 2002.

Le présent projet de loi comporte trois grands volets, à savoir la promotion de l'accès au logement, l'action en faveur de la mixité sociale et la réalisation d'habitations bien conçues dans des structures urbaines de qualité.

L'élément le plus important, à savoir la promotion de l'accès au logement, sera visée par les mesures suivantes:

- Augmentation du parc locatif public
- Introduction d'une garantie locative de l'Etat
- Introduction d'une aide d'épargne-logement généralisée et réactivation de la garantie de l'Etat.

Dépôt de la proposition de loi par M. Mars Di Bartolomeo, le 30.01.2002

Dépôt du projet de loi par M. Fernand Boden, Ministre des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement, le 02.07.2002

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement (Président: M. Ady Jung):

17.06.2002 Examen de la proposition de loi

24.06.2002 Désignation du rapporteur

17.07.2002 Examen de l'avis du Conseil d'Etat

27.09.2002 Examen du projet de rapport

01.10.2002 Examen des parties modifiées du projet de rapport

Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 10.10.2002

4978 - Projet de loi

autorisant le Gouvernement à subventionner un huitième programme quinquennal d'équipement sportif et modifiant l'article 1er de la loi du 24 décembre 1997 concernant le septième programme quinquennal d'équipement sportif

Le projet de loi autorise le Gouvernement à subventionner un huitième programme quinquennal d'équipement sportif ainsi qu'à modifier l'article 1er de la loi du 24 décembre 1997 concernant le septième programme quinquennal d'équipement sportif.

Le projet de loi a pour but le financement, pour un montant de 120.000.000 € au cours de la période allant du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2007, de la réalisation d'équipements sportifs par les communes, les syndicats communaux et les organisations sportives nationales.

Le projet de loi sous rubrique a été déposé le 2 juillet 2002.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 9 juillet 2002 et a marqué son accord avec le présent projet de loi.

La Commission a examiné le projet de loi sous rubrique lors de sa réunion du 18 septembre 2002. Le présent projet de rapport fut adopté lors de la réunion du 1er octobre 2002.

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 02.07.2002

Rapporteur: M. Xavier Bettel

Travaux de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Présidente: Mme Agny Durdu):

18.09.2002 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

Organisation des travaux

01.10.2002 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.10.2002



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Déi éischt Fro, déi sech am Zesummenhang mat dem Chambersblat gestallt huet, war déi vu sengem Bäibehalen. De Bureau war der Meenung, datt an engem demokratesche Stat d'Informatiounen iwwert d'politesch Debatten esou komplett wéi méiglech sollte sinn, fir datt de Bierger en connaissance de cause an de Wahle säi Choix treffen kann.

D'Chambersblat bleift also bestoen, well et ee wichtegt Instrument an der politescher Meenungsbildung vun eisem Land duerstelt. Niewent der Chamberstelevisioun, eisem Internet-site an der Berichterstattung vun eiser nationaler Press bleift de Compte rendu een interessant Instrument, fir den Detail vun de politeschen Debatten no-

zekucken, an dat net nëmme fir de Bierger, mä och fir déi verschidde Forces vives de la nation. Doriwwer eraus ass d'Chambersblat een historesch wichtegt Instrument, dat deene folgende Generatiounen et erlaabt, d'Beweggrënn vun eisem heitege politeschen Handelen nozevollzéien.

Déi nei Formule ass dann och zréckbehale ginn, well se de Steierzueler elo nëmme nach Halschent vum Geld kascht wéi virdrun. Net manner wéi 750.000 Euro, also eppes méi wéi 30 Milliounen Frang, ginn esou agespuert. Dat erméiglecht der Chamber, déi verschidden Informatiounsmittelen - dat heescht, d'Chamber-TV, den Internet-site an d'Chambersblat - haut zu deemselwechte Präis ze maachen,

dee fréier d'Chambersblat eleng kascht huet.

Parallèll gëtt versicht, d'Chambersblat méi schnell erauszeginn: Huet et bis haut alt zwee Méint a souguer munchmol dräi Méint gedauert bis de Verbatim vun enger Sitzung nozeliest war, da wäert elo versicht ginn, dës Zäitspann op ongeféier zwou bis maximal dräi Wochen erofzesetzen. Also ee bessere Service deemno fir de Bierger.

Haut huet awer och de Greffe eng definitiv Organisationsstruktur kritt. Esou wéi d'Etüd et virun zwee Joer virgeschloen hat, steet un der Spëtzt vun der Verwaltung ee vun der ganzer Chamber gewielte Generalsekretär, deen duerch zwee vum Bureau ge-

nannten Adjointen ënnerstëtzt gëtt. Deem neie Generalsekretär, dee mer haut gewielt hunn, an sengen zwee Adjointé wënsche mer eng gléckleche Hand an der Féierung vun der Verwaltung. Och wëll ech vun dëser Plaz aus dem Pierre Dillenbourg, deem ech an der leschter Chamberssitzung virun der Summervakanz en Hommage gemaach hat, am Numm vun der Chamber nach eng Kéier merci soen an him eng schéi Pensiounszäit wënschen. Wann Der domat d'accord sidd, géif ech lech proposéieren, datt hien den Titel vun engem "Greffier honoraire" vun der Chamber kritt.

An dësem Zesummenhang sief och nach erwähnt, datt eis laangjäreg Mataarbechterin, d'Madame Gitty Per-

rard, hir Pensiounsrechter geltend gemaach huet. Ech géif lech och hei virschloen, datt si den honorairen Titel zougesprach kritt. Sidd Dir domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

No dëser puer Wieder wënschen ech eis all vill Energie a Mutt, fir datt mer déi Ziler, déi mer eis virgeholl hunn am Interesse vun eisem Vollek, och wäerten errechen. Ech soen lech merci.

Déi éischt Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.30 heures)

Présidence: M. Jean Spautz, Président
M. Willy Bourg, Vice-Président

MARDI, 8 OCTOBRE 2002

2^È SÉANCE

Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de M. Alain Schaack, ancien Député
2. Communications
3. Ordre du jour
4. Dépôt d'un projet de loi
5. Question urgente 1847 de M. Jos Scheuer relative à la pollution bactérienne de l'eau potable
6. 4784 - Projet de loi relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance
(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Erna Hennicot-Schoepges, MM. Michel Wolter, Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Charles Goerens et Carlo Wagner, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.30 heures)

M. le Président. - Déi zweet Sitzung ass op.

Deen administrativen Deel, dee laut eiser Verfassung virgeschriwwen ass, ass erlaanscht. Wat nei ass, dat ass, dass mer elo net mat eisen Aarbechten ophalen, mee wéinst der viller Aarbecht vun där ech elo grad geschwat hunn, direkt mat där nächster Sitzung virufueren.

Des voix. - Très bien.

M. le Président. - Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Une voix. - Se berode sech nach.

1. Hommage à la mémoire de M. Alain Schaack, ancien Député

M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen a Kolleginnen, leider muss ech ufanks dëser Sessioun mat der traureger Noriicht un lech erunrieden, datt den Alain Schaack, fréieren Deputéierten, de 24. August am Alter vun 69. Joer verscheet ass.

No der Demissioun vum Här Eugène Schaus huet den Alain Schaack, deem säin Deputéiertemandat zënter Februar 1978 an de Reie vun der Demokratescher Partei iwwerholl, ier hie selwer am Abrëll 1979 aus gesondheetleche Grënn vun der politescher Bühn oftriede sollt.

Vu Beruff Affekot an Direkter vun enger Assurancegesellschaft huet hie säi Fachwëssen, säi politescht an zum Deel och privat Engagement an den Dingscht vun der Famill gesat a sech och besonnesch ëm Kanner gekëmmert, deenen et net esou gutt geet.

Dem Alain Schaack senger Famill entbidde mir nodréiglech eist häerzleche Bäileed.

Loosse mer opstoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Eier ze erweisen.

(Minute de silence)

Ech soen lech merci.

2. Communications

M. le Président. - Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La liste des projets de loi, des propositions de loi et du projet de règlement grand-ducal déposés à partir du 23 juillet 2002 est publiée au compte rendu.

Projets de loi, proposition de loi et projet de règlement grand-ducal déposés à partir du 23 juillet 2002

1) 4997 Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de loi uniforme Benelux sur les marques, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2001

Dépôt (Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur): 23.07.2002

2) 4998 Projet de loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau

Dépôt (Ministre de l'Intérieur): 25.07.2002

3) 5000 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003

Dépôt (Ministre du Trésor et du Budget): 12.09.2002

4) 5001 Projet de règlement grand-ducal relatif aux installations à câbles transportant des personnes

Dépôt (Ministre du Travail et de l'Emploi): 30.07.2002

5) 5002 Projet de loi 1) complétant la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers 2) modifiant la loi du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main d'œuvre étrangère 3) modifiant le

code des assurances sociales

Dépôt (Ministre des Transports): 01.08.2002

6) 5003 Projet de loi portant réorganisation de l'Institut viti-vinicole

Dépôt (Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural): 01.08.2002

7) 5004 Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Dépôt (Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement): 05.08.2002

8) 5005 Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures

Dépôt (Gusty Graas): 08.08.2002

9) 5006 Projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment administratif à Luxembourg-Gare

Dépôt (Ministre des Travaux publics): 08.08.2002

10) 5007 Projet de loi portant modification de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux

Dépôt (Ministre délégué aux Communications): 12.08.2002

11) 5008 Projet de loi portant approbation de la "Vereinbarung über die Gestattung der Durchreise ausreisepflichtiger jugoslawischer Staatsangehöriger", signée à Berlin, le 21 mars 2000

Dépôt (Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur): 13.08.2002

12) 5009 Projet de loi portant approbation - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant - du Protocole sur l'application de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gou-

vernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant signés à Belgrade, le 19 juillet 2002

Dépôt (Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur): 13.08.2002

13) 5010 Projet de loi portant approbation - de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas), relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier - du Protocole d'application de l'Accord entre le Gouver-

nement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas), relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier signés à Luxembourg, le 23 janvier 2002

Dépôt (Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur): 13.08.2002

14) 5011 Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Belgique et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la République Slovaque, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bratislava, le 21 mai 2002

Dépôt (Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur): 13.08.2002

15) 5012 Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000

Dépôt (Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur): 19.08.2002

16) 5013 Proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition

Dépôt (Ben Fayot): 19.08.2002

17) 5014 Projet de loi portant modification de la loi du 24 février 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la mise en place par le syndicat SEBES d'une conduite d'eau potable allant de

Grosbous via Mersch à Junglinster

Dépôt (Ministre de l'Intérieur): 20.08.2002

18) 5015 Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 5ième augmentation de capital de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe

Dépôt (Ministre du Trésor et du Budget): 23.08.2002

19) 5016 Projet de loi autorisant l'acquisition d'un immeuble administratif situé à Luxembourg, route d'Esch

Dépôt (Ministre du Trésor et du Budget): 23.08.2002

20) 5017 Projet de loi relatif à la location avec option d'achat de deux immeubles administratifs destinés aux institutions européennes

Dépôt (Ministre du Trésor et du Budget): 23.08.2002

21) 5018 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines

Dépôt (Ministre du Trésor et du Budget): 23.08.2002

22) 5019 Projet de loi sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales

Dépôt (Ministre de la Justice): 26.08.2002

23) 5020 Proposition de loi instaurant un programme de délivrance de médicaments à base de cannabinoïdes

Dépôt (Renée Wagener): 28.08.2002

24) 5021 Projet de loi portant - création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance modification de la loi du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant

Dépôt (Premier Ministre): 30.08.2002

25) 5022 Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Trinité et Tobago tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à encourager le commerce international et l'investissement, signée à Luxembourg, le 7 mai 2001

Dépôt (Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur): 10.09.2002

- 26) 5023 Projet de loi modifiant
1) la loi du 30 juillet 1999 concernant
a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle
b) la promotion de la création artistique
- 2) la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
Dépôt (Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche): 12.09.2002
- 27) 5024 Projet de loi modifiant
1) la loi du 19 avril 1996 autorisant le Gouvernement à participer comme membre fondateur, à accorder une aide financière annuelle à la "Fondation Henri Pensis" et modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
2) la loi du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne et transposition de la directive 2001/38/CE du 5 juin 2001 modifiant la directive prémentionnée
3) la loi du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé "Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster"
Dépôt (Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche): 12.09.2002
- 28) 5025 Projet de loi portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002
Dépôt (Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur): 12.09.2002
- 29) 5026 Proposition de loi modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie
Dépôt (Norbert Hauptert): 17.09.2002
- 30) 5027 Projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses
Dépôt (Ministre du Travail et de l'Emploi): 20.09.2002
- 31) 5028 Projet de loi portant reconduction des mesures transitoires prévues à l'article 2, paragraphe 2 de la loi du 4 novembre 1997 portant modification des articles 2, 12, 22 et 26 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement
Dépôt (Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement): 03.10.2002
- 32) 5029 Projet de loi modifiant la loi du 31 mai 1982 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement postprimaire privé
Dépôt (Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports): 03.10.2002
- 33) 5030 Projet de loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles
Dépôt (Ministre du Trésor et du Budget): 04.10.2002
- 34) 5031 Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment annexe pour le Lycée Technique du Centre à Luxembourg-Dommeldange
- Dépôt (Ministre des Travaux publics): 07.10.2002
- 3) En date du 29 juillet 2002 la Section de la Musique Militaire du LCGB a remis la pétition N° 242 relative à l'enseignement musical.
- En date du 6 septembre 2002 le Comité Spencer a remis la pétition N° 243 - "Arrêtons la violence - Stop d'Gewalt".
- 4) En date du 16 septembre 2002 a eu lieu à Copenhague une réunion des Présidents des Commissions spécialisées en affaires communautaires et européennes des Parlements nationaux des Etats membres. La Chambre des Députés a été représentée par M. Laurent Mosar, Président de la délégation luxembourgeoise de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires).
- La XXVIème COSAC, qui s'était réunie à Madrid du 13 au 14 mai 2002, avait décidé, dans l'esprit du mandat de la Convention sur l'avenir de l'Europe qui a débuté ses travaux à Bruxelles le 28 février 2002, d'organiser des travaux préparatoires de rédaction d'une proposition détaillée visant à accroître l'efficacité de la COSAC, en concentrant davantage son activité sur le rôle des parlements nationaux. Il est en effet indispensable de rapprocher les citoyens du processus de décision au niveau européen en donnant aux parlements la possibilité de contrôler et d'intervenir plus efficacement sur l'action de leurs gouvernements.
- Le but de la réunion du 16 septembre 2002 était de préparer la XXVIIème COSAC qui se déroulera du 17 au 18 octobre 2002 à Copenhague. Les parlementaires nationaux se sont concertés avec le représentant du Parlement européen sur le document de travail présenté par la présidence danoise de la COSAC.
- La délégation luxembourgeoise a souligné qu'en ce qui concerne les différents modèles de renforcement du rôle des parlements nationaux, il n'est pas opportun de procéder à la création d'organes nouveaux. Les parlements nationaux doivent garder les compétences dont ils disposent actuellement sans les transmettre à un nouvel organe. Par contre, il est nécessaire d'impliquer les parlements plus tôt dans le processus de prise de décisions.
- 5) Une Conférence des Présidents des Parlements membres de la Région Europe de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue du 18 au 20 septembre à Chisinau (Moldavie) pour préparer la prochaine assemblée régionale qui aura lieu du 17 au 20 novembre 2002 à Bruxelles. M. Jos Scheuer, qui représentait la Chambre des Députés du Luxembourg, s'y est vu confier la mission de préparer un rapport sur le cinéma francophone européen. Les autres thèmes qui seront traités par l'APF Europe sont ceux de l'ouverture de l'Union Européenne vers de nouveaux membres ainsi que l'avenir de la langue française dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne.
- 6) Lors de la 171e session ordinaire et d'une session extraordinaire du Conseil de l'Union Interparlementaire (du 23 au 27 septembre 2002 au Centre international des Conférences de Genève en Suisse), l'UIP a élu son nouveau Président en la personne de M. Sergio Pérez Verdugo, membre du Congrès National chilien. C'est d'ailleurs au Chili qu'aura lieu en avril 2003 la prochaine session de l'UIP.
- C'est par le truchement de son organe directeur que l'Union Interparlementaire a débattu de l'élaboration d'une stratégie d'action parlementaire importante au financement du développement.
- M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, ainsi que Messieurs les Députés Lucien Weiler, Jean-Paul Rippinger, François Bausch et John Schummer, Membres du Bureau, ont assisté aux débats en se relayant dans les différentes réunions qui ont eu lieu souvent simultanément.
- Des réunions du Groupe des Douze + de l'Union Interparlementaire et de l'Association des Secrétaires généraux des Parlements ont également eu lieu.
- 7) Par lettre du 24 septembre 2002 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir le texte des résolutions adoptées par le Parlement

européen au cours de sa période de session du 2 au 5 septembre 2002:

- résolution sur le commerce et le développement sous l'angle de l'éradication de la pauvreté;

- position sur la proposition de décision du Conseil en vue de la conclusion, par la Communauté européenne (CE), de la "convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs";

- résolution sur le projet de règlement de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi;

- résolution sur l'Egypte: cas de M. Saad Eddin Ibrahim;

- résolution sur le Nigeria: affaire Amin Lawal.

3. Ordre du jour

Wat déi parlamentaresch Aarbecht fir dës Woch ubelaangt, gëtt folgenden Ordre du jour proposéiert:

Haut de Mëtteg hu mir de Projet de loi 4784 iwwert d'Activités privées de gardiennage.

Muer steet op eisem Ordre du jour de Projet de loi 2871 iwwert de Bau vun engem zweete Lycée technique zu Esch an de Projet de loi 4978 iwwert en aachte Fënnefjoresplang am Beräich vum Sport.

Iwwermuer, en Donneschden, hu mir de Projet de loi 4977 iwwert d'Wunnengsbäihëllef zesumme mat der Proposition de loi 4908 iwwert datselwecht Thema.

Den Här Rippinger freet d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir waren en Donneschdeg an der Conférence des Présidents saisiert mat enger Motioun, déi erabruucht ginn ass vun der sozialistescher Fraktioun, plus particulièrement vum Här Jean Asselborn déposéiert ginn ass, iwwert den Irak. Mir woussten zu deem Zäitpunkt, dass d'Mme Ausseminister mat dem Grand-Duc op enger Statsvisite war an Tschechien. Zu deem Zäitpunkt konnte mir net soen, ob mir kënnten dës Woch déi Motioun hei an der Chamber évacuieren.

D'Mme Ausseminister huet eis awer wësse gedinn, dass se en Donneschdeg extra erëm géng kommen an disponibel wär, fir zu där Irak-Motioun vun der sozialistescher Fraktioun Stellung ze huelen.

Wann d'Chamber also d'accord ass, fir hiren Ordre du jour ze modifiéieren an deem Sënn, dat mir en Donneschdeg de Mëtteg direkt déi Motioun géngen huelen an duerno d'Gesetz iwwert de Logement, sou wéi et virgesinn ass. Wann d'Chamber domat d'accord ass, an och den Här Asselborn. Ech mengen iwwregens d'Mme Ausseminister huet mat him geschwat, an ech pré-supposéieren säin Accord an och dee vu senger Fraktioun. Mir wären dann also d'accord an der Chamber déi Irak-Motioun ze diskutéieren, sou wéi eist Reglement et virgesäit. D'Mme Ausseminister war dann disponibel a kéim aus Tschechien erëm, fir dozou Stellung ze huelen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Lucien Weiler huet d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, mir hunn näischt dogéint, dass déi Motioun en Donneschdeg op den Ordre du jour kënn. Dat ass ganz gutt esou. Mee, wa mir den Ordre du jour awer elo scho musse modifizéieren, well ebe gewëss Constrainten do sinn, da solle mir awer fir éischt emol den Ordre du jour, dee mir haten, respektéieren an dës lors géif ech proposéieren, dass déi Motioun um Schloss vun deene Projeten, déi mir fir en Donneschdeg virgesinn hunn, géif diskutéiert ginn.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Här President, ech sinn dës Kéier net, wéi fréier alt emol, mam Här Weiler d'accord. Ech sinn éischer mam Här Rippinger d'accord, dass een déi Motioun virhëlt, sou wéi dat ofgemaach ass, och mat der Mme Ausseminister, well et jo wichteg ass, dass si och hei am Parlament present ass. Si hätt Zäit um halwer dräi hei ze sinn, huet si mir gesot. Duerfir géng ech mengen, dass et gutt wär, wann dat um halwer dräi en Donneschdeg géif op den Ordre du jour kommen.

M. le Président.- Wann dat esou ass, dann ass all Mënsch domat d'accord.

(Hilarité)

Wa si nëmme kann um halwer dräi hei sinn, dann et jo awer kloer, mir kënnen dann net aneschtens soen.

Den Här Minister Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.- Här President, ursprüngelech war virgesinn, dass de Projet de loi iwwert de Wunnengsbau sollt mëttwochs kommen.

M. le Président.- Jo.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.- D'Mme Brasseur huet mech gefrot, ob si kéint mëttwochs déi Projeten iwwert den Enseignement maachen. Ech war domat d'accord an hu gesot, ech hätt donneschdes och eng Obligatioun a misst eng gewëssen Zäit fortgoen. Et ass mir versprach ginn, dat spëitstens bis halwer siwen an der Chamber iwwert dee Projet géng diskutéiert ginn.

Ech géif dofir bieden, och deenen anere Leit hir Constrainten zur Kenntnis ze huelen. A wann d'Mme Polfer extra aus Tschechien erëm kënn, da brauch se jo net esou an der Hetz hei an d'Chamber ze kommen. Ech mengen, dass een d'Irak-Motioun soll zum Schluss vun där Chambersëtzung diskutéieren, wann de Projet de loi vun dem Wunnengsbau, deen och e wichtige Projet de loi ass, gestëmmt ass.

M. le Président.- Här Asselborn.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Ech mengen, dee probable Konflikt am Irak kënn mir schlecht verleeën, wann e sollt antrieden. Vu dass et e seriöse Problem ass, géif ech mengen, et sollt ee sech wierklech un dat halen, wat ofgemaach ass tëscht der Ausseministeschen deem, deen déi Motioun hannerluegt huet.

M. le Président.- Här Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, ech muss lech éierlech soen, fir mech ass et egal, ob deen ee fir d'éischt oder duerno schwätzt. Ech géng proposéieren, dass déi zwee Ministere sech géinge concertéieren a sech ofschwätzen, sou wéi dat ënner Kollegen, de Fall sollt sinn, ...

(Interruption)

... an der Chamber da matdeelen a wat fir enger Reiefolg se wëllt schwätzen.

(Interruption)

Ech weess elo scho wat kënn: Mir si souverän, fir ze decidéieren, wien a wat. Ech muss lech soen, mir ass dat esou breet ewéi laang. D'Mme Ausseminister ass disponibel. Wann den Här Boden gäre vir kënn, da soll e virkommen. Da kënn d'Mme Ausseminister duerno. Mir ass dat wierklech an och eiser Fraktioun ganz egal.

Ech hat éischer d'Impressioun, wéi wann déi Irak-Motioun, déi jo schon eng Zäitche virläit, mir déi net konnten haut op eisen Ordre du jour huelen. Wichteg ass, dass se evakuéiert gëtt. Ob mir se elo virhuelen oder um Enn vun der Sitzung, dat ass zimlech egal. Ech sinn och d'accord, wann den Här Boden drop hält fir virzekommen, dass mir säi Projet virhuelen an d'Motioun dann duerno diskutéieren.

M. le Président.- Här Bausch.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Här President, ech muss

soen, dat ass jo schon e ganz kome-sche Virgang, dee mir hei erliewen.

(Interruption)

Firwat sidd Dir dann esou nervös Här Rippinger? Loosst dach emol d'Leit schwätzen.

(Interruption)

Et ass net iergendeng Motioun Här Rippinger, wéll ech lech drop hiweisen. Et ass eng Motioun, déi eng extrem grouss politesch Envergure huet, immens wichteg ass, an déi mir méi wichteg ass, wéi d'Terminschwierkeete vun zwee klengen Lëtzebuerger Ministeren.

(Protestations)

Ech fannen dat et hei ëm e grouse Konflikt geet.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Här President, ech wëll dat hei soen. Egal iwwer wat fir eng Motioun, dat mir an dëser Chamber diskutéieren, ...

(Interruption)

Hunn ech d'Wuert Här President oder den Här Rippinger?

M. le Président.- Ech fannen déi nei Sessioun, déi geet ganz gelungen un.

M. Robert Mehlen (ADR).- Dat ass wouer.

M. le Président.- E Strait opzeféiere wéinst enger Reiefolg vun engem Ordre du jour!

M. Robert Mehlen (ADR).- Dir hutt Recht, Här President.

M. le Président.- Wann d'Ministernen do sinn, kënn se äntweren. A wa Si sech ënnerteneen arrangéieren, dass et méi spéit ass, dann ass et méi spéit. Wichteg ass, dass se dee festgesatenen Dag diskutéiert gëtt.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Här President, ech wëll lech drop hiweisen, dass leschten Donneschdeg d'Conférence des Présidents den Ordre du jour festgehalten huet. Deen Ordre du jour hu mir schon eng Kéier geännert, wou mir telefonéiert kritt hunn iwwert de Weekend, fir en iwwer Bord ze geheien. Dat ass dat éischt.

Dat zweet ass, dass entre-temps deen Deputéierten, deen déi Motioun agereecht huet, sech mat där zoustänneger Ministesch arrangéiert huet, fir déi Motioun op den Ordre du jour ze setzen. Anscheinend ass dat och elo net genehm. Dréttens, mengen ech, dass bei enger Motioun d'Chamber eng Meinung ausdréckt par rapport zu der Regierung, mee da fannen ech awer, dass dat mannt ass, wa mir schon no jiddferengem senge Wënsch heibanne kucken, dass och gekuckt gëtt, no de Wënsch vun deenen eenzelne Fraktiounen an dëser Chamber. Et huet nach kee gefrot, ob et zum Beispill deenen eenzelne Spriecher an de Fraktiounen, déi zoustänneg si fir dee Ressort, och geet.

Ech mengen, dat ass mindestens esou vill wäert, fir dat ze diskutéieren, wéi dat mir elo hei nëmmen driwwer diskutéieren op eenzel Ministere grad Zäit hunn an dëst Parlament ze kommen, fir iwwer eppes mat ze diskutéieren, wou se eigentlech am Fond net brächten hei ze sinn, menger Meinung no, well hei geet et drëm, dass d'Chamber eng Meinung ausdréckt zu engem schwéierwiegende Konflikt.

M. le Président.- Den Här Krecké.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President. Ech stelle fest, dass déi zwee Ministeren um halwer dräi disponibel sinn. Et ass un der Chamber ze decidéieren, mat wat dass mir ufänken, net un de Ministeren.

Dem Här Boden kann ech d'Assurance ginn, mir hunn e Modell 2 virgesi fir de Logement an hu souwéissou nëmme limitéiert Zäit fir déi Motioun. Dir wësst, dass e Spriecher 5 Minutten huet. Et kann ee sech liicht ausrechnen, dass et net iwwer eng hallef Stonn erausgeet. Ech gleewen net, dass déi hallef Stonn lech rett. Virun halwer siwen ass déi Sitzung hei eriwuer an dofir pro-

évitier, fir nach eng Kéier mussen op déi Detailer anzegoen. Ech géng just e puer Punkte wëllen ervirsträichen.

Mir hunn hei eng onüblech Prozedur gehat, nämlech datt ech no deene villen Attacken, déi leider geschitt sinn am Joer 2000 op Geldtransporter, wéinst der Schnelligkeet vun der Prozedur fir d'éischt e Reglement geholl hunn op Basis vum Gesetz vum 1990, fir eng ganz Rei Saachen am Kontext vun de Geldtransporter ze regelen.

Dat Reglement, wat virschreift wéi notament déi eenzel Camionn mussen ausgesinn, wéi deen Auto, dee matfiert, muss équipéiert a besat sinn, hu et seng Friichte gedroen. Et huet och seng Friichte gedroen, well mer als Regierung drop gehalen hu massiv d'Surveillance vun deene Geldtransporter ze erhéien, an datt et duerfir - ech paken Holz un - zënterhier net méi zou, op d'mannst, engem gréisseren Incidente kann ass. Dat heiten ass eng Matière, an do brauch Der nëmme d'international Zeitungen ze liesen, wou et all Dag leider an Europa, well vill Geld transportéiert gëtt, Attacke ginn. Allerdéngs hunn déi Kriminell gemierkt, datt Lëtzebuerg net déi beschten Adress wär, fir dat ze maachen. Mir hunn d'Friichte geernt vun eisem Asaz. Déi Texter, déi mir geholl hunn an déi mer der Polizei iwwermittelt hunn, sinn executéiert ginn. Alles dat ass am Intérêt vun der Sécherheet vun de Leit hei am Land geschitt.

Et ass dorobber hin, wou mer dee Gesetzesprojekt abruecht hunn, deen haut hei ze enger parlamentarescher Offenbarung kënnt. E Gesetzesprojekt, deen eng ganz Rei vun Dispositioun verbessert, deen, mengen ech, och duerfir en effikas Instrument ass fir dees eenzel Branché vun der Sécherheet, vun der privater Sécherheet besser ze reglementéieren.

Ech stelle fest, datt déi eenzeg Kritiken, déi gemaach gi sinn, souwuel virun der Dier vun der Frënn vum LCGB - déi ech leider net konnt gesinn an dem Moment, well ech an enger schwieriger Diskussioun um Finanzministerconseil um Kierchbiereg d'Lëtzebuerg Positionen vertrueden hunn -, mee ech hat öfters Gespréicher notament mat der chrëschtelcher Gewerkschaft, déi sech ganz vill fir déi Leit am deem Secteur aasetzt. Ech hunn hinne gesot, datt dee Punkt vun der Formation, wat fir mech ee ganz wichtige ass, een net soll an e Gesetz schreiwen, mee an e Reglement, well do komme jo Programmer dra stoen, wat ee muss vu Formationen maachen an ech kommen dach net all Joer mat engem neie Gesetz an d'Chamber, wann ech d'Zuel vun de Stonnen oder d'Fächer, déi do mussen enseignéiert ginn, änneren.

Ech géif souguer mengen, datt fir verschidde Matière emol net muss e Reglement grand-ducal gemaach ginn, well datt virgeschriwwe gëtt, wat an där Formation muss dra sinn. Op eng Formation leeën ech Wäert; souwuel d'Formation am Ufank, wou déi Leit an dee Beruff kommen, wat ee ganz schwieriger Beruff ass, an déi Leit si wierklech net ze beniden; grad esou wéi an der Formation continue, well och eng ganz Rei Saachen, notament d'Waffen, änneren, an da mussen déi Leit erëm d'beruff trainéiert ginn,

respektiv mussen léieren an üben ze schéissen. Dat ass d'Evidenz selwer.

Aner Saache konnt een net onbedéngt an dëst Gesetz schreiwen. Dat ass de Mëtteg hei diskutéiert ginn. Dat ass déi vun de Sas de sécurité, déi bei de Banke mussen sinn. Ech insistéieren op dee Punkt, well et ass fir mech e wichtige Punkt. Ech hunn dat an der Commission juridique vun der Chamber gesot.

Elo ginn et awer Gebaier, wou dat einfach net méiglech ass. Wann Dir op enger historischer Plaz sidd, wéi zum Beispill d'Maartplaz zu lechternach, da kënnt Der awer net soen: Do sinn eng Rei Banken, elo mussen déi all virun der Dier op der Maartplaz e Sas de sécurité bauen. Duerfir hu mer da virgesinn, datt ee muss Alternative virgesinn, notament datt do Kameratele-surveillance muss sinn, tëscht dem Auto an dem Gebai, datt banne muss en extraen Endroit sinn, deen ofgeséichert ass, fir datt mer net op deene Plazen eng zousätzlech Gefor maachen, mee déi muss mat anere Moyenen assuréiert ginn.

De Gesetzgeber huet virgesinn, datt op deene Plazen, wou d'Police eis géng soen, datt et wierklech net gutt géng fonctionnéieren, do kann ech als Justizminister verbidden, datt iwwerhaapt d'Transporter dohinner gemaach ginn. Do muss een also kucken, wat d'Police eis zu deenen eenzelne Plaze seet, mee ech maachen en Appel selbstverständlech un d'Banken an ech soen hinnen datt regelméissig, wann ech se gesinn, grad wéi un d'Supermarchéen, datt do, wou vill Geld transportéiert gëtt, an do, wou et méiglech ass, dat si mussen Sas de sécurité maachen.

Dat ass jo am Intérêt vun der Sécherheet vun deene Leit déi d'Sue bréngen, mee och vun deene Leit, déi an deene Banken an an deene Supermarchéen schaffen. Ech stelle fest, datt si dat och esou gesinn, sou datt dat an der Praxis hoffentlech uerdentlech fonctionnéiert.

Wat déi eenzel Konditiounen ubelaangt, déi mer schon am Reglement stoen hunn, stellen ech fest, datt déi Autoen déi haut dorëmmer zirkuléieren alleguerten de Sécherheitsnormen entsprechen. De Blindage vun deene Autoen geëtt zu Sandweiler kontrolléiert. Wa mer och am Ufank e bësse Schwierigkeeten hate bis dat alles geklappt huet, mee well mer do streng an determinéiert waren dat duerchzéieren, a well mer Drobréiwier an déi Firme geschriwwen hunn, klappt dat haut an ech kann also konfirméieren, datt déi Autoen alleguerten dem Reglement entsprechen, op d'mannst all déi, déi d'Police bis elo kontrolléiert huet. Ech hunn d'Police gefrot systematesch Kontrolle vun deenen Autoen ze maachen, déi dorëmmer fueren, fir ze kucken, ob se den Normen entsprechen.

Selbstverständlech ginn et Evolusiounen an dem Domän do an esou wéi ech drop halen, datt dee Blindage elo respektéiert gëtt, muss een ëmmer kucken wéi déi technologesch Evolusiounen sinn an esou wéi et haut intelligent Valisé ginn, déi déi Suen zerstiéieren, ginn et elo schon an e puer Länner - a mer sinn amgaangen dat ze kucken

- Methoden, fir datt déi Autoen nach méi héich Technologie hunn, an datt déi eventuell à la longue kënnen déi blindéiert Camionen ersetzen, mee op eng méi sécher Aart a Weis à la fois fir déi Leit, déi doranner schaffen a fir déi, déi sech als normal Bierger am Ëmfeld erëm ginn. Duerfir, mengen ech, gëtt dëst Gesetz eis d'Méiglechkeet net fir manner Sécherheet, mee fir méi Sécherheet.

Mir wäerten net op eist Reglement zréckkommen bis mer d'Garantie hunn, datt déi modern, héich Technologie, déi et do a verschiddene Länner anscheinend gëtt, sech erweisen huet. Esou laang wéi dat net de Fall ass kann ech hei d'Garantie ginn, datt mer bei deem Blindage, dee mer am Reglement vum Dezember 2002 virgesinn hunn, bleiwen.

Ech wëll hei konfirméieren, datt den Dialog tëscht de Gewerkschaften, dem Patronat an der Regierung an dëse Froen en intensiven Dialog ass. Ech hunn e Groupe de travail agesat, dee regelméissig iwwert dës Problematik schwätzen, well et sinn d'Acteuren um Terrain, déi eis musse soen, wat an dësem Beräich leeft, an déi le cas échéant kënnen Propositione kënnen maache fir Ännerungen um technesch Plang an dësem Beräich ze maachen. Dat leeft relativ gutt, och wann een net ëmmer op all Detailpunkt eens ass, mee do ass et eben um Justizminister, fir dat ze tranchéieren.

Et ass en Domän, deen eis stäerksten Attentioun an Zukunft muss bäibehalen. Mir hu bewisen un deem, wat mer an deene leschten zee Joer gemaach hunn, datt mer dat heite seriö huelen: mir hunn um Terrain gehandelt, mir hunn duerch Reglement gehandelt, mir hunn duerch Gesetz gehandelt de Mëtteg hei.

Déi ganz Panoplie vun Instrumenter bréngt et mat sech, datt mer duerch dëst Gesetz eng besser Réglementatioun vun de privaten Aktivitéite vum Gardiennage, vun der Surveillance a vum Geldtransport hunn. Mir wäerten op deem Wee weidergoen. Mir wäerten net ophalen, wa mer dëst Gesetz hunn, da wäerte mer déi Reglementer maachen a mir wäerten och dee Renforcement vun der Surveillance op deene Plaze maachen, do wou en nouweneg ass, och d'Enquêtes an deene Affären, wou déi schlëmm Iwwerfälle waren, gi virun. Dat si ganz kompléiert Enquêtes, well se grenziwwerscheidender Natur sinn. Do mussen mer enk mat der Police an de Justize vun den Nopeschlänner zesammen schaffen, wat iwwerens de Fall ass.

Wat d'Motioun ubelaangt, fir dat vläicht nach ze soen, Här President, déi fret, datt ee géng d'Problematik vun den Aktivitéite vun der Protektioun vun den öffentliche Plaze maachen, déi vu verschidde Privatgesellschaften gemaach gëtt, do sinn ech gäre bereet déi Motioun unzuhuelen, net oni aver ze soen, datt dat e ganz schwierige Froëkomplex ass, notament iwwert d'Fro wéi wäit net staatech Servicer dierfe Personekontrollen maachen. Ech si prinzipiell der Meinung, datt dat muss de staateche Servicer virbehale ginn. Ech gesinn awer d'Realitéit, datt wann ee Kontrolle mécht zum Beispill bei engem Fussballmatch oder bei engem Concert, datt een do net al-

les kann duerch staatech Polizei ofdecken.

Ech wëll just hei soen: Ech si bereet déi Motioun unzuhuelen, ech si bereet esou e Projet de loi ze schreiwen, ech wëll just, datt Der e bësse Gedold hutt, well dëse Froëkomplex ass e ganz kompléiert, well do, wou ee staatelech Pouvoiren aus guddem Grond ofgëtt oder delegéiert, muss ee ganz gutt wësse wat ee mécht. Ech sinn a priori retizent an duerfir iwwerleëen ech mer a wéi eng Richtung een do ka goen.

Am Résumé, wéi gesot, Här President, ech si frou wann dëst Gesetz de Mëtteg gestëmmt gëtt, well et eng besser Réglementatioun a méi Sécherheet an engem wichtige Beräich op der Finanzplaz, wéi iwwerhaapt am Land mat sech bréngt. Ech soen lech merci.

Des voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikel vum Projet de loi 4784 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 34 si gelies an ueg-

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi d'fir sinn, stëmme mat Jo. Déi d'ergéint sinn, stëmme mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi ass uegmat 40 Jo-Stëmmen, enger Nee-Stëmm an 19 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Ady Jung);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Gusty Graas), Alexandre Kriepps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Marc Zanussi), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

M. Aly Jaerling;

MM. François Bausch (par M. Camille Gira), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wägener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Motion 1

Dir Dammen an Dir Hären, dann hu mer elo nach eng Motioun virleien. Den Här Patrick Santer huet déi abruecht. Si ass explizéiert ginn. Mir kënnen vläicht direkt driwwer ofstëmme.

Den Här Jeannot Krecké fret d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Ech hu just eng Fro: Ass et net méiglech, datt een dee leschte Considérant géif ewechloossen? Déi Referenz un d'Loi belge hëlleft eis net ganz vill. De Rescht kënnt een esou huele wéi et do ass.

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur. - Jo, ech sinn domat averstan.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- *considérant que les organisateurs de manifestations publiques, notamment dans le domaine sportif ou culturel, recourent régulièrement à des entreprises privées de gardiennage et de surveillance pour assurer la surveillance et la protection des personnes dans le cadre du maintien de la sécurité;*

- *considérant que la législation luxembourgeoise actuellement applicable ne réglemente pas spécifiquement cette activité assurée par des entreprises privées;*

- *considérant que le silence de loi peut s'avérer problématique en termes de sécurité juridique et de protection des libertés individuelles dont notamment le droit au respect de la vie privée;*

- *considérant que dans le cadre des travaux portant sur le projet de loi n°4784 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance, la Commission juridique a reconnu la nécessité d'une réglementation de l'activité précitée;*

invite le Gouvernement

- *à élaborer un projet de loi visant à réglementer l'activité de surveillance et de protection des personnes, exercée par des entreprises privées, dans le cadre du maintien de la sécurité dans les lieux accessibles au public.*

M. le Président. - Da stëmme mer elo par main levée of.

Vote

Wie fir d'Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dogéint?

Wien enthält sech?

Mat zwou Enthaltungen ass déi virleiende Motioun uegmat.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wäre mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtteg. Si fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.41 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

lescht, déi géife wëllen do eng Deregulierung oder eng Privatisierung prekonisieren, mä mir sinn awer iwwerzeugt, dass méi eng grouss pedagogesch Autonomie vun der Schoulgebaier sécherlech eisem Schoulsystem zegutt géif kommen. An do gëtt et de Moment an den Instanzen, déi awer net d'Chamber sinn, well d'Chamber kritisch dat jo ëmmer als lescht, en Avant-projet de loi portant sur l'organisation des établissements d'enseignement post-primaire. A wann ech mir den Avant-projet de loi hunn dierfen ukucken, obwohl en net an der Chamber läit, do muss ech soen, dass déi Dispositionen, déi de Moment doranner virgesi sinn, net grad eng autonomistesche Offensiv duerstellen. A wann ech mech un dat erënneren, wat zum Beispill den Urvater vun der Bildungsoffensiv, den Hår Eugène Berger, heiansdo hei an deem Plenum vertrat huet, an och wat zum Beispill am Avis vom Conseil supérieur de l'éducation nationale zum Thema Autonomie ze liese war, da si mer nach wirklech wäit dovun ewech. Mir sinn esou guer vläicht nach Schrëtter zrëckgeangen.

Et huet een och misse feststelle beim PISA-Hearing, dass verschidden Direktoren aus de Secondaires-Gebaier, besonnesch aus dem Secondaire technique, sech ganz staark gemaach hu fir eng méi grouss Autonomie, natierlech engersäits pro domo. Si hu méi e staarke Rôle vun der Direktioun gefuerdert. Si hunn natierlech keng Stellung geholl zu där Fuerderung vum Conseil supérieur fir d'Direktoren op fënnf Joer, mat enger Verlängerungsmöglichkeit, ze wieren. Mä dat ass jo zimlech kloer.

Et ass awer och vill geschwat ginn iwwer d'Cogestione vun all deene sëlliche Gremien, déi och an deem Avant-projet de loi zitiert sinn, also Gremien, esou wuel vun deenen eenzelnen Teilnehmer an der Schoul, also Elteren, Schüler, Schülerinnen a Profen, awer och déi Cogestionsgremien. Et ass och drop higewise ginn, dass eng méi grouss Autonomie géif erlaben méi Aktivitäten parascolaires ze organisieren, an dorauer e spezielle Profil pédagogique ze entwëckelen.

An natierlech dee leschte Punkt, deen e bëssche méi delikat ass, mee dee sech awer an neie Gebaier méi einfach realiséiere léisst, dee vun deem méi geziilte Rekrutement, zumindestens vun enger Partie vun den Enseignanten an den Enseignanten an enger gewëssener Schoul.

Wéi gesot, mir bedauern, dass an deenen dräi leschte Projets de loi guer näischt dovunner ze spieren ass. Mir hoffen awer dass am Kader vun den Diskussionsronden deen Avant-projet de loi, deen ech zitiert hunn, et ier et zu engem Projet de loi kënn, nach vläicht zwou Modifikatiounen méiglech sinn, an dorfir hu mer eng Motioun hei virbereet, déi d'Regierung opfuert, à la lumière vun den Erkenntnissen vu PISA, nach eng Kéier ze iwwerdenken, ob et net gutt wär, fir awer gewëssen Elementer vun Autonomie pédagogique an dat Gesetz anzubringen, a wann do nach keng fix Iddien do sinn, kënn en awer vläicht den Débat méi an d'Öffentlechkeet bréngen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant qu'à l'origine des projets de loi sur le nouveaux établissements de l'enseignement postprimaire était la détermination d'entamer un processus d'autonomie administrative et pédagogique au sein de ces établissements,

- constatant que le présent projet de loi ne comporte aucun élément substantiel d'autonomie pédagogique ou administrative,

- rappelant le document de réflexion du Conseil supérieur de l'éducation nationale et de nombreuses interventions au parlement en la matière,

- soulignant que l'évaluation des résultats de l'étude PISA, notamment dans les pays nordiques, montre qu'un processus d'autonomie nuancée en matière de pratiques pédagogiques et d'autogestion administrative est susceptible d'augmenter la qualité et la diversité de l'enseignement postprimaire dans notre pays,

invite le Gouvernement

- à revoir, dans la lumière de l'étude PISA, les modalités contenues dans l'av-

ant-projet de loi portant organisation des établissements d'enseignement postprimaire,

- à affiner notamment les dispositions relatives au rôle de la direction, aux responsabilités des différentes instances de cogestion et aux activités pédagogiques autonomes, en tenant compte du document de réflexion du Conseil supérieur de l'éducation nationale,

- à soumettre la question de l'autonomie scolaire à un large débat dans les milieux concernés et dans l'opinion publique.

(s.) Robert Garcia, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagoner.

De leschte Punkt, an dee gehéiert natierlech do derzou, ass dee vun dem Profil pédagogique. Mir hate schon deemools bei der Schafung vum Lycée vu Mamer, wéi mer de Bauprojet vu Mamer hei debattéiert hunn, alle guerten doriwwer geschwat, dass et vläicht interessant wier ze profitéieren vun engem neie Lycée, fir och do e Profil pédagogique ze erstellen. Et ass dunn awer net zustane koom, och net beim Lycée Aline Mayrisch, obwuel et beim Lycée Aline Mayrisch dann iwwer den Émwee vun engem interne Règlement dozou koom ass, dass do awer méi Autonomie zustane koom ass, wéi an anere Gebaier, wat natierlech erëm eng Kéier dozou féiert, dass déi Leit, déi e gewëssene Sënn fir Autonomie hunn, e bësse jalous sinn op aner Gebaier, an dobäi hätte mir et léiwer gehat, et géif eng kohärent Linn an den Autonomiebestrebungen ginn, an och an de Bestrebungen vu Profils pédagogiques, an duerfir wëll ech an dem Sënn och eng Motioun abringen, dass bei deene sëlliche neie Lycéeen, déi elo nach wäerten op eis duerkommen, trotzdem gekuckt gëtt, well dat jo meeschtens Lycéeen sinn, déi an de Regione sinn, wou et schon eng relativ grouss Offre scolaire gëtt, wéi jo zum Beispill am Süden, dass een awer emol kënn kucken, ob et net méiglech wier, an deenen Lycéee gewëssen originell pedagogesch Projeten a priori virzugesinn, an och de Rekrutement vun den Enseignanten an Enseignanten an dem Sënn ze bewerkstelligen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

Considérant

• qu'au-delà de la nécessité de compléter les infrastructures scolaires de notre pays par un programme de construction d'infrastructures scolaires adaptées aux besoins croissants, il importe de mettre en pratique certaines idées sur l'autonomie des établissements de l'enseignement postprimaire,

• que la notion d'autonomie scolaire ne doit pas se limiter aux aspects de gestion, mais que la notion d'autonomie pédagogique, dans les limites des missions de l'école publique, devra être affinée et concrétisée, notamment par des expériences pilotes, invite le Gouvernement

• à conférer aux futurs lycées les missions pédagogiques et les structures de gestion permettant le déroulement d'une expérience d'autonomie pédagogique dès la mise en service,

• à élaborer, bien avant la mise en service, un projet d'autonomie pédagogique en vue d'associer très tôt des enseignantes intéressées et des enseignants intéressés à cette expérience.

(s.) Robert Garcia, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagoner.

Dat gesot, Hår President, Dir Dammen an Dir Håren, trotz eiser Enttäuschung kënn mir den harmlose Projet dann awer gudder Gewëssens stëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Hår Marc Zanussi agedroen. Den Hår Zanussi huet d'Wuert.

M. Marc Zanussi (LSAP). - Hår President, Dir Dammen, an Dir Håren, zum Projet selwer ass elo scho vun de Virriedner ganz vill gesot ginn. Ech wëll mech a menger Interventioun op zwee Elementer beschränken, déi engersäits mat dem Lycée selwer ze dinn hunn an anersäits mam Plan sectoriel.

Den éischten Punkt, deen ech wëll nach eng Kéier hei ervirsträchen, an deen ech ausdrücklech begrëssen, ass d'Tatsaach, dass an deem heite Lycée et elo fäerdegruecht ginn ass op deenen zwee Siten de Régime préparatoire ze integréieren. Ech denken, dass mer mat där doter Moosnam där grousser Diskussioun, déi mer och am Kader vun der Pisa-Etüd regelméisseg gefouert hunn, an och nach wäerte féieren, fir Chancegerechtigkeit vis-à-vis vun alle Schüler ze garantéieren, e Schratt méi no kommen.

Ech sinn och frou ze héieren, dass d'Madame Durdu op dëser Plaz ebenfalls déi dote Moosnam begrëisst huet. Ech bedauern dann awer hei nach eng Kéier, an dat géllt net nëmme fir d'Madame Durdu, dass se net deen dote Discours beim Lycée zu Péiteng gefouert huet, well zu Péiteng ass d'Situatioun vun de Schüler déiselwech wéi an deem heite Lycée, a wa mer zu Péiteng deeselwech Courage gehat hätten, dee mer hunn, fir dat hei ze maachen, da wär d'Ausernansetzung em dee Lycée sécherlech eng aner ginn, wéi déi, déi mer dee Moment haten. Dofir mengen ech, ass et awer ni ze spéit, fir et besser ze maachen, an ech denken, dass d'Regierung dann aus deenen Diskussionsentwürfen geléiert huet.

Aus dem Projet, dee mer elo hei virleien hunn, gesäit een, dass eng Rei vun Elementer an der éischter Mouture vum Plan sectoriel Lycée enthalte sinn. Et ass an der Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten, drëm gaangen, an deem Plan sectoriel Lycée an d'Richtung vun engem vertikale Regruppement vun de Formationen ze goen. Et muss een awer kritesch am A behalen, wéi dee vertikale Regruppement vun de Formationen sech wäert auswirken, ob an deem Lycée déi dote Moosnam net dozou féiere wäert, dass d'Schülerpopulatioun ausbleift. Ech denken, dass een dat Element do opmierksam muss suivéieren.

Den zweete Punkt, deen och am Kader vum Plan sectoriel diskutéiert ginn ass, ass deen iwwer Fro vun der Ziel vun de Schüler. Effektiv gëtt deem heite Projet Rechnung gedroen, nämlech dass d'Ziel vun de Schüler an deenen neie Gebaier méi niddreg läit, wéi se elo an deem Gebai do war, wat u sech och eng gutt Saach ass.

Am Zesummenhang mam Plan sectoriel stelle sech awer fir eis eng Rei vu Froen, op déi ech wollt an deem Zesummenhang zrëckkommen. Mir hunn de 24. Abrëll 2001 déi éischte Kéier iwwer de Plan sectoriel Lycée an der Chamberkommissioun geschwat. An deem Dokument, wat ganz nobel Absichten enthält, geet dovunner Rieds, dass dee Plan sectoriel der demographescher Entwëcklung Rechnung droe soll, dass véier verschidde Pólen am Land sollen ageriicht ginn, dass all Pôle e komplett Ugebuet vun schouleschen Niveau soll ubidden, a véiertens, dass virun allem d'Lycées de proximité solle gefuert ginn, fir den Trafik an de Verkéier vun de Schüler ze reduzéieren.

An deem Dokument, Hår President, Dir Dammen, an Dir Håren, ass och iwwer d'Entwëcklung vun de Schülerzuele Rieds gaangen, an ech ka mech erënneren un déi Interpellatioun vum Hår Garcia, virun deem engen oder anere Joer, wou mer eis intensiv iwwer d'Infrastrukturen ënnerhalen hunn. Do hu mer am Fong dat confirméiert kritt, wat deemools och schon hei diskutéiert ginn ass. An deem Dokument vum Plan sectoriel gëtt et zwou Varianten, eng Variant, déi en héije Wuessstum virausset, an eng aner, déi en nidderege Wuessstum virausset. Déi Kommissiounsmembere waren integral der Meinung, dass wann ee vu Wuessstum schwätzt, d'Uwuesse vu Schülerzuelen, een am Fong misst déi zweet Variant berücksichtegen déi seet, dass bis Joer 2010 hei zu Lëtzebuerg ronn 11.000 Schüler wäerte bäikommen. Wann een et vergläicht mam Schoulsraum, deen am Moment zur Verfügung steet, konstatéiert een en Defizit fir Schüler an der Héicht vu 8.000. Dat sinn der enorm vill, an eleng am Süden en Defizit vu Schoulsraum fir 3.000 Schüler, wat ganz héich ass.

Et gëtt och festgestallt am Joer 2001, dass zu deem Datum nach ëmmer 3.000 Kanner an allen, préfabriqués Raimlechkeete sëtzen, eng Situatioun, där am Fong, an do ass jiddereen domadder d'accord, sollt remédiéiert ginn.

Zu deem Plan sectoriel stelle sech, wéi gesot, eng Rei vu Froen:

1. ass de Plan sectoriel jo en Deel aus dem Gesetz iwwer den Aménagement du Territoire vun 1999. Wou ass de Plan sectoriel um legislative Plang drun? Gëtt et en Deel vum Gesetz iwwer den Aménagement du Territoire? Gëtt et e Règlement grand-ducal, oder wat fir eng Form kritt deen dote Plan sectoriel? Et wier flott, wann ee vu der Ministerin heiriwwer kënn eng Äntwert kréien.

An der Kommissioun ass och iwwer déi Fro vun den Neibauten a vum Zäitraum diskutéiert ginn, deenen noutwendeg ass, fir e Lycée ze bauen. Et ass dovunner geschwat ginn, dass kuerzfristeg dräi zousätzlech Lycéeen direkt solle gebaut ginn: een am Osten, een am Norden, een am Süden. Et ass och gesot ginn, dass deen een 2005, deen aneren 2006, an deenen drëtten 2008 un d'Netz soll goen. Et steet och am Dokument, dass innerhalb vun deenen nächsten zéng Joer sechs bis siven nei Lycéee mussen gebaut ginn, fir de Besoinen entgéintzekommen.

D'Bauzäit an d'Dauer vu der Planung stinn ebenfalls am Dokument mat 8, 4 Joer an et ass vu jiddfremgem bedauert ginn, dass deen Zäitraum esou laang ass. Am Plan sectoriel oder a deem Dokument steet dann och, dass d'Bauverwaltung soll all Méiglechkeete kréien, fir déi Délaieen ze reduzéieren. D'Madame Brasseur huet den 11. Abrëll an der Kommissioun ugekënnegt, dass si géing e Projet de loi ausschaffe loossen, fir déi Bauzäit a déi Planungsphasen ze reduzéieren.

Wann een noliest, wat an der Regierungserklärung steet, esou steet do, dass Effort solle gemaach ginn. Datselwech steet am Wahlprogramm vun der Demokratescher Partei, an och an deem vun der CSV.

Ech wollt am Fong ofschléissend nach froen, wéi wäit dass deen dote Projet gedien ass a wat fir eng Äntwerten, dass et op déi dote Froen gëtt?

Ofschléissend mengen ech, dass mer als Fraktioun deen heite Projet kënnen stëmmen an hoffen, dass d'Regierung weiderhin de gudder Virschléi vun de Sozialiste Rechnung dréit.

M. le Président. - Als nächst Riedner huet elo d'Erzëungsministesch, d'Mme Anne Brasseur, d'Wuert.

Mme Anne Brasseur, Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Hår President, Dir Dammen an Dir Håren, dee leschte Projet, dee mer hei an der Chamber gestëmmt hunn iwwer d'Education, war deen iwwer d'Eropsetzung vun der Ziel vun den Inspektoren an d'Schafung vu Bureaux régionaux am Kader vum Primär. Dat ass e Projet, deen d'Unanimitéit vun deem Haus krut. Ech mierken, dass deen nächste Projet, deen elo um Ordre du jour steet, dee fir d'Kreatioun vun engem neie Lycée zu Esch och d'Unanimitéit vun der Chamber kritt. Et gesäit een also, dass an der Education een och kann d'Unanimitéit op Projete kréien, och wann op der Place publique an och heibanne kontrovers diskutéiert gëtt.

Dofir wannert et mech net, dass nient där Unanimitéit awer dann aner Punkten hei opgeworf ginn, déi näischt mam Projet ze dinn hunn, fir ze weisen, dass et awer nach Problemer gëtt. Datt et nach Problemer gëtt, weess ech, an ech wëllt d'Problemer wäer viru menger Zäit all geléist ginn, dann hätt ech d'Liewe méi einfach, an da wier et och haut méi einfach, fir all d'Acteuren an der Schoul.

Or, dat ass net esou, an esouguer wann ech all Projeten an deenen Délaie kënn fäerdeustellen, wéi ech mer dat géing wënschen, an da géing et vill méi séier viru, kënn en net soen, d'Arbecht wär eriwuer, well d'Arbecht ass ni gedoen. Besonnesch an der Education, wou dauernd eng Evolution ass, muss ee sech permanent a Fro stellen, a muss een all Projet ëmmer erëm op de

Métier huelen.

Ech wëll bei deemem Projet de loi dem Rapporteur villmoos merci soen, fir déi Aart a Weis wéi e säi Rapport virgedroen huet a mat wellecher Kompetenz a mat wellecher Sachlechkeet en dat hei gemaach huet. Dofir e ganz grouss Merci.

Och déi aner Intervenanten hunn dat mat grousser Engagement gemaach. Wa mer hei zu där Unanimitéit kommen, a wann et méiglech ass e Projet ze stëmmen, deen net zu gréisserer Opreegung féiert, dann ass dat, well gutt Viraarbecht geleescht ginn ass. A fir déi Viraarbecht wëll ech all deene merci soen. déi doru geschafft hunn, an dat sinn haaptsächlech d'Leit aus der Schoul selwer. Et sinn nämlech si um Terrain, déi gekuckt hunn, zesumme mat de Beamten aus dem Ministère, wéi een dat kënn am beschten ugoen. An et gëtt ganz oft probéiert dann ze soen, mä do ass scho Viraarbecht geleescht ginn. Jo, déi Viraarbecht muss een awer leeschten, fir dann an aller Sérénitéit kënnen driwwer ze diskutéieren.

Et ass nämlech net evident e Gebai, wat 2.500 Schüler ëmfaasst, iwwer 350 Enseignanten, Personnel éducatif, administratif et technique, wat op fënnf Sitë verdeelt ass, esou ze géréieren, dass et gutt funktionéiert. An och dofir wëll ech all deene Leit merci soen, déi doru matgewierkt hunn. Dat ass d'Direktioun mat der Equipe vun der Direktioun, dat sinn all d'Enseignanten an dat ass de Personnel administratif, technique et éducatif. E Gebai nämlech ass net nëmme d'Infrastrukturen, mä e Gebai ass virun allem d'Leit, déi dat composéieren. An do huet de Lycée technique vun Esch ganz gutt Aarbecht gemaach, trotz deene Contrainten, an deene se hu misse schaffen.

De Lycée technique vun Esch huet eng pedagogesch Autonomie a deen huet zum Beispill e System vun Tutorat ageféiert. Dat wat also hei vum Hår Garcia gefuert gëtt, dass duerch d'Gesetz misst d'Autonomie kommen, do huet Esch bewisen, dass een dat ka maachen. Ech ka se nëmme ënnerstëtzen op där Schinn viruzefueren. D'Autonomie muss nämlech vun deene Leit gedroen a gemaach ginn, déi an engem Gebai sinn, an ech géing et net gutt fannen, wann d'Politik géing déterminéiere wéi dann e Gebai am Detail ze funktionéieren huet. Pédagogie mécht sech nämlech um Terrain, a mécht sech mat Sécherheet net an der Chamber, och wa mer hei eng Partie Leit hunn, déi aus deem Métier kommen, besonnesch aus dem Lycée technique vun Esch.

D'Madame Stein huet elo grad ervirgestrach, wien alles do enseignéiert huet, an ech wëll soen, et woren och fréier Schüler, déi heibanne sinn, déi an de 50er Joren do an d'Schoul gaange sinn, wéi et nach d'Berufsschoul wor - zum Beispill den Hår Glesener, huet mer dat gesot. Et ass net um der Politik ze definéieren, wéi e Schoulgebaier ze funktionéieren huet, mä et ass d'Schoulgebaier selwer mat sengen Acteuren, déi dat musse entwëckelen, an do besteet eng Dynamik, déi ech och wëll ënnerstëtzen.

Fir de Kader fir d'Schoulentwëcklung ze schafen, ass en Avant-projet de loi an der Diskussioun, an dee gëtt mat deene concernéierte Leit fir d'éischt diskutéiert, ier mer domadder an d'Kommissioun ginn. Well et kann een net mat Iddien an d'Kommissioun goen, ier ee mat de Leit um Terrain geschwat huet. Well Iddien, déi een huet, musse och an der Praxis ëmsetzbar sinn. Ech halen näischt vu groussen Theorien, déi an der Praxis net realisierbar sinn. Ech gi léiwer esou vir, dass ee kuckt wat machbar ass, wéi ee pragmatesch ka virgoen, an dat da mat de Leit um Terrain ëmsetzen.

Wann een déi nei Lycéee kuckt, déi kreéiert gi sinn, wéi de Lycée Aline Mayrisch, do gesäit een, dass sech do eng Dynamik entwëckelt huet, déi och méiglech ass am jëtzege Kader. Och zu Mamer wäert eng ganz Partie vun Initiativen an deem Sënn kommen.

An och hei huet een e Gebai, wat awer op eng Traditioun kann zrëckgräifen, well d'Personal schon en place ass, an dofir mengen ech, wier et net gutt, wa mer vun hei aus deene géinge soen, wéi se ze funktionéieren hunn. Dofir kann ech och déi zwou Motiou-

nen, déi den Här Garcia hei presentéiert huet am Numm vu deene Gréngen, net unhuelen, an ech géing d'Chamber bieden, se ze rejétéieren.

Et sinn nach Froe gestallt ginn iwwert d'Mise en vigueur. Et wor virgesinn, datt dat vun dëser Rentrée u géing lafen. Et leeft de facto vu dëser Rentrée un. Ech wollt proposéieren, datt d'Poste vum Direkter an duerno dee vum Directeur adjoint géingen ausgeschriwwen ginn, datt een da kann den 1. Januar operationell sinn, datt et also an dësem Schouljoer leeft, an datt mer vum 1. Januar u prett sinn, fir dat ze maachen.

Wat d'Personalfroen ubelaangt, ass et richtig, datt dat en concertation mam Personal geschitt ass. Et si vu deenen 350 Leit, déi betraff sinn, der 15, deenen hire Wënsch net konnt Rechnung gedroe ginn. Mä ech mengen, datt de Projet awer doduerch net kann opgehale ginn, an déi hunn, wéi de Rapporteur dat och gesot huet, nach dräi Joer d'Méiglechkeet prioritär fir eng Nominatioun ze optéieren.

Ee Wuert nach zum Numm. E ass richtig, datt all Lycée soll en Numm kréien, an dat ass, ier ech Minister gi sinn, duerch Règlement grand-ducal gemaach ginn. Dat kann och gemaach ginn. Bei deenen zwee Projeten, déi ech abruucht hunn, hat ech selwer en Numm proposéiert an dat direkt an d'Gesetz geschriwwen. Dës Kéier ass keen Numm, deen esou evident wor, deen ee konnt op dee Lycée setzen, esou datt ech dat wäert duerch Règlement grand-ducal nohuelen. Ech hoffen, datt een dann awer e gudder Choix kann treffen.

Nach ee Wuert zum Plan sectoriel, eng Fro, déi vum Här Zanussi opgeworf ginn ass. Et gétt esou gemaach wéi et am Gesetz virgesinn ass, iwwert den Aménagement du Territoire, an et gétt e Règlement grand-ducal geholl. D'Prozedur ass genee am Gesetz virgeschriwwen, esou datt ech dat net brauch hei ze widderhuelen.

Den Här Zanussi huet nach gemengt, ech hatt an der Kommission gesot, et kéim e Projet de loi fir d'Bauprozeduren ze accélérieren. Dat hunn ech net gesot. D'Education nationale géing e Projet de standardisation entwéckelen, fir datt d'Prozedur duerno kann accélériert ginn, well fir d'Bauprojeten ass den Educationsminister net zoustänneg, mä de Bauteminister, wéi den Här Zanussi dat jo och weess. Dee Programme de standardisation ass entwéckelt ginn an deen ass elo un de Bauteminister gaangen, esou datt deen nächste Lycée, dee gebaut gétt, an zwar dee vu Réiden, wou de Programm och fäerdeg gestallt ginn ass, dann op Grund vu deene Standardisatioun geschitt. Mir hunn eis och un der Standardisatioun inspiréiert, fir de Programm vum Lycée Hubert Clément ze dévelloppéieren, de Lycée Hubert Clément, wou mer eis jo all wënschen, datt en op d'Lentille Terres-Rouges kennt.

Dat also wat d'Kompetenze vum Educationsminister ubelaangt. Ech hoffen natierlech, datt mer eng Prozedur fanen, wou mer d'Baute kënnen accélérieren. Allerdéngs wann ee kuckt, wéi an deene leschte Froe vum Marché public reagiert ginn ass, da weess ech net, ob mer et fäerdeg bréngen, dat do iwwerhaapt ze accélérieren.

Den Här Zanussi deen ass beharrech, Här President, wéi mer wëssen, an deen huet selbstverständlech och nach eng Fro.

M. Marc Zanussi (LSAP). - Madame Ministerin, ech wollt lech nach eng Kéier froen, am Zesammenhang mam Plan sectoriel. Et ass an der Rei, datt dat e Règlement grand-ducal gétt, an datt et no de Prozedur vum Gesetz iwwert den Aménagement du territoire soll ofgewéckelt ginn, mä: Wéi wäit ass deen Text? Wéi wäit ass den Text inhaltlech fäerdeggestallt, fir dass e kann op den Instanzeweeg goen?

Mir haten an der Kommission den 11. Abrëll en Dokument. Ass dat d'Schlussdokument? Huet sech dorunner eppes geännert? Wéi ass de Stand vum Dokument? Dat wollt ech am Fong mat menger Fro wëssen.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - De

Stand vum Dokument ass deen, dass am Secteur vum Osten nach musse Prezisionen an de Programm bruecht ginn. Am Ufank wollte mer dräi Pôles d'enseignement. Et schéngt sech awer erauszeschielen, datt mer e véierte Pôle d'enseignement kréien, wou Gréiwemaacher, wou lechternach a wou Jonglënster dran ass. Do mussen nach Ofstëmmunge kommen an deem Text, mä all déi aner Punkte si prett, sou dass mer parallel dozou awer schonn d'Programmer fir déi Schoulen, déi schonn arrétéiert sinn, notament de Lycée vu Réiden an de Lycée op de Frichen vu Belval virun dévelloppéiert hunn an net mussen op de Plan sectoriel waarden, fir iwwerhaapt Aarbechte kënnen ze entaméieren.

Ech mengen, Här President, domat hatt ech op d'Froen all geäntwert. Ech géing nach eng Kéier allen Intervenante villmools merci soen an all deenen, déi sech ëm déi Schoul zu Esch këmmen, weiderhi bonne chance wënschen. Ech wëll besonnesch awer de Schüler, well ëm déi geet et, alles Gude wënschen, dass se eng gutt Scolaritéit an der Schoul maachen an och do déi Qualifikatioun kréien, déi hire Kapassitéiten an hiren Aspiratiounen entsprécht.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Madame Lydia Mutsch huet nach eng Fro.

Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Ech hunn nach eng Fro un d'Madame Minister ze stellen. Kënnt Dir eis Opschloss ginn iwwert Gebailechkeeten op der Victor-Hugo-Plaz?

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - D'Gebailechkeeten op der Victor-Hugo-Plaz, do widderhuelen ech dat, wat ech der Mme Mutsch an der Kommission gesot hunn a wat ech an Entree vu gesot hunn. De Stat hält d'Gebai op der Victor-Hugo-Plaz, dat aalt Gebai, wat an engem ganz gudden Zoustand ass. Ech verstinn zwar ganz gutt, dass d'Gemeng Esch begeschtert wier, fir dat Gebai ze iwwerhuele fir hir eege Schoulzwecker. Wat déi aner Gebaier ubelaangt, déi an engem schlechten Zoustand sinn...

Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Dat ass, dat wat ech mengen, Mme Minister!

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Nach eng Kéier, ech sinn net Bauteminister, ech hunn déi Analysen net gemaach, ech wäert dat awer viruleeden, a wa mer dann d'Resultat hunn, wann dann am Bauteministerium d'Resultat vun deenen Analyse virläit, da wäert et och esou sinn, dass d'Chamber dat matgedeelt krit, an och selbstverständlech den Escher Schäfferot, dee bestëmmt och dorun interesséiert ass.

Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Jo, deen zënter dräi Joren op déi Äntwerter waart.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Ech soen lech merci.

M. Lucien Weiler (CSV). - Frot d'Madame Minister emol nach wéi Qualitéit vun deenen neien Timberen ass!

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG). - Här President, ech wollt nach d'Parole après ministre.

M. le Président. - Den Här Garcia huet d'Wuert fir Parole après ministre.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG). - Här President, fir d'éischt wollt ech mech bei der Madame Stein entschëllegen, dass ech hir eng ongeheierlech Énnerstellung gemaach hunn. Ech hunn nämlech an dem Text, wou déi zwou Motiounen mateneen ofgehandelt gi sinn, gesinn, dass d'Mme Stein zwar Skepsis hat par rapport zu der Séparatioun vu Péiteng an Déifferdeng, mee si war awer domat d'accord an huet déi Motioun och mat ge-

droen, fir déi Escher Gebaier an zwee ze deelen. Dobäi hat se och eng gutt Nues, well dat heiten ass jo lo geschitt. Dat zu Déifferdang ass jo nach en suspens.

Ech wollt awer nach eppes Zweetes soen, wat vill méi interessant ass an dem Beräich. Ech huelen Akt dovunner, dass d'Mme Ministerin déi zwou Motiounen vun eis oflehnt. Dat interesséiert mech besonnesch am Fall vun der zweeter Motioun. Well déi zweet Motioun ass textuellement déiselwecht wéi déi vum 2. Juli 1998. Déi Motioun war deemools net nëmme vun der Chamber unaniemement ugehooll ginn, mä si war och ënnerschriwwen ginn, ausser vu mir, vu folgende Leit: vun engem gewëssenen Eugène Berger, engem Fernand Greisen, engem Jean-Claude Halsdorf an engem Madame Nelly Stein. Also kann ech feststellen, dass no véier Joer d'Offensiv vum Här Berger zimlech no hanne gaangen ass, well déiselwecht Motioun mat deeneselwechte Wieder, déi deemools hei eng gréisser ökumenesch Begeescherung ervirgeruff...

(Interruption et hilarité)

Wann een natierlech no der PISA-Etüd an deem heiten Domän seng Meinung ännert, dann ass ee wierklech domm.

Une voix. - ...dësen Text ass och aus der PISA-Etüd.

M. le Président. - D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir maachen d'Lecture vun den Artikelen a stëmme of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 7 si gelies an ugehooll.

Mir kommen zum Vote iwwert de Projet de loi 4871.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthale sech.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme ugehooll.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes (par M. Ady Jung), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Théo Stendebach), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Motions

Mir kommen zu de Motiounen. D'Motioun 1 ass vum Här Garcia explizéiert ginn.

De Vote électronique ass verlaangt.

Vote

Déi fir d'Motioun 1 vum Här Garcia sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthale sech.

D'Motioun ass mat 34 Nee-Stëmme a 25 Jo-Stëmme ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes (par M. Ady Jung), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Mir kommen elo nach zur Motioun 2 vum Här Garcia.

Wie fir déi Motioun 2 ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

De Vote électronique ass verlaangt.

Vote

Déi fir d'Motioun sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthale sech.

D'Motioun ass mat 25 Jo-Stëmme, 31 Nee-Stëmme an zwou Abstentiounen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes (par M. Ady Jung), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marco Schank, Jean Spautz, MM. Nicolas Strotz, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: Mme Nelly Stein et M. Fred Sunnen.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4978 iwwert d'Regierungssubventiounen fir de siwente Fënnefjoresplang am Beräich vum Sport.

Et si schonn ageschriwwen déi Hären Hauptert, Zanussi, d'Madame Durdu, d'Häre Colombera, Garcia, Urbany a Scheuer. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Xavier Bettel. Den Här Bettel huet d'Wuert.

3. 4978 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un huitième programme quinquennal d'équipement sportif et modifiant l'article 1er de la loi du 24 décembre 1997 concernant le septième programme quinquennal d'équipement sportif

Rapport de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Xavier Bettel (DP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. De Projet de loi ass den 2. Juli 2002 déposéiert ginn. De Conseil d'Etat huet den 9. Juli 2002 säin Avis ofginn a mir hunn den 18. September, den 1. Oktober an eiser Kommissioun de Projet de loi analyséiert an ee Rapport gestëmmt. De Projet gétt schonn haut ofgestëmmt.

Wann een d'Rapporten an d'Avis liest vum Conseil d'Etat zum COSL, gétt et hei eng Persoun, där een dierf merci soen. Dat ass d'Mme Brasseur. Duerch deen heite Gesetzesprojet gétt enfin d'Exigence vum Conseil d'Etat realiséiert, an ech zit'éieren de COSL: "Le COSL se félicite, le COSL ne peut qu'approuver, le COSL adhère à l'idée..."

Also Dir gesitt, dat heiten ass ee Projet de loi, dee mat enger grousser Approbatioun, op jidde Fall vun deenen zwee Organer, déi ëm een Avis gefrot gi sinn, adoptéiert ginn ass.

Wat gesäit dee Projet de loi vir? Et si siwen Artikelen. Den éischten Artikel gesäit eng Envelopp vir vun 120 Milliounen Euro fir d'Joer 2003 bis d'Joer 2007. Dat ass deen aachte Programme quinquennal. Deen éischten huet 1968 ugefaang.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Dat do ass da fir d'Equipements sportifs. Déi gi vun de Gemenge gebaut, vun de Syndicats intercommunaux, oder vun nationale Sportsorganisatiounen.

Den Artikel 2 vun deem Projet de loi gesäit vir, dass de Ministère des Sports, deen d'Attributiounen huet, och e Programm dann ausschafft, dat heescht, dass och net honnertausend verschidde Ministèreen do eng Kompetenz hunn, mee exclusivement de Ministère des Sports, wat och richtig ass. Ech kommen derno nees drop zrëck.

Am Artikel dräi ass virgesinn, wéi déi Aide ass. Dat heescht, fir eng Gemeng kann dat op 35% eropgoen, fir eppes Regionales bis op 50%. Et kann esouguer bis op 70% eropgoen, wann et en Intérêt national huet. Dat heescht, d'Regele si fest a kloer. Den Artikel 4 gesäit vir, dass een zum Beispill kennt à titre exceptionnel fir Gemengen eng Aide ginn, déi wierklech net genug Infrastrukturen hunn.

Den Artikel 5 ass eng Erneuerung, wouhier och de Luef vum Conseil d'Etat a vum COSL komm ass. Dat ass, datt d'Mme Brasseur an deem heite Projet de loi d'Renovatiounen an de Maintien vun de Installatiounen aus dem Plan quinquennal erausgeholl huet. Wann een nämlech d'Geschicht kuckt vun de Plans quinquennaux, kuckt, zum Beispill bei dem Véierten, do wou en Dépassement vu 65 % vum Plan quinquennal war, dann ass do ëmmer gebaut ginn, an dunn ass e bësse gefléckt ginn, an et ass e bëssen hei gemaach ginn, an dunn ass et mat de Suen nees vir an hannen net duergaangen, an esou ass da vun deem nächste Plan quinquennal schonn eng Partie vun de Sue grevéiert gewiescht. De véierte Plan quinquennal mat 65% zum Beispill. Et ass kloer, dass all Kéiers Dépassementer waren.

Duerfir huet d'Madame Brasseur bei deem heite Projet de loi alles wat d'Renovatioun an de Maintien vun den Installatiounen ugeet, iwwert den normale Budget lafe gelooss an net méi iwwert de Plan quinquennal. Duerfir och den Artikel 6, deen de Plan quinquennal, de siwenten, nach completéiert, wou eng Zomm vun 22 Millounen Euros derbäi kennt.

Wann ech elo e bësse méi an den Detail ginn, da gief ech lech erlaben ze soen, dass den 8. Plan quinquennal d'Realisatioun zum Beispill virgesäit vun zéng Halls multisports, aacht Halls de sports, dräi Salles de sports, dräizéng Piscines couvertes, uechzéng Terrains de sports, aacht Halls de tennis, enger Installation d'escalade, enger Piscine en plein air et l'agrandissement d'une patinoire.

Dir gesitt virun allem, dass et grouss Infrastrukture sinn, wou selbstverständlech och d'Gemengen drop ugeweise sinn, fir eng gewëssen Hëllef ze

kréien, well dat net nëmmen am Intérêt vun de Gemengen ass, mä och am Intérêt vun de Schoulen. Ech mengen, d'Madame Brasseur ënnerstëtzt mat deemem Projet de loi och de Sport à l'école, deen gëtt. Je no de Schoulzäiten ass et jo méiglech, dass dës Infrastrukture verschiddene Clibb zur Verfügung stinn, dat heescht, et ass am Intérêt vu ganz ville Leit an net nëmme vun enger Gemeng. Et sinn och duerfir regional an national Infrastrukturen, déi gebaut ginn.

Am Projet de loi, dee mer kritt haten, steet dat jo och kloer dran, dass dat zum Beispill dräizéng Equipementer fir Gemenge sinn, wou am Moment keng Hal oder keng Schwemm ass; dass eng hallef Dosen Installations nouvelles fir spezifesch Sportspraktike sinn, wéi zum Beispill Cyclisme, Ski nautique, Kajak, Patinage oder Pétanque.

A wat och virun allem luewenswäert ass, dat ass, dass d'Madame Brasseur sech engagéiert huet, dass se an Zukunft en Inventaire actualisé wäert maache vun de Besoinen u Sportinfrastrukturen.

Et ass fir d'Gemengen - ech hunn et virdu gesot - gutt, dass elo d'Spillegele schwaarz op wäiss do stinn, well eng Gemeng, déi op d'Aide vum Stat waart fir eppes, wat se gebaut huet, an da gesot kritt, et si keng Sue méi an der Keess, Dir musst nach véier, fënnel Joer waarden, well et gi beim nächste Plan quinquennal éreischt Sue bezuelt, dat ass net korrekt. Elo weess all Gemeng, wat se ka kréien, och dass net an all Gemeng eng Schwemm gebaut gëtt, mä au contraire gekuckt gëtt, fir op regionalem Niveau déi Saachen ze koordinéieren.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech wëll dann och nach hei eng leschte Kéier der Madame Brasseur merci soen. Ech fannen dat ëmmer gutt, wa mer bei engem Projet de loi eng Fiche financière dobäi hunn, dat ass net ëmmer de Fall, an net nëmmen eng Fiche financière, mä och carrément, wat mat deene Sue geschitt, dat heescht, et ass schwaarz op wäiss am Projet de loi. An der Kommissioun krute mer ausgedeeelt, wat gebaut gëtt, wéi et gebaut gëtt, an ech fannen dat ganz korrekt. Dat heescht, et ass kee Chèque en blanc, dee gemaach gëtt. Et huet zwar laang gedauert, et ass elo deen achte Programm, mee vun deem heien un ass méi kloerheit an deem Ganzen.

Deen, deen deen dote Projet de loi net stëmmt, deen huet näischt verstanen. Ech soen lech merci.

(Brouha général)

M. le Président. - De Rapporteur huet eng Bemierkung gemaach, déi e vläicht besser gehat hätt, net ze maachen.

Den Här Hauptert ass als éischte Riedner agedroen.

Discussion générale

M. Norbert Hauptert (CSV). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, nodeem de Kollege Xavier Bettel hei de Projet an allen Detaile virbruecht huet, kéint ech mech am Fong geholl a menger Interventioun dorop beschränken, fir méi allgemeng Reflektiounen iwwert de Sport hei ze maachen, déi awer an de Kader vun deemem Projet erapassen.

Dir Damen an Dir Hären, Dir wësst, dass de Sport an eiser heiteger Zäit ëmmer méi eng grous Importanz anhéit, an dat aus verschiddenen Ursachen, wou ech der besonnesch hei véier wëll ervirsträchen.

Éischtens: Mer liewen an enger Zäit, wou d'Leit ëmmer méi siesshaft ginn a sech ëmmer manner bewegen. Dat geet u mat eise Kanner, déi mer mueres mam Auto an d'Schoul féieren, an duerno och erëm siche ginn, an am plaz se dobausse spillen an der frëscher Loft, sëtze se praktesch déi ganz Zäit no der Schoul virun der Televisioun oder virun hirem Computer. Dat geet mat eis selwer viru mat eisen Déplacementen op d'Aarbeitsplaz, wou jiddereen am léifsten eng Parkplaz nieft senger Aarbecht géif virfannen, fir datt en am beschte vu sengem Bett aus bis op de Bürosstull transportéiert gëtt, ouni eng Minutt an der frëscher Loft ze sinn, an ouni sech e puer Meter missen ze déplacéieren. Dat erstreckt

sech souguer op eis Manéier, wéi mer eis Kommissioun maachen oder wéi mer eise Fräizäitbeschäftigungen nokommen. Och do géife mer am léifsten all Déplacement mam Auto maachen.

Zweetens: Mir liewen an enger Gesellschaft, wou d'Leit ëmmer méi Fräizäit hunn, an och weider nach wäerte kréien, a wou der vill sinn, déi sech net mat hire Fräizäit zurechtfinden. Am Interesse vun eiser Gesellschaft, géif ech mengen, an och besonnesch am Interesse vun deene Leit ass et, datt mer hinnen eng Méiglechkeet bidden, hir Fräizäit op eng interessant an nützlich Manéier ze miwwelieren. De Sport, souwuel den aktive wéi de passiven, bitt mat Sécherheet eng Méiglechkeet fir eise Bierger hir Fräizäit nützlich an interessant ze gestalten.

Drittens: Mir liewen an enger Gesellschaft, wou ëmmer méi Leeschtung verlaangt gëtt, wou am Beruff nieft dem Kënne an der Intelligenz och nach Ausdauer a kierperlech Stehvermögen eng wichteg Roll spillen. Wéi kann een déi besser fleege wéi duerch eng sportlech Aktivitéit?

Viertens: Mir ginn an eiser hektischer Zäit ëmmer méi oft Stresssituationen ausgesat, op der Aarbecht, am Verkéier dobaussen, souguer beim Akafen. An dee Stress iwwerdréit sech och bis an d'Familljen eran. An dat féiert zu ville Problemer, mat deenen eis Gesellschaft haut konfrontéiert ass. Ville Problemer wéi Depressiounen, wéi Suiciden a wéi Divorcen. An näischt ass méi effikass, ech brauch lech et net ze soen, fir den Ofbau vum Stress, wéi eng intensiv kierperlech Aktivitéit an dat am beschten dobaussen an der frëscher Loft.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, wéinst der Importanz vum Sport an eiser heiteger Gesellschaft ass d'öffentlech Hand gefuerdert, fir den néidege Kader ze schafen an déi néideg Mëtteln zur Verfügung ze stellen, fir datt de privat organisierter Sport a senger Missioun, déi dora besteet, de Sport an eiser Gesellschaft a besonnesch bei eiser Jugend ze fördern, nach ka gerecht ginn.

Dat iewescht Zil vun der Sportorganisatioun ass net fir Championen erunzezellen, mee hiert Zil läit vill méi an der Förderung vum Sport fir eis Gesamtbevölkerung, fir datt d'Leit sech alleguer op iergendeng Manéier sportlech betätigen an domat un de Wäerter, déi am Sport léien, deelhuele kënnen.

Dofir ass et wichtig, datt mer éischten de Sport an eise Schoule fördern, fir datt all Kand déi an eiser Gesellschaft gängig Sportarten kennelieert a se beherrsche kann. Doduerch soll dem Kand de Sënn an d'Freed zum Sport vermëttelt ginn, a besonnesch soll dem jonke Mënsch d'Méiglechkeet gebuede ginn, fir mat där Sportart a Kontakt ze kommen, fir déi hien déi bescht kierperlech Virussetzung matbréngt an déi him am meeschte Freed mécht. Dat sinn d'Aufgabe vun der Sporterzéiung an eise Schoulen.

Besonnesch wichteg ass awer de Schoulsport fir déi Kanner, déi nieft hirer Schoul keng sportlech Aktivitéit bedriewen. Dofir ass et vu gréisster Wichtigkeet, datt mer der Sporterzéiung an eisem Unterrecht déi Plaz reservéieren, fir dass de Sport sengem Stellwäert an eiser Gesellschaft gerecht gëtt, a besonnesch déi senger Importanz an der Ausbildung vun eiser Jugend zokomme misst.

Mir musse Strukture schafen a Moosnamen ënnerstëtzen, déi deenen, déi hire Sport um Niveau vun der Compétitioun a vun der Héchstleeschtung wëlle bedriewen, d'Méiglechkeete bitt, dat ouni Contrainte an ouni sozial Nodeeler maachen ze kënnen. D'Strukturen heifir bidden eis Veräiner a Federatiounen, op déi ëmmer méi Verantwortung an Aarbecht zokënn, an déi op d'Ënnerstëtzung vun der öffentlecher Hand ugewise sinn. D'Moosname mussen am Kader vun eise gesetzlechen Dispositiounen geholl ginn, fir déi ganz Aarbecht vun eise Veräiner a Federatiounen optimal ze begleeden.

Déi Ënnerstëtzung muss awer den Efforten an de Leeschtunge vun deenen eenzelen Sportarten ugepasst sinn. Et kann net sinn, dass eng Gemeng oder de Stat fir d'Bezuele vun exorbitanten Transferten oder Indemnitéite vu Sportler oder Trainer an d'Keess gebiede gëtt, ouni datt en ugepasst

sportlech Resultat virläit. Am Géigendeel soll d'öffentlech Hand fir déi normal Gestiou, administrativer an technischer Natur, vun de Veräiner a Verbänn opkommen, fir datt mir och an der Zukunft Leit fannen, déi hir Fräizäit, ouni Entschiedegung, am Intérêt vun eiser Jugend zur Verfügung stellen.

An drëtten mussen Infrastrukture geschaf ginn, fir dass de Schoulsport, de Compétitionssport an de Fräizäitsport sech fräi entfale kënnen. De Finanzement vun engem Deel vun deenen Infrastrukturen geschitt iwwert d'Fënnefjoresplang fir d'Sportséquipement. De Projet, dee mir hei virleien hunn, soll de Finanzement vun dem achte Plang assuréieren. Obschonn ech ugangs gesot hunn, dass ech mech hei géing op méi allgemeng Aspekter vum Sport beschränken, wéilt ech awer zum Schluss e puer Wieder iwwert den achte Fënnefjoresplang verléieren.

Déi, déi mengen, ech géing elo fir déi eng oder déi aner Infrastruktur, fir déi eng oder aner Gemeng hei antrieden, muss ech leider enttäuschen. Och hei wëll ech mech ent op allgemeng Iwwerleunge beschränken, a besonnesch op e puer Remarken agoen, déi de Comité olympique et sportif vu Lëtzebuerg a sengem Avis zum Projet gemaach huet.

Eng vun den Aufgabe vum Sportsministère läit doran, Suerg ze droen, dass d'Sportsinfrastrukturen iwwer d'ganz Land gläichméisseg verdeelt sinn. Et kann net sinn, datt eng ganz Generation vu jonke Leit aus iergendenger Regioun vun eisem Land zum Beispill net schwamme léiert, well an där Regioun keng Piscine virzefannen ass. Eise President, deen elo net hei ass, kéint eis bezeien, wéi wichtig a wéi interessant datt et ass, wann een och nach an engem gewëssen Alter schwamme kann, fir seng Gesondheet ze fördern. Wat natierlech fir Piscine wouer ass, ass och fir all aner Sportinstallatioun wouer.

Dofir begrësse mir och, datt de Ministère amgaangen ass, en Inventar vun de Sportsinfrastrukturen op engem Support informatique opzestellen. Domat kann een d'Schwachstellen an eisem Land a puncto Sportinfrastrukture feststellen a Moosnamen an d'Wee leeden, fir dass an deene benodeelege Géigenden eppes ënnerholl gëtt, fir de Besoine vun eiser Jugend um sportleche Plang gerecht ze ginn. Dofir dee mir och d'Meenung vum COSL, datt eng regional Approche um Plang vun Bau vun neien Infrastrukture Virrang géintiwwer enger lokaler Approche muss hunn.

Et vun de fundamentale Problemer vun de Sportsinfrastrukturen ass dee vun der optimaler Beleeung vun eisen Halen a Piscinen. Et dierf net sinn, dass Terrainen, Schwemmen oder Halen exklusiv engem oder e puer Veräiner virenthalt sinn an doduerch daagsiwwer eidel do stinn. Grad sou ass net ze verantworten, datt d'Sportsinfrastrukturen an de Schoulen nëmmen 30 Stonne pro Woch a 36 Wochen am Joer benotzt ginn, well se exklusiv dem Schoulsport reservéiert sinn. Et ass kloer, dass dës Infrastrukturen net "à porte ouverte", ouni Surveillance, fir all Mënsch zur Verfügung stoe kënnen. Et muss awer méiglech sinn, eng optimal Nutzung vun deenen Installatiounen tëscht Schoulsport, Fräizäitsport a Compétitionssport ze assuréieren.

Dat bedingt eng optimal Surveillance vun deenen Installatiounen, déi net eleng op de Schëllere vun dem Portier oder vum Platzwaart ka leien. Soss geet et an Zukunft, wéi et bis elo ëmmer de Fall war, datt de Portier decidéiert, wéini dass d'Halen zur Verfügung stinn a wie se benotze kann. Dat ass eng onméiglech Situatioun fir de Portier, wéi fir eis Veräiner. An dat ass eng regelrecht Verschwendung vun den öffentlechen Gelder. Wa mer schonn dé eemoleg Geleeënheet hunn, de Sports- a den Unterrechtsministère an darselwechter Hand ze hunn, misst mat dese Mësstänn endlech Schluss gemaach kënnen. Et ass eng Geleeënheet, déi mir net verpassen dierfen.

D'Installatiounen mussen de Veräiner an de Federatiounen gratis zur Verfügung

stoen. Et kann net sinn, dass si um Bezuele vun den Onkäschten, déi duerch eng Manifestatioun vun enger Installatioun entstinn, mat erugezu ginn. Och wann e Veräin oder eng Federatioun op där enger oder anerer Organisioun emol e Boni mécht, da wëll dat net heeschen, datt e sech doduerch beräichert. De Boni déngt jo nëmme fir d'Onkäschten, déi op hiren normalen Aktivitéiten entstinn, auszegläichen.

D'Situatioun ass awer eng ganz aner, wann eng Privatpersoun oder eng Gesellschaft mat enger sportlecher oder kultureller Manifestatioun an enger öffentlecher Hal e Gewënn wëllt erzielen. Do ass et nëmmen normal, datt déi fir de Finanzement vun den Onkäschten opkomme mussen, an dat eleng fir keng deloyal Konkurrenz mat de Bedriewer vu private Sportinstallatiounen opkommen ze loossen.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir begrësse selbstverständlech, dass den Iwwerhang um siwente Fënnefjoresplang aus der Enveloppe vum achte Fënnefjoresplang herausgeholl ginn ass, an dass eng speziell Enveloppe fir d'Verbesserung vun de bestoenden Infrastrukturen virgesinn ass. De Finanzement vun dese Verbesserungen soll an Zukunft als Dépense ordinaire an den normale Budget vum Sportsministère opgefouert ginn. Dofir ass déi Enveloppe och nëmmen op de Finanzement vun de Verbesserungsarbeiten fir déi nächst dräi Joer limitéiert. Duerno soll e spezielle Kredit am järeleche Budget vum Sportsministère fir dës Ausgaben ageschriwwen ginn.

Här President, ofschléissend wéilt ech ënnersträchen, datt alles an allem de Projet en zefriedestellenden a besonnesch fir de Sport esouguer en excellenten Programm enthält, an dass en d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun wäert fannen. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Hauptert. Den nächsten Orateur ass den Här Zanussi.

M. Marc Zanussi (LSAP). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, am Projet 4978 iwwert den achte Fënnefjoresplang fir d'Sportsinfrastrukturen, dee mir hei diskutieren, sollt een och d'Geleeënheet profitieren, fir e puer méi allgemeng Wieder iwwert de Sport u sech ze verléieren. An ech denken, dass am Laf vun deene leschten Diskussiounen, déi mir op där enger oder anerer Plaz an der Kommissioun schon haten iwwert déi Avisen, déi et vum COSL iwwert de Schoulsport gëtt, iwwert d'Diskussiounen an deenen eenzelen Parteien, iwwert de Comité olympique, ass et wichtig, dass een déi doten Diskussioun effektiv féiert. A wann een iwwert de Sport insgesamt diskutiere wëllt, dann ass et natierlech wichtig, dass een nientend an den Infrastrukturen, déi een zur Verfügung stellt, och ee gesetzleche Kader schafft, deen déi sportlech Aktivitéiten an den adequate Kader setzt.

Dofir wëllt ech op deser Plaz einfach nach eng Kéier d'Fro un d'Madame Minister stellen, wéi deen aktuelle Stand vum Sportsgesetz ass. Ech ka mech erënneren, dass mir an der Kommissioun eng Kéier doriwuer diskutiert hunn. Offensichtlech huet d'Regierung deen een oder deen aneren Amendement zum Text eragereicht. Ech wëll einfach des Geleeënheet profitieren, fir ze froen, wou mer mat der legislativer Prozedur vun deemem Projet dru sinn, wëssend, dass et e Projet ass, dee vun der Sportswelt erwaart gëtt an och eng Rei vun Hoffnungen dragestach ginn.

Wann een elo iwwert de Plan quinquennal diskutiert, dann ass virdu scho vum Rapporteur a vu menge Virriedner op d'Entwécklung vun deenen eenzelen Sportarten agaan ginn. Et ass dovunner geschwat ginn, dass d'Leit, déi Sport maachen, ëmmer méi al ginn. De President ass virdrun zitiert ginn. Ech hoffen, net eleng wéinst sengem Alter. Et ass och dovunner geschwat ginn, dass d'Zuel vun de Sportarten an d'Luucht geet, a Gläiches an Ähnlech méi. Ech wëllt da bei där Geleeënheet och dem Rapporteur merci soe fir säi Rapport.

Et ass och richtig, dass mir weiderhi Sportsinfrastrukture brauchen. Et ass och richtig, dass mir mussen drop opassen, dass e regionaalt Gläichgewicht besteet, an dass et an de Regiou-

ne keng ze vill graff Ënnerscheeder gëtt an d'Populatioun quéesch duerch d'Land - an dat soll d'Suerg in vu esou engem Plang - méiglechst déiselwecht Méiglechkeete kritt, fir aktiv Sport ze bedriewen. Et ginn och permanent souwuel un d'Sportswelt wéi un d'Gemengen néi Erausforderungen gestallt, wat d'Infrastrukturen ubelaangt.

Och do wëllt ech d'Madame Ministerin ëm hir Position froen am Zesammenhang mat deene Fuerderungen, déi zum Beispill vun der Fussballfederatioun un eenzel Gemenge gerichtet gi sinn. Offensichtlech huet déi europäesch Fussballfederatioun Richtlinnen erausginn, no deenen eng Rei vu Veräiner, déi an der Nationaldivisioun vum Fussball spillen, eng Rei vu Viraussetzunge mussen erfëllen um infrastrukturellen Plang, fir an Zukunft nach kënnen hir Lizenzen zu kréien, an déi Erausforderungen sinn u sech, sécherlech fir de Fussball interessant, mee mat engem enorme finanziellen Opwand fir d'Gemenge verbonnen. Wann zum Beispill op engem Terrain 500 Lux Licht owes verlaangt ginn, heescht dat, dass praktesch op all Fussballsterrain sämtlech Masten a sämtlech Luuchte mussen erneiert ginn.

Wann dovunner geschwat gëtt, dass op engem Fussballsterrain ubinstens 500 Schuelesëtzer mussen ubrecht ginn, da gëtt dat bei enger Rei vum Terrainen eng grous, eng héich Zomm vun Investissementen. Sollt dat de Fall sinn - well et gëtt offensichtlech bei der UEFA och nach en Zäitplang, während deem déi dote Modernisierungsarbeiten gemaach ginn -, misste sech jo och déi dote Modernisierungsarbeiten am Finanzierungsplang vum achte Fënnefjoresplang ermënnen. Si sinn am Moment net dran, an dofir wär et flott vu Säite vum Ministère ze héieren, wéi do d'Position ass. Ass dat richtig? Sinn déi Revindicatiounen an deem Mooss an deem Zäitplang eescht ze huele vun de Gemengen, oder net?

Dat Instrument vum Plan quinquennal ass en Instrument, wat et scho während enger Rei vu Jorzénge - 35, 40 Joer - gëtt. Et gëtt an deenen eenzelen Rapporten dervu geschwat an et ass geplangt 120 Milliounen Euro auszeginn. Et weess een aus Erfahrung, dass an deene Jore virdrun ëmmer hu misse Rallonge gestëmmt ginn, fir de Besoine vun deenen eenzelen Projeten nozokommen. Dat ass da meeschtens iwwer e Spezialgesetz oder iwwer eng Ligne budgétaire geschitt. Dat hat dann awer oft zur Konsequenz, dass eng Rei vu Retarde beim Ausbezuelen vun de Subside komm sinn, wat fir déijéineg, déi d'Sue virgestreckt haten, net agräabel war.

Am Artikel 3 gëtt da vun den Tauxe geschwat, déi weiderhin onverännert bleiwen: 35% fir Aarrichtungen, déi e kommunalen Zweck hunn, 50% fir d'Aarrichtungen, déi e regionalen Zweck hunn, a 70% fir déi, déi en nationale Charakter hunn. An der Kommissioun hu mer doriwuer geschwat gehat, wéi déi Tauxe géingen applizéiert ginn. D'Ministerin huet ganz kloer geäntwert, dass am Normalfall, wann et e kommunale Projet ass, och déi 35% zugestane ginn, a wann et regional ass eben och déi 50%, dat ass relativ kloer.

Am Artikel 5, deen am Fong déi grous Neiheet vun deemem Plan quinquennal beinhaltet, nämlech d'Tatsaach, dass d'Renovatiounsarbeiten an d'Ënnerhaltskäschten net méi iwwert de Plan quinquennal, iwwert dee Fong do bezuelt ginn, mä dass dat soll eng Ligne budgétaire ginn, mat der Iwwerleung - déi net falsch ass -, dass déi Aarbechten, déi als Revisiounen oder als Erneuerunge considéiert ginn, net esou laangfristeg kënnen geplangt sinn, méi oft kuerzfristeg antrieden.

Déi Iwwerleung schéngt richtig ze sinn. Wann een an der Erfahrung vun de Gemengen dat kuckt, kann een deem u sech zoustëmmen. De Conseil d'Etat huet dat schon déi eng oder aner Kéier gefrot. De Comité olympique huet a sengem Avis och geschriwwen, dass dat doten u sech eng gutt Saach wär. Et si fir déi nächst Jore 20 Milliounen Kreditter virgesinn op déi dräi nächst Exercice verdeelt. Fir dat nächst Joer sollen et 7 Milliounen sinn.

Déi Dispositioun ass zwar nei am Text, mee aus der Erfahrung eraus, weess een, dass et och an der Vergaangen-

heet Projeten, déi grouss Renovatiounen erfuer hunn, wou praktesch nach just d'Carrosse ronderëm bestoe bliwwen ass, ënnert de Plan quinquennal gefall sinn, an als nei Projete considéréiert gi sinn an och deementsprechend da subventionéiert ginn.

Dofir stelle sech fir eis bei deem Artikel do einfach eng Rei vu Froen. Froen, déi ee sech och kënn stellen beim Artikel 3, mee déi am Artikel 3 si kloer, nämlech déi, wéi héich déi Subventionéierung ausgesäit, wéi d'Tauxen ausgesinn. An der Kommissioun hate mir déi do Diskussioun, a mir hu gesot kritt, dass se am Prinzip 10% ënnert deenen Tauxe leien, déi am Artikel 3 festgeluegt gi sinn. Et ass eis och gesot ginn, dass et eng Commission interdépartementale gëtt, déi der Ministerin Virschléi iwwert d'Héicht vun deenen Tauxe mécht.

Mir waren als Fraktioun am Fong der Meenung, dass bei esou vill Geld, dat do verdeelt gëtt, a fir d'Garantie ze hunn, dass eng honnertprozenteg Transparenz besteet, d'selwecht wéi mam Plan quinquennal déi Prozeduren och fir den Artikel 5 sollte gëllen. Mir wollten iwwert de Wee vun enger Motion d'Regierung invitéieren dofir ze suergen, dass d'Kritären, an de Wee, deen zu deenen Tauxe féiert, iwwert de Wee vun engem Reglement festgehale ginn.

Mir wollten och proposéieren, dass am Rapport annuel vum Ministère eng Lëscht dran ass, aus där kloer erausgeet, wat fir eng Projete mat wat fir engem Taux vum Ministère subventionéiert ginn, dat transparenter, oder informationshalber vis-à-vis vun alleguerten deenen, déi bedeelegt sinn.

Et soll wierklech net sou verstane ginn - déi Motioun hei -, dass et e Mësstrauen an iergendenger Aart a Weis géint déi aktuell Ministerin ass, mee einfach, wann esou eng Reglementatioun géng getraff ginn, wies se selbstverständlech och géllt fir déi nächst Regierung an déi nächst Sportsministerin. Mir sinn einfach der Iwwerzeugung, dass et mat esou engem Reglement, mat esou enger klarer Linn, méi transparent wier wéi et elo ass - net méi an net manner. Ech wollt déi Motioun hei an deem Sënn deponéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant le nombre considérable de projets de rénovation et de modernisation de l'équipement sportif dans tout le pays,*

- *considérant que les besoins financiers estimés nécessaires par le Gouvernement en matière de rénovation et de modernisation d'installations sportives sont de l'ordre de 20 mio d'Euros pour les trois ans à venir;*

invite le Gouvernement

- *à veiller à ce que le choix de subventionnement des différents projets de rénovation d'installations sportives soit arrêté de manière transparente,*

- *à dresser un tableau complet des entretiens et investissements subsidiables par le biais de la loi budgétaire, à figurer dans le rapport annuel du ministère compétent.*

(s.) Marc Zanussi, Alex Bodry, Jeannot Krecké, Lydia Mutsch, Jos Scheuer.

Da wollt ech nach e puer Wuert verléieren zu dem Avis vum Comité olympique. Wann den Här Bettel hei als Rapporteur, zwee Sätz oder zwee Wieder vum Avis vum Comité olympique zitiiert huet, dann hätt hien allerdéngs och kënnen e puer aner Saachen aus dem Avis vum Comité olympique zitiiéieren. Dat huet hien net gemaach. Dat huet dofir mäi Virriedner gemaach. Ech wëllt nach eng Kéier ganz kuerz doropper agoen, well am Schluss vun dem Avis eng Rei vu Virschléi sinn, déi eis schéngen net oninteressant ze sinn. De Comité olympique schreift, datt et sënnavoll wier, e Cahier de charges ze erstellen, e Cahier des charges type fir d'Opriichte vun deene sportlechen Infrastrukturen.

Ech schwätzen dovun, dass dee Cahier des charges zesumme mat enger Kommissioun soll festgeluegt ginn. Dat hätt eis ënner Ëmstänn dozou gefouert, dass mer bei der Diskussioun iwwert d'Sportsinfrastrukturen vum Lycée Péteng, net déi Diskussiounen an déi Auseenersetzung mat de Sportsprouff kritt hätten, déi do stattfonnt hunn.

Wann et en institutionaliséierten Dialog an där heiter Fro géng ginn, dann denken ech, wår dat am Intérêt vun deenen zukünftige Sportsinfrastrukturen, am Sënn, dass déi Infrastrukturen, déi do konzipiéiert ginn, och dem Bedierfnis vun deenen honnertprozenteg entsprechen, déi herno an deenen Infrastrukture musse schaffen.

Eng aner Iddi, déi am Avis nach vum Comité Olympique zitiiert ginn ass, ass déi, dass iergendwou festgehale sollt ginn - an do mengen ech schwätzen ech am Numm vun alleguerten deenen, déi eppes mat Sportsfederatiounen ze dinn hunn -, dass déi Halen an Infrastrukturen de Sportsfederatiounen gratis sollen zur Verfügung gestallt ginn, well déi Instrumenter jo mat öffentleche Gelder operéiert ginn, a jiddere weess, dass d'Federatiounen net am Geld schwammen. An der Praxis ass et zwar zu engem Deel esou, mee et wår net schlecht, wann iergendwou eng Kéier och dat dote géng festgehale ginn.

Da mengen ech, dass mer als Fraktioun grondsätzlech mat dem Projet hei averstane kënnen sinn. Mir wënschen eis natierlech, dass déi Motioun, déi mer hei déposéiert hunn, an déi soss näischt zum Zweck huet, wéi e Méi u Transparenz ze garantéieren, d'Zoustëmmung vun der Majoritéit féint. Ech soen lech merci fir Är Opmerksamkeit.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Durdu age droen. D'Madame Durdu huet d'Wuert.

Mme Agny Durdu (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëllt ech dem Rapporteur, dem Xavier Bettel, merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen en an extrem kuerzer Zäit geschriwwen huet, grad esou wéi dem Claude Meisch fir säi Rapport virausser.

Dir hutt sengem Exposé no kënnen noverfollegen, dass dëse Projet de loi deponéiert ginn ass, an dat en elo ganz séier den Instanzeweie iwwerstanen huet, an hei an d'Plénière kënnt. Et ass och näischt Erstaunlech, wann ech soen, dass och meng Fraktioun wäert dëse Projet de loi stëmme.

Ech wollt nach eng Kéier ganz kuerz déi dräi Objektivier ëmraissen, déi mat dësem Rapport ugaange ginn. De Sport huet numol eng wichteg Platz an eiser Gesellschaft, engersäits an eise Schoulen. Dem Schoulsport gëtt eng ganz grouss Wichtigkeet an Importenz zougemooss, esougutt vun den Enseignant wéi vun de Kanner, de Schüler an den Elteren. Ech mengen, deem Wonsch musse mir och als Gemenginstanzen nokommen, och wann ee vläicht selwer net esou sportlech ass - zu där Kategorie gehéieren ech nämlech -, mee et ass awer e Wonsch, deen een als Demokrat ze respektéieren huet an dann och déi néideg Ausféierunge muss maachen.

Och doriwuer eraus ass et wichtig, dass d'Gemengen hir Sportinfrastrukturen esou ausriichten, dass se net nëmme vum Schoulsport gebraucht kënnen gi während de Schoulstonnen, mee och vun de Veräiner, fir d'Liewen an der Gemeng an dat vun hirer Populatioun ze beliewen. Ech mengen, dat sinn Ausgaben deenen d'Gemengen am Allgemenge gären nokommen, an et ass wichtig, dass se déi richteg Renseignementer am Ministère kréien.

Bis ewell, mat deenen Echoen, déi een esou kritt vun de Gemengen, muss ech soen, dass deen Echo, deen ee gewéinlech am Ministère féint, an déi Demande de renseignements, déi een huet, kritt een ëmmer zur vollster Satisfaktioun beäntwert. Ech hoffen, dass déi Approche bei dësem Ministère wäert bliwen, well bis ewell ass se ganz zefriddestellend.

Den zweeten Objektiv an dësem Gesetz war fir enger Kritik nozekommen, déi de Statsrot méi wéi eng Kéier soulevéiert hat, déi an der Realitéit awer Problemer gemaach huet, an zwar ze trennen téschent den Infrastrukturen, deen neien Infrastrukturen an de Modernisatiounen.

Ech mengen et war gutt, datt d'Madame Brasseur de Courage hat, fir mat dësem Gesetzestext déi zwee Objektivier ze trennen, well et erlaabt eng offen Transparenz an de Konten, an net sou ee Va-et-vient téschent dem en-

gem an dem aneren. Ech mengen, et ass elo méiglech, fir Transparenz an de Konten ze schafen, an et wår och flott, wann dat esou gehandhaabt géif ginn.

Drëttens, déi Tabula rasa, déi dës Regierung gemaach huet, déi, menger Meenung no, gutt war, a wou ech mech kann erënneren, wéi mer dee leschte Plan quinquennal an der leschter Regierungscoalitioun gestëmmt hunn, wou et geheescht huet, mer stëmme elo ee siwente Plan quinquennal, mee en Deel vun deene Suen, dee gëtt ewell gebraucht, fir all déi Retarden, déi mer am sechste Plan quinquennal haten, iwwerhaapt emol opzeschaffen. Mat dësem Rapport gëtt mat där Problematik strikt opgehale, et gëtt Tabula rasa gemaach. Mer stëmme hei esou vill Suen, datt mer engersäits déi Retarden, déi mer hate bei deene leschte Plans quinquennaux, opschaffen, plus datt déi Projeten, déi virgesi sinn, effektiv kënnen finanziell gedroe ginn.

Voilà, dat sinn déi dräi Objektivier, ënnert deenen dëse Projet de loi deponéiert gouf. Ech mengen, en huet d'Ënnerstëtzung vum Comité olympique, wat jo déi gréisste Sportspécialisten an eisem Land sinn, a vum Statsrot kritt. Wéi gesot, eis Fraktioun wäert dëse Projet de loi stëmme.

Ech ginn och net op déi Diskussiounen an, déi den Här Zanussi wëllt féiere mat der Madame Brasseur iwwert de Cahier des charges. Ech mengen, si ass besser placéiert fir déi richteg Positioun ze bezéien.

Eent ass gewëss: No deenen Erklärungen, déi mer kruten an der Kommissioun zu dësem Plan quinquennal, sinn ech iwwerzeugt, datt, wéi datt dat bis dato war, de Ministère déi richteg Hand wäert hu fir et ze géréieren. Bis ewell och oui Cahier des charges, fannen ech sinn d'Gemengen ëmmer ganz gutt vun dësem Ministère behandelt ginn.

A puncto Sportgesetz, Här Zanussi, also, wann ech elo mäi Courrier électronique richteg verfollegt hunn, stellen ech fest, datt am Fong geholl momentan bei deem Sportgesetz, wéi soll ech soen, de Ball net bei eis an der Chamberskommissioun läit, mee beim Statsrot. Ech kann lech nëmme versécheren, soubal wéi den Avis vum Statsrot do ass, wäert dat Gesetz op de Leescht geholl ginn a wäerte mer et an der Kommissioun mat der Regierung zesammen analyséieren, an da musse mer gesinn, wou a wat fir eng Amendementer mer kënnen maachen.

Voilà, dat wollt ech un Erklärungen heizu ginn. Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun an invitéieren d'Chamber dëse Gesetzprojete ze stëmme.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Durdu. Den nächste Riedner ass den Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera (ADR). - Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt eise Merci un den Här Bettel fir seng mëndleche schrëftlech Contributioun zu dësem Gesetzprojete, dee sech mat der Finanzéierung vu sportlechen Infrastrukture beschäftegt. Dat gëtt eis och d'Geleeënheet, fir méi intensiv iwwert de Sport hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen, en Thema, wat hei op der politescher Bühn ganz selten ugeschwat gëtt an nëmme ongenügend Unerkennung féint.

Zum Projet selwer muss een zréckbhalen, datt dat heite schon den aachte Fënnfjoresplang ass, a bei wäitem deen deiersten. Wann deen éischte Fënnfjoresplang 1968 160 Milliounen Flux zur Verfügung gestallt huet, esou gouf dee leschten, dat heescht de siwenten, no der Adaptatioun, déi mer haut stëmme, mat 2,2 Milliarden an Lëtzebuerg Frang dotéiert. Deen neien aachte Fënnfjoresplang, dee mer haut stëmme wäerten, hëlt mat 4,8 Milliounen Frang schon aussergewéinlech Rekordkonturen un, ëmsou méi well d'Renovéierungsaarbechten an d'Ënnerhaltungskäschten vun de Ge-

baier, déi elo scho funktionell sinn, nach extra am Budget behandelt solle ginn, a mat dësem Gesetzprojete näischt ze dinn hunn.

Et gëtt also zolidd an d'Infrastrukturen investéiert. Méi wéi fofzeg Gemenge kréien eng substantiell Hélf, fir sportlech Infrastrukturen opzebauen. Ech erlabe mer eng Fro: Wéi héich wäert den néngte Fënnfjoresplang sinn am Joer 2008: Eischtens, wa méi Leit am Land sinn, Stéchwuert 700.000 Awunnerstat; zweetens manner Terrain zu Verfügung steet, Stéchwuert héich Baupräsidenter, drëttens manner Wuestem besteet? Fir de Moment op jidder Fall geet d'Rechnung nach op.

Wat ech ze bemängelen hunn, ass de Fait, datt näischt fir eeler Leit virgesi gouf, zum Beispill wat sportlech Aktivitéite vu Persounen an engem Altersheim betrëfft. Esou sinn ech virun e puer Méint vun der Bauteminiestesch, der Madame Hennicot-Schoepges zréckgepaff ginn, wéi ech proposéiert hunn, fir eng Piscine oder eng Keelebunn an dat neit Altersheim zu Wolz ze bauen. Dat géif ze deier kaschten! Et kéint ee sech awer virstellen, datt bei esou engem Fënnfjoresplang wéi deem heiten. een och déi eng oder aner sportlech Infrastrukture an den Altersheimer op jidde Fall bei allen Neibauten, mat finanzéiert kéint. Well, wann ee vu sportlechen Aktivitéite schwätzt, da wann ech glift fir jiddereen: fir déi Jonk, fir déi manner Jonk, an net ze vergiesse fir déi behënnet Leit, déi och frou wären, wa se hir eege Strukturen hätten, fir hir Perséinlechkeet ze entwéckelen.

Ze bemängelen ass och de Fait, datt net vill am Fënnfjoresplang ugebuede gëtt fir Touristen unzelackelen. Stéchwuert Skipiste zu Buerschent. Dat war eng Occasioun, fir eng ganz Region fir sech ze profiléieren: fir d'Restaurateuren, fir d'Hôteliere, fir déi regional Bioprodukter ze fördern, fir Ökotourismus ze fördern. Eng Kombinatioun vu Sport a Kultur, verbonne mat enger ökobiologescher Komponent géif een Touristebum mat sech féieren. Firwat net ee Subside fir Restaurateuren an Hôtelieren, fir e Wellness-Center an hire Strukturen opzemaachen? Dat wär Förderung vum Tourismus duerch de Sport.

An déiselwech Richtung misst een, menger Meenung no, och an de Spideeler goen. Eng sportlech Infrastruktur mat engem Turnsal oder enger Piscine wär en Ausgülich, an déi krank Leit kéinte sech par rapport zu hirer Situatioun nei positionéieren. Also, et sinn am Beräich vun de bestehenden oder nach ze bauende Strukturen nach vill Méiglechkeeten op, fir am Beräich vum Sport ze investéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Phenomeen Sport gëtt ëmmer méi an déi falsch Richtung gefouert duerch de sougenannte Sportbusiness, wou een ëmmer méi d'Impressioun kritt, datt deen Eischten eleng zielt. Deen Zweeten an enger Compétioun ass schnell vergiesse, geschweige dass vun deem Drëten oder vun deem Véierte geschwat gëtt, oder vun deene Leschten, déi unter ferner liefen opgezielt sinn. Esou Beispiller kenne mir der ganz vill. Beim Autosport ugefaangen, iwwert de Fussball bis hin zum Tennis.

Ze komplimentéieren sinn déi Leit, déi sech vun esou engem Sport distanzéieren. Obschonn de Phenomeen Sport vill finanziell Mëttele brauch, d'äerf d'Geld am Sënn vun der Sportsethik net dem Sport säin eegent Gesetz diktéieren. De Sport ass Wuer unzegesinn, als Zil vun der Rentabilitéit, hëlt dem ursprünglechen Zil, nämlech Mens sana in corpore sano - ee gesonde Geescht an engem gesunde Kierper -, all Existenzdasein ewech.

Dat eigentlech Zil vum Sport ass een aner. Sport ass en Instrument, dat fir d'Education wichtig ass, dat een Accès an eng Aglitterung an d'Gesellschaft erméiglecht an e Mëtzel zu individueller Entfaltung duerstellt, verbonne mat dem Kenneléieren vun an dem Respekt géigeniwwer anere Leit. Also, de Sport ass e Ganz. Déi Tugenden, déi de Phenomeen Sport huet am Beräich vun der Gesondheet, vun der Solidaritéit, vun der Education, vun der Integratioun an d'Gesellschaft, an d'Schoul an op der Aarbechtsplaz, dës sozial Roll vum Sport ass duerch näischt ze ersetzen, a scho guer net duerch e perverse Drang, fir all Wäert an der Gesellschaft mat Geld wëllen

ze moossen. Ëmmer méi Leit - an ëmsou méi erfreelech, ëmmer méi eeler Leit - entdecken de Sport als Quell vu Freed, Wuefüllen, vun Aus-sech-erausgoen an u seng Grenze goen an e méi positiiv Bild vu sech ze hunn.

An enger Zäit, wou vill Leit Schwierigkeiten hunn - haauptsächlech déi Jugendlech, speziell déi an d'Droge gefall sinn, oder riskéieren ze falen -, ass de Sport ee Schlëssel fir aus dëser Isolatioun erauszefannen an ass onbedingte ze fördern, sief et präventiv, sief et als Therapie. Et geet doréms, fir desorientéiert Kanner a Jugendlech nei ze orientéieren an hinnen en neit Selbstbewusstsein ze vermëttelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wieder iwwert de Sportunterrecht. De Sportunterrecht beméit sech, fir biologesch a physiologesch Akzenter am Domän vun der Motorik ze setzen. Alles wat mat Kierperlechkeet a mat der Fäegkeet fir sech ze bewegen zesummenhänkt, gekoppelt mat enger Repercussioun op psychologesch Integratiounsprozesser am Gehier a mat enger emotionaler Komponent am Séileliwen, datt alles féiert zur Entwécklung vun der Perséinlechkeet an ass ee vun den Haaptziler vum Sportunterrecht.

Mir hu momentan ganz vill Kanner an de Schoulen, déi Schwierigkeiten hu fir ze léieren, fir ze artikuléieren, déi hyperaktiv sinn: Dyslexie, Dyscalculie, ADS-Syndrom. An dësem Beräich kann ee flächendeckend mam Phenomeen Sport eng Äntwert ginn.

Här President, ech wëll d'Chamber informéieren, datt ech d'Regierung interpelléiere wëll iwwert den Thema "biomedezinesch Aspekter am Schoulwies", wou ech dann in extenso déi biologesch a medezinesch Aspekter, déi sech am Kader vun der Schoul presentéieren, duerlees wëll a versiche wëll eng Äntwert op d'Problemer, zesumme mat de verschiddene Parteien a mat der Madame Minister, ze fannen.

Une voix. - Très bien.

M. Jean Colombera (ADR). - Här President, wann ee vu Sport schwätzt, da soll een och vum Bénévolat schwätzen, e sozial Engagement, e fräiwëllegen Asaz, deen op politescher Basis net genuch Unerkennung féint.

De Kolleeg Bodry huet a senger Interpellatioun genügend drop higewisen. Et kann ee finanziell Mëttele fir Infrastrukture fräi maachen, dat ass gudd esou, awer oui de Mann oder d'Fra, déi Dier opspären, déi d'Dusche botzen, den Terrain méinen, déi fir d'lesse an d'Dränke suergen, an nach aner Aktivitéite vum Sekretär bis zum Trainer, leeft am Sport guer näischt. Ouni politesch Ënnerstëtzung vun dëse Leit, riskéiert de Sport fréier oder spéider an d'Labrängen ze kommen. Vun hei nach eng Kéier en Appel: Infrastrukture jo, awer de Bénévolat méi valoriséieren.

Här President, fir op de Projet vun haut zréckzekommen: D'Fraktioun vum ADR gëtt hir Zoustëmmung zu dësem Projet, wéilt awer der Mme Minister un d'Häerz leeën, fir nach méi transparent ze ginn. Wat d'Enveloppe finanzière ugeet, wëlle mir déi genee Chifferen duergeluegt kréie vum aachte Fënnfjoresplang, trotz verschiddenen Inconnen an och vum siwente Fënnfjoresplang, dee praktesch schon exekutéiert ass.

Wat sinn déi genau Critären op déi sech baséiert gëtt, fir d'Enveloppe ze verdeelen? De Problem ass jo deen heiten, datt d'Gemengen net wëssen, wéini datt si hir Sue kréien. Ass et dës Joer oder ass et nächst Joer? Do läit jo dee ganze Problem. Gëtt de Buergermeeschter vu Consdorf d'selwecht behandelt wéi d'Buergermeeschterin vu Wëntgen, wann e Sportsterrain gebaut gëtt? Gëtt de Buergermeeschter vun Dikrech d'selwecht behandelt wéi d'Buergermeeschterin vu Mondorf oder d'Buergermeeschterin vu Wëntgen, wann eng Piscine gebaut gëtt?

(Brouhaha général)

An anere Wieder - fir datt jidderee meng Fro versteet: Gëtt eng Gemeng, wou ee liberale Buergermeeschter un der Spëtzt ass, d'selwecht behandelt wéi eng Gemeng, wou kee liberale Buergermeeschter un der Spëtzt ass? Ass iwwerall am Land d'Chancéglichkeet - wann ech mech esou ausdrücke

kann - garantiert? Kënne mir als Parlament eise Kapp a Rou leeën, datt kee Favoritismus bedriwwen gëtt? Als Partei si mir frou fir all Äntwert, déi mer kënnen kréien.

Ech wëllt awer nach eng Motioun rapeléieren, déi mer de 5. Abrëll 2000 hei unanimement gestëmmt hunn, während der Interpellatioun vu mengem Kollege, dem Gast Gibéryen, wou mer gefrot haten, dass d'Regierung invitéeiert sollt ginn, fir präzis Critères auszuschaffen, an et esou de Gemengen ze erlaben, fir e Budget am Viraus ordentlich ze preparéieren. Bis elo ass dës Motioun nach net ëmgessat ginn.

Ech schléissen of. Mir ginn den Accord zu dësem Projet an der Hoffnung, datt d'Gemengen alleguerter d'selwecht behandelt ginn. Merci.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Garcia ageschriwwen. Här Garcia, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, same procedure every five years an da gi mir erëm mat der Strenz iwwert d'Land. Dës Kéier, am plazz touristesch Infrastrukture maache mir Sportinfrastrukturen no engem Plan sectoriel, deen ee kéint als e Plan sectoriel vun ënnen definéieren, well d'Demandé komme jo vun de Gemengen, an dobäi ass natierlech zimlech garantéiert, dass vun alle Bänken en eenhellege Soutien fir dëse Projet kënnt. Mir wäerte selbstverständlech dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Déi Tatsaach, dass dee Plan sectoriel vun der Basis ass, huet natierlech de Virdeel, dass en de reelle Besoinen oder deene Besoinen zumindest, wéi d'Gemengen se definéieren, entsprécht. Dat huet deen Nodeel, dass ee kéint esou e Potenzial hunn iwwert d'Land vu mindestens 120 grouse Sportshalen oder 120 kleng Sportshalen a vun 120 Piscinen. Dat, wat de Ministère muss maachen ass natierlech e Kompromiss ze erreechen zwëschent der lokaler Demande, déi heiansdo vläicht kann op engem gewëssenen Territoire méi konzentréiert si wéi op engem aneren, an enger gewässer landesplanerescher Raison.

Et ass kloer, datt wann een a leschter Zäit schwätzt vu méi landesplanerescher Kompetenz, da misst et iwwert déi Prozeduren, déi de Ministère de Moment huet, fir gewësse Projeten net ze subventionéieren oder anerer ze subventionéieren, awer esou eppes gi wéi e Plan sectoriel, ähnlech wéi am Schoulwieser oder am Transport, well mir denken, datt besonnesch am Hibleck op d'demographesch Evolutioun vun eisem Land mir nach wäerten déi nächst 10, 20 Joer verstärkt iwwer esou Infrastrukture schwätzen. Ech denken, datt e Plan sectoriel besser dozou gëeegent wär, fir e besseren Equilibre vun den eenzelne Regiounen a puncto Infrastrukturen ze erreechen.

Domatter kéint een zum Beispill superfétatoire Installatiounen verhéieren, genau wéi ee kéint verhéieren, dass eenzel Regiounen zimlech staark Defiziter a verschiddene spezielle Sparten opweisen. Ech huelen e Beispill eraus, an dat ass d'Beispill, wat ech eigentlech eréischt entdeckt hu wéi ech meng Interpellatioun iwwert den Tourismus gemaach hunn, nämlech dat vun engem mangelnden Ugebuet vu Schwemmen am Norden. Deemoools, wéi ech do e bëssen enquêtéiert hat, hu verschiddene Acteure vum lokalen Tourismus gesot, dass si besonnesch a Reeperiode Schwierigkeiten hätten d'Leit: d'Touristen an d'Touristinnen, op oppen, hallef zouen oder haaptsächlech natierlech op zoue Schwemmen ze orientéieren. Dee Moment ass schon an de Raum gestallt ginn, datt missten an där Regioun eng oder zwou méi grouss Installatiounen, à la limite souguer en Erlebnisbad installéiert ginn. Déi Erlebnisbieder si jo natierlech net onkontestéiert, anerersäits ginn et haut Moyenen, fir déi maximal energieeffizient ze installéieren. Op alle Fall si se méi sénnvoll wéi aner Projeten, déi sécherlech näischt mat Biomotorik an ähnlichem Uleies ze dinn hunn.

Ech hu mer dann awer soe gelooss, datt net nëmmen an touristescher Hinsicht an där Regioun Defiziter bestinn, mä souguer am Beräich vum Schulsport. Ech hu mer soe gelooss, datt a verschiddene Gemengen d'Kanner op Bitburg oder an Däitschland gefouert ginn, fir kënnen schwammen ze goen. Dat entsprécht natierlech net immens deene Fuederungen, déi all Mënsch hei erhieft, dass all Schüler a Schülerin datselwecht Recht huet op déi elementar Sportsarten.

An der Kommissioun ass déi Fro haaptsächlech am Raum Ettelbréck opgeworf ginn. Do ass gesot ginn, dass eben am Moment nach zwëschent de Gemenge keng Eenegung zustane komm ass, an dass de Ministère ëmmer erëm beméit ass, fir do eng regional Léisung ze präconiséieren. Fir deem Uleies, wat jo sécherlech en unanimt Uleies hei an der Chamber ass, e bëssen Nodrock ze verleien, hunn ech eng kleng Motioun hei preparéiert, déi d'Regierung opfuerdert an de beschte méiglechen Délaien, an natierlech a Kollaboratioun mat de Gemenge vum Norden, e regionaalt Konzept, fir Schwemmen am Norden ze élaberéieren a fir ze kucken, dass et esou schnell wéi méiglech zu der Realisatioun vun esou Infrastrukture kënnt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que la réalisation et le maintien d'un réseau dense d'infrastructures sportives à travers tout le pays permettent non seulement de rendre plus attractives les régions et communes, mais profitent dans une large mesure au bien-être de la population ainsi qu'à l'éducation sportive et les loisirs des enfants;

- considérant que, faute d'infrastructures suffisantes au niveau des piscines couvertes, les communes de la région du Nord ont des difficultés à garantir des cours de natation aux élèves des écoles primaires;

- considérant qu'il importe de garantir à tous les élèves du primaire une éducation sportive complète;

- considérant également le potentiel d'utilisation de telles infrastructures pour le développement touristique de la région du Nord;

- considérant qu'il importe d'éviter un trop grand éparpillement de telles infrastructures ne répondant pas à une évaluation raisonnable des besoins;

invite le Gouvernement

- à élaborer dans les meilleurs délais, en collaboration directe avec les communes du Nord du pays, un concept régional permettant de trouver une solution à la pénurie actuelle en matière d'infrastructures sportives au niveau des piscines;

- à donner une priorité à la réalisation de ces infrastructures.

(s.) Robert Garcia, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagner.

Ech wëll dann zum Schluss - ech muss oppassen, net datt déi schon eng Kéier gestëmmt gi war, mä ech mengen déi heite war nach net gestëmmt ginn - nach eng Kéier kuerz méi eng allgemeng Remarque maachen: Mir si jo hei zu Lëtzebuerg ëmmer schnell a generéis, wann et drëm geet ze bauen, vill Bëton ze verbrauchen, mee wann et ëm d'Inhalter geet, souwuel an de Beräicher vu Kultur a vun Tourismus, wéi an anere Beräicher, da si mer e bësse méi zéi.

Et ass ee gewësse Besoin, net nëmmen hei an der Chamber, mä an der Öffentlechkeet do, fir e bësse méi allgemeng emol iwwert d'Inhalter an d'Orientéierung vum Sport ze diskutéieren. Um Niveau vun der Education physique et sportive, do si ganz vill Initiative vun de Sportsproffen komm, déi awer net alleguerter satisfaisant ageléist konnte ginn. Och um Niveau vum Leeschtungssport, do besti jo gewësse Malaise wéinst der Diskrepanz zwëschent dem Opwand an de Resultater. Um drëtten Niveau, deen vum Bredesport, wat net de Sport ass vun deene Brededen, mee de Sport vun der Allgemengheet, do schéngen allgemeng gewësse Malaisen ze bestoen.

Ech wëll elo net weider dozou Ausféierung maachen, well d'Geleeënheet bitt sech jo nach wann dat Gesetz iw-

wert de Sport, wou den Här Zanussi schon nogefrot huet wou dat hänkt, hei an d'Debatt kënnt, anerersäits, mengen ech, huet den Här Zanussi selwer eng Interpellatioun iwwert de Sport gemaach, wann ech mech net ieren. Et bitt sech also nach genuch Geleeënheet, fir doriwwer ze diskutéieren.

Ech wëll awer trotzdem, fir e bëssen d'Marschrichtung vun eiser Diskussion ze skizzéieren, en Artikel zitieren aus dem "Lëtzebuurger Land" vum Robert Decker, deen, menger Meinung no, ganz interessant Diskussionensustéiss gëtt. Nodeem hien de Comité olympique zimlech kritiséiert huet iwwer seng einseitig Orientéierung zum Leeschtungssport, seet hie Folgendes, an dat passt vläicht e bëssen an eis Diskussion eran: "Unsere Sportvereine und -verbände beschränken sich in der Regel auf eine einzige Sportart, die dazu nur in ihrer jeweiligen reglementierten und kodifizierten Wettkampfform angeboten wird. Ihr Hauptanliegen ist die erste Mannschaft, meistens nur die der Herren, manchmal auch zusätzlich die der Damen. Jugend- und Kinderabteilungen dienen in der Regel zur Heranbildung oder Züchtung von Nachwuchsspielerinnen und Athletinnen."

Hier werde, wie mir kürzlich stolz ein Vereinsdirigent anvertraute, keine Cahouète geduldet, wobei die Trainer und Vereinsleiter dafür Sorge tragen, daß die schwächlichen, ungeschickten, sportmotorisch nicht begabten Kinder und Jugendliche ausselektiert werden."

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ech wëll mech net mat deenen Aussoen identifizéieren, ech zitieren se just als interessante Beitrag. Ech wëll lech dat net virethalen: "Die anderen Vereinsmitglieder sind zahlungswillige trinkfreudige Supporteurs für die eigene sportliche Aktivitäten kaum oder doch nicht in ihrem Verein in Frage kommen. Für diese Sportvereine ist es nur normal und selbstverständlich, dass Gemeinden und Staat die erforderlichen, von Steuergeldern erbauten und unterhaltenen Sportstätten, gratis prioritär zur Verfügung stellen und dazu noch für den Unterhalt sorgen. Alle anderen, nicht an Sportaktivitäten in Wettkampfform interessierte oder gezielte Kinder, Jugendliche, Männer und Frauen aller Alterskategorien müssen Ihre Leibesübungen sonst wo suchen. Ihnen bleibt das Walking, lies schnelles Gehen und Wandern, das Jogging, lies laufen ohne zu schnaufen, das Schwimmen im langen Winter in den öffentlichen geheizten Schwimmbädern sowie im Sommer bei schönem Wetter im Stausee. Dazu kommen die allerdings kostenintensiven, wie Pilze aus dem Boden schießende privaten Fitness-, Trimm- und Wellnessclubs und glücklicherweise die immer zahlreicheren sportlichen Angebote von Gemeindeverwaltungen. Dies nicht nur in den grösseren Städten und Ortschaften, sondern auch in Landgemeinden. Die steigende Nachfrage im Bereich des Gesundheitssports zeugt von einem realen Bedürfnis von immer mehr Menschen nach angepassten, abwechslungsreichen körperlichen und sportlichen Aktivitäten."

Deem leschte Schlussatz ass näischt méi bäizefügen. Ech freeë mech schon, datt mer niewent den Infrastrukturen an Zukunft kënnen iwwert d'Inhalter vun der Sportpolitik diskutéieren. Ech soen lech merci.

Des voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Scheuer age droen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech reie mech dann an an de Cortège vun deene sportleche Massendénger, déi hei virum Sport op de Knée leien an deelweis virum d'Mme Minister, dat obscho mir perséinlech all Schancken munchmal wéidoen, well ech Sport gemaach hunn, vläicht net gutt, awer ze vill an ze laang. Domadder

wëll ech déi Euphorie vum Här Bettel e bëssen dämpfen, dee bal op eng devot Aart a Weis hei zelebriert huet.

Ech schléisse mech dem Här Colombero an, deem sengem Discours an Exkurs iwwerhaupt näischt bäizefügen ass. E war philosophesch, e war medezinesch, en huet gesellschaftlech Aussoe gemaach.

Och den Här Garcia war wierklech explizit an huet Perspektiven opgemacht, déi ech mer vun him net erwaard hat. Ech soe just nëmmen e puer Remarken an ech stellen e puer Froen un d'Mme Minister.

Zur Enveloppe vum aachte Plan quinquennal, deen hei erméiglecht gëtt, ass Folgendes ze soen: Mir hoffen, datt déi Enveloppe vun 120 Milliounen, déi virginn ass, bis den 31. Dezember 2007 hält. D'Mme Durdu ass der Meenung, datt dat de Fall ass. Ech wollt d'Mme Ministerin froen, ob si och esou gudder Hoffnung ass, datt mer net an déiselwecht Situatioun kommen an där déi fréier Ministere waren?

Ech wollt dann ee Wuert soen zum Artikel 6, wou 55,5 Milliounen virgisi sinn, fir déi Engagementer anzehalen, déi am siwente Plan quinquennal geholl gi sinn. Fait ass, datt effektiv vill Engagementer geholl gi sinn, datt vill Geld investéiert ginn ass bis elo an datt scho vill bezuelt ginn ass. Ech wollt wierklech félicitéieren a merci soe fir déi Lëschten, déi un dat Gesetz hei ugehaang gi sinn an dee Finanzplang, dee virginn ass. Ech wollt d'Mme Ministerin awer froen, wéi séier déi Subside kënnen débloquéiert ginn?

Hei geet et ëm vill Geld, wat deelweis, oder zum gréissten Deel schon investéiert ginn ass a wou vill Gemengen drop waarden, datt dat, wat versprochen ginn ass, dann awer och agehale gëtt. Wéi ass den Timing do dervun? Wéi séier kënnt Der dat ofwéckelen, besonnesch wann d'Gemenge jo awer och Plans quinquennaux mussen ofschléissen, fir den Timing vun hiren Dépense virzugesinn. Den Exposé des motifs ass relativ évasif, fir et emol esou auszedrücken, a verschiddene Aussoen. Ech zitieren ee Saz: "Au stade actuel des choses, toute promesse serait fallacieuse." Ech weess net wien deen Term "fallacieux" gewielt huet, mee et ass en Term, deen zimlech staark ass. Wann een en elo au pied de la lettre hält, da kënnt een do Perspektiven ausmolen: eng Promesse fallacieuse wier e "betrüge-rescht" Versprieche dat de Stat gemaach hätt oder maache kënnt. Abee, d'Mme Minister seet eis bestëmmt, wéi deen Timing ausgesi kann.

Wourëm geet et? Et geet ganz kloer ëm eng schnell Ofwécklung vu Promessen, déi virleien, vun Engagementer, déi entweder geholl gi sinn oder déi nach ze huele bleiwen. Et geet do ëm Engagementer, déi net nëmmen bis den 31. Dezember 2002 fäerdeg sinn, mee déi deelweis schon ofgeschloss sinn. Dat ass déi éischt Remarque.

Da maachen ech eng zweet Remarque zum Artikel 5 vum Gesetz. Mme Minister, am Laf vun de siwenzeger Jore si ganz vill sportlech Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg gebaut ginn, Infrastrukturen, déi vum Stat, respektiv vun de Gemenge gebaut gi sinn: schoulesch Infrastrukturen, Halen a Piscinen, woubäi meng Virriedner jo op déi regelrecht Pénurie vu Piscinen hige wisen hunn an allen Deeler vum Lëtzebuurger Land.

Déi Infrastrukturen, déi deemoools gebaut gi sinn "selon les règles de l'art", wéi dat heescht, sinn haut um Enn. Dee gréissten Deel ass marot. Déi Infrastrukturen si vill benotzt ginn, si sinn ausgelascht ginn, a si sinn iwwerbelast ginn, eleng duoderch datt am Laf vun den Zäiten d'Schoukassen derbäi komm sinn.

Zweetens si vill vun deene Strukturen net méi un d'Contrainté vum moderne Sportbetrieb adaptéiert. Dat geet vum Buedembelag bis zur Salubritéit. D'Reglementatiounen - dat hu vill Virriedner gesot - vun de Sportverbänn si verschäerft ginn, se si verfeinert ginn an dat bedingt, datt déi bestehend Infrastrukturen ugepasst musse ginn. Renovéiere kascht Geld a renovéiere kascht munchmol méi Geld wéi en Neibau, awer meeschtens huet een net d'Alternativ, fir nei ze bauen, mee et muss ee rafistoléieren, verschidde net ofrapp an dann nei bauen.

Den Exposé des motifs vum Gesetz huet scho Recht. Et gëtt do e Kapitel an deem nämlech Rieds geet vun der Pérennitéit de l'infrastructure sportive. Dat Kapitel ass en eenzegen a ganz gudder Katalog vun de Problemen, déi sech beim Entretien an der Renovatioun vun den eeleren an ale sportlechen Infrastrukture stellen. Et schéngt mir a menger Fraktioun onlogesch ze sinn, wann ee vu virus virgesäit, fir Renovéierungsarbechten manner ze subsidiéieren, wéi nei Constructiounen, wéi nei Installatiounen a fir net d'Méiglechkeet ze ginn, a festzeleeën a festzeschreiwen, datt een un déi Seulen erugeet, déi nei Installatiounen eben erreeche kënnen.

Duerfir erlaben ech mer am Numm vun eiser Fraktioun eng Motioun virzeleeën, wou déi Seule festgeluegt ginn op 35% bei der Renovatioun vu Projets locaux, op 50% fir Projets d'intérêt régional an op 70% fir déi Projeten, wou den Intérêt national dra vertrueden ass.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que le huitième programme quinquennal n'est plus grevé de fonds affectés à des travaux de modernisation de l'infrastructure sportive existante;

- considérant que l'article 5 du projet de loi 4978 prévoit que "la loi budgétaire fixe annuellement des dotations pour subventionner les travaux de maintien et de rénovation d'installations sportives en place";

- considérant que de nombreuses installations existantes présentent des dégradations constructives, des défauts fonctionnels nécessitant des mises en conformité indispensable dans l'intérêt de l'hygiène, de la sécurité ou de l'adaptation des infrastructures à ces réglementations et normes internationales;

- considérant l'envergure des investissements à charge de nombreuses communes concernées;

invite le Gouvernement

- à prévoir pour les travaux de rénovation et de maintien des taux de subvention identiques à ceux prévus pour les investissements éligibles dans le cadre du 8e programme quinquennal à savoir 35 % pour les projets locaux, 50 % pour les projets d'intérêt régional et 70 % pour les projets à intérêt national.

(s.) Jos Scheuer, Alex Bodry, Jeannot Krecké, Lydia Mutsch, Marc Zanussi.

Da wëll ech nach zwou Remarque maachen, dovun eng ganz kuerz. Mme Minister, d'Education nationale brauch Sportshalen a Piscinën vun de Gemengen. An déi Sportshale geet eng ganz Serie vu Schoukassen an et ass kloer, datt de Schoulbetrib vun de Lycéëen net kënnt oprecht erhalte ginn, wann net d'Gemenge géifen hir Installatiounen zur Verfügung stellen. Wéi gëtt elo déi Locatioun ofgewéckelt tëscht de Gemengen an tëscht dem Stat? An deene meeschte Gemengen leeft dat iwwert d'Taxéreglement vun de Gemengen. Et handelt sech einfach ëm eng Schätzung an de Stat liquidéiert dann, munchmol mat Verspéidung, munchmol nodeem et schon um Restantenétat steet, seng Schold. D'Prozedur, wéi dat ofgewéckelt gëtt, ass net méi modern.

Mme Minister, mir froen, ob een net soll an déi Richtung goen, déi scho vun anere Gemenge gewise ginn ass, mat Ärem Accord, selbstverständlech, nämlech fir en anere Schema ze entwéckelen am Fall, wou Gemengeninfrastrukturen dem Stat zur Verfügung gestallt ginn, fir eng Konventioun auszuschaffen, wou zum Beispill e Begrëff wéi den Amortissement vun deenen Infrastrukture mat verrechent gëtt. Dat ass iwwegen en Term, deen taucht ganz oft am Exposé des motifs op, ou ni datt een elo awer konkret eppes domat ufänke kann.

Wat ass den Amortissement vun enger Sportshal vun enger Gemeng, wou d'Gemeng selwer den Term "amortissement" emol an hirem Budget net kennt? Dat ass ni gefrot gi bis elo. Duerfir eng Fro: Wéi kënnen mir eis uleeën, fir datt équitablement do en Accord getraff gëtt tëscht Gemeng a Stat, wann de Stat Locataire vun den Infrastrukture gëtt an deelweis Personal gebraucht, wat zur Verfügung gestallt

gëtt vun de Gemengen? Dat ass déi drëtt Fro, déi ech stellen.

Bei menger véierter Fro hänken ech mech un dat un, wat den Här Hauptert gesot huet a wollt dat ausbauen. Et get dorëm, datt déi schoulesch Infrastrukture mussen opgemaach gi fir d'Allgemengheet, fir datt se net eidel stinn an engem Moment, wou déi aner Infrastrukturen hoffnungslos iwwerlaascht sinn. Och do misst ee Konventionen ausschaffen.

Ech verstinn, dass verschidde Lycées hir Infrastrukture schützen vis-à-vis vun enger ze vill larger Benetzung duerch Kompetitiounssportsarten, mä op der anerer Säit ass awer de Besoin esou grouss an et gétt eng Pénurie, dass et net ze vertrieben ass, wann déi Infrastrukturen eidel stinn, net vun de Veräiner genotzt kënnen ginn aus Ur-saachen, déi munchmol vun eenzelne Leit ofhänken: vum Portier, vum Direkter oder vum Surveillant tout court.

Hei muss eng Initiativ geholl ginn. Et muss ee sech zesummesetzen. Et wär vläicht um Niveau vun SYVICOL fir eng Léisung ze proposéieren, mee ech wär fro, wann d'Mme Minister hei eis géif entgéint kommen an eng Antwort géif ginn op déi Fro oder eng d'-Suggestioun géif maachen. Ech soen lech villmools merci.

■ **M. le Président.** - Als leschten Diskussionsriedner huet den Här Aly Jaerling d'Wuert gefrot. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Hauptert huet hei richtegerweis uklänge gelooss, dass een all Sportarten soll förderen. Hie weess jo am beschte vu wat, dass e schwätzt, an ech als fervent Sportfanatiker kann deem awer nëmme voll zoustëmmen.

Duerfir muss ech mat Bedauere feststellen, dass och an deem Fennefjoresplang dës Regierung keng Plaz a keng finanziell Moyenné fonnt huet, fir emol eng Kéier en nationale Keelesportcenter mat an dee Plang eranzebréngen.

(Brouhaha général)

Ech wëll awer dozou bemierken, dass deemools, wéi um Kierchbierg de Keelesportcenter verworf ginn ass aus finanziellen Ur-saachen, en Accord mam Ministère des Sports getraff ginn ass, wou d'Keelesportler konnten op der Kockelscheier mat Énnerstëtzung vum Ministère hire Sport bedriewen, mee dass awer elo den Zenter bedauerlecherweis net méi duergeet, an net méi deenen internationale Bedingungen entsprécht. En entsprécht souguer net méi de Kommodobedingungen, wann do eng Weltmeeschterschaft zum Beispill géif stattfannen an do iwwer 500 Leit wieren.

Ech wëll hei emol eng Kéier bemierken, dass de Keelesport deen erfollegräichste Sport ass, dee mir an deene leschten 20 Joer haten, wann net iwwerhaapt. Niewent dem Fëschchen, Här Graas, selbstverständlech!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Mir haten awer am Keelesport zweemol de Weltmeeschter par équipe an zweemol de Weltmeeschter am Individuel an deene leschten zéng Joer. Ech wëll nach bemierken, dass et en typesch Lëtzebuerg Sport ass, an trotzdem awer e Sport ass, dee ganz vill zur Integratioun bäidréit, an dass eng ganz Rei vun eise portugiesische Kollegeen dee Sport opgegriff hunn, an dass elo souguer a Portugal si um Wee sinn, fir sech international ganz positiv ze entwëckelen. Dat heescht, dass dee Sport en Integratiounsträger ass.

Ech wëll bemierken, dass an deem Sport ganz vill Jugendarbecht gemaach gëtt. Et si ganz vill Jugendentlercher an deem Sport interesséiert. Et gétt doduerch eng Rei Jugendentlercher vun der Strooss geholl.

■ **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Si ginn an d'Wirtschaft.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Et deet mer Leed, do sidd der schlecht informéiert. Elo wëll ech dat och emol kloerstellen: Am Keelesport gëtt bei internationale Kompetitiounen a bei anere Kompetitiounen weder gefëmmt nach

gedronk. Dat ass verbueden. Et gi souguer grad esou Virschréfte wéi an aner Sportarten, dass se mussen hir Uniform andoen, dass se mussen ugedoe si wéi bei all aner Sportarten. Do sidd der leider falsch informéiert. Dir dierft net den Hobbykeesport mam richtige Keelesport verwiesselen.

Bon, dat gesot, wëll ech nach dozou bemierken, dass zum Keelesport de Bowling gehéiert. De Bowling, deen et elo dës Kéier zwar nach net gepackt huet, fir déi olympesch Kriterien ze erfüllen, mee deen deemnächst wäert olympesch sinn. Op der Basis vum Bowling hu mer awer keng Infrastrukturen. Wou mir awer elo wëssen, dass de Bowling d'nächst Joer olympesch wäert ginn, misste mir eis dorop preparéieren, fir déi néideg Voraussetzungen fir de Bowling ze schafen, fir dass de Bowling hei am Land ka seriö bedriewe ginn.

An deem Zesammenhang, Här President, géif ech mir erlaben am Numm vun alle Keelesportler eng Motioun ze deponéieren, déi d'Regierung opfuert an der nächster Zäit drun ze denken, fir en nationale Keelesportcenter hei am Land ze bauen. Ech soen lech merci.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un huitième programme quinquennal d'équipement sportif et modifiant l'article 1er de la loi du 24 décembre 1997 concernant le septième programme quinquennal d'équipement sportif;

- constatant qu'il n'existe point de centre national pour joueurs de quilles traditionnelles et de bowling;

- considérant que tous les actifs de ces sports dépendent d'infrastructures privées en nombre suffisant;

- considérant que le programme directeur d'équipements sportifs ne comporte pas un projet de construction d'une telle infrastructure;

invite le Gouvernement

- d'intégrer dans le programme directeur d'équipements sportifs un centre national pour joueurs de quilles traditionnelles et de bowling.

(s.) Aly Jaerling, Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Robert Mehlen.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet elo d'Sportsministesch, d'Mme Anne Brasseur.

■ **Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een iwwer Sportinfrastrukture schwätzt, kann een zwou Approchen hunn. Et kann een d'Approche hunn, dass ee seet: D'Glas ass hallef eidel oder et kann ee soen, d'Glas ass hallef voll. Et kann een dat mat Waasser maachen, et muss een net un aner Gedrenks dobäi denken.

Ech hunn esou d'Impressioun, wann ee verschidde Riedner nogelasschert huet, dass déi nëmme iwwert dat geschwat hunn, wat nach hei an do géng feelen an duerch wat d'Infrastruktur nach onbedéngt misst ergänzt ginn. Ech wëll all deene merci soen, déi en allgemenge Beitrag geleescht hunn zu der Diskussioun. Ech wëll besonnesch deene merci soen, déi engagéiert sinn als President vun enger Sportsfederation oder an enger Sportsfederation aktiv engagéiert sinn, ouni hei fir hir Sportsfederation geschwat ze hunn, wéi beispillsweis d'Mme Nagel, déi engagéiert ass an der Tennisfederation, den Här Zanussi an der Gymnastikfederation, de fréiere President vun der Basketsfederation oder de President vun der Liichtathletikfederation, den Här Bodry, fir nëmme déi ze nennen. All déi hunn net pro domo geschwat, mee allgemeng iwwert de Sport. Ech mengen hei geet et ëm den allgemengen Equipement sportif.

Ech wëll soen, dass mir eis hei am Kader vun engem Gesetz bewegen, wou et net drëm geet, Infrastrukturen ze schafen am Kader vu Spideeler, vun Altersheemer oder vu Schoulen. Hei geet et ëm de Plan quinquennal d'équipement sportif, wou de Stat Equipement subventionéiert, déi vun a mat de Gemengen zesumme gebaut ginn.

Ech wollt emol, Här President, opziehen, wat mir vu Sportséquipementier hei am Land hunn. Duerfir hunn ech och gemengt, dass, jee nodeem, d'Glas hallef eidel oder hallef voll ass. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 48 grouss Turnhalen. Mir hu 67 kleng Sportshalen, wou all Sportsarten kënnen dran ausgeübt ginn, außer den Handball. An dann hu mir nach 152 Turnsäll. Dat maachen 267 Hale fir allgemenge Sport hei zu Lëtzebuerg. Dann hu mir zwou gedeckte Piscinë mat engem 50 m Bassin a 25 gedeckte Piscinë mat engem 25 m Bassin.

Wann een hei vu regelrechter Pénurie schwätzt, dann ass dat awer en Term, deen ze relativéieren ass. Des Weidieren hu mir nach 21 Lernschwimmbecken a 14 Piscinen am Fräien, wat 60 Piscinen hei zu Lëtzebuerg ausmécht. Dann hu mir: 17 Tennishalen, 72 Tennisinstallatiounen am Fräien, 188 Fussballfelder, 13 Stades multisport, 50 Plaines multisport, 4 Terrains d'aviation sportive, 2 Circuite fir de motoriséierte Sport, 3 Patinoiren, 3 Bases nautiques, 2 Plans d'eau, 10 Schéissstänn an 2 Boudodromen, déi gedeckt sinn. Wann een all déi Infrastrukture gesäit, da gesäit een, dass duerch déi sukzessiv siwe Fennefjorespläng munchen geschafft ginn ass, an dass de Stat senger Aufgab no-komm ass, fir déi eng oder déi aner Lacune ze combléieren.

Et ass awer esou, dass mir nach Viden dorëmmer hunn: Vidë geographescher Aart oder Viden, wat déi eng oder aner Sportsart ubelaangt. Et gétt gefrot vun deenen engen et soll een ëmmer méi Infrastrukturen nach zur Verfügung stellen. Et sinn aner Leit, déi ginn en anere Wee, déi kritiséieren dat a fannen et géng vill ze vill fir de Sport gemaach ginn. Där Meenung sinn ech net, mee innerhalb vum Sportsmouvement ginn et Stëmmen, déi soen: Macht manner Infrastrukturen, well dat kascht ze vill Geld, an huet déi Suen, fir méi an de Spëtzesport ze stiechen. Ech muss lech soen: Déi Meenung deelen ech net, well mir kënnen nëmme eppes fir de Sport insgesamt maachen, wa mir vun der Breet ausginn an esou de Spëtzesport förderen.

Selbstverständlech, wann ee vun där ganzer Infrastruktur schwätzt, muss se eng optimal Nutzung hunn. Déi éischt Nutzung, egal wie Propriétaire vun deenen Infrastrukturen ass, ob dat d'Gemeenge sinn oder de Stat, muss de Schoulsport sinn, well am Schoulsport gétt de Grond geluegt, fir Freed un der Bewegung ze kréien. De Schoulsport kann net alles bewierken, mee muss selbstverständlech ganz viles bewierken. De Schoulsport huet absolut Prioritéit.

De Breedessport muss och Prioritéit hunn. Vill hunn en Artikel zitéiert aus dem "Lëtzebuerg Land", dass d'Leit keen Accès hunn iwwert d'Sportsveräiner. Dat ass ganz kloer. E Sportsveräin huet net als Finalitéit de Breedessport fir erwuesse Leit ze propagéieren. D'Stad Lëtzebuerg huet mat aneren Initiative Pionéieraarbecht geleescht am Kader vu "Sport pour tous". An der Stad Lëtzebuerg participéieren iwwer 5.000 Leit un engem Fräizäitsportprogramm, Aner Gemengen hunn dat elo lues a lues och gemaach. Dat ass formidabel an dat gétt ganz gutt besicht. Och duerfir sinn dës Infrastrukturen do. Dat sinn der a kommunale Schoulen. Et sinn der awer och a staatleche Schoulen, déi dofir genotzt ginn.

Éischtens Schoulsport, zweetens Breedessport, drëttens Kompetitiounssport. De Kompetitiounssport spillt sech selbstverständlech zum gréissten Deel an Halen of, déi ee muss mat aneren deelen. Mir hunn awer Kompetitiounssport, dee sech a méi spezifeschen Infrastrukturen ofspille muss, wou et méi schwierig ass, fir déi mat aneren ze deelen.

An da gëtt et de Spëtzesport. De Spëtzesport kann awer nëmme erauswuessen, wa mir am Schoulsport ufänken. Duerfir ass déi Diskussioun, déi gefouert gëtt, wou de Breedessport oder de Schoulsport géint de Kompetitiounssport oder de Spëtzesport ausgespillt gëtt, menger Meenung no eng falsch Diskussioun. Et muss ee vun ennen erop opbauen. An da muss ee fir

de Spëtzesport déi néideg Infrastrukturen a Supporten hunn, well et wier net richtig, wa mir just e puer Virzeigathleten hätten a mir hätte fir de Rescht eng Populatioun, déi sech net géng bewegen.

Eng allgemeng Remarque, déi ech wëll maachen, Här President, ir ech op déi méi spezifesch Froen aginn, dat sinn déi Normen, déi eis imposéiert gi vun internationale Federationen. Ech hunn dat an enger Diskussioun schon eng Kéier ugeschnidde mat menge Kollegee Ministeren um europäesche Plang. Ech fannen et net richtig, dass international Verbänn hingginn an Normen imposéieren an dann den nationale Verbänn soen, dat misst elo esou émgesat ginn. Mir haten d'Diskussioun - den Här Zanussi huet et elo nach eng Kéier opgeworf - an der Kommissioun, wat de Fussball ubelaangt.

D'UEFA huet Normen éditéiert an huet gesot, déi verschidden national Verbänn misste sech dorun halen, wat d'Nationaldivisiounen géng ubelaangen. Or, do misst all Stadion 3.500 Sätzplaz hunn an et misst eng gewëss Unzuel vu Lux, 500 Lux, wat d'Belichtung ubelaangt, do sinn. 3.500 Sätzplaz! Fir déi, déi net op de Fussball ginn, kuckt nëmme Zeitung an da gesidd der, dass op engem Match sondes an der Nationaldivisioun tëschent 113 a 718 Spectateure sinn. Wann et héich kënnt, bei Spëtzematcher, bis zu 2.000. Ech gesi wierklech net an, wat mir mat Stadione maache mat 3.500 Sätzplazen.

Mir hunn ee Stadion, dat ass dee vun der Stad Lëtzebuerg, dee Gott sei Dank seinerzeit géint de Wëlle vum Stat renovéiert ginn ass - an deen net als nationale Projet zrëckbehale ginn ass, mee d'Stad Lëtzebuerg krut fir déi Renovatioun just 10% an net 70% -, deen d'Bedingungen erfëllt. Mir hunn en anere Stadion, deen elo um neiste Stand ass, mee do ginn d'Plaz schon net méi duer, dat ass deen zu Hesper. All déi aner Stadien erfëllen d'Bedingungen net.

Ech soen duerfir hei op dëser Tribün ganz kloer: Mir kënnen net do mathalen. Et geet net, dass mir op d'Käschte vum Steierzueler soen: Mir mussen déi Normen erfëllen, fir dass all Veräin an der Nationaldivisioun ka mathalen. Den Här Zanussi huet gemengt, et wier just e finanziellen Opwand. Et ass net nëmme e finanziellen Opwand, et gétt och Terrainen, wou et iwwerhaapt net machbar ass, well dat kleng lokal Terraine sinn, wou emol d'Gréisst net do ass, fir Gradinen opzeriichten. Loosse mir dach räsonnabel sinn!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Ech wëll dat gleewen, wat Dir sot, mee dat ass awer eng reel Bedrohung. A wann een e Veräin huet, dee gutt implantéiert ass, da wëllt een deem jo awer net zoumudden, dass en doduerch an enger ënneschter Divisioun muss spillen.

■ **Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Mengen Informatiounen no géif et da just nach e Club, deen an der Nationaldivisioun spille kéint, an dat wier d'Spora, mee déi erfëllt déi sportlech Critère net, well déi net an der Nationaldivisioun ass.

Domat wëll ech ënnersträchen, dass dat do vläicht dekretéiert gëtt iergendswou, mee dass een dat awer net muss la base suivéieren. Ech ka mir net virstellen, dass an anere klänge Staten dat do esou ka suivéiert ginn, well de Fussball do jo op ganz anere Basë steet, wéi a grouse Länner...

(Coups de cloche de la Présidence)

...wou formidabel professionell Equipé sinn, wou onwahrscheinlech Suen am Spill sinn. Hei sinn och Suen am Spill, mee hei sinn et dem Steierzueler seng Suen an et sinn net Privatsuen, well am Ausland gehéieren déi Stadien zu engem ganz groussen Deel Privatleit. Do gëtt Commerce mam Sport gemaach. Hei zu Lëtzebuerg mécht kee Commerce mam Sport, well ech gleewen net, dass een domat Geld verdéngt, außer verschidde Sportler, déi bezuelt ginn. An och do kann ee sech d'Fro stellen, ob déi Politik ëmmer déi richtig ass, mee do ass et net u mir, fir mech anzeméschen, mee ech kann awer eng privat Meenung dozou hunn.

Ze soen, dass een da riskéiert d'Lizenz vun der Nationaldivisioun entzunn ze kréie vun der Fussballfedera-

tioun. Wann ech dat da viru spannen, da soen ech: Ma jo, dann huet d'Fussballfederation selwer am Fong keng Daseinsberechtigung, well mir dann net méi international kënne mat spillen. Dann ze mengen, dass ee mat enger Task force, déi een op d'Bee setzt, kënnt e professionelle Club hei zu Lëtzebuerg kréien! Mir sollen do awer mat zwee Féiss um Buedem bleiwen.

Wann déi Démarche, fir all déi Steiergelder, déi mir do missten investéieren, nach géng dozou féieren, dass mar géng um ieweschten Niveau besser Fussball gespillt ginn, da wier dat nach eventuell ze justifiéieren. Ech muss lech awer soen, dass ech dorun Zweifel hunn. Duerfir soen ech, dass mir do mussen mat zwee Féiss um Buedem bleiwen, an datt d'Fussballfederation eng Ausnahm gefrot huet bei der UEFA. Si huet gesot, dass mir eng Rei Exceptionne kréischen, esou dass sechs bis zéng Stadione bis d'Saison 2004-2005 conforme wieren.

Doru gleewen ech einfach net, souguer wann d'Gemeenge bereet wieren, enorm vill Geld doran ze investéieren, souguer wann de Stat géng soen: "Mir begleeden dat." Ech muss lech soen - dat ass awer eng Recommandatioun, déi ech net der Chamber respektiv der Regierung géng maachen, fir op dee Wee mat ze goen - et ass net realistesch ze soen, 2004 hätte mir sechs Stadien, déi deenen dote Critère géngen entsprechen.

Dat si vläicht Wonschgedanken, mee dat entsprécht einfach der Realität net. Ech wäert deemnächst och Gesprächer mat der Fussballfederation doriwwe féieren, Gesprächer, wou ech mir gewënscht hätt, datt se hätte scho kënnen stattfannen, mee déi Gesprächer hunn, op Wonsch vun der Fussballfederation, bis elo nach net stattfonnt, well si verschidde Saachen nach am Virfeld wollte klären.

Ech wollt hei op der Tribün daitlech sinn an iwwert de Kader vum Projet vum Fennefjoresplang erausgoe, well mir sinn hei am Kader vum Investissement vu Sportsinfrastrukturen. Mir mussen kucken, datt mir d'Steiersuen uerdentlech uwenden, an datt mir net probéieren an enger Kategorie mat ze spillen, déi eis eng Kategorie ze grouss ass. Dat muss een unerkennen a Léisunge fannen, déi eis op d'Mooss zougesehne sinn an déi eise sportlechen Aspiratiounen gerecht ginn.

Ech wollt nach soen, datt mir aner Verbänn hunn, déi dann heiansdo nei Normen erausginn, wat d'Héicht ubelaangt vun den Halen oder d'Breet vun den Halen, an datt den Auslaf muss méi grouss sinn. Do fannen ech, datt déi politesch Responsabel awer muss mat den internationale Verbänn schwätzen, well et kann net sinn, datt de Steierzueler all Kéiers, wann d'Norme gehéicht ginn, zur Keess gebiede gétt, fir Schrëtt ze halen. Dat zu den allgemenge Remarken, déi ech dozou wollt maachen.

Elo kommen ech zu den Intervenanten. Ech géng dem Rapporteur wëlle merci soe fir seng grouss Begeeschteung. Da wollt ech dem Här Hauptert merci soe fir seng allgemeng Iwwerleeungen. Den Här Hauptert, dee jo wierklech deen ass vun eis, mengen ech, deen am beschte placéiert ass, fir en allgemengen Iwwerbléck iwwert d'Sportsentwickelung ze ginn.

Den Här Zanussi huet d'Fro gestallt vum Sportsgesetz. Jo, d'Regierung huet Amendementen un de Conseil d'Etat nach geschéckt a mir waarden op den Avis vum Conseil d'Etat. Dann huet den Här Zanussi gesot, et misst ee méi Transparenz walte loosse bei der Attributioun vu Suen, wat d'Renovatioun ubelaangt an do genee Critère applizéieren. Déi Motioun geet jo dorëms.

Här President, ech gesinn et si verschidde Leit, déi mech schlecht héieren. Ech weess net, ob dat un der Akustik hänkt, ob d'Mikroen net ginn oder ob d'Niewegeräicher ze héich sinn. Ech kann lech et net soen, mee da wëll ech nach eng Kéier widerhuelen, wat ech gesot hunn.

Den Här Zanussi huet gefrot, wéi et mat genee Critère ass, wéi mir wéini wellech Suen attribuéieren. Hie freet do no Critère vun Transparenz. Wann ee genee Critère am Virfeld festleet, besonnesch bei Projeten, wou gréisser Renovatiounen sinn, da wier zum Bei-

spill d'Gemeng Esch schlecht dobäi eweckkomm, well déi hat elo eng gréisser Renovatioun, an dat ass e Projet, deen dee vieregte Schäfferot anescht gesinn huet. Dee jëtzege Schäfferot huet dunng eng Modifikatioun virgeholl an dee Projet ass méi deier ginn. Dat ass awer geschitt am Accord mam Sportsministère, sou datt mir dat elo après coup nach eng Kéier subventionéieren. Wa mir d'Critèren au départ fixéiert hätten, da wier dat au détrimment vun der Gemeng Esch gewiescht, wat ech schued fonnt hätt, well et ass e flotte Projet.

Da wollt ech nach soen, datt wat d'Motioun ubelaangt iwwert déi Pourcentage, déi mir bei Renovatioun solle ginn, datt dat déiselwecht solle si wéi bei Neibauten. Do sinn ech der Mee-nung, datt mir déi Motioun net können unhuelen, well d'Gemenge sinn dru gehalen hir Installatioun en bon père oder mère de famille ze géréieren. Bei der Renovatioun kann een net bis zu esou héije Subsidiatioune goen, sou datt ech mengen, datt een déi Motioun misst ofleihen.

Dann ass hei geschwat gi vun engem Cahier des charges type, deen ee soll fir Sportsinfrastrukturen ausschaffen. Mir hunn dat gemaach bei dem Schoulsport.

(Interruption)

Elo seet den Här Zanuschi, dat wier e Virschlag vum Comité olympique gewiescht. Dat ass richtig, mee mir hu probéiert am Sportsministère zesumme mat der Schoul, fir d'Schoulinfrastrukturen op deem Punkt ze déve-lopéieren.

Et gétt da gesot, dat soll honnert Prozent de Bedierfnisser vun de Benotzer entspriechen. Jo, wann een esou ee Cahier des charges opstellt, da gétt et natierlech eppes, wat nach méi gross, nach méi héich, nach méi breiet an nach méi deier gétt. Or, do muss ee jo awer als responsabele Politiker seng Verantwortung huelen a soen: Wat wünschenswürdig ass kann een ëmmer zur Kenntnis huelen, mee et muss een da seng Responsabilitéit hu-ele fir dat, wat machbar ass. Duerfir e Cahier des charges hu mir am Fong schonn, wat eng Hal ubelaangt, wat eng Piscine ubelaangt. Do brauch kee weidere Cahier type nach ausgeschafft ze ginn. Dann hänkt et selbstverständlech och vun de lokale Gegebenheeten of.

D'Mme Durdu huet verschidde Prezi-siounen ginn, och iwwer Diskussiounen, déi mir an der Kommissioun haten. Do gesäit ee wellech Approche ee vis-à-vis vun enger Sportsinfrastruktur kann hunn, wann een net esou sportbe-geschert ass, esou wéi d'Madame Durdu dat net ass, mee awer d'Utilitéit vum Sport agesäit, a wat d'Madame Durdu dowéinst an hirer Gemeng Ef-forte mécht.

Dem Här Colombera erlaben ech mir ze soen, datt am Sport eppes enorm wichteg ass, an dat ass de Fair-play. Dat géllt an alle Sparten, a beson-nesch am Sport. Duerfir hunn ech déi Froen net gâr, déi hien hei stellt, wou hien ënnerschwellleg ze verstoe gétt, datt et vläicht net géing mat richtigegen Dénger zougouen, an datt et keng Ga-rantie géif, datt net deen ee méi favor-abel behandelt géif gi wéi deen ane-ren.

Wann dat de Fall wier, da wier zum Beispill d'Gemeng Esch bei der Renova-tioun vun hirer Schwemm net esou favorabel dobäi eweckkomm. Hei geet et net ëm Parteipolitik. Hei geet et ëm Sportsinfrastruktur, fir ze kucken, wat rasonnabel ass oder net. Dat huet

näischt ze di mat deene politesche Re-sponsabelen, mee dat huet mat de Projeten ze dinn. Duerfir sinn ech net fro, wann esou Froe gestallt ginn, déi ënnerschwellleg ze verstoe ginn, datt dach awer hei kéinte Saache geschéi-en, déi net richtig sinn. Dat ass ep-pes, wat ech op jiddfer Fall wëll vu mir weisen.

Den Här Colombera huet gesot all Zort vun Notzunge misste gemaach gi fir de Sport an Altersheimen. Jo, an der Stad Lëtzebuerg ginn et am Kader vum "Sport pour tous" Sportsaktivitéite fir den drëttten Alter. Et gétt Turnen, et gétt Aktivitéiten um Stadion. Et gétt Aquagym fir den drëttten Alter zu Bou-neweg an der Piscine. Do ginn et Infra-strukturen an Organisatiounen. Et gétt och aner Gemengen, déi dat besch-tens maachen.

Wat den Tourismus ubelaangt, do wëll ech awer ganz kloer sinn. Den Här Co-lombera huet hei gefrot, et soll een d'Skipist vu Buerschent ënnerstëtzen. Ech hu vun der Skipist vu Buerschent op der Televisioun héiere schwätzen. De Promoteur dovun huet gesot, hien hätt d'Ënnerstëtzung vum Sportsmini-stère. Ech kann lech soen, datt hien déi Ënnerstëtzung net huet, an datt ech fir d'éischt vun där Skipist héieren hunn duerch d'Televisioun. Ech fan-nen, datt dat keng Infrastruktur ass, déi fir de Sport hei zu Lëtzebuerg ep-pes bréngt. Dat ass déi Informatioun, déi ech lech dozou wollt ginn.

(Brouhaha générale)

Wa gesot gétt, et wier fir den Touris-mus wichteg,...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Ech géing lech bieden nozelaschteren. D'Madame Minister huet hir Riedezäit schonn ëm zéng Minuten iwwerschratt.

(Interruptions)

Mir sinn net klengkaréiert. Dir hutt vill Froe gestallt an d'Madame Minister mécht sech d'Méi, fir lechze äntweren. Ech fannen da soll een nolaschteren an net dauernd Zwiesgesprécher féie-ren oder Zweschebemierkunge ma-achen an domat d'Opmierksamkeit oflenken.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Da wëll ech lech soen, datt et zweifelhaft ass, ob dat dem Tourismus eppes bréngt. Gitt op Bottrop kucken, wou eng Skipist besteet. Dat ass eng Re-gioun mat 2 Millioune Leit am Hanner-land. Dat bréngt dem Investisseur, deen de Marc Girardelli ass, hoffent-lech eppes, datt seng Rechnung op-geet. Ech mag awer drun zweifelen, datt dat esou favorabel ass fir d'Hôtel-lerie an der Géigend, well d'Hôtellerie an d'Restauratioun ass am Zentrum selwer an huet keng Retombée op Eta-blissementer, déi an der Uertschaft Bottrop sinn, souwäit meng Informati-oune richtig sinn.

Den Här Garcia huet geschwat vun de Piscinen am Norden. En huet och do-zou eng Motioun abruucht. Mir sinn am-gaang ons ze concertéieren. Ech hat schonn e Gespréich mat Nordge-mengen. Vu dass mer am Norden en zousätzlech Gebai fir de Lycée tech-nique brauchen - well de Lycée tech-nique vun Ettelbréck bascht aus allen Néit -, wollte mer zu Ierpeldeng een neie Lycée baue mat enger Sportinfra-struktur, deen da vun all de betreffen-de Gemenge ka genotzt ginn, fir dass mer deen Eparpillement ebe just net kréien, deen eis zu Recht virgeworf

géing ginn, wa mer dat net géinge maachen, esou dass ech géif soen, dass déi Motioun sans Objet wier, well mer amgaang sinn dodrun ze schaf-fen.

Dann huet de Här Scheuer nach gefrot wéinst dem Timing. Ech kréien iwwer-all op de Gemenge gesot an derfir félicitéiert, dass d'Sue vum Sport vill méi séier kommen, wéi dat vun anere Ministère ass, dat heescht net vill, mä déi Gemenge déi en cause sinn, déi hu sech awer ëmmer bedankt. Wat Lo-katioun vum Stat bei de Gemenge ubelaangt, do muss mer kucken, dass mer Konventiounen kréien, fir dass eng Gemeng behandelt gétt wéi déi aner.

Da wollt ech nach zum Schluss op déi Motioun, Här President, vum Här Jaer-ling agoen, déi seet, dass mer mussen an de Programme-directeur d'équipe-ment sportif e Centre national pour jou-eurs de quilles traditionnelles et de bo-ling asetzen.

Ech muss lech soen, datt et relativ ein-fach ass an esou enger Debatt eng In-frastruktur ze froen. Dat dépasséiert de Kader vum Plan quinquennal, well hei si mer doraus eraus. Hei ass jo eng national Infrastruktur gefrot. Ech wëll mech net dozou engagéieren. Et ass natierlech méi einfach ze froen, wéi neen ze soen, mä ech hunn de Coura-ge à ce stade awer ze soen, dass mer déi Motioun net können akzeptéieren, esou gâr ech déi Leit hunn, déi deem Sport noginn.

Domat, Här President, hoffen ech, datt ech op all Froe géantwert hunn. Ech ëntschellege mech, datt ech d'Zäit iwwerzunn hunn, mä ech mengen et wor awer wichteg, datt verschidde Mises au point gemaach goufen oder ver-schidde Standpunkter duergeluegt goufen, haaptsächlech wat internatio-nal Normen ubelaangt, och beispills-weis wat esou Infrastrukturen ube-laangt, wéi déi zu Buerschent.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4978 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 7 si gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 4978.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëm-men an enger Abstentiuon ugeholl.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes (par M. Ady Jung), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Théo Stendebach), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Jos Scheuer), Alex Bodry, Mme Mady Del-

voux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanuschi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Motions

Mir kommen elo zu de Motiounen. D'Motioun 1 ass vum Här Zanuschi ab-ruecht ginn. Et ass jiddferen am Bild ëm wat et geet.

Mir stëmme par main levée of.

Vote

Dee fir d'Motioun 1 ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Et besteet keen Zweifel, Motioun 1 ass ofgelehnt.

Mir kommen zur Motioun 2, déi vum Här Garcia abruucht ginn ass. E Vote électronique ass gefrot.

Vote

Déi fir d'Motioun 2 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 2 ass mat 16 Jo-Stëm-men, 32 Nee-Stëm-men an 9 Enthaltungen of-gelehnt.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes (par M. Ady Jung), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Ben Fayot, Jean-Pierre Klein et Georges Wohlfart

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

Se sont abstenus: M. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer et Marc Zanuschi.

Mir kommen zu der Motioun 3, déi vum Här Jos Scheuer abruucht ginn ass. E Vote électronique ass gefrot.

Vote

Déi fir d'Motioun 3 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale

sech.

D'Motioun 3 ass mat 24 Jo-Stëm-men an 33 Nee-Stëm-men ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanuschi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes (par M. Ady Jung), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Mir kommen zu der Motioun 4, déi vum Här Aly Jaerling abruucht ginn ass. E Vote électronique ass gefrot.

Vote

Déi fir d'Motioun 4 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 4 ass mat 21 Jo-Stëm-men, 33 Nee-Stëm-men an 12 Enthaltungen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes (par M. Ady Jung), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

Se sont abstenus: MM. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanuschi.

Dir Dammen an Dir Hären, domat wäremir um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um halwer dräi.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.21 heures)

Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 9 (Eltrona/Siemens)

zu Déifferdeng: um Kanal S 29

zu Diddeleng: um Kanal S 32

zu Esch: um Kanal S6 (140.25 MHz)

an der Gemeng Nidderaanven: um Kanal S 29

Ordre du jour

1. Ordre du jour
 2. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution
 3. Question urgente 1852 relative aux activités terroristes sur notre territoire national
 4. Motion de M. Jean Asselborn sur la situation en Irak (*Discussion générale - Motions - Votes*)
 5. 4977 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
- 4908 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
- (*Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Amendements - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motions et résolutions*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; MM. Fernand Boden et Luc Frieden, Ministres.

(*Début de la séance publique à 14.30 heures*)

M. le Président. - D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung der Chamber eppes matzedeelen?

(*Négation*)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Den Här Henckes huet d'Wuert zum Ordre du jour.

1. Ordre du jour

M. Jacques-Yves Henckes (*ADR*).- Här President, mer hunn haut um Ordre du jour de Projet de loi iwwert de Logement. Mer hunn e Problem entdeckt: Doduerch dat de Projet de loi relativ kuerz an der Diskussioon war, hate mer net d'Méiglechkeet fir verschidde Remarquen ze gesinn an ze maachen. Mer géinge froen, fir de Punkt iwwert de Logement vum Ordre du jour ze huelen.

Zwee Grënn dofir: Éischtens den Artikel 30 bis, do schéngt e klengen Iertum entstanen ze si bei der Regierung, an zwar dass an deem Artikel virgesinn ass, datt e Betrib kann eng 40% Subside kréien, wann e Patron fir seng Employéen eng Wunneng baut.

M. le Président. - Här Henckes, Dir sollt eng Fro stellen zum Ordre du jour. Dat doten ass schonn een Detail vum Projet selwer. Haalt lech wann ech gelift un d'Reglement.

M. Jacques-Yves Henckes (*ADR*).- Jo, mä ech muss et hei explizéieren, Här President.

M. le Président. - Dann explizéiert et, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (*ADR*).- Här President, hei ginn d'Lëtzebuurger vun dem Projet de loi ausgeschloss. Wann also ee Betrib oder ee Patron wëllt eng Wunneng baue fir e Lëtzebuurger Employé, da geet dat net. Da kritt e kee Subside vum Stat. E kritt just ee Subside vum Stat, wann et sech ëm auslännesch Employéen handelt. Ech mengen net, Här President, datt dat de Wonsch ass vun der Regierung a vun dëser Chamber. Dat geet kloer aus dem Text ervir, an dofir menge mer, datt et gutt wier, dee Punkt vum Ordre du jour ze huelen an en nach eng Kéier an d'Kommissioun ze bréngen, fir deen Amendement anzubringen, deen ons déi Ongerechtheek géing évitieren.

Zweetens hu mir allegueren de Rapport vun der Cour des Comptes iwwert de Fonds de Logement gelies. Etant donné, datt hei am Gesetz virgesinn ass, fir dem Fonds de Logement nach méi Pouvoiren ze ginn, wier et gutt, datt fir d'éischt d'Chamber och iwwert de Rapport vun der Cour des Comptes géing debattieren, ier mer hei nees weider Schrëtt maachen. Dofir géife mir den Antrag stellen, fir dee Punkt vum Ordre du jour ze huelen a fir d'Diskussiounen an der Chamber weiderzeféieren.

M. le Président. - Wien ass d'accord mat der Proposition vum Här Henckes, fir dee Punkt vum Ordre du

jour, dee vun der Conférence des Présidents virgeschloen ginn ass, erofzuehelen?

De Vote électronique ass verlaangt.

Nach eng Kéier, datt mer d'Fro awer kloer stellen: Wien dofir ass, fir den Ordre du jour ze änneren am Sënn vum Här Henckes, dee stëmmt mat Jo, deen dergéint ass, stëmmt mat Neen oder enthält sech.

Vote

D'Proposition vum Här Henckes ass ofgelehnt mat 29 Nee-Stëmmen, 7 Jo-Stëmmen an 18 Abstentioonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes (par M. Fred Sunnen), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Jean Spautz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Emile Calmes), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Théo Stendebach), MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. John Schummer), John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, Ben Fayot, MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Domat ass den Ordre du jour esou uegohll wéi e vun der Conférence des Présidents virgeschloen ginn ass a wéi en och gëscht vun lech hei uegohll ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, den Här Paul-Henri Meyers freet d'Wuert fir den Dépôt vun zwou Propositions de révision de la Constitution ze maachen. Den Här Meyers huet d'Wuert.

2. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution

M. Paul-Henri Meyers (*CSV*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen heimat den Dépôt vu folgenden zwou Propositions de révision de la Constitution:

Eng éischt Proposition, déi den Artikel 37 vun der Verfassung ofännert, an eng zweet Proposition, déi d'Artikelen 51 an 52 vun der Verfassung ofännert.

Ech géif de President an d'Conférence des Présidents bieden, déi Propositionen un d'Regierung an un de Conseil d'Etat weiderzeleeden. Mir kënnen da spéider déi Propositionen hei an der Plénière diskutieren. Merci.

M. le Président. - Merci. D'Chamber hëlt Akt vum Dépôt vun zwou Propositions de révision de la Constitution duerch den Här Paul-Henri Meyers. Si ginn un déi zoustänneg Instanze weidergeleet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn dann als éischt d'Question urgente 1852 vum Här Robert Mehlen iwwer terroristesch Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg. Den Här Premier- a Statsminister Jean-Claude Juncker huet sech bereet erkläert, fir direkt op déi Fro ze äntweren. D'Wuert huet den Här Robert Mehlen.

3. Question urgente 1852 de M. Robert Mehlen relative aux activités terroristes sur notre territoire national

M. Robert Mehlen (*ADR*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net zënter haut a gëscht, datt ëmmer erëm gesot a geschriwwé gëtt, datt hei zu Lëtzebuerg Aktivitéite sech géingen ofspillen, déi an den terroristeschen oder an de mafiöse Beräich ze situéieren wieren. Wéi gesot, dat ass näischt Neits.

Et muss een awer soen, datt déi lescht Zäit esou Indikatiounen sech verstärkt a sech intensivéiert hunn. Ech selwer hu virun enger Zäit eng Question gestallt gehat iwwer eventuell Aktivitéite vun der Mafia hei zu Lëtzebuerg. Déi ass vun der Regierung eindeutig negativ beäntwert ginn, mä wéi gesot elo a leschter Zäit huet dat sech intensivéiert. Mer hunn och haut kënnen an enger Wochenzeitung relativ schwéier Konstatatiounen a Beschëllegungen un d'Adress vun der Regierung liesen.

Op Grond vun Informatiounen, déi ech gëscht an deem Sënn kritt hunn, hunn ech mer erlaabt, déi Question urgente, déi virläit un den Här Statsminister ze riichten, well et hei an éischter Linn ëm Informatiounen geet, déi solle vum Service de Renseignement kommen, an ech wëll dofir den Här Statsminister froen:

Si vu Säite vum Service de Renseignement Erkenntnisser un hien eruedroe ginn, datt terroristesch Réseauen oder terroristesch Aktivitéiten oder Aktivitéiten, déi mam Terrorismus ee Lien hätten, sech um Lëtzebuurger Territoire géingen ofspillen?

Stëmmt et, datt den Här Statsminister respektiv aner Regierungsmemberen, déi eventuell dofir zoustänneg sinn, bis elo net bereet waren, fir op déi Indikatiounen anzugehen, respektiv op dës Erausforderungen ze reagieren?

Eng weider Fro ass: Wéi steet et ëm d'Vetrauensverhältnis tëschent dem Service de Renseignement an den zoustänneg Regierungsmemberen, wa Leit vum Service de Renseignement als noutwenneg ugesinn, fir de Wee iwwert d'Press ze wielen, fir datt d'Regierung endlech soll aktiv ginn? Wéi gesot, et stinn eng ganz Partie konkret Reprochen am Raum, mee et ass net a menger Intentioun, déi haut an hei zur Debatte ze stellen.

Mer deelen och déi Approche, déi d'sozialisteschen Kollege gewillt hunn, fir ze soen, den Här Statsminister soll an déi zoustänneg Kommissioun kommen an do eventuell iwwer verschidden Detailler reisequieren. Hei geet et ganz allgemeng ëm d'Haltung vun der Regierung an der ganzer Fro vum Fonctionnement vun deem Sécherheetsdëngscht a vun de Suiten, déi d'Regierung bereet ass ze ginn, wann de Service de Renseignement Saachen u si erundréit, wou d'Sécherheet vun eisem Land am Spill ass, sief et déi international Sécherheet. Et kléngt jo, wéi wann den Accent méi op dem zweete Punkt géing léien.

Hei geet et net nëmmen ëm d'Sécherheet vum Land, hei geet et och ëm d'Crédibilitéit vun eisem Land dobaussen, vu datt déi Reproché jo öffentlech geäussert gi sinn.

Meng lescht Fro wär: Wat fir eng Suite gedenkt d'Regierung an där ganzer Thematik hei ze ginn, wann dat sech sollt als wouer erausstellen, wat do öffentlech u Reproché geäussert ginn ass?

M. le Président. - Den Här Statsminister Jean-Claude Juncker huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen. Ech war d'accord, fir déi Fro vum Kollege Robert Mehlen als Drénglechkeetsfro anzestufen, net well ech géif mengen, datt se drénglech wier, mä well ech mengen, datt et gutt wier, wann ee fir Kloerheet géing surgen, souwäit wéi d'Basisprinzipië vum Lëtzebuurger Stat concernéiert sinn. Dat dispenséiert mech par ailleurs dovunner, op déi Fro vum Här Mehlen, wéi sou datt de Geheimdëngscht hei géint de CSV-Statsminister misst rebelléieren, ze äntweren.

Dëst ass fir d'éischt, dass esou eng Fro hei an der Chamber an där Form duergestallt gëtt a wat aner Sagae staark dierft a Fro stellen. Dëst dispenséiert mech weider, fir op déi Fro anzugehen.

Tatsaach ass, dass net de Geheimdëngscht sech un d'Lëtzebuurger Press adresséiert huet, mä dass d'Lëtzebuurger Press sech un de Geheimdëngscht adresséiert huet, an dass e Journalist vum Jeudi sech beim Direkter vum Geheimdëngscht presentéiert huet a vun him ëmfaang ginn ass; an dass den administrative Chef vum Geheimdëngscht mat deem Journalist ee Gespräch gefouert huet iwwert déi Informatiounselementer, déi dee Journalist huet.

Ech iwwerloossen et dem investigative Sënn vun der Lëtzebuurger Press an dem Enquêtësënn vun de Lëtzebuurger Deputéierten, mir ee Beispill am Ausland ze weisen, wou de Chef vum Geheimdëngscht ee Journalist...

(*Interruptions*)

Dat ass ee Geheimdëngscht. C'est un service!

(*Hilarité*)

Jiddfalls, déi lamentabel blöd Commentairen, mat deenen de Jeudi haut säin Artikel assortéiert huet, sinn duerch näischt prouvéiert, well de Chef vum Geheimdëngscht huet jo de Jeudi selwer ëmfaang. Ech géif dem Jeudi recommandéieren, vu dass Frankräich an deem Dossier eng grouss Roll spillt, datselwecht emol beim Chef vum franséische Geheimdëngscht ze probéieren.

Onofhängeg dovun, wëll ech der Chamber Folgendes soen: Deen Dag, wéi ech Statsminister gi sinn - Dir must lech net drun erënnere -, et war den 20. Januar 1995, an ech erënnere mech drun - ech verstinn och, dass ee sech net gären drun erënnert; Dir erënnert lech och net gären un den Datum vu menger nächster Vereedegung an deem Zusammenhang -....

(*Hilarité*)

...deem Dag also, wou ech Statsminister gi sinn a mat mengem Virgänger iwwert de Geheimdëngscht geschwat hunn, an och nach mat zwee anere vun deem senge Virgänger, hunn ech mir virgeholl grad wéi déi, an op deenen hir Recommendation hin, ni zu Froe vun der ënnerer Sécherheet öffentlech Stellung ze huelen. Ni! Aus deem ganz einfache Grond, dass d'Aufgab vum Statsminister doranner besteet - wéi vun aneren zoustänneg Ministeren och, mä op eng privilegiéiert Fassong vum politeschen Chef vum Geheimdëngscht - Schued vun de Lëtzebuurger ofzehalen an hir Sécherheet ze vergréisseren.

Ech ginn net dofir bezuelt, fir Terroristen heibannen ze informéieren. Ech ginn dofir bezuelt, fir ausserhalb vun deem Raum dofir ze surgen, dass d'Sécherheet vun de Lëtzebuurger maximal garantéiert ass. Dat ass meng Aufgab. A wann d'Chamber gären hätt, dass ech hei am Plenum zu kon-

krete sécherheetsrelevante Virgänger Stellung huelen, dann hätt ech gär, dass d'Chamber weess, dass ech dee Moment zrécktrieden, wou d'Chamber dat gäre vu mir hätt.

Ech poteren hei net iwwer sécherheetsrelevant Froe vum Lëtzebuurger Land. A wann een dat gären hätt, soll e mech dat froen an da soen ech, ech maachen dat net, an da kritt Dir een anere Statsminister. Domat geet d'Land net ënner. Mee ech kommen net heihinner Informatiounen ausbreeden, déi géint d'Sécherheetsinteressen vum Lëtzebuurger Land a vun deene Leit, déi am Lëtzebuurger Land wunnen, verstoussen. Fir dass déi Saach kloer ass.

Déi zweet Saach ass grad esou kloer: Ech beäntwere keng Froen an der Press iwwer sécherheetsrelevant Elementer vun der Aktualitéit. De Jeudi huet mir gëscht, mengen ech, dräi Froe virgeluegt an och aner Kolleegen an der Regierung all Kéiers dräi Froe virgeluegt. - Et funktionéiert ee jo cartesianesch a franséischsproocheg Zeitungen. - Ech hunn engem Minister gesot, hien dierft déi Froen net beäntweren, nodeem deen aneren, nämlech de Justizminister, mir direkt gesot huet, hie géif déi Froen net beäntweren.

Stellt ee sech wierklech vir, dass de Statsminister oder e Minister géing soen, ob jo oder nee d'Moschee zu Mamer iwwerwaacht gëtt? Huet dat eppes mat Pressefräiheet ze dinn? An huet et eppes, wéi vum Jeudi haut monéiert, mat Feigheet ze dinn, wann een déi Froen net beäntwert? Oder huet et eppes mat Dommheet ze dinn, wann een déi Froe stellt?

Mee ech sinn awer zu all Moment bereet, deen ech net responsabel sinn a Sécherheetsfroen virun der Lëtzebuurger Press - et ass mir quitschegal, wat d'Lëtzebuurger Press an deem Zusammenhang iwwer mech schreift - an deenen zoustänneg Chamberkommissiounen, sou wéi vun Kollege Alex Bodry mir radiophonesch haut de Mëtteg matgedeelt, all déi Elementer op den Dësch ze leeën, iwwert déi de Statsminister an de Geheimdëngscht verfügen. Woubäi ech gären hätt, dass déi, déi an där Kommissioun sinn - ech mengen, am beschte wär dat d'Conférence des Présidents, mee et ass de Choix vun der Chamber, déi kritteng Enceinte erauszewielen -, sech un där Démarche inspiréieren, déi déi vum Chef vun der Regierung ass, nämlech, dass een doriwier no baussen net schwätzt.

Ech si bereet, dat mar de Mëtteg ze maachen, e Samschdeg de Mueren oder iergendwann am Laf vum Méindeg. Ech hätt et am léifsten haut de Mëtteg direkt gemaach, mä ech muss op Zürich fléien, well mir Gesprécher mat de Schwäizer Autoritéiten ze féieren hunn, déi am Zusammenhang mat engem europäeschen net irrelevanten Dossier stinn. Dofir kann ech dat haut de Mëtteg net maachen. An dat bréngt mech im Übrigen dozou fir ze soen, dass wa monéiert gëtt, dass d'Lëtzebuurger Regierung, d'politeschen Autoritéit, d'Tatsaach géif verstoppen - wann déi Tatsaach sech da géif révéléieren -, dass et Terroristen op eisem Territoire gëtt, dass mir déi Tatsaach géife verstoppen, fir dem Image de marque vum Land net ze schueden oder fir der Finanzplaz net ze schueden. Et sinn dat leschten Enns spektakulär Virwërf, an déi sinn emol net ënner Froreform geäussert, mee ënner Form vun Affirmatioun.

Ech kann der heibannen op d'mannst 59 nennen, déi sech mindestens esou fir d'Finanzplaz asetzen ewéi ech. An ech kann der heibannen op d'mannst 50 nennen, déi eng manner grouss Distanz zu der Finanzplaz hunn, wéi deen, deen amgaangen ass hei ze schwätzen. Dofir géif ech wierklech drëm bieden, wann et ëm d'Sécherheet vun de Lëtzebuurger geet, net den Androck ze schüeren, wéi wann de Statsminister aus Rücksicht op d'Finanzplaz - d'Finanzplaz ka mech klibberen, wann et ëm d'Sécherheet vun de Lëtzebuurger geet -, Rücksicht op d'Finanzinteressen zu Lëtzebuerg géif huelen. Ech fannen dat wierklech beleidgend, dass een esou eppes däerf schreien. Dat ass remarquabel, dass een esou eppes kann einfach soen, oni ee Beweis vun iergendeppes.

Also, ech kommen an déi Chamberkommissioun - Dir wiert eraus, wat fir eng et ass - zesumme mam Justizminister a mam Chef vum Geheimdénst. Dir kënnt och de Chef vum Geheimdénst eleng befragen, ouni dass e Politiker dobäi ass, fir Auskunft ze ginn iwwer alleguer déi Froen. Et gëtt ee Bréif - wéi ass et mat der Mémoire collective heibannen, eigentlech? - vum Statsminister Werner, deen an Zesammenhang mam Knack an Jacques Poos senger Leitung gesot huet, à tout moment kéint d'Chamber de Chef vum Geheimdénst heieren zu ganz konkrete Virgänger vu geheimdénstlecher Aktivitéit zu Lëtzebuerg. Dee Bréif ass ni widderruff ginn, ergo besteet en nach: Déi Autoritéiten, déi politesch an déi administrativ, déi zoustänneg si fir geheimdénstlecher Aktivitéiten zu Lëtzebuerg, sinn zu all Moment bereet an der Chamber doriwwer déi Renseignerter ze ginn, déi musse kënne vun Deputéierte gefrot ginn, an déi sech da musse froen, wéi se mat deene Renseignerter ëmgingen.

Ech wëll lech soen, dat, wat mech am meeschte belasscht, Dag an Nuecht, dat sinn déi Donnéeën, déi ech iwwer de Lëtzebuerger Geheimdénst zougedroe kréien, a wou ech mat mir eleng sinn. Ech ka mat kengem doriwwer schwätzen. Net froen, wat ech domatter muss maachen, ob ech soe soll: zougräifen, ob ech soe soll: ofwaarden, ob ech am Ausland soll froen: Wéi gesitt Dir dat? Déi Dossiere si jo ëmmer an engem internationalen Zesammenhang ze gesinn.

Ech hunn näischt dogéint, wann aner Leit déi Chargen hëllefreen droen. Ech soen lech just: Et gëtt der net vill, déi sech där Charge wëllen a leschter Instanz a voll verantwortlech stellen. Deen Eenzegen, dee wéinst geheimdénstlechen Aktivitéiten, wéinst noriichtdénstlechen Aktivitéiten, wéinst Feeler, déi kënne gemaach ginn, wéinst Momenter, wou een net déi richteg Décisioun hält, politesch Verantwortung muss droen, dat ass deen, dee virum lech steet. Alleguer déi aner, déi doriwwer kennen en Aufsatz schreiwén, Zeitungsartikele schreiwén, Froe stellen - wat ech normal fannen, niewebäi bemierkt -, déi ginn an hirer politesch Existenz dovunner iwwerhaupt net beréiert. Ech muss mat mir selwer eens ginn. Ech kann doriwwer heiansdo mam Minister vun der Justiz schwätzen, fir iwwerengs och ëmmer erëm feststellen, dass d'Regierung sech - dofir muss ee matenee schwätzen, wann dat d'Gesetz net virgesäit - strikt u rechtsstaatleche Prinzipien hält.

Ech sinn dogéint, datt, wéi Eenzeler dat emol kënne suggéieren, déi op enger Affär schaffen a gären hätten, dass eppes géif geschéien, systematesch Razzien an de Lëtzebuerger Moscheeën gemaach ginn, well ech dergéint sinn, dass ee systematesch Islam mat Terrorismus gläichstelt.

Ech sinn dergéint, wéi Eenzeler dat emol kënne suggéieren, déi dann net zefridde sinn, wann déi politesch Autoritéiten deem net automatesch nokommen, fir déi ganz Communautéit vun de Réfugiéer geheimdénstlech inspizéieren ze loossen. Well alleguer déi Fäll, déi hei genannt gi sinn an der Press haut, déi hallef oder zu dräivierele stëmmen, all fanne se an der Communautéit vun de Réfugiéer statt. All!

Ass dat eng Ursaach fir mat pauschale Verdachtsmomenter géint déi Leit virzegoen, oder ass dat net esou, dass ee sech ëmmer, wann ee Verantwortung dréit, op d'Rechtsstaatlechkeet muss besënne, well déi muss den "Elément directeur" vum individuellen an och politeschen Handele sinn? An dofir ass de Komproméss, deen ze fannen ass - Komproméss an der Saach -, een, deen ëmmer muss dofir suergen, d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren. An déi gëtt och garantéiert, well all Servicer, souwuel de Geheimdénst, wéi déi aner Sécherheitsservicer hei am Land, suivéieren déi Affären.

Fir tèscht der Sécherheet vun de Leit an der Rechtsstaatlechkeet vun de Prinzipien, déi unzewenne sinn, dee Komproméss ze fannen, ass net ëmmer lücht. Ech loosse mech lo e bëssen driewen. Mee heiansdo froen ech mech: Okay, elo observéieren ech rechtsstaatlech Reflexer, mee wann et muer knupp, wéivill ass déi Auskunft

wäert hei am Parlament an an der Öffentlechkeet, dass ech e rechtstaatleche Mënsch sinn? Dat si Konflikter, déi muss ee mat sech ausdroen. An ech muss mat deene Konflikter liewen, wéi alleguer meng Virgänger, wann och ënner anerem Ernstänn, well do hate mer déi terroristesch Bedrohung net.

Ech wëll hei soen, well d'Leit hunn e Recht fir dat ze wëssen, dass et keng immédiate terroristesch Bedrohung zu Lëtzebuerg gëtt. Mee dass mer awer munches mussen observéieren, dass mer munches musse suivéieren, dass mer munches musse gesinn, dass mer viles mussen analyséieren, dass mer déi Analysen, déi mer selwer hunn, a Kombinatioun brénge musse mat deenen Analysen, déi aner Geheimdénstlecher an aner Regierungen iwwer déi, grad déi Zesammenhang, déi och zu Lëtzebuerg Intersectionselementer bilden, an dass mer doriwwer musse schwätzen.

Ass dat eng Ursaach, ech froen lech dat an allem Eescht, fir hei an dem Parlament doriwwer Auskunft ze ginn? Ass dat eng Ursaach, fir Froe vu Journalisten doriwwer ze beäntwerten? Dat ass net meng Opfaassung vun deem, wat ech hei am Land ze maachen hunn. Et ass och net meng Opfaassung vu Responsabilitéit.

Responsabel handelt een, wann ee sech fir d'Sécherheet vun de Leit asetzt. An do mécht ee Feeler. Fir déi muss een dann och bezuelen, wann een der mécht. A sidd fro, dass Der net fir alles gefrot gitt, wat een do muss maachen. Do mécht ee Saachen, vun deenen ee sech herno seet, et wier besser gewiescht, et hätt ee se net gemaach. Do gëtt een Informatiounen un d'Ausland weider, vun deenen ee sech herno seet, et wier besser, et hätt een déi Informatiounen net virginn. An et gëtt een Informatiounen net virun, vun deenen ee sech herno seet, et wier besser gewiescht, et hätt ee se virginn. Do kritt een Informatiounen, vun deenen ee seet, et wier besser gewiescht, et hätt déi virginn zu Lëtzebuerg, an et kritt een der, déi hutt ee virginn, wou et besser gewiescht wär, et hätt ee se net virginn, well munches zu falsche Reflexer och féiert.

Ech sinn de politesche Chef vum Geheimdénst, an ech bilde mir an, dass ech een Urteel kann driwwer fällen, wann Informatiounen mer zougedroe ginn, ob muss agegraff ginn oder net. Dat ass meng Responsabilitéit. Et ass net déi vum Chef vum Geheimdénst, an et ass och net déi vun den eezelne Geheimdénstagenten, deenen hir Frustratiounen een heiansdo ka verstoen, mee déi awer net all Elementer hunn, déi ee muss hunn, fir sech kënnen e breet genuch Jugement driwwer ze erlaben, ob eppes muss ënnerholl ginn oder net muss ënnerholl ginn.

Dofir, Här President, mat allem Respekt virum Parlament - ech hunn et dorunner ni feele gelooss -, ech ginn hei an öffentlecher Sitzung keng Informatiounen. A wa keen dat verlaangt, tant mieux. Doraus resultéiert iwwerengs awer och, dass keen, deen an dëser Institutioun setzt, sech där doriwwer wonnen, dass ech enger Zeitung keng Informatioun driwwer ginn, wann ech se esouguer heibannen net driwwer ginn.

Mee ech si bereet mat deene responsable Parlamentarier, déi an där Kommissioun sinn an déi sech dofir zoustänneg spieren, doriwwer selbstverständlech an aller Offenheet ze diskutéieren, wat Confidentialitéit viraussetzt, déi, géif se verletz ginn, selbstverständlech och eng Rei vu Konsequenzen géif no sech zeien.

Datt am Zesammenhang mat dëser Fro och d'Diskussioun iwwert d'Reform vum Geheimdénst opkomm ass, huet mech net iwwerrascht. Ech gesi keng Zesammenhang do. Mee, wann ee wëllt Zesammenhang an Erfahrung brénge, da géif ech déi och gären an der Kommissioun erläutieren, well no den Attentater vum 11. September hunn ech e puermol am Accord mat der Regierung öffentlech erkläert, mir géifen déi Reform vum Geheimdénst an der Zäit e bëssen zrécksetzen, fir net zu falsche reflexaartege Mordikusbewegungen an eiser Législatioun ze kommen.

Ech war erstaunt, wéi ech gelies hunn, et misst méi stramm duerchgegraff ginn. Ech hätt gären, dass och e Ge-

heimdénst sech u rechtsstaatleche Prinzipien hält, an ech wëll net, dass am Äifer vun Gefecht nom 11. September oder no engem Artikel am Jeudi, wou geschwat gëtt vu "vu l'importance des événements", radikal Moosname getraff ginn.

Im Übrigen - dat wëssen eenzel Kollegen - hat ech der leschter Regierung eng Reform vum Geheimdénst an engem fäerdege Gesetzprojet virgeluegt. Et war net méiglech, sech doriwwer ze eenegen. Do si berechtigt Fro gestallt ginn, déi mengem Grundwiesem net total friem sinn. Ech si gäre bereet, iwwer all déi Froer emëm ze diskutéieren. Et ass d'Absicht vun der Regierung am Laf vum Mount November souwisou eng Reform vum Geheimdénst anzubringen, déi eng onoppgereegte Reform soll sinn, déi sécherstelt, dass de Geheimdénst ee geheimen Dingscht bleift, well wann eppes kloer ginn ass, duerch déi quasi an dräivierele soit disant Révélatioun vum Jeudi - vill Elementer dovunner stoungeschon an der Zeitung an deene leschte Joren -, dann ass et jo wuel, dass mer e Geheimdénst brauchen. Fir mech ass dat keng nei Erkenntnis.

Plusieurs voix. - Très bien!

4. Motion de M. Jean Asselborn sur la situation en Irak

M. le Président. - An hirer Sitzung vu virgèschter huet Chamber decidéiert, datt dem Här Jean Asselborn seng Motioun iwwert d'Situatioun am Irak haut ufanks vun der Sitzung op den Ordre du jour kéim. Den Här Asselborn hat seng Motioun den 2. Oktober 2002 um Greffe vun der Chamber déposéiert. Déi Motioun huet folgende Wuertlaut:

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les risques croissants d'une intervention militaire en Irak;

- rappelant la résolution 1284 (1999) du Conseil de Sécurité intimant l'Irak à obtempérer aux exigences imposées par le Conseil de Sécurité et donc avec la commission de contrôle des armements en Irak;

- considérant que l'Irak a accepté le retour sans entrave, sans condition et sans délai des inspecteurs du désarmement de l'ONU conformément aux clauses de ladite résolution;

- estimant qu'il s'agit en l'occurrence d'une première étape indispensable pour vérifier que l'Irak ne possède plus d'armes de destruction massive, tout en reconnaissant que l'Irak a dans le passé violé à plusieurs reprises ses engagements;

- se félicitant de la position des pays arabes qui ont fait pression sur les autorités irakiennes afin qu'elles acceptent les exigences des Nations Unies;

- estimant que la communauté internationale doit continuer à exercer toute sa vigilance à l'égard du régime irakien;

- considérant que la Charte des Nations Unies n'autorise pas les guerres préventives;

- refusant toute action militaire unilatérale dépourvue de légitimité;

- jugeant qu'une intervention militaire en Irak aurait des répercussions dramatiques sur toute la région;

invite le Gouvernement

à œuvrer au sein des organisations internationales dont il est membre afin:

- de continuer à exiger que l'Irak s'engage sans condition à appliquer strictement les résolutions de l'ONU, relatives à l'interdiction des programmes irakiens de fabrication des armes de destruction massive;

- d'intensifier leurs efforts par la diplomatie et d'explorer toutes les voies de règlement pacifique pour éviter une guerre en Irak et chercher la solution du problème irakien par le biais du droit international;

- d'appuyer les efforts de médiation, en particulier ceux du Secrétaire Général des Nations Unies, visant à trouver une solution pacifique et politique globale au Proche-Orient basée sur le respect des normes de la communauté internationale;

- de s'abstenir au soutien de toute action non couverte par un mandat du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

(s.) Jean Asselborn.

Den Här Asselborn huet d'Wuert, fir seng Motioun virzedroen.

M. Jean Asselborn (LSAP). - Merci, Här President. Ech fannen et gutt, dass mer an der éischter Woch vun eiser Chamberssëtzung iwwert d'Problematik vun Irak schwätzen, an ech géif och duerfir der Madame Ausseminister merci soen, dass se sech disponibel erkläert huet, fir de Mëtteg hei der Chamber Ried an Äntwert ze stoen.

Den Irak, dat wësse mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt jo vun engem Diktator gefouert, een Diktator - Saddam Hussein -, dee vill Blut u sengen Hän huet, deen zënter 1979 un der Muecht ass, an onendlech vill Leed provoziert huet. E Mann, deen de Kuwait iwwerfall huet, deen zéngtausende Kurde gemort huet, deen seng politesch Géigner zënter 1979 systematesch physesch éliminéiert, e Personnage, dee säi Vollek ausbeut an et ënnerdréckt.

Am Irak, an dësem Land, si Massevernichtungswaffe stationéiert, dat weess een. D'Gefor, déi des duerstellen am Kader vun internationaler Terrorismus brauch een net opzeechnen, ofgesinn dervun, dass de Saddam Hussein se och kënnt asetzen, fir se géint aner Länner ze richten. Den Irak ass jo zënter Joren scho vun der UNO opgefouert ginn, fir des Waffen ze zerstéieren, a säi Waffenarsenal duerzeleeën. Zënter Jore spillt deen Diktator mam Feier, an ech menge et ass nëmme richtig, dass d'international Communautéit deem Spill en Enn mécht an dass d'UNO-Inspekteren Accès kréien, fir an aller Fräiheet iwwerall am Land ze kontrolléieren, fir déi Vernichtung och ze kontrolléieren a fir se virzehuelen.

Nun, Här President, de Senator Edward Kennedy sot viru kuerzem: "La guerre devrait être le dernier recours, pas la première réponse." An de leschte Wochen ass aus de USA d'Signal ganz staark komm, dass eleng eng militäresch Aktion de Problem an den Ae vun der Administratioun Bush léise kéint. Glécklecherweis sinn et awer vill Stëmmen ginn an der Europäescher Unioun an och op der ganzer Welt, déi des Astellung net deelen. Duerfir soen ech hei viwech, dass een net antiitalienesch ass, wann een d'Regierung vum Här Berlusconi kritiséiert, mee, a mengen Aen, ass een dann ee groussen Demokrat.

Et ass een och net antidäitsch, wann een d'Regierung oder d' Person vum Gerhard Schröder kritiséiert, well ech mengen net, dass eise Premier antidäitsch agestallt ass, an et ass een och net anti-USA agestallt, wann een d'Administratioun Bush kritiséiert. 30 bis 40 % vun den Amerikaner selwer sinn net mat deenen Décisiounen, déi den Här Bush hält, d'accord. Fir mech, deen nom Krich gebuer ass, ass déi grouss Léier, déi mer nom zweete Weltkrich jo kritt hunn, virun allem vun den USA, wéi se eis gesot hunn: An Europa misste mer Konflikter léieren ze léisen net mat Kricher, mee um friddleche Wee, dat heescht um diplomatesche Wee.

Duerfir ass jo virun allem d'EU, mee och d'UNO gegrént ginn. Sou wéi de Rechtsstat seng Verfassung, seng Gesetzler a seng legal Dispositiounen respektéieren muss, souguer, wann e mam Terrorismus konfrontéiert ass, an do denke mir un déi Zäit, wou an Däitschland d'RAF gewüt huet oder d'Brigades rouges an Italien, dann denke mir vläicht un d'Wuert vum Willi Brandt, dee gesot huet, dass de Rechtsstat ni därerf gebéit ginn, speziell a grouss Krisen, soss ass et kee Rechtsstat.

Grad esou géif ech mengen, Här President, dass internationaalt Recht muss respektéiert ginn an dass dat och net ka gebéit ginn, och wann ee mengt, oder wann ee wierklech dee Stärksten op der Welt ass. Soss ass

Krich d'Äntwert op viles, wat op dëser Welt schifleeft.

Et gëtt keng Doktrin an et gëtt och keen Artikel an der Charta vun den Nations Unies, déi ee Präventivkrich géif virgesinn. Ee Präventivkrich ka folglech net decidéiert ginn am Kader vun Artikel 51 vun der Charta vun den Nations Unies. Speziell awer och, wann ee bedenkt, wat e Krich, mat Bomben a Missilen, fir ee Schued erëm géif bewierke vis-à-vis vun enger Populatioun am Irak, déi schon zënter Jorzéngte wierklech martyriséiert ass.

Fir et kuerz ze maachen, Här President, eis Partei ass derfir: Éischstens, dass d'Inspektioun am Irak muss gemaach ginn, dass all Drock muss ausgeübt ginn, fir dass des Aufgab kann erleedegt ginn an dass déi Waffen, déi sech do befannen, déi Massevernichtungswaffen, musse vernicht ginn.

Zweetens, nom 11. September 2001 sinn d'USA mat engem groussen Problem konfrontéiert. Dat akzeptéieren mer. A mir akzeptéieren och, dass si den internationalen Terrorismus bekämpfen a mam Irak a mam Saddam Hussein wëllen ofrechnen, well se doranner e wierkleche Géigner gesinn.

Mee als Frënn vun den USA muss mir hinnen awer och soen, dass et do dernieft aner Konflikter op der Welt gëtt. Zum Beispill deen enorme Konflikt am Noen Osten. An dass et och de Kampf géint de Misär gëtt. Erënnere mer eis drun, dass jo vill Leit geschwat hunn nom 11. September vun enger Koalition géint de Misère op der Welt. An eisen Ae wier et och abstrus, wann de Saddam Hussein et géif fäerdege brénge, dass géif e Feindbild opgebaut ginn, wou d'USA géifen an EU-Länner hir Feinde gesinn, oder EU-Länner géifen an den USA e Feindbild opbauen. Feindbilder sinn ni e gudd Repère an der Politik. Eis Partei gesäit an den USA e Frënd a bestëmmt kee Feind.

D'Regierungen, déi kommen an déi ginn; wat bléift, dat si Populatiounen, an tèschent de Populatiounen aus Europa, an doudsécher och tèschent där vu Lëtzebuerg an där vun den USA, ass eng Bréck vu Frëndschaft, déi net ze iwwersinn ass. Mee eng Bréck huet zwee Feiler. An et därerf net sinn, dass een deem anere säi Feiler ewechschneit, soss riskéiert déi Bréck aufälleg ze ginn. Souvill ass de Saddam Hussein net wäert, dass mir an esou ee Bild géifen erakommen.

Mat där Motioun, déi mir hei déposéiert hunn, an déi schon iwwer eng Woch der Chamber virläit, déi ech also net am Detail brauch elo ze explizéieren, wollte mir, dass d'Lëtzebuerger Chamber iwwert dee Problem sech ënnerhält an driwwer diskutéiert. A mir wollte virun allem awer och der Lëtzebuerger Regierung aus eiser d'Sicht soen, dass se an där Fro alles ënnerloosse soll, wat net vun den Nations Unies decidéiert gëtt. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsrieder ass den Här Claude Wiseler agetroen. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

(Interruptions)

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. D'Situatioun am a ronderëm den Irak ass keng, déi ee ka völle eesäiteg behandeln. De Régime vun Saddam Hussein ass een, deem seng Brutalitéit an Onberechenbarkeit net méi muss bewise ginn. D'Iwwerhieflechkeet, mat där den Irak sech bis op Weideres de Verhaltensregele vun der Weltgemeinschaft widderst, ass schwéier ze erdroen. Et ass am Spannungsfeld vun all deene Considératiounen, wou mir iwwert des Situatioun haut debattéieren, an zwar manner iwwert den Irak selwer, wéi iwwert d'Konsequenzen an d'Schlussfolgerungen, déi aus där d'-Situatioun ze zéie sinn.

Den Irak huet scho Massevernichtungswaffe produziert a mécht warscheinlech datselwech och elo erëm, während deene Joren, wou keng Waffenspekeren op der Plaz waren. Den Irak gëtt beherrscht vun engem Muechtapparat, deen a regelméissegem Ofstänn kaum Zweiwel dru léisst, datt e gewëllt ass, des Waffen och anzusetzen, wann et dorëms geet, de Géigner

Lektoune ze erdeelen. Dës Situatioun huet a leschter Zäit mat der Evolution vun der Weltpolitik nach déi staark zousätzlech Suerg opbruecht vun der Nutzung vun irakesche Waffen am Kader vun terroristeschen Aktiounen, an dat weltwäit.

Dës mécht den Irak nach méi onberechenbar an déi wahrscheinlech Bedrohung, déi vun him ausgeht, nach méi onmëttelbar konkret. D'Fro ass, wat fir eng Konklusioun mer aus dëser Situation zéien. An eisen Ae sollt d'Äntwert op dës Fro vun de Vereenten Nationen kommen. Dofir si se do, dofir hu mir se geschaf. A grad fir kleng State wéi Lëtzebuerg ass dat internationaal Recht e gudden Alliéierten.

Fir eis ass de Retour vun de Waffeninspekteren an den Irak déi éischt Etapp fir sécherzestellen, dass den Irak keng Massendestruktionswaffe méi produzéiert an an Zukunft méi besetzt. Dat ass zwar vun Irak akzeptéiert, et muss awer an der Praxis ënnert deene beschtméigleche Konditiounen an a voller Transparenz duerchgefouert a kënnen duerchgefouert ginn. An dofir ass den internationalen Drock, dee wa méiglech soll zesummen, sou géengt wéi méiglech, ausgeübt ginn, eng absolut Konditioun. Et ass den Intérêt vun der ganzer internationaler Communautéit, fir dës Gefor an de Grëff ze kréien, de Retour vun den Inspekteren duerchezusetzen an ze garantéieren, dass déi irakesch Massevernichtungswaffen zerstéiert sinn.

Mee hei geet et jo net ëm just e Land. Dës ganz Situatioun huet enorm Konsequenzen op den Equiliber an der ganzer Region. Aus deem Grund mussen an déi noutwenneg diplomatesch Efforten och déi Länner mat agebaut ginn, déi an der Géigend moderéiert sinn an doduerch e Stabilitätsfaktor duerstellen. Hir Aarbecht an hir Präsenz sinn an deem Kontext wesentlech. All Décisioun, déi geholl gëtt, muss der grousser geopolitischer Onstabilität an der Region Rechnung droen. Aus deem Grund ass et net méiglech eng einfach Approche vun dem villschichtegen Dossier ze hunn, well se der Komplexitéit vun der Kris net Rechnung dréit a well se riskéiert, d'Konsequenze net ganz an de Grëff ze kréien.

Dofir ass et wesentlech, dass Étape par étape gefuer gëtt. D'Waffeninspektoren mussen op d'Plaz goen, fir alles an iwwerall kënnen ze kontrolléieren. Dofir muss den Drock op den Irak grous sinn, an aus deem Grund d'Unitéit vun esou vill wéi méiglech Länner kloer sinn, fir dass dës Pressioun och maximal kann ausgeübt ginn.

Dofir ass et fir eis wesentlech, dass eis Regierung am Kader vun den internationalen Organisations, wou se Member ass, éischtens op d'strikt Applikatioun vun Irak vu sämtlechen UNO-Resolutiounen insistéiert, inklusiv déi um Verbuet vu Programm fir d'Fabrikatioun vu Massendestruktionswaffen, an zweetens och dofir antréit, dass déi Aktiounen, déi stattfanne wäerten oder mussen, am Kader vun der UNO solle stattfannen. Fir dës Positionen kloer zum Ausdruck ze bréngen ass eng Motioun ausgeschafft gi vun de Majoritéitsparteien, déi nach opsteet fir jiddfereen, dee se wëllt mat ënnerschiiden, an déi den Här Rippinger an e puer Minute wäert déposéieren. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen. Den Här Rippinger huet d'Wuert.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, Här Asselborn, eis Motioun ass e bësse méi komplett, dofir si mir éischer fir déi.

Lëtzebuerg als Grënnungsmitglied vun der UNO, an domatr eis Regierung an natierlech och mir, andeem mir als Chamber der Regierung eis Rekommandatiounen aussprechen, si gefuerdert, fir zu der Irak-Fro Stellung ze bezéien.

Ech mengen, mir sinn eis all eens, dass den Irak ouni Zweifel eng Gefor fir d'Regioun vun Moeien-Orient duerstellt. Den Irak ass sécherlech net dat eenzeg Land, wou sech d'Fro vun nuklearen, biologeschen a chemesche Massevernichtungswaffe stellt, mee

den Irak huet säit dem Enn vum Golf-Krich wéinst sengem Verhale vun der internationaler Communautéit eng Rei vun Obligationen operuegt kritt. Mir kënnen och net vergiessen, dass den Irak seng chemesch Waffe géint seng eege Bevölkerung gericht huet, och géint den Iran, an domat géint déi internationale Konventioun verstouss huet.

Et ass och eng Tatsaach, dass den irakesche Régime, säit dem Enn vum dem Golf-Krich, sech net un déi entsprecherend Resolutioun vum UNO-Weltsécherheitsrot gehalen huet. Mir wëssen awer, dass nach ëmmer e Risiko besteet, dass den Irak iwwer Massevernichtungswaffe verfügt. An der heiteger weltpolitischen Situation, an dat ëmsou méi säit dem 11. September vum leschte Joer, ass et wichteg, dass eventuell Risikofactoren, déi de Fridde vun enger ganzer Region, mee awer och dee vun eiser Welt gefährden, ënnert Kontroll gehalen an op e Minimum reduzéiert ginn.

Dofir schéngt et ganz kloer, dass et primordial ass, dass d'UNO-Waffenexperten erëm d'äerfen an de Irak eren, an dass se ouni wenn und aber hir Kontrolle kënnen duerchféieren an d'archzéien. Et schéngt kloer, esou wéi dat och an der Resolutioun 1284 aus dem Joer 1999 festgehalene ginn ass, dass se Zougang kréien zu allen Zonen, Anlagen an Equipementer, déi se kontrolléieren wëllen, an och zu deenen aacht presidentielle Siten, esou wéi dat an der Resolutioun 1154 festgehale ginn ass.

Déi irakesch Regierung huet hiren zentralen Accord ginn, fir dass d'Inspektiounen erëm kënnen opgeholl ginn. An dem Bréif, dee se de 16. September un de Secrétaire général vun de Vereenten Nationen geschéckt huet, gëtt awer gesot, dass, och wa vu Reprise immédiate vun den Inspektiounen geschwat gëtt, fir d'éischt déi praktesch Modalitéit geregelt musse ginn. Et muss een dat also alles mat Virsicht genéissen.

Dofir ass et wichteg, fir dass d'Waffenexperten d'Méiglechkeet kréien, hir Inspektioun esou ze maachen, wéi dat an den entsprecherende Resolutiounen festgehalene ginn ass, dass d'international Communautéit géengt ass, fir den Drock op den Irak oprechtzeerhalen. Een, dee sech dofir asetzt, dat heescht fir den Drock oprechtzeerhalen, muss net onbedingt fir eng militäresch Aktioun sinn, mee déi Méiglechkeet ze erwägen, ass eent vun den Elementer, déi hëllefen op diplomateschem Wee eng Léisung ze fannen.

Nach eng Kéier: Eng Militäriktionen erwägen, als Element vun enger diplomatescher Strategie ass eppes anesches, wéi effektiv esou eng Militäriktion wëllen duerchezéien. Eng militäresch Aktioun muss ëmmer deen allerleschte Moeien bleiwen. D'militäresch Aktioun ass leschte Recours an d'Primautéit vun Droit international sinn d'Prinzipien, op déi d'Weltuerdung opbaut säit dem Enn vum zweete Weltkrich.

D'Applikatioun vun deene Prinzipien gëtt leider net vu jiddferengem agehalen, mee déi Prinzipien stellen awer trotzdeem eng Constrainte fir d'Staten duer. Den Droit verbitt net de Recours op militäresch Moeien, mee déi internationale Regeln, och esou, wéi se an der Charta des Nations Unies festgehale gi sinn, schléissen d'Action unilatérale aus. Et wier wünschenswäert, wann de Wëllen, fir déi internationale Regeln ze respektéieren a sech déi och opzeerleeën, sech och am Conseil de Sécurité an an der Europäescher Unioun erëmstigele géing.

Esou oder esou kann een awer hei op dëser Plaz net einfach decidéieren, ob et en fin de compte oportun ass, esou eng Aktioun ze befürworten, oder au contraire se kategoresch ofzelehnen. Besonnesch mir als Lëtzebuerg hunn et do schwéier fir matzeschwätzen, well de Risiko relativ kleng ass, dass eis Arméi an esou en eventuelle Konflikt mat abezu gëtt. Eis Roll ass et, all diplomatesch Beméiung mat alle Mëtteln, déi eis zur Verfügung stinn, ze ënnerstëtzen. An dofir maache mir jo och den Appel un d'Regierung, dass se sech an deenen internationale Organisations weiderhin dofir asetzt, dass den Irak sech, ouni Konditiounen ze stellen, un d'UNO-Resolutiounen hält, an all diplomatesch Moy-

enen an all méiglech Weeër gesicht ginn, fir e Krich am Irak ze vermeiden.

Ofschléissend wëll ech nach eng Kéier betounen, dass et hei net nëmme eleng ëm den Irak, a besonnesch ëm dat Völlek, dat säit Jore leit, geet, mee et geet ëm d'Stabilitéit vun enger ganzer Region. Wann an där Region keng Stabilitéit herrscht, dann ass de Rescht vun der Welt och onmëttelbar a Gefor. Dofir geet et en fin de compte drëm, eraschafenen, wat dee beschte Wee ass, fir dass et zu engem Allgemeng gedroenen Equiliber an där Region kënn. Ech sinn iwwerzeegt, dass eis Regierung all Moeien asetzt, fir dass Lëtzebuerg dozou bäidréit.

An deem Sënn, Här Präsident, déposéieren ech an Är Hänn eng Motioun, déi vu mir a vum Här Wiseler ënnerschiiden ass, a jiddereen, deen déi approuvéiert, kann och nach säin Numm drënner setzen, an déi Fraktiounen, déi wëllen, kënnen hiren Numm drënner setzen. Mir sinn op jidde Fall bereet, déi ze stëmmen. Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *rappelant les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité et notamment les résolutions 1154 et 1284 et insistant sur la nécessité que l'Irak se conforme entièrement et immédiatement aux termes de la résolution 1284 (1999) du Conseil de Sécurité,*

- *notant que le retour des inspecteurs du désarmement en Irak est la première étape pour donner l'assurance que l'Irak n'est plus en possession d'armes de destruction massive,*

- *prenant acte que l'Irak a accepté le retour sans condition des inspecteurs du désarmement de l'ONU et que les autorités irakiennes sont prêtes à examiner les arrangements pratiques indispensables à la reprise immédiate des inspections,*

- *estimant que la communauté internationale doit se montrer unie pour maintenir la pression sur l'Irak afin que les inspecteurs du désarmement de l'ONU puissent effectuer la mission qui leur est dévolue dans les meilleures conditions possibles et selon les termes des résolutions pertinentes,*

- *considérant que la nature instable de l'équilibre géopolitique régnant actuellement au Proche-Orient demande à ce que toute décision pouvant affecter davantage cet équilibre soit prise en tenant compte de cet arrière-fond,*

- *se félicitant du soutien des pays arabes qui ont fait pression sur les autorités irakiennes afin qu'elles acceptent les conditions des Nations Unies,*

invite le Gouvernement,

- *à œuvrer au sein des organisations internationales dont il est membre:*

- *de continuer à exiger que l'Irak s'engage sans condition à appliquer strictement les résolutions de l'ONU dont celles relatives à l'interdiction des programmes irakiens de fabrication des armes de destruction massive,*

- *d'intensifier leurs efforts diplomatiques et d'explorer toutes les voies de règlement pacifique pour éviter une guerre en Irak,*

- *de soutenir les efforts entrepris au Proche-Orient et notamment par le Quartet tendant à apporter une solution pacifique durable à cette région dans son ensemble,*

- *d'insister sur la nécessité que toute action menée en cette matière doit se faire sous l'égide des Nations Unies.*

(s.) *Jean-Paul Rippinger, Ady Jung, Claude Wiseler.*

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, den Irak stellt sonner Zweifel eng Gefor duer. Mir hu gesinn, dass, wéi d'Waffeninspekteren nom Golf-Krich d'Land duerchsicht hunn, si eng Rei chemesch Waffen a biologesch Waffe fonnt hunn, dass och

Préparativen a Méiglechkeete bestan hunn, fir eng Atomwaff an Atombomben ze bauen, an dass d'Inspekteren vun der UNO gehénnert gi sinn, hir Aarbecht ze maachen. Mir hunn och gesinn, dass augenblécklech weider Schwieeregkeete bestinn. All Donnéeën weisen dorop hin, dass, wann den Irak eppes ze verstopen huet, e versicht, déi Waffeninspekteren net an d'Land ze loossen. Mir hunn awer och gemierkt, dass, wéi den Drock an d'Angscht virun engem Militärschlag vun de Vereenten Nationen an notament vun Amerika méi grous sinn ass, se sech du bereet erkläert hunn, fir d'Waffeninspekteren an d'Land ze loossen, mee awer och net op all Plazen.

Ech mengen, d'international Communautéit muss sécher sinn, dass, wann intervenéiert gëtt, wann d'Waffeninspektoren kënnen op d'Plaz goen, se dann op alleguerten déi Sitë kënnen goen, wou se wëllen investigéieren. Dat muss op jidde Fall erreicht ginn. A mir fuerdere vun der Regierung, dass se déi diplomatesch Moeien op d'Wéier setzt, fir alleguerten d'Initiativen an deem Sënn ze ënnerstëtzen.

Mee wat awer net d'äerf sinn, dass ass, dat mer géingen eng Resolutioun an der UNO befürworten, wou ee Militärschlag automatesch wier, wann déi eng oder déi aner minimal Konditioun net géing vun Irak erfällt ginn. Och do heescht et mat Mooss virgoen. Et muss sécher gestallt sinn, dass all Moeien, déi um diplomatesche Wee kënnen erreicht ginn, fir d'éischt duerchgezu ginn.

Mee nach eng Kéier: Wann den Irak n'äischt ze verstopen huet, da muss e säi Land offe maache fir d'UNO-Waffeninspekteren. Ech wäert elo ofwaarden, wat an der zweeter Motioun steet, fir kënn Stellung ze huelen an ze decidéieren, ob mer kënnen déi Solutioun vun de Sozialisten oder déi, déi hei vum Fraktiounschef vun der DP abruucht ginn ass, ënnerstëtzen. Vläch ass et méiglech, fir eng gemeinsam Motioun ze maachen. Dir erlaabt mer, dass mer als Fraktioun doriwuer schwätzen, wa mer den Text vun der zweeter Motioun gekuckt hunn. Merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här Präsident, ech wëllt zu siwe Punkten an deem heite Kontext Stellung huelen.

Et ass eigentlech eng banal Feststellung oder eng Banalitéit, wann ee festhält, dass den Irak eng Diktatur ass, dass mer et do mat engem Diktator ze dinn hunn, an dass mer eis alleguerten wënschen, dass deen esou séier wéi méiglech ewechkënn, respektiv entwaffnet gëtt.

Vill méi wichteg sinn, eiser Meinung no, alleguerten déi Froen, déi do handendru stiechen, an déi éischt, déi ech wëll stellen, dat ass, dass ech emol wëll an Erënnerung ruffen, wéi de Saddam Hussein iwwerhaupt zu deem Pouvoir komm ass, deen en haut huet. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer d'Geschicht emol e bëssen an dat richteg Liicht stellen an dorun erënnere, dass de Saddam Hussein säi grouschen Opschwonn erlieft huet während dem Iran-Irak-Krich an dat a während där Zäit zum Beispill vun de Vereenegte State massiv ënnerstëtzt ginn ass, inklusiv mat Waffen, an dass zu där Zäit, wéi den Här Rippinger richtig hei festgestallt huet, op déi grausamst Aart a Weis biologesch a chemesch Waffen, virun allem chemesch Waffen deemools agesat gi sinn géint d'iranesch Bevölkerung, dass dat gedult ginn ass an dat déi Zäit keng Zeil wäert war vun iergendengem op der Welt.

Alles dat si Faiten, wann een iwwert de Kontext haut wëllt schwätzen, ëm deen et am Irak geet. Ech muss och soen, dass jo keen kann dorun zweifelen, dass déi Gréng en totale Géigner si vun alle bakteriologeschen, biologeschen oder chemesche Waffenarsenaler an och vun hirer Produktioun, an dass mer eis eigentlech wënschen, dass mer et fäerdeg bréngen, esou schnell wéi méiglech op der Welt déi dote Waffenzorten un alleréischerer Stell ewechzékriegen. Wann een dat wëllt errechen, an zeemools, wann ee wëllt d'Diktatoren iwwer-

werzeegt oder gezwonge kréien, dass se doropper verzichten, da muss op alle Fall am eegene Stall alles ganz propper sinn a mam gudden Beispill virgoen, an da kann et eben net sinn, wéi dat d'Vereenegt State maachen, dass ee selwer nach ëmmer, als eent vun deenen eenzege Länner, refuséiert, fir déi Konventioun ze ënnerschiiden, wou et drëm geet, biologesch Waffe weltwäit ze verächtchen an ze verbidden.

Se produzéieren der souguer nach.

Ech mengen, wann ee wëllt Léieren ausdeelen - an dat ass e Prinzip, dee géllt fir all Land op der Welt, och fir e grousst d'Land, virun allem fir e grousst Land fir d'Vereenegt Staten, dass een natierlech selwer deementsprechend propper do steet.

Zweete Punkt ass d'Entwaffnung vun Irak, wou mer eis alleguerten heibannen driwwer eens sinn, och iwwert d'Anhalen vun der Resolutioun 1284, déi 1999 vum Weltsécherheitsrot gestëmmt ginn ass. Wou ee sécherlech kann driwwer diskutéieren, dass ass, ob een déi Resolutioun nach ergänz duerch verschidden nei Constatatiounen, déi een haut eventuell feststellt, woubäi ech muss soen, dass dat, wat ech bis elo geliwwert kritt hunn an den öffentlechen Diskussiounen vu sou genannten neie Beweiser, dat huet bis elo op mech, an net nëmme op mech - et brauch een nëmme grous renommiéiert Dageszeitungen ze liesen, wéi zum Beispill Le Monde, oder och Wochenzeitung wéi de Spiegel - net grous Iwwerzeegungskraaft ausgestrahlt, op alle Fall net an dem Sënn, dass ee konnt bis elo grous Deeler vun der Welt derzou bewegen, dofir ze sinn, fir esou séier wéi méiglech e militäreschen Amarsch ze maachen. Sécherlech kann een driwwer diskutéieren, ob een déi Resolutioun 1284 nach ëm e puer Punkten erweidert.

Da muss et drëm goen, fir esou séier wéi méiglech déi Waffeninspekteren erëm an d'Land zréckzeschicken. Ech mengen awer, dass ee kann dovun ausgehen - sécherlech muss een ëmmer virsichtig sinn, wann et dorëm geet, Aussoen ze jugéiere vun engem Diktator oder vun esou engem Régime wéi dee vun Irak -, dass een trotzdeem éischt optimistesche Zeeche deem erkennen, wann een d'Wierder gelauschert huet vum Chefwaffeninspekteur, dem Här Blix. Ech hunn d'Impressioun gehat, dass ee Mann Optimismus ausgestrahlt huet an dass eng Chance besteet, fir zu engem diplomatesche Konsens ze kommen, fir dass d'Waffeninspekteren kënnen erëm zréckgoen an och alles ënnerschiiden. Op alle Fall schéngt dat mer de Wee ze sinn.

Mee derbäi, an do kommen ech dann zum drëtten Punkt, mengen ech awer, dass een och misst iwwer eppes anescht diskutéieren am Kontext vun enger neier Resolutioun, nämlech, dass et muss an d'Richtung goen, fir iwwer Sanktiounen géint den Irak ze diskutéieren, Sanktiounen, déi virun allem d'Zivilbevölkerung treffen. Ech schwätzen do haaptsächlech vun de Medikamenter, och vun anere Saachen, wou d'Zivilbevölkerung am Irak immens drënner leit, an och doriwuer, ob een eenzel Sanktiounen, déi deemools geholl gi waren, net ophieft. Well, wa mer d'Zivilbevölkerung weider am Irak am Elend loossen an am Misär, da soen ech lech, dass déi beschte Garantie, dass den Diktator Hussein nach laang am Irak um Pouvoir ass. An dofir muss doriwuer diskutéiert ginn, wann een iwwert d'Resolutioun schwätzt an iwwer hir Reform.

Et véierte Punkt ass - dat ass schonn ugeschnitte ginn, dofir kann ech séier iwwert deen ewechgoen -, dass eng militäresch Interventioun, eiser Meinung no, een immense Problem wäert stellen, oder an där Region zum aktuellen Zäitpunkt géif stellen, dass mer de Risiko lafen, dass mer déi ganz Region total destabiliséieren, well mer jo scho gesinn, wéi héich dat Geforepotential, dat Konfliktpotential duerch de Palästinakonflikt ass. Ech woen net mer virzestellen, wat et bedeit, wann do eng massiv militäresch Interventioun géif stattfanne bei all deenen ongeléisten Konflikter, déi mer haut do hunn.

Doriwwer eraus stellen ech mer d'Fro, wat d'Zil soll sinn am Moment vun esou enger Interventioun. Mer hunn de Moment Problemer an deene Länner, wou militäresch Interventiounen waren, wou

glücklicherweise d'Regime net méi do sinn, wou mer mussen als Weltgemeinschaft eng militäresch Präsenz garantéieren a wou ee gesäit, wéi schwierig et ass, fir do Uerdnung ze behalen: Bosnien, Kosovo, Afghanistan. Ech gesinn iwwerhaupt net, wat hei soll d'Zil sinn, well ech en plus net gesinn, wat duerno soll kommen a wéi ee kennt an deem Land, souguer wann een et géing ronn bréngen, fir relativ schnell duerch eng militäresch Aktioun den Diktator ze entmachten, eppes aneres amplaz setzen.

Fënnefte Punkt: Mer mussen als éischt Zil, ier mer iwwer aner Schrëtter nodenken, kucken, fir Rou an déi Region ze kréien. An do ass de Palästina-Konflikt een, deen eis genuch scho beschäftegt, wou mer mol mussen kucken, fir d'éischt eng Léisung mol ze fannen, déi, wa mer se bis fonnt hunn, eiser Meenung no, vill dozou wäert bäidroen, fir esou Diktatore wéi den Hussein nach méi ze isoléieren, och an der Region.

Sechste Punkt ass de Risiko, dee mer lafen, wa mer eng militäresch Interventioun maachen, fir d'Weltökonomie. Et brauch ee jo nëmmen ze beobachten, - mer si jo lo schon an enger Rezessioun -, wéi nervös d'Weltfinanzmäert am Moment op all Eventualitéit reagéieren, datt eng militäresch Interventioun kéint stattfannen, fir eis virzestellen, wat passéiere géif op de Weltfinanzmäert a wat dat fir Konsequenzen hält fir all eis Economien. Dir konnt och dës Woch am Spiegel liesen, wéi geschätzt gétt vun den Experten, wéi héich de Barrel Pétrol an d'Luucht schnelle géif, wann dat géing passéieren, a wat fir Konsequenzen dat hätt. Och dat ass en Argument, fir dofir ze warnen.

Siwensens: Mer stelle fest, dass et bei deem Krich och em Uelegfelder geet. Ech wëll just ee Stéckwuert soen, fir dättelech ze maachen, wéi wichteg datt et ass, datt mer dat émsetzen, wat mer als Gréng scho laang verlaangen, nämlich, datt mer endlech aus der Ofhängegkeet vun de fossile Brennstoffe erauskommen, vum Ueleg erauskommen, datt d'alternativ Energië massiv muss geförderd ginn. Ech mengen, eleng dat Beispill beweist dat zur Genüge.

Här President, ech hunn net méi Zäit. Ech wëll just zu der Motioun vun der LSAP soen, well ech déi scho gesinn hunn an déi aner nach net: Mer wäerten eis bei där Motioun enthalten. Mer fannen, datt, wat do dra steet alles richteg ass, mee mir si prinzipiell der Meenung, datt zu deem Zäitpunkt iwwerhaupt net dierft Rieds goe vun enger militärescher Interventioun. Dofir kënne mir d'Motioun och net stëmmen. Mer hätte se gestëmmt, wann do nach ee Passus hannendru gestanen hätt, datt à ce stade eng militäresch Interventioun iwwerhaupt net dierft a Fro kommen. Dofir wäerte mer eis bei där Motioun hei enthalten.

Zu där Motioun vun Här Rippinger kann ech mech net äusseren, well ech se nach net gesinn hunn. Zu där wäert ech duerno Stellung huelen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Leschten Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Här President, déi Debatt hei ass gefrot gi vun der LSAP-Fraktioun. Virdu schon hat ech am Numm vun de Lénken eng Question urgente un d'Madame Minister gestellt, vun där de Caractère urgent net unerkannt ginn ass, an déi och bis elo nach net schrëftlech beäntwert ginn ass. Ech hat och gefrot, datt d'aussepolitesche Kommission sollt zesummekommen. Déi Réunion huet de 26. September stattfonnt, wou mer eng Entrevue mat der Madame Minister hate virun hirer Rees op New York.

An där Entrevue, wéi och bei Presseartikelen, déi duerno ze liese waren, konnt een awer net erausfannen, wéi definitiv d'Regierung géif zu enger bewaffneter Aktioun stoen. Dat ass awer keng hypothetesch Fro, dat ass déi kruzial Fro, well bei der neier UNO-Resolution, iwwert déi am Moment tëschent de Veto-Mächten am UN-Sécherheetsrot verhandelt gétt, geet et jo ebe genau em d'Autorisatioun fir e militäreschen Asaz, wéi e vun den USA a vu Groussbritannien gefrot gétt.

Et ass awer och gesot ginn, datt d'rechtlech Basis fir eng Missioun elo direkt dohinner ze schécken, gi wier, esou datt ee sech wierklech freet, firwat do iwwer eng nei Resolution soll verhandelt ginn, wann et net drëm geet, fir iwwert dee Wee, direkt oder indirekt, verschidene Länner d'Méiglechkeet ze ginn, militäresch ze intervenéieren, ouni e weidert Mandat vun der UNO.

D'UNO-Charta gesäit de Gewaltverzicht vir vun alle Länner zu Gonschte vun der UNO, ausser am Fall vun der légitime défense. Eleng d'UNO huet d'Recht, eng Gefor fir de Friden oder eng Aggressioun feststellen an als allerlescht Moossnam, als allerlescht Moossnam, wëll ech betounen, eng militäresch Aktioun an d'A ze faassen, déi se awer virrangeg selwer kontrolléieren a féiere soll. Esou seet d'UNO-Charta dat an hirem Kapitel, ech mengen et ass de Kapitel 5.

Déi Motioun, déi vun Här Asselborn virgeluegt gouf, fuerdert de Verzicht op all Aktioun ouni UNO-Mandat an ennersträcht zu Recht d'Primautéit vun internationale Recht. Et muss een awer gesinn, datt de Moment ee massiven Drock ausgeübt gétt vun der amerikanescher Regierung, an dat mat alle Mëttele vun der moderner Medie-beaflossung. De sozialistesche Fraktionschef Ayrault huet am fransésche Parlament geschwat vun enger Croisade aux accents de télé-évangélistes, fir iwwert dee Wee vun enger neier UNO-Resolutionioun dann nach de Virwand ze kréien - wéi ech dat elo virdu gesot hunn -, fir militäresch anze-gräifen. A wann dat net de Fall soll sinn, behalen d'Amerikaner sech d'Recht vir, dann ouni UNO-Mandat awer eng Aktioun ze maachen.

Dofir mengen ech, datt och - an dat wëll ech kritiséieren un där Motioun, déi eis virgeluegt ginn ass - eng militäresch Aktioun, déi géif zustane kommen op Grond vun enger neier UNO-Resolutionioun, ennerst deenen Émstänn fir eis inacceptable wier. Et liest een hei an do, datt d'Franzosen amgang si sech zouzebewegen op d'Haltung vun den Amerikaner. Vun de Russen a vun de Chinesen héiert een net vill de Moment. Ech stelle mer wierklech d'Fro, wat fir ekonomesch Interesse vun enger Rei vu Membere vun Sécherheetsrot, an net nëmme vun Sécherheetsrot, an där doter Fro wäerte schlussendlech den Ausschlag gi fir eng nei Décisioun.

Wann d'UNO dem Drock nogétt, dann ass d'Barrière an Zukunft ganz niddreg fir vill Länner, fir sech selwer hiert Recht ze maachen. Dann dominéieren d'wirtschaftlech Interessen op nach vill méi eng eklatant Aart a Weis. Ze fäerten ass eng Explosioun am Noen Osten tëschent Palästina an Israel. Ze fäerte si mëttelalterlech Reliouskrieger vu schlimmster Aart. Ech sinn dofir der Meenung, an ech soen dat hei ganz dättelech: Et dierft kee Krich géint den Irak ginn. Och net mat engem UNO Mandat.

Ech bréngen do en Amendement zu där Motioun herno eran.

Aus humanistescher a pazifistescher Siicht dierft et net zu engem Krich géint den Irak kommen. Fir mech sinn déi Argumenter nach ëmmer ausschlaggebend. De Saddam a seng Marionett ginn als Schéissbudefiguren de Moment der Öffentlechkeet virgefuert. Si eegnen sech ganz gutt duerfir. Si verdénge sécher eis Oflehnung an eis Veruechtung, mee d'Televisioun soll emol méi dack Biller weisen vun de Leit an de Stroosse vun Irak, dem antike Babylon, enger vun deenen eelsten Zivilisatiounen vun der Welt.

Dat si Leit wéi mir. Dat si keng Leit mat gréngen Uniformen a si heeschen och net all Saddam Hussein. Ennerst hinne si mat Sécherheit Zéngtausende vun zukünftigen Affer, wann emol eng Kéier amerikanesch Bomben an eventuell europäesch Bommen géife falen. Ech mengen duerfir, dass een dat muss verhinieren, dass een d'Verantwortung net eleng de Regierungen dierft iwwerloossen. Mir sollten zesumme mat de Leit den 19. Oktober an der Stad demonstréieren, wou eng Fridensdemonstratioun géint de Krich am Irak stattfénnt.

Main Amendement zu der Motioun Asselborn wier zum Schluss e Saz einfach nëmme bäizefügen. Et steet jo do: "de s'abstenir au soutien de toute ac-

tion non couverte par un mandat du Conseil de Sécurité des Nations Unies". Ech géif dat gären e bëssen ausgewäit gesinn. Ech schloe vir, do dran ze schreiwen: "de demander à la France, ainsi qu'à tous les membres permanents ou non permanents du Conseil de Sécurité de s'opposer à toute action militaire non justifiée d'après le droit international." Ech mengen, dass op jidde Fall de Moment eng Aktioun nom Droit international absolut net justifizéiert ass.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Mme Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, erlaabt mir fir d'éischt, dem Här Asselborn merci ze soen, dass en eis d'Geleehheet haut gétt ganz öffentlech iwwer e Problem ze schwätzen, deen eis an deene leeschte Wochen a Méint ganz vill beschäftegt huet an nach wäert an deenen nächste Méint beschäftegen.

E ganz seriöse Problem, iwwert deen ech schon de 26. September an der Chamberskommissioun vun den Affaires étrangères mat de Membere geschwat hat, a wou mir haut kënne ganz öffentlech doriwier schwätzen. Ëm wat geet et? Et geet em d'Gefor, déi vun Irak ausgeet, net nëmme fir den Irak selwer, mee fir d'ganz Region, an domat fir d'international Communautéit. A wann ech hei deene verschidene Interventiounen nogelauschert hunn, da stellen ech mat Freed fest, datt mir eis bei der Analys vun deem Regime am Fong, vläicht mat Ausnahm vun dem Här Urbany senger Analys, ganz eens sinn.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Wat de Regime ugeet ass do guer kee Problem.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.- Da sinn ech ganz frou, merci.

Datt mir an der Analys eis also ganz eens sinn iwwert d'Gefor, déi vun deem Regime ausgeet, och fir hir eege Leit, iwwert d'Gruusamkeet vun deene Methoden, déi do gebraucht ginn. Iwwert d'Zil, wat mir wëllen errechen, mengen ech, si mir eis och ganz eens. D'Zil muss den Désarmement vun Irak sinn. Och do hunn ech keng aner Stëmmen hei héieren a kann d'Unanimitéit feststellen, e ganz grousse Konsensus. Mee wou ee muss méi laang driwwer schwätzen, dat ass: Wéi erche mir deen Désarmement? Mat wéi enge Moyenen? Et ass evident, datt mir alleguer wëllen an hoffen, an alles wäerte maachen, fir dat iwwert diplomatesch Weeër fäerdeg ze bréngen. Dat kann een nëmme fäerdeg bréngen, wann d'Pressioun vun der internationaler Communautéit, duergestallt duerch de Conseil de Sécurité, esou staark ass, dass den Irak sech effektiv deene Konditiounen pliéiert.

Wat ass an deem Kontext an deene leschte Wochen a Méint geschitt? Nodeem am Ufank vun Summer d'Diskussioun besonnesch an Amerika op verschidene Héichpunkte komm ass, mat deene mir an der Analys op alle Fall sécher net ëmmer d'accord waren, huet sech awer am Discours vun 12. September vun President Bush, virun de Vereenten Natiounen, eppes erausgeschliert, wat mir hu misse begrëssen. Dat ass, dass de President Bush dee Moment ganz kloer gesot huet, dass och si géinge mengen, datt de Konflikt mam Irak, den Désarmement vun Irak, misst am Kader vun den Nations Unies behandelt ginn.

Déi ganz international Communautéit, déi zu New York dee Moment war, huet dat begrësst an ennerstëtzt. A wann och freides, dat heescht den Dag drop, den Irak nach gesot huet, d'Inspektoren kënnten roueg erëmkommen, awer nëmme wann d'Sanktiounen virdu opgehewe wieren, dat heescht, wann den Irak also am Ufank, nach eng negativ Haltung hat, esou hu se awer zu engem bessere Wee fonnt de 16. September, véier Deeg méi spéit, wou si sech bereet erkläert hunn, d'Inspektoren effektiv nees eranzeloossen.

D'Diskussioun sinn domat den 30. September vun Här Blix, dee jo hei schon ernimmt ginn ass, opgeholl ginn, wou zu Wien versicht ginn ass, d'Konditiounen festzuleeën, fir dass d'Inspektoren kënnten erëmkommen.

Dräi Punkte sinn opstoe bliwwen. Dat ass éischten den Accès zu de Palais présidentiels. Dat ass zweetens d'Sécherheet, déi d'Inspection aérienne géing kréien, well d'Inspektiounen ginn och duerch Fligere gemaach. An drëttens d'Konditiounen ennerst deenen d'Inspektoren kënnten mat Iraker schwätzen en l'absence vu Responsabele vun der Regierung.

Déi Punkte stoungen nach op. Den 3. Oktober - an ech versichen et kuerz ze maachen an net ze vill an den Detail ze goen - huet den Här Blix iwwert déi de Négociatiounen dem Conseil de Sécurité Bericht gemaach an huet selwer gefrot, fir méi prezis Konditiounen a Modalitéiten ze kréien, fir déi Inspektiounen nees opzehuelen. Hien huet den Dag drop de Colin Powell an d'Condoleezza Rice zu New Washington gesinn. Et gétt de Moment eng Eenegkeet am Kader vun dem Conseil de Sécurité vun den Nations Unies fir ze soen, datt d'Konditiounen, ennerst deenen d'Inspektoren missten zrëckgoen, misste festgeluegt ginn. De Wording vun deene Konditiounen an de Wording vun där Resolutionioun, obschonn do och am Laf vun de Wochen alt nees eng Kéier iwwert d'Wichtigkeet vun esou enger Resolutionioun geschwat ginn ass, ass de Moment, mengen ech, op deem Punkt, wou déi ganz international Communautéit effektiv wëllt déi Konditiounen fixéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wéi dee Wording awer elo genau wäert ausgesinn, dat weess de Moment nach keen. Mir kennen déi zwou Schoulen. Déi eng, déi, loosse mir soen, vun den Amerikaner vertruede gétt a vun den Englänner ennerstëtzt gétt, fir eng ganz ferm Resolutionioun ze maachen, wou wa méiglech schon d'Sanktiounen hannendru virgesi sinn, dat heescht, wou e gewëssen Automatism virgesi wier, fir wann déi Konditiounen net géinge vun den Iraker respektéiert ginn, datt da kënnt direkt eng Aktioun gemaach ginn.

Deem opposéiert sech awer e groussen Deel vun dem Conseil de Sécurité, ganz besonnesch Frankräich a Russland. De Moment gétt doriwier verhandelt.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif awer e bëssen ëm méi Opmierksamkeet bieden. D'Ministesche beméit sech hei alles ze explizéieren. Si huet Froe gestallt kritt an da gétt hei viru geschwat, wéi wann iwwerhaupt nâischt wier. Ech bieden em e bësse méi Respekt an Opmierksamkeet.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.- Ech konnt opgrond vun deene Gespréicher, déi ech de leschte Freideg zu Washington mam Colin Powell a mat anere Responsabele gefuert hunn, zur Iwwerzeugung kommen, dass de feste Wëlle besteet e Konsensus ze sichen, e Konsensus iwwert eng Resolutionioun am Kader vun Conseil de Sécurité. Dat ass dat, wat mir all wëllen. Dat ass dat, wat mir all ennerstëtzten, well wéi gesot, d'Pressioun op den Irak, dass se iwwert diplomatesche Wee, dat heescht ouni missen zu militäreschen Aktiounen ze gräifen, wierklech sech deene Konditiounen pliéieren, kann nëmmen erreicht ginn, wann d'international Communautéit ganz géent an desër Affär virgeet.

Well wa se et net géinge maachen, da muss ee sech effektiv d'Fro stellen: Léisst een déi Gefor am Raum stoen? Mir hoffen natierlech, dass mir net an déi Situatioun kommen, mee wann ee géing dra kommen, da muss ee sech senger Responsabilitéit bewusst sinn.

Wann et eis eescht ass, fir ze soen: Mir wëllen a mir hoffen, datt duerch déi diplomatesch Pressioun, déi vun der ganzer internationaler Communautéit ausgeübt gétt, déi Situatioun vun enger militärescher Aktioun ze vermeiden ass, da solle mir eis och dorop konzentriieren, well mir sinn eis alleguer - an dat ass vun e puer Riedner hei zu Recht gesot ginn - deene Gefo-

ren op den Equiliber vun der ganzer Region bewusst, déi vun enger eventueller militärescher Aktioun kënnen ausgoen, a wat dat als Effeten op de Rescht vun deene aneren arabesche Länner kennt hunn; duerch wat e Regime, deen elo deen ass, dee mer kennen, géing ersat ginn; wou déi demokratesch Elementer wieren, déi eng nei irakesch Gesellschaft kënnen opbauen.

Dat sinn alles Froen, gleefft mer, déi vun deene politesche Responsabelen, mat deenen ech an deene leschte Wochen a Méint geschwat hunn, ganz eescht geholl ginn. Souguer an Amerika! Ech konnt do mat Senateure schwätzen, déi sech déi dote Froen och stellen, an déi ginn och am Senat an am Kongress gestallt. D'Fro, hoffen ech, virun déi mir net gestallt ginn, ass: Wann all déi Pressioun nâischt hëlleft a wann den Irak net kooperativ ass, wat geschitt dann?

Duerfir géing ech lech recommandéieren éischter déi Motioun ze ennerstëtzen, déi den Här Rippinger an den Här Wiseler ennerschriwwen hunn. Dës Motioun ass an deenen allermeeschten Elementer déi nämlech wéi déi, déi den Här Asselborn presentéiert huet. Firwat soll een déi vun den Här Rippinger a Wiseler ennerstëtzen? Wat sinn déi kleng Nuancen? Éischten, feelen e puer Marken op Resolutioniounen, zum Beispill an der éischter Motioun op d'Resolutionioun 1154, déi iwwert d'Palais présidentiels. Si ass mir effektiv och, an dat huet den Här Bausch och hei ennerstrach, schon e bësse zevill op dat Militärescht opgebaut.

Wann et eis eescht ass, esou wéi et och an Ärer Motioun steet, Här Asselborn, datt mer den diplomateschen Efforten wëllen all Chance ginn, da muss ee sech d'Méiglechkeet ginn ze verhandelen an dorop dee ganzen Akzent leeën. A wann dat dann éieren net géing zu engem positiven Ausgang kommen, da misste mer natierlech hei hinner zrëckkommen an dee Moment eis Responsabilitéiten huelen.

Ech géing lech duerfir proposéieren, wann déi Härren d'accord wieren, datt een un déi Motioun, déi si virbruecht hunn, vläicht souguer nach géing e leschte Saz unhänken a soen: "de revenir immédiatement devant cette Chambre en cas d'échec des négociations au sein des Nations Unies." An dat direkt, wann dat, wat mir ennerstëtzen wëllen, net géing zu engem positive Resultat kommen, natierlech dee Moment wëssend, wat d'Resolutionioun ass, déi mer de Moment net kennen. Et gétt Elementer dovun, mee mir kennen d'Resolutionioun net, well et ass nach keng Resolutionioun etabléiert ginn, a mer wësse virun allem net wéi den Irak sech behält, wann déi Resolutionioun an engem éischte Stadium à l'unanimité géing ugeholl ginn.

Ech si positiv agestallt, datt se zu enger Resolutionioun kommen, mee wat den Irak dann domat mécht, ob en d'accord ass ennerst deene Konditiounen d'Inspektoren eranzeloossen, dat kann ech lech haut mam beschte Wëllen net soen. A wéi wäit d'Inspektoren dee Moment kënne schaffen, kann ech lech och net soen. Duerfir ir een iwwer Saachen hei ofstëmmt, wou een nach net weess, ob se oder net anrieden, géing ech soen: Kommt mer ginn den Efforte vun der internationaler Communautéit all Chance déi néideg Pressioun auszuüben. Mir ennerstëtzen déi. Eist Hauptzil ass d'Entwaffnung vun Irak, mee kommt mer ginn eis Zäit op d'Realitéiten, esou wéi se an den nächste Méint oder Woche wäerte sinn, gegebenenfalls ze reagéieren, wa mer all d'Elementer hunn.

M. le Président.- Den Här Bausch géing lech gären eng Fro stelle Mme Minister.

M. François Bausch (Déi GRÉNG).- Wou wëllt Dir dee Saz elo hiessen?

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.- Hannert „insister sur la nécessité“. Dat ennerstëtze mir mat all eise Kräfte. Dat ass dat, wat ech an alle Forume bis elo gesot hunn. Ech wëllt nach gäre soen, well ech dat nach net gesot hunn: Et deet mer Leed, datt mer et net fäerdeg bruecht hunn, innerhalb vun deene 15, eng wierklech gemeinsam Haltung anzehuelen, well dat hätt eis Positioun gestärkt.

Et ass awer elo nach net ze spéit, wa mer et fäerdeg bréngen, am Kader vum Conseil de Sécurité eng Resoloutioun unzuehelen, déi vun alle 15 Membere-ner ennerstëtzt gëtt oder vun der grousser Majoritéit, a besonnesch vun deene fënnef permanente Memberen. Da kënnen mer d'Unitéit nees erëm-fannen. Hannert "d'insister sur la nécessité que toute action menée en cette matière doit se faire sous l'égide des Nations Unies" steet eis Ennerstëtzung. Wann awer elo dat net géng an-trieden, wat ech net hoffen, mee wat awer net eleng an eisen Hänn läit, dat mer eis dann engagéieren direkt hei hinner zréckzekommen, fir iwwert déi nei Realitéiten ze befannen, wëssend dann, wou d'Responsabilitéite vun engem Non-accord leien.

M. le Président. - Mme Minister, den Här Ben Fayot géng lech gären eng Fro stellen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Mme Burgermeeschter, pardon Mme Minister. *(Hilarité)*

Dir wëllt schreiwen, dass keng Aktioun sech dierft maachen, déi net "sous l'égide des Nations Unies" gemaach géif ginn. "Sous l'égide", ass dat e Mandat oder eng Resoloutioun vum Conseil de Sécurité? Ass dat domat geduecht?

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Jo, mee wann Dir e besse-rem Ausdrock hut!

M. Ben Fayot (LSAP). - Ech wollt lech froen, de Sënn vun deem Wuert "sous l'égide" ass dat e Mandat?

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Mir ennerstëtzen, dat gesicht gëtt all Aktioun am Kader vun den Nations Unies...

(Interruption)

Här Fayot, elo komme mer dann awer an den Detail. Ech hunn awer kee Problem domat. Ech kréie jo méi wéi 5 Minuten, Här President?

M. le Président. - Et ass an der Rei, Mme Polfer.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Wat kënt de Problem sinn? Mir schwätze jo hei iwwer eng Situatioun, wou mer de Moment net tous les tenants et aboutissants kennen. De Moment gëtt un enger Resoloutioun gesech, déi besonnesch zëschent deene fënnef permanente Membere vum Conseil de Sécurité ausgeschafft gëtt. Ech hu virdru kloer gesot, wat déi eng gären hätten, an ech hu kloer gesot - an dat weess jiddereen, dee sech e bësse mam Sujet ofgëtt -, wat déi aner net wëllen.

Kommen se elo zu enger klarer Resoloutioun, jo oder neen? Wann et eng ganz kloer gëtt, dann ass d'Saach méi einfach. Eng kloer wier, wa just d'Konditioune géingen opgezielt ginn ouni eng Konsequenz vu Sanktioune handendrun. Et kënt awer sinn - an dat ass heiansdo an der Diplomatie esou, an dat mécht d'Saach net méi einfach, do sinn ech natierlech d'accord -, dat eng Resoloutioun erauskéim, wou deen een se géng esou liesen, an deen anere géng se anescht liesen.

An deem Moment kënten zwou verschidden Aktiounen entstoan opgrond vun enger nämlecher Resoloutioun. Wéi nenne mer dat dann? Déi eng soen: "Mir hunn e Mandat.", déi aner net. Ech wier frou, ech biede souguer drëm, dee Moment mat lech nees iwwert déi Situatioun ze schwätzen, wa mer wëssen, wat ass d'Resoloutioun, wéi interpretéieren déi eng se, wéi interpretéieren déi aner se. Dat hei sinn alles Diskussiounen, déi mer musse féieren, well mer net genau wëssen, wat et ass. Déi eng kënnen e Mandat dra gesinn an déi aner kënnen keent dra gesinn. Mir musse dee Moment awer Stellung huelen.

M. le Président. - Den Auteur vun der éischter Motioun, den Här Asselborn, huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn (LSAP). - Bon, an der Politik muss een heiansdo d'Saachen net méi komplizéiert maa-

che wéi se sinn. Hei si mer elo an engem Engrenage dran, wou, mengen ech, mer eis op den eegene Schwanz trëppelen.

Dat éischt, dat ass ganz kloer: Mir wëllen allequerten heibannen net - wann ech richtig verstanen hunn -, dass unilateral gehandelt gëtt. Dat huet den Här Rippinger, hunn d'Mme Minister an déi aner Kollege gesot. Sou, mir wëssen, dass d'Charta vun den Nations Unies, den Artikel 51, kee Preventivkrich autoriséiert. De Conseil de Sécurité kann also kee Preventivkrich decidéieren, well deen net an der Charta dra steet.

Elo ass d'Fro un d'Lëtzebuenger Regierung ganz kloer déi heiten: Ass d'Lëtzebuenger Regierung domadder d'accord alles ze ennerloossen, an där Saach do, bis en Optrag do ass vun den Nations Unies? Dat ass d'Fro. Jo oder Neen? Dat hu mer versicht an eis Motioun dran ze schreiwen.

Ech widderhuelen d'Fro nach eng kéier: Ir eng Décioun geholl ginn ass vun den Nations Unies, ass d'Lëtzebuenger Regierung bereet alles ze ennerloossen bis eng Décioun vu de Nations Unies do ass? Jo oder Neen? Dat steet an eiser Motioun. Ech mengen, mir sollten elo probéieren doriwwer ofzestëmmen.

M. Lucien Weiler (CSV). - D'Mme Polfer huet während enger Vérelstion iwwert déi Fro geschwat, déi den Här Asselborn elo just gestallt huet. Eng Vérelstion laang huet se erkläert, wéi d'Positioun wär.

M. Jean Asselborn (LSAP). - Ech mengen Dir waart net heibannen.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Bausch.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Ech wëllt no deene leschten Erklärung vum der Mme Minister e puer Prezisioune hunn, fir datt et kloer ass, wat mer herno hei wäerten ofstëmme, well dat ass eis wichteg.

Wann ech dat richtig verstanen hunn, dann ass déi Motioun, déi vun der Majoritéitspartei erabuecht ginn ass, esou ze verstoen, datt, wann enne steet déi Aktioun, déi hei zitéiert gëtt, datt dat sech op de diplomateschen Aspekt am Moment berift an net op de militäreschen. Ass dat richtig? Hunn ech richtig verstanen, datt d'Regierung am Moment déi do Motioun an deem Sënn géng unhuelen an op den diplomatesche Volet limitéiert, an datt, wann dee soll échouéieren, datt se da frësch virun d'Parlament wëllt kommen, fir eng Debatt ze féieren, wat da soll geschéien?

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Genau.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Da kënnen mir d'Motioun stëmme, Här President.

Une voix. - Genau esou ass et.

(Interruptions)

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Neen, "toute action", dat kann och schonn eng militäresch sinn.

Une voix. - Dat steet jo am Tirt virdrun: "en cette matière".

M. le Président. - Da wëlle mir elo zur Ofstëmmung kommen. Mir hunn zwou Motioune. Mir komme fir d'éischt un d'Motioun vum Här Asselborn.

(Interruptions)

Motion 1

Mir stëmme of iwwert d'Motioun 1, déi vun Här Asselborn abuecht ginn ass.

Vote

Wie fir déi Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Et besteet keen Zweifel, d'Motioun 1 ass ofgelehnt.

Da komme mir zur Motioun 2 modifié. Den neie Wuertlaut ass dee Folgenden:

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- rappelant les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité et notamment les résolutions 1154 et 1284 et insistant sur la nécessité que l'Irak se conforme entièrement et immédiatement aux termes de la résolution 1284 (1999) du Conseil de Sécurité,

- notant que le retour des inspecteurs du désarmement en Irak est la première étape pour donner l'assurance que l'Irak n'est plus en possession d'armes de destruction massive,

- prenant acte que l'Irak a accepté le retour sans condition des inspecteurs du désarmement de l'ONU et que les autorités irakiennes sont prêtes à examiner les arrangements pratiques indispensables à la reprise immédiate des inspections,

- estimant que la communauté internationale doit se montrer unie pour maintenir la pression sur l'Irak afin que les inspecteurs du désarmement de l'ONU puissent effectuer la mission qui leur est dévolue dans les meilleures conditions possibles et selon les termes des résolutions pertinentes,

- considérant que la nature instable de l'équilibre géopolitique régnant actuellement au Proche-Orient demande à ce que toute décision pouvant affecter davantage cet équilibre soit prise en tenant compte de cet arrière-fond,

- se félicitant du soutien des pays arabes qui ont fait pression sur les autorités irakiennes afin qu'elles acceptent les conditions des Nations Unies,

invite le Gouvernement,

à œuvrer au sein des organisations internationales dont il est membre:

- de continuer à exiger que l'Irak s'engage sans condition à appliquer strictement les résolutions de l'ONU dont celles relatives à l'interdiction des programmes irakiens de fabrication des armes de destruction massive,

- d'intensifier leurs efforts diplomatiques et d'explorer toutes les voies de règlement pacifique pour éviter une guerre en Irak,

- de soutenir les efforts entrepris au Proche-Orient et notamment par le Quartet tendant à apporter une solution pacifique durable à cette région dans son ensemble,

- d'insister sur la nécessité que toute action menée en cette matière doit se faire sous l'égide des Nations Unies,

- de revenir immédiatement devant cette Chambre et ses commissions en cas d'échec des négociations au sein des Nations Unies.

Vote

Wie fir d'Motion 2 modifié ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Et ass keen Zweifel, dass d'Motion 2 modifié ass mehrheitlech uegeholl.

(Interruptions)

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Et gëtt och Enthaltungen, an dat si mir.

M. le Président. - Et ass an der Rei. Ech huelen dat zur Kenntnis.

Mir fuere weider mat eisem Ordre du jour a kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 4977 zesumme mat der Proposition de loi 4908 iwwert d'Aide au Logement.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dir Hären, d'Sitzung geet weider. Si ass nach net fäerdeg. Ech géng lech bidden nach e Moment opzepasst. Mir schwätzen iwwert d'Aide au Logement. Et sinn ageschriwwen d'Häre Clement, Di Bartolomeo, d'Mme Beisel, d'Hären Henckes, Garcia an Urbany. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Norbert Hauptert.

5. 4977 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

4908 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deem laangen Ausfluch elo an den Irak, wëll ech erëm op eist Land zréckkommen, op e Sujet, deen e wéineg méi terre à terre ass, dat heescht de Projet de loi iwwert d'Hëllef vum Wunnensbau.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Den Zoustand vum Immobiliemaart.

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.- Nee, vum Wunnensbau, net vum Immobiliemaart, Här Gira.

Ech mengen, de Problem vum Wunnensbau, ass e Problem, deen an der leschter Zäit vill diskutéiert ginn ass. Ech ginn elo net op all déi Interventionen, Interpellatioune an Hearingen, déi mir an der Kommissioun haten, an. Ech wëll just soen, dass den honorable Mars Di Bartolomeo am Januar 2002 eng Proposition de loi, fir d'Gesetz vun 1979 iwwert d'Hëllef vum Wunnensbau ze amendéieren, déposéiert huet,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...dass am Juni de Logementsminister Fernand Boden e Projet de loi iwwer en ähnlechen Amendement déposéiert huet, dass mir dee Projet an d'Proposition an der Chamberskommissioun a sechs Sitzungen diskutéiert hunn, dass mir d'Avis vum deenen eenzele Chamberen a vum Conseil d'Etat analyséiert hunn, an datt d'Kommissioun d'lescht Woch de Rapport, deen Der hei virleien hut, an der Majoritéit ofgeseent huet.

D'Problemer vum Wunnensbau - ech wëll se eng kéier kuerz rappeliéieren - leien op dräi verschidden Niveauen. Den éischten Niveau ass dee vum dem Uschaffe vum Eegenheem. De Problem ass deen, datt d'Leit, a besonnesch déi jonk Leit, sech et haut praktesch net méi kënnen leeschten, fir sech an Eegenheem unzeshafen, dat besonnesch well d'Präisser vun de Bausern vill ze deier gi sinn. Dat läit besonnesch dorun, dass vill Leit awer, duerch de Wuertstand, dee mir an eisem Land kennen, egal welleche Präis kënnen akzeptéieren, an op där anerer Säit, well mir net genuch Terrainen hunn, déi op dem Maart offéiert ginn.

Firwat ginn net genuch Terrainen offéiert? Engersäits, well engersäits Leit op d'Hause vum de Präisser spekuléieren an op där anerer Säit awer och, well verschidde Leit hir Terrainen net wëlle verkafen, well d'Besteuerung vun de Plus-Valuë bis elo ze héich war. Do hu mir jo am Juli hei e Gesetz votéiert, wat während enger Period vun dräi Joer d'Besteuerung vun de Plus-Valuë géng reduzéieren, wou verschidde Leit bis zu 70% vun de Steieren, déi se misste bezuelen, kënnen aspueren, wann se an deem Délai vun dräi Joer hir Terrainen verkafen.

Den zweete Problem ass dee vum de Mietwunnengen. Där hu mir net genuch bei eis un Maart. Firwat? Well et einfach net interessant genuch ass, fir an eng Mietwunneng, a besonnesch net an de Logement social, ze investéieren. Well einfach de Rendement, deen ee bei deem Investissement huet, net esou grous ass wéi den Investissement an iergendwéi e Finanzprodukt. Zweetens, well besonnesch d'Gestioun vun engem "Investissement immobilier" vill méi zäitopwenneg ass mat de Probleme, déi de Propriétaire mam Locataire huet. Duerfir fanne mir net allze vill Intérêt un Maart. An deem Gesetz, wat mir am Juli gestëmmt hunn, ass virgesinn, fir déi Besteuerung vun dem Loyer e wéineg ze reduzéieren, andeem datt besonnesch den "Taux d'amortissement accéléré", deen ee während deenen éischte Jore kann op enger Mietwunnenge applizéieren, vu 4 op 6% an d'Luucht gesat ginn ass.

En drëtten Problem läit méi un Niveau vun de Gemenge selwer, well d'Gemeunge retizent si fir grous "Projets

d'ensemble" ze autoriséieren, well dat fir si herno Nofolgekosten mat sech zit. Si musse herno, well dat grous Projekte sinn, kucken, dass se Schoulen a Crèche bauen, an dat si Finanzementer, déi verschidde Gemengen sech einfach net leeschte kënnen.

An deene leschte Jore si vill Moossnamen op dem Plang vum Wunnensbau geholl ginn, besonnesch zënter dem Gesetz vun 1979, wat d'Hëllef vum Wunnensbau festleert; e Gesetz, wat schonn eng etlech Mol hei amendéiert ginn ass; a besonnesch, mengen ech, zënter 1989, säit deem mir en eegestännege Wunnensministère hunn.

Ech wëll elo net am Detail op déi eenzel Mesuren goen. Da kënnen mir maachen am Kader vum "Débat d'orientation", dee mir nach féieren. Ech wëll hei just ernimmen, datt an deene leschten zéng Joer trotzdem 1,2 Milliarden Hëllef u Privatleit bezuelt gi sinn, wat ongeféier 50 Milliarden aler Frang ausmécht, datt besonnesch - ech fannen d'Zuel vun de Stéit muss een nach méi ervirsträchen - 29.000 Stéit vun der Kapitalsubventioun profitéiert hunn, 38.000 Stéit vun de Zëns-subventiounen an 31.000 Stéit hu vu verbëllegten Taux de TVA profitéiert.

Déi kann een net alleguer zesumme-rechnen, well verschidde Leit ebe vun zwou Moossnamen profitéiert hunn, mee et kann een awer soen, datt méi wéi 50.000 Stéit vun deene Mesur profitéiert hunn, datt praktesch bei eis am Land ee Stot vun dräi vun deene Mesur profitéiert.

Haut hu mir e Projet virleien, deen am Fong geholl Moosnamen proposéiert am Kader vun deem Gesetz. Moossnamen, fir éischens Problemer vun haut ze léisen, do denken ech besonnesch un déi Moossnamen um Plang vun der Kreatioun vun neie Wunnengen, an zweetens u Moosnamen, déi Problemer, déi mar op eis duerkomme kënnen, versichen ze évitieren. Do denken ech besonnesch un déi Mesuren, déi geholl ginn zugonschte vun der "Mixité sociale" an d'Mesuren zugonschte vun der Wunnensqualitéit an der Qualitéit vun den urbanisteschen Strukturen.

Wat sinn d'Schwéierpunkte vun deem Gesetz? D'Schwéierpunkte vun deem Gesetz leien op dräi verschidden Niveauen: éischens, um Niveau vun Accès zu enger Wunneng; zweetens, um Niveau vun der sozialer Mixitéit; drëtten, um Niveau vun der Realisatioun vu gutt konzepierte Wunnengen an engem flotten an angenehmen urbanisteschen Ëmfeld.

Wat deen éischte Schwéierpunkt ubelaangt, do gesäit de Projet eng Rétsch vu Moosnamen vir. Déi kann een e wéineg ennerdeelen an déi Moosnamen, déi geholl gi sinn am Intérêt vun der Uschafung vun engem Eegenheem; zweetens, déi Moosnamen, déi virgesi si fir d'Förderung vun dem Bau vu Mietwunnengen; drëtten d'Moosnamen zugonschte vun de Leit, déi sech keen Eegenheem kënnen leeschten an déi, wéi mir op Lëtzebuergesch soen, nach musse wunne goen; a véiertens, déi Moosnamen zugonschte vun de Gemengen.

Éischens, déi Moosnamen, fir den Accès zum Eegenheem ze förderen. Do gëtt et zwou direkt Mesuren, déi am Gesetz virgesi sinn. Éischens, d'Statgarantie, déi de Stat ka gi fir Leit, déi musse Sue léine goen an net genuch Eegegarantie hunn, fir dass eng Bank hinne Sue léint. Déi Statgarantie gëtt wesentlech an d'Luucht gesat. Si gëtt vun 12.500 Euro Index 100, wat de Bauindex ubelaangt, op 18.750 Euro an d'Luucht gesat, wat ëmmerhin haut e Betrag vun iwwer 100.000 Euro ausmécht.

Déi zweet Mesure ass déi, datt eng allgemeng Aféierung vun enger Hëllef fir d'Wunnensbauspieren agefouert gëtt. Firwat déi allgemeng Hëllef fir d'Wunnensbauspieren? D'Spieren ass eng vun de Konditioune, fir dass een iwwerhaapt vun der Statgarantie ka profitéieren, well fir vun der Statgarantie ze profitéieren muss ee virweisen, dass ee während enger gewässer Zäit e gewëssene Betrag gespuert huet. An deene leschte Jore gouf et am Duerchschnëtt ongeféier 20 Stéit, déi vun där Garantie profitéiert hunn. Firwat? Well Leit, déi eng Demande gemaach hunn, am Fong geholl net konnten noweisen, dass se genuch gespuert hunn. Fir also d'Méiglechkeet ze ginn,

dass Leit sech erëm e wéineg méi un d'Spuere winnen, gesäit de Projet hei vir, dass all neigebuerer Kand 100 Euro op e Spuerbuch gesat kritt, an der Hoffnung, dass se, bis datt se an den Alter kommen, wou si sech en Eegenheem wëllen uschaffen, genuch Sue gespuert hunn, fir kënnen an de Genoss vun der Statsgarantie ze kommen.

Eng drëtt Measure, déi awer net am Gesetz virgesinn ass, mee déi mer besonnesch herno an de Reglementer wäerten erëmfinden, ass déi vun der Erhéijung vun de Plaffongen. De Wunnengsbauminister huet duerchblécke gelooss, datt d'Plaffonge vun den Aiden an d'Plaffonge vun dem Akommen, deen een net däerf iwwerschreiden, fir vun den Aidë vum Stat ze profitieren, kënne an d'Luucht gesat ginn.

Deen zweete Wagon vu Mesuren ass dee vun der Forderung vum Bau vu Mietwunnengen. Do muss e festhalen, datt de Projet virgesäit, fir den Taux vun der Aide, deen en öffentlechen oder e private Promoteur ka kréie fir de soziale Wunnengsbau, vu 40 op 70% an d'Luucht ze setzen. Déi kënne souguer 75% ausmaachen, wann den öffentleche Promoteur eng Gemeng ass.

Da gesäit de Projet vir, dass de Stat beim öffentlechen Promoteur, deen an de Wunnengsbau fir Studenten, Stagiairen, Léierjongen a Léiermeedercher zum Beispill investéiert, ka bis zu 100% vun de Käschte mat subventionéieren. Bis elo war dat nëmme fir d'Friemaarbechter a fir d'Asylbewerber de Fall.

Här Henckes, à propos Friemaarbechter - an ech wëll vläicht do op Är Fro agoen -, ech mengen, mir hu jo laang an der Kommissioun iwwert dëse Projet diskutéiert, an et ass do kengem agefall, dass do e Problem soll si bei deem Wuert Friemaarbechter. Aus der einfacher Ursach, well deen Ausdrock deemools agefouert gouf well en den Usage vum Ministère gerecht gouf. Am Fong geholl gouf déi Measure getraff fir déi Leit, déi vu baussen eran an d'Land koumen an eng Wunneng gesicht hunn. Fir datt déi net vu profitsüchtige Propriétaires exploitéiert kënne ginn, déi se eventuell a Wunnenge gepercht hätten, ass déi Measure geholl gi fir datt hire Patron hinne kann eng Wunneng bauen an se do dezent logéiere kann. Duerfir war dat Wuert "Etrangers" bis elo ëmmer am Gebrauch an et stung och ëmmer esou an de Gesetz. An der Kommissioun huet kee sech bis elo doru gestéiert. Duerfir sinn ech iwwerrascht, datt mir elo hei eng Diskussioun doriwier solle féieren.

Eng drëtt Measure läit doran, datt déi legal Basis geschafe gëtt, datt d'A.s.b.l.en an d'Employeuren, déi Mietwunnenge baue fir hir Aarbechter, Hëllef bis zu 40% kréien, mat engem Plaffong vu 6.200 Euro pro Aarbechter. Déi véiert Measure ass déi, datt d'Fondatiounen, d'Kierchfabriken, d'Hospices civils an den Office social, déi eng Konventioun mam Stat hunn, an déi Wunnengsbau an Kader vum Gesetz vun 1979 schafen, eng Hëllef bis zu 75% vum Stat kënne kréien. Dat alles also fir de Mietwunnengsbau an der Zukunft nach weider ze fördern.

Da kommen déi drëtt Moosnamen. Dat sinn déi zugonschte vun de Leit, déi am Fong geholl keng Mieglechkeet hunn, fir sech eng eege Wunneng unzeschaffen. Dat gëtt et leider nach bei eis am Land. Dat si Leit, déi mussen wunne goen an déi mussen ganz oft eng héich "Garantie de location" bezuelen. Si mussen emol éischtens e Mount Loyer "d'avance" bezuelen. Zweetens, müssen si nach der Agence eng Kommissioun bezuelen, déi meeschtens ee Loyer ausmécht. Drëttens, müssen se praktesch dräi Méint Garantie virstrecken. Dat ass en Investissement, dee besonnesch fir Leit mat engem klengen Akommen schwéier ze droen ass. Do gesäit de Projet vir, datt de Stat an Zukunft kann eng finanziell Hëllef ginn, fir déi "Garantie locative" hëllefen ze droen.

Eng véiert Moosnam ass déi, déi besonnesch am Intérêt vun de Gemenge läit. Ech hat gesot, dass verschidde Gemengen e wéineg zrëckhalend sinn, wat d'Autorisatioun fir gréisser "Projets de construction" ubelaant, aus deenen Ursachen, déi mir gesinn hunn. Duerfir ass hei am Projet virge-

sinn, datt, wann am Kader vun esou engem "Projet de construction d'ensemble" d'Gemeng muss nei Crëchen oder Schoule bauen, de Stat bis zu 50% un deem Finanzement kann deelhuelen.

Dann, wa Grénganlagen a Spillplaze gebaut ginn, erëm am Kader vun esou engem "Projet de construction d'ensemble", huet bis elo de Stat kënne 50% Hëllef fir déi Ausgabe bäisteieren. Déi Hëllef soll vu 50 op 70% an d'Luucht gesat ginn. An de Kader vun deenen Infrastrukturenkäschten, déi op d'Gemenge bei esou engem Projet zoukommen, wéi d'Kanalisation an esou weider, déi mat 50% subventionéiert ginn, ginn an Zukunft d'Infrastrukturkäschte fir d'Telekommunikatiounen a fir stätesch Heizungsanlagen mat erageholl.

En zweete Schwéierpunkt vum Projet ass deen, Moosnamen ze huelen, déi fir eng sozial Mixitéit an eise Wunngebiddere an an eisen Uertschaften ze suergen. Dat sinn Aktiounen oder Moosnamen, déi dozou solle bäidroen, datt mir nach Quartieren hunn an Dierfer, wou Leit vun alle soziale Schichten aus eise Land zesumme kënne liewen, wat jo e wesentleche Bäitrag zum soziale Friden duerstellt. Se solle besonnesch verhënnen, datt mir Leit aus darselwechter sozialer Schicht a Ghettoen oder an Héichhauser pferchen, mat deene Problemer, déi mir aus anere Länner kennen.

Wellech sinn déi Mesuren, déi am Projet virgesi sinn, fir dee soziale Mix ze favorisieren? Eng éischt Measure ass déi, dass de Projet virgesäit déi Konditioun, déi bis elo bestanen huet, wann e Promoteur e "Projet d'ensemble" wollt realisieren a vun enger Hëllef vum Stat profitéiere wollt, dann huet e misse wéinstens an deem Projet 25 Unitéiten dran hunn, sief dat Wunnengen, wann et sech ëm Wunnengsbau handelt huet, sief dat Bauplazen, wann et sech ëm de Verkauf vu Bauplaze handelt huet, falen ze loossen. Aus der Ursach, fir eben Hëllef kënne ze gi bei Unitéiten, déi am Fong geholl e wéineg méi kleng sinn a fir déi grouss Ghettoen, déi grouss Wunnkasären, déi mir aus dem Ausland kennen, ze verhënnen.

Dann ass awer eng zweet Measure am Projet virgesinn, an zwar déi, fir kënne vun de staatlechen Hëlfelefen ze profitieren, muss de Projet wéinstens 10% Mietwunnengen enthalten, fir datt mir an esou engem "Projet d'ensemble" nieft Propriétaires och nach Leit hunn, déi loune ginn.

Déi drëtt Measure ass eng Measure, déi awer elo schon am Gesetz dran ass. Dat ass d'Konditioun, datt wéinstens 60% vun de Keefer vun esou engem Logement müssen ënnert d'Gesetz vun den Hëlfelefen fir de Logement falen. Déi Konditioun ass also bäibehale ginn, fir datt dee Mix, deen dës Measure bezweckt, och an Zukunft ka garantéiert ginn.

Eng aner Konditioun, fir dee soziale Mix e wéineg ze favorisieren ass déi, datt de Stat, d'Gemengen an d'Syndikater, déi an hirem Parc locatif eng Rei vu Wunnengen hunn, déi besonnesch vu méi héijer Qualitéit sinn oder duerch hir Situatioun e besonneschen Attrait duerstellen, bis zu 25% vun hire Wunnengen, déi ënnert déi Konditiounen falen, kënne zu den normale Konditioune vum "Bail à loyer", an net zu de Konditioune vum Gesetz vun 1979 iwwert de soziale Wunnengsbau, verlouen. Dat, fir de Gemengen d'Mieglechkeet ze gi Wunnengen aus hirem Parc immobilier u Leit kënne ze verlouen, déi méi en héije Loyer kënne bezuelen. Och doduerch soll de soziale Mix nach méi geförder ginn.

En drëtte Schwéierpunkt läit an der Realisatioun vu gutt konzipierte Wunnengen an engem flotten an angenehmen urbanisteschen Émfeld. Dat besonnesch mam Zil, fir d'Liewensqualität vun de Leit vun haut ze verbessere, a besonnesch d'Liewensqualität vun de Leit vu mar weider ze garantéieren. Dës Moosnam huet zum Zweck, ze verhënnen, datt mir net op där enger Säit Schloggemeinschaften bauen an op där anerer Säit "Zones d'activité", mat Grousskafhauser oder Industriezonen. Duerfir soll ee kucken, datt een an enger Uertschaft e gesunde Mix téschent den Haiser, de Geschäftler, den Administratiounen an de Gréngfläch ka garantéieren a besonnesch, datt een eng Uertschaft oder e

Quartier baut, dee kannerfrëndlech, alters- a behënnertegerecht orientéiert ass. Dat ass deen drëtte Schwéierpunkt, deen an deemem Projet de loi virläit.

Wat sinn do déi Moosnamen, déi virgesi sinn? Éischtens emol ass do de "Carnet de l'habitat", deen als eng vun de Mesuren an d'Gesetz ageschriwwen ginn ass. Zweetens, d'Mieglechkeet, datt een d'Hëllef vum Stat kann differenzieren nom Verbrauch vun Terrain. Bis elo war et esou, datt d'Hëllef vum Stat am Fong geholl nëmme konnten differenzéiert ginn nom Kritär vum Revenu vun deem, deen d'Demande gestallt huet, oder nom Kritär vu senger Familjesituatioun. An der Zukunft soll nach de Kritär vum Verbrauch vun Terrain mat erageholl ginn.

Eng drëtt Measure oder Moosnam, déi de Projet hei virgesäit, ass net geduecht fir dem Fonds de logement seng Pouvoiren ze erweidern. Et handelt sech ëm Aufgaben, déi de Fonds de logement bis elo realiséiert huet, dat heescht, wou e gesuergt huet, datt a "Projets d'ensemble", déi hie gemaach huet, sief et an der Sauerwiss oder zu Eech, e gesunde Mix vu Wunnengen, Geschäftshaiser an Administratiounen erakéim, fir dem Projet deen urbanistesche Charakter ze ginn, deen en am Fong geholl misst kréien. Duerfir ass an deem Gesetz och virgesinn, fir d'Attributioun vum Fonds de logement anescht ze definieren.

Déi eenzel Berufschamberen, dat sinn d'Chambre de Travail, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an d'Chambre des Métiers, hunn en Avis zu deemem Projet ofginn: Avisen, déi heiansdo ganz kritesch sinn, Avisen, déi awer am grouse Ganzen hiren Accord zu deemem Projet ginn. D'Hëlfelefen, déi déi öffentlech Promoteure weider kréien, si besonnesch begréisst ginn, well d'Chamber mengen, datt dat haaptsächlech déi Mesurë sinn, déi op d'Offer vu Logement op dem Maart kënne spilen. De Carnet de l'habitat ass begréisst ginn. D'Moosname zugonschte vun der Wunnengsqualität a vun der Liewensqualität an eisen Uertschaften, an d'Extensivatioun vun de Missioun vum Fonds de logement si positiv bëuecht ginn. Déi eenzeg skeptesch Note, déi besonnesch a verschidden Avisen ze fannen ass, berout op der Aféierung vun enger "Aide d'épargne-logement généralisée". Dat heescht déi 4.000 Frang fir all neigebuerer Kand.

De Conseil d'Etat huet sech och mat dem Projet ausernee gesat. Hien huet fonnt, datt et e gudden Projet ass. Hien huet awer gesot, andeems datt hie sech op d'Propositioun vum Här Mars Di Bartolomeo deelweis referéiert huet, et hätt een nach kënne aner Moosnamen an dee Projet eraflësse loossen, ënner anerem d'Förderung vun der Location-vente, déi am Fong geholl am Gesetz haut schon dra steet. Dann och nach d'Stimulatioun vun de privaten Investissementer an de Wunnengsbau. An drëtens, d'Liberalisatioun vun de Baulandreserven, déi dem Stat gehéieren.

De Kolleg Mars Di Bartolomeo huet a senger "Proposition de loi" verschidde Moosnamen proposéiert, déi deelweis an deemem Projet dra sinn. Anerer sinn net mat iwwerholl ginn. Ech wollt ganz kuerz déi Moosnamen vläicht resümieren. Déi Moosnamen betreffen éischtens d'Kreatioun vun engem "Observatoire du marché du logement". Esou en Observatoire war iwweregins och - an duerfir sinn ech frou, Här Di Bartolomeo, datt Dir dat hei dra geschriwwen hutt, dat gëtt mir d'Mieglechkeet ze soen, datt de Projet de loi esou en Observatoire och virgesinn hat, mee de Statsrot gesot huet, mir sollen deen eraushuelen. Dat wier eng Missioun, déi ganz wichteg wier, mee déi soll am Kader vum Ministère kënne gemaach ginn.

Da kommen ech op Är aner Mesuren ze schwätzen, déi an der Proposition de loi stinn, do geet et besonnesch ëm d'Augmentatioun vun der Offer vu Bauterrainen a vu Wunnengen zu erschwingleche Präisser; ëm eng Augmentatioun vun de Stathëlfelefen an d'Gemengen, déi jo am Projet de loi

mat dran ass; da besonnesch d'Förderung vun der Formule location-vente, wou de Statsrot drop gaangen ass; eng Augmentatioun vun de Hëlfelefen an d'Stéit, déi jo net direkt hei am Projet de loi steet, mee den Här Di Bartolomeo hat déi a senger Proposition direkt am Gesetz virgesinn, déi awer an engem "Règlement grand-ducal" geholl soll ginn, a wou de Wunnengsbauminister jo gesot huet, datt en déi géing an d'Luucht setzen.

Da gëtt et nach eng Erhéijung vun der Statsgarantie, déi jo och am Projet dran ass. Dann d'Allocation de loyer, wou awer d'Regierung, déi jo eng "Prime de position" zu dëser "Proposition de loi" gemaach huet, der Meenung ass, dass mer déi net solle berücksichtigen, well déi herno sech erëm géing an dem Loyer, dee gefrot géif ginn, erëm spigelen. Dat heescht dee géing dann automatesch an d'Luucht goen. Dann hat den Här Di Bartolomeo nach eng Extensivatioun vun der Missioun vum Fonds de Logement virgesinn.

(Interruption)

Dat ass e ganz flotten Numm. Mir hunn ëmmer Schwierigkeiten, fir dat richteg auszedrücken. Jo, dat ass einfach, mee et geet net ëmmer.

Voilà, ech géing soen, dass awer e groussen Deel vun deene Mesuren, déi an der Proposition enthalte sinn, hei am Gesetzesprojet och erëmfonnt ginn. D'Kommissioun huet sech och an hirer Majoritéit der Stellungnahme vun der Regierung ugeschloss. Si huet och de Rapport, deen zu deemem Projet gemaach ginn ass, majoritär uegholl. Si proposéiert der Chamber den Text, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen.

Ech soenlech merci.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsrieder ass den Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Et ass vläicht well et relativ ongewinnt ass, datt en Auteur vun enger Proposition de loi direkt däerf nom Rapporteur zu engem Projet de loi schwätzen, obwuel dann et e bësse méi schwierig ass, fir d'Suite mat eriwuer ze huelen. Mee ech soe merci der Kommissioun, datt mer op deen do Wee konnte goen, an datt och déi parlamentaresch Initiativ, déi am Rahme vun den Diskussiounen iwwert de Wunnengsbau abuecht ginn ass, hei an dëser Chamber ka presentéiert ginn an den Deputéierten d'Mieglechkeet gëtt, fir hir Meenung dozou ze soen an herno beim Vote dozou Faarf ze bekennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well datt et zu Lëtzebuerg eng regelrecht Präisexplosioun am Bausecteur gëtt, well d'Bauplazen an deene leschten zéng Joer zwoe- bis dräimol esou deier gi sinn, well de Präis vun Wunne sech verduebelt huet, well d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg amgang ass zum Luxusartikel ze ginn, well et net genuch Wunnenge gëtt, a well déi Wunnengen, déi et gëtt, ze deier sinn, well fir Leit, datt vill beschwuerent Recht op eng dezent Wunneng zum Dram oder zum Alpdram gëtt, well d'Regierung dës Evolutioun, an ech soen datt nach eng Kéier, ouni datt dat falsch verstane soll ginn, dës Entwicklung regelrecht verschlof huet, hat ech am Numm vun der LSAP-Fraktioun viru bal annerhalweg Joer d'Regierung zu der Problematik am Wunnengsbau interpelléiert.

Eis Virschlë, an dat ass och ongewinnt, goufen net ofgelehnt, mee si sollten eis als Basis dënge vun där Orientéierungsdebatt, déi d'Chamber d'cidéiert huet an déi an der Logementskommissioun an der Zwëschentzeit säit enger Rei vu Méint leeft, iwwer eng Rei vu ganz interessanten Hearungen.

Eis Debatten an der Chamber hunn also dozou bägedroen, datt Bewegung an de Wunnengsbauossier komm ass. Mir hunn aus deemem Thema hei an der Chamber en Thema schlechthi gemaach, an dat ass och gutt esou.

D'Regierung huet hiren Aktionsprogramm virgeluegt. Mir hunn eng Proposition de loi ausgeschafft, iwwert déi mer haut och diskutéieren. D'Logementskommissioun huet vill a gutt geschafft. Här President, an d'Regierung

huet ënnert deem Drock eng Rei vun Drénglechkeetsmoosnamen beschloss. Am Juli hu mer iwwer eng Rei steierlech Moosnamen diskutéiert. Haut si mir mat weideren Deelmoosnamen befaasst, déi d'Wunnengsbau-gesetz vun 1979 betreffen.

D'Chamber huet e Gesetzprojet vun der Regierung virleien, deen den Här Haupt elo am Detail a gutt virgestallt huet. An d'Chamber huet déi Proposition de loi virleien, déi ech däerf presentéieren. Ier ech dat maachen, wëll ech nach eng Kéier drun erënneren, datt den Ausmooss vun de Problemer am Wunnengsbau esou grouss ass, datt hei eng kohärent, ressortiwwergräifend a partnerschaftlech Approche noutwendig ass. Mat isolierte Moosnamen, esou gutt gemengt an esou positiv se och sinn, geet et net duer. Et muss gläichzäitig fir d'Vegréissering vun der Offer un erschwingleche Wunnengen a fir d'Verbesserung vun de staatlechen Hëlfelefen gesuergt ginn. Mir müssen eis wirksam Instrumenter ginn, a mir müssen esouwuel bei der Förderung vum Eegenheem, dat ass eng Tradition, wéi bei den Hëlfelefen fir Leit, déi loune müssen, nei Akzenter setzen, a virun allem vergläichbar vill Hëlfelefen, wat hei zu Land net esou eng Tradition huet.

An anere Wieder, mir däerfe bei aller Prioritéit fir d'Eegenheem net vergiesse, datt et vill Leit gëtt, déi sech ni an Eegenheem kënne leeschten. Haut ass et paradoxerweis esou, datt déi ënnert hinnen, déi net d'Chance hunn eng Sozialwunneng ze kréien, guer näischt kréien. Wat ass dat fir eng Logik, déi wëllt, datt déi, déi am Allerschlechtesten dru sinn, guer keng Hëllef kréien, ausser datt se op enger Waardelëscht waarden a vläicht ni drukommen?

All dës Iwwerleeeunge sinn am Laf vun de Preparatiounen fir eis Orientéierungsdebatt zur Sprouck komm. Ech bedauern dofir, datt duerch déi Hektik, déi verständlecherweis bei der Regierung ausgebrach ass, keng ganz Aarbecht geleescht ginn ass, mee datt mer eng, an ech soen datt erëm eng Kéier esou wéi ech et denken, datt mer amgang sinn eng Fléckaarbecht ze maachen, wou gutt Elementer derbäi sinn, mee déi awer u sech un dem Ausmooss vum Problem net vill oder net Entscheedendes wäerten hëlfelefen an änneren.

An da kommen ech zu der mangelnder Koordinatioun, déi mer festgestallt hunn. Deen ee vun de Regierungsmembere bréngt Steiermoosnamen, deen anere verbessert säi Wunnengsbau-gesetz an deen Drëtten huet sech och elo ageschalt, de Minister vun Aménagement du Territoire. Hie këmmert sech an Zukunft ëm urbanistesche Visiounen. Ech hu mat Erstaune gelies - dat wat mer an der Chamberskommissioun kontrovers diskutéiert hunn -, de Minister vun Aménagement du Territoire wëllt sech an Zukunft ëm d'Uleeë vu Baulandreserven këmmern. Hie wëllt en extrae Fong schafen, dee Baulandreserven uelet. Här Minister, Dir kënt lech un déi doteden Diskussioun erënneren. Et wär vläicht net schlecht, wann de Wunnengsbauminister eng Kéier géing mam Innenminister schwätzen, an den Innenminister eng Kéier mam Wunnengsbauminister. A mir kënne vläicht dozou bäidroen, well mer den Innenminister och invitéiert hunn, an et vläicht mat eise bescheidene Méttel fäerdeg bréngen, datt déi zwee, dräi oder véier Regierungsmembere hir Effort bündelen, a mer dann eppes méi Effikasses kënne maachen.

Déi heiten Approche ass awer symptomatesch, well se doduerch ënnermauert gëtt, datt mer fir d'Éischt eng Rei vu Gesetzter stëmmen. Mir hunn dat am Juli gemaach. Mir maachen et elo, an dann, oh Winner, eng Orientéierungsdebatt féieren, nodeem mer d'Gesetzter gestëmmt hunn. Dat ass eng Logik, déi net meng ass. Ech hunn ëmmer gemengt, datt een eng Orientéierungsdebatt féiert, dann d'Konklusiounen zitt an dann e gebündelt Moosnamepak mécht. Ech kann déi doteden Approche nëmmer akzeptieren, wann et esou bei der Regierung verstanen ass, datt dat hei Mesures d'urgence sinn, déi ganz dréngend noutwendig sinn, fir iwwerhaapt eppes un Terrain ze bewerken, an datt déi zweet an déi drëtt Serie vu Moosnamen, op Grund och vun deenen Debatten, déi mer am Parlament hei wäerte féieren -

ech hoffe jo, dass mer se nach wäerte féieren, net dass se d'Schicksal vun aneren Orientierungsdebatten erleiden -, déi richteg Konklusiounen doraus gezu ginn, an datt mir da selwer, wa mer eis eescht huelen als Parlament, déi Konklusiounen doraus zéien, déi mer aus deenen excellenten Diskussiounen gezunn hunn a wou mer de Wunnungsbauproblem an all senger Facetté matkritt hunn, wat soss net ëmmer sou evident hei war.

Hei gouf en excellenten Iwwerbléck ginn iwwer dat, wat sech um Terrain ofspiilt an et gouf virun allem vun deene verschiedenste Säiten, och aus deenen eenzelnen Approchen eraus, gangbar Solutiounen op den Dësch vun der Chamber geluegt, déi den Avantage hunn, dass se nei Pied an nei Perspektiven opmaachen, déi mir vläicht net esou gesinn hunn, mee déi awer zum Deel och vun enger praktischer Approche gekennzeechent wäeren.

An dofir nach eng Kéier, géif ech mir wënschen am Numm vun deene Kollegen, déi an der Logementsskmission vill geschaff hunn, sech vill Méi ginn hunn, Här President, ech mengen, Dir kënnt dat bestätegen, dass dat an engem gudden Klima an engem konstruktive Geescht geschitt ass, dass mer do och herno, op gutt Lëtzebuergesch, de Sak zoumaachen an dann eise Pefferkär zu där doten Debatt bäidroe.

Dann zum Inhalt vun der Proposition de loi. Den Norbert Hauptert huet op eng Rei vu Punkten higewisen, wou eigentlech de Projet de loi an d'Proposition de loi an déiselwech Richtung ginn. Mir hunn dat ni gemaach, dass mer an der Chamberskmission Urheberrechter op dat eent oder op dat anert geluegt hunn. Et geet eis hei ëm d'Saach an et ass de Leit eigentlech onwichtig, wien dann elo déi dote Mesure als éischt erfondt huet. D'Haapt-saach ass, si gëtt an d'Praxis ëmgesat.

Ech fannen et begrëssenswäert, dass mer eis endlech déi Instrumenter ginn, fir de Wunnungsmaart an all senger Facetté richteg ze erkennen, well dat war e bëssen de Problem an der Vergaangenheet, well mer den Ausmooss vum Phänomeen net erkannt hu wéinst falsche Statistiken. An do si mer eis eens, déi Statistiken, déi mer virleien haten, waren archifalsch, well zum Deel mat Parametere geschaff gouf, déi der Realitéit net entsprach hunn. Et ass gesot ginn, dass de Gemenge beim Bau vu soziale Mietwunnengen vill méi staark gehollef gëtt, bis zu 70 oder esouguer 75 %. Dat ass ee gudden Akzent, wann ee gesäit, dass mir bis elo vun 40% ausgaange sinn.

Et ass richteg dass de Fonds de Logement an déi, déi Sozialwunnengen bauen, oder erschwénglech Wunnengen, wat ech léiwer hunn, sech matbedeelegen an de Folgekäschte bei de sozio-familiären Infrastrukturen an och bei de Schoulen. Ech muss allerdingens soen, dass dat, wat hei fir de soziale Wunnungsbauprojekt, och gëllt fir de Wunnungsbauprojekt, an dass eng ganz Rei vu Gemengen iwwerfuert si mat de Folgekäschte vum Wunnungsbauprojekt an och vum Wuestem insgesamt, an dass et héich Zäit gëtt, dass déi Versprieche, déi elo zënter annerhalwem Joer vun der Regierung op den Dësch geluegt gi sinn, fir de Gemengen insgesamt méi effikass ze hëllefe bei deenen doten Infrastrukturen, ageléist ginn.

Et ass elo annerhalft Joer hier, zënter dass de Premier fir d'eischte Kéier dass ugekënnegt huet. Ech hoffen, dass et net nach eng Kéier annerhalft Joer dauert, well soss muss déi nächst Regierung dat doten a Musek ëmsetzen.

Ech muss och soen, dass déi Hëllef beim Schoulbau, an ech insitéieren op deen dote Beräich, déi am Rahme vu soziale Wunnungsbauprojekten ugekënnegt gi sinn, zu engem Zäitpunkt ugekënnegt gi sinn, wou d'Regierung en anere Projet nach net op den Dësch geluegt hat, an dofir si se an deemem Projet op 50% limitéiert. An der Tëschenzäit huet d'Regierung awer e Projet op den Dësch geluegt, wou et ëm de Subventionnement vu Privatschoulen, am Postprimaire, an Primaire an am Précolaire, an do, oh Gewinner, geet et net ëm eng 50%eg Participatioun, mee ëm eng 80%eg Participatioun vun Stat un den Infrastrukturen.

Ech wëll hei keng Privatschouldiskussion an deemem Moment vum Zonk briedchen, mengen awer, dass wa Privatschoulen zu 80% ënnerstëtzt gi vum Stat, dass et nëmme logesch wier, dass d'Kommunalschoulen zu deemselwechten Taux géifen ënnerstëtzt ginn. Ech wëll just soen, den Här Minister lauert drop, fir mer eppes kënne dozou ze soen, dass d'Primärschoulen an de Südgemengen ënnert dem Stréck am Moment mat netto 5% subventionéiert gi vum Stat. 5%, dat soll ee sech op der Zong zergo loossen, 5% fir öffentlech kommunal Primär- a Précolaireschoulen, 80% fir Privatschoule vun allen Typen an Zukunft.

(Interruption)

Et ass am Projet dran, Här Minister.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Wéivill méngt Dir dann, dass iwwerhaupt privat Primärschoule géinge gebaut ginn?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), *auteur*.- Här Minister, hei geet et net ëm d'Zuel, mee hei geet et ëm de Prinzip!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Dir méngt wuel d'Kongregatiounen, fir emol déi ze nennen. Déi hätten déi nämlech Aufgabe wéi d'-Gemengen hei am Land. Dann ënnerschätzt Der d'Roll vun de Gemengen, Här Di Bartolomeo. Ech muss lech dat awer soen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), *auteur*.- Ech sinn zu deemem Zäitpunkt enorm fein. Ech hu jo emol nach net verlaangt, dass d'Privatschoule keng 80% solle kréien. Ech hu just verlaangt, dass d'Gemengen och 80% solle kréien. Do dierft Der jo sécher näischt dergéint hunn. Dir waart jo och eng Kéier Kommunalpolitiker. Dir hutt domadder Avantage vis-à-vis vun anere Regierungsmembere, déi net d'Chance haten, fir och d'Gemengesäit, also den direkte Kontakt mat de Leit kennen ze léieren. Also, Här Minister, zu deemem Zäitpunkt moosse mer d'Regierung doru, wéi se déi eng Sait a wéi se déi aner Sait behandelt. Ech mengen, dat wär eng kohärent Approche. A fir der Regierung dann och d'Méiglechkeet ze ginn, fir dat doten ze realisieren, hu mir eis erlaabt, vu dass d'Regierung déi Donnéeën net hat, wéi se de Gemenge 50% uegbuewen huet beim Projet d'ensemble, een Amendment auszeschaffen, dee mer herno wäerte virleëen.

Ech wollt dann nach e puer Wuert soen zu deene Punkte wou de Gesetzesprojet an d'Proposition de loi fundamental differieren. Mir hate méi Wäert op d'Uleeë vu Baulandreserve geluegt. De Minister huet eis gesot, dass géif parfaitement iwwer de Fonds de Logement goen. Mir mengen awer, dass d'Baulandreserven net eleng d'Affär solle vum Fonds de Logement sinn, mee dass Stat a Gemengen zesumme mam Fonds de Logement, mat anere Promoteurs publics solle Baulandreserven ueleëen an dass een..

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Dat ass jo am Gesetz virgesinn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), *auteur*.- Dir huet net Onrecht, mee ech hu gesot, dass mer an eiser Proposition de loi méi Gewicht dorop geluegt hunn, an dass mer mat budgetären Akzente gerechent haten, fir dass déi dote politesch Volontéit och no baussen ze weisen. An dass mer net eleng do stinn, gesäit een aus der rezenter Pressekonferenz vum Innenminister, deen eigentlech datselwech gefuerdert huet wéi mir a Saache Baulandreserven.

Dann zu der Ausdehnung vun der Statgarantie. Dat ass ee vun deene Punkten, déi eis enorm wichtig waren, well wat ass d'Statgarantie am Moment? D'Statgarantie, dat heescht d'Biergschaft vun Stat bei engem Prêt vu Leit, déi net genuch ugespuert hunn, an déi net d'Chance hunn en anere Bierg ze hunn. Wat stellt dat am Moment duer? Mee ganz einfach, ech sinn der Meinung, dass déi Statgarantie, wéi se am Moment praktizéiert

gëtt, e Geheimtipp ass oder eng virtuell Leeschtung, déi kaum vun engem beusprocht ka ginn, well Der vill et net wëssen, a well d'Konditiounen relativ restriktiv sinn.

Ech muss lech awer soen, dass ech net verstinn, firwat dass déi Konditiounen esou restriktiv sinn, well an deene leschten 23 Joer, an Här Minister, Dir kënnt mer dat warscheinlech bestätegen, nach net eng Kéier de Stat fir seng Garantie, déi hie gewäert huet, huet misse berappen. Dat heescht, déi Garantie, déi hie ginn huet, war eng virtuell Garantie an déi Leit, déi se kritt hunn, si ganz suerfalgeng a ganz disziplinéiert mat där Garantie ëmgangen.

Dofir si mir der Meinung, dass ganz oft feelend Spueraktivitéit, feelend Biergschaft en Hemmschong sinn, fir e Prêt ze kréien, an dass et och bedauerlech ass, an Här Minister, Dir wësst dat och, dass et heiansdo Banke sinn, déi esou oder esou maachen, wann et drëm geet iwwer d'Uschafung vun engem Eegenheem ze decidieren an doriwwer ze decidieren, ob ee staatelech Hëllef kritt oder net, well wann zum Beispill d'Spuerkeess den sozialen Tarif net accordéiert aus deem engen oder anere Grund, da kréien déi potentiell Ayants droit déi sozial Hëllef vum Stat net. Ech fäerte ganz, dass déi doten Approche an deen dote Pouvoir vun der Spuerkeess nach aus enger Zäit stammen, wou se regelrecht Statsbank war. Haut gëtt et eigentlech kee Grund méi, fir dass een déi Decisioun an den Hänn vun enger Privatbank léisst, mee dass soll schon dem Stat iwwerlooss sinn.

Ech mengen, Här Minister, mat enger Ausdehnung vun der Statgarantie, net eng total oui Konditiounen, mee Statgarantie bei Leit, déi kënne noweisen, dass se während Jore brav a fein hire Loyer konnte bezuelen, do verbrécht een näischt, well déi Leit hunn hir Finanzkapassitéiten nogewisen, an een deen e Loyer kann iwwer Jore bezuelen, Här Minister, dee kann och ee Prêt rembourséieren, dee meeschens méi niddreg ass wéi dee Loyer, deen hien um fräie Maart muss bezuelen. Dofir war eis Fuerderung an eiser Proposition, dass een d'Statgarantie méi couragéiert wéi am Regierungsprojet soll ausdehnen, dass ee kann op de Wee goe vun enger 100%teger Statgarantie an dass een op jidde Fall net soll do Barrieren schafen, wou een net méi kann driwer kommen, nëmme well een eventuell keng Méiglechkeet hat, fir unzespueren.

Et ass heiansdo just ee ganz kleng Schratt, ob ee kann zum Eegenheembesëtzer ginn, oder ob ee muss säi Liewe laang engem anere Loyer bezuelen an dann ni zu engem Eegenheem kënnt.

De Käschtepunkt vun där dote Mesure - et gëtt jo ëmmer gesot, mir géife vläicht de Käschtepunkt an d'Luucht dreiwien - ass minim, an ech hunn dat virduer erwähnt. Wann een als Garantie d'Capacité financière vun de Leit hält an d'Regelméissegkeet vum Zréckbezuelen, geet ee kee Risiko an. An ech mengen, an dat ass positiv, dass muss en och soen, dass déi Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn, och zu enger Unnäherung vun de Standpunkte gefouert hunn. A wa mer haut dat dote Gesetz géife schreiwen, da wäre mer vläicht bereet a méi engem opene Geescht op déi Statgarantie hinzugeen. Wann ech gelift, e bësse méi Courage op deem dote Gebitt.

Do wou mer och méi Akzent drop gesat hu wéi d'Regierung, dass ass en enger anerer Approche, déi e bëssen ähnlech gelagert ass, fir de Leit, déi kënnen Loyer bezuelen, en Eegenheem ze erlaben. Dat ass d'Formule vun der Location-vente. Jo, ech ginn zou, am 1979er Gesetz ass de Mietkaf scho méiglech. Mee dat gëtt kaum gehandhaabt. Et gëtt isoléiert Fäll wou een, wann ee laang Locataire war, d'Wunnung uegbuede kritt huet, fir se ze kafen, wou en Deel da vum Loyer ugerechent ginn ass. Mee et gëtt net systematesch gemaach. Mir identifizierte keng Wunnengen, wou een de Leit vun Ufank u seet, déi dote kënnt der nom Leasing-Verfahre kafen. An dat ass déi

Approche, déi mir hunn. Wann ech gelift, wa mer staalech ënnerstëtzen oder gemengenënnerstëtze Wunnengen bauen, kommt mir identifizieren en Deel vun deene Wunnengen, déi nom Mietkafsystem kaaft kënnen ginn. D'Leit stelle sech dorop an, a si hunn eng aner Facilitéit, fir zum Eegenheembesëtzer ze ginn.

De Conseil d'Etat fënnt déi dote Piste ganz interessant. D'Chambre de Travail ënnerstëtzt se. Kommt, wann ech gelift, mir ginn op deen dote Wee!

De Minister huet an deem Sënn Recht, dass mer et laut dem 1979er Gesetz scho kënnen maachen. Ma da kommt, a mir sinn och op deem dote Gebitt e bësse méi couragéiert a mir maachen et net nëmme potentiell oder virtuell, mee mir maachen et och an der Praxis.

«Dann eppes wat mir ganz staark am Häerz läit. Dat ass d'Gläichstellung vun den Hëllef fir Leit, déi op de Wee vum Eegenheem kënnen goen an de Leit, fir déi d'Eegenheem en Dram bleift. Mir, an dat wëll ech och unerkennen, stelle fest, dass mer eng ganz Rei vun neie Projeten op d'Schinn ginn, 9.000 oder 10.000 Wunnengen an deene nächste Joren. Mee dat ännert awer näischt drun, Här Minister, dass, bis dass mer déi Wunnengen do hunn, nach vill Jore verginn, an en attendant bleiwen déi Waardelëschte beim Fong, bleiwen déi Waardelëschte bei de Gemengen. An dofir hu mir eng Alternativ proposéiert, déi zwar net 100% perfekt ass, mee engersäits, wa mer net genuch Mietwunnengen hunn, déi erschwénglech sinn, solle mer eis akafen am private Marché, a mir sollen déi Wunnengen, déi mer ulouen, zu engem indirekt ënnerstëtzte gënschtege Loyer weiderginn.

A wann all Strécker räissen, da solle mer op de Wee goen, fir e Mietzuschuss ze schafen, dee bis elo tabu war, a wou d'Regierung ëmmer gesot huet, deen ass tabu, well wa mer e Mietzuschuss schafen, da reperaturéiert dee sech automatesch op d'Loyeren. Dat hunn ech och ee Moment gegleeft. Dat kléngt gutt. D'Wonnung ech dat awer e bëssen dréie gelooss an ech hunn dat kritisches hannerfrot. An ech hu gefrot, ob d'Regierung dann net un d'Effikassitéit vun hirem Mietgesetz gleeft. Mir hunn e Mietgesetz a laut deem Mietgesetz sinn d'Plafonge respektéiert ginn, kann ee jiddefalls net iwwer déi Plafongen goen. A wa Plafongen do sinn, wann déi Wunnengen an der Rei sinn, vertraut de Propriétaires, dass se se net bradéieren. Also, déi Plafonge si realistesch. Firwat da mengen, dass wann een Ennerstëtzung kritt fir säi Loyer, dass dann d'Mietgesetz net méi respektéiert gëtt? Dat ass déi éischt Iwwerleeung, déi ech mer gemaach hunn, an Dir musst zouginn, dass se net onlogesch ass.

An dann déi zweet Iwwerleeung, déi ass vläicht nach méi alichgend. Well déiselwech Iwwerleeung, déi ee beim Mietzuschuss féiert, kann ee bei sämtlechen direkten Hëllef beim Wunnungsbauprojekt féieren. Well och déi direkt Hëllef beim Wunnungsbauprojekt d reperaturéiere sech op d'Präisser vun de Wunnengen. Här Minister, ech hunn lech awer richteg verstanen, dass Dir op d'Fuerderung vun eis, dass déi Hëllef sollen adaptéiert ginn, net Nee gesot hutt? Dir hutt gesot, Dir géift déi Hëllef adaptéieren. Also, kommt, b'wir bleiwen eis logesch. Wa mer bei där enger Sait net den Awand géille loossen, dass déi sech op de Maart reperaturéieren, da maache mer et och net beim Wunnungsmaart. Et ass kee gutt Argument, wann een deene Leit seet, déi sech um fräie Maart keng Wunnung kënnen leeschten, mir kënnen lech net hëllef, well soss geet de Loyer an d'Luucht. Mat esou engem Argument ass deene Leit jiddefalls net gehollef, well si müssen nach ëmmer deen héije Loyer bezuelen, an dee kënnen se sech leider net leeschten.

Fënnefte Punkt, wou et eng Differenz gëtt zwëschen der Proposition de loi an dem Gesetzestext, ass, dass mer aus der Nout eng Tugend gemaach hunn. Well mer keng Règlements grand-ducaux kënnen schreiwen als Deputéierten, hu mer et an d'Gesetz ageschriwwen: d'Erhéijung vun de Hëllef an d'Erhéijung vun den Akommesplafongen. Akommesplafongen ass sécher dat, wat am direkteste berechtigt ass, well ech mengen, mat

deenen Akommesen, déi mer am Moment als Limiten hunn, ass et heiansdo scho schwéier, fir sech nach kënnen en Haus ze leeschten. An déi Evoluition, déi mer bei der Baulandpräisser haten, berechtigt, dass mir d'Plafongen no uewen upassen.

Mir hate proposéiert, fir d'Plafonds de revenus - ech muss dat soen - substantiell no uewen ze setzen, ëm 50%. A mir hu proposéiert an eiser Proposition de loi, fir d'Hëllef ëm 25% ze héijen. Dat ass substantiell, mee et entsprécht net emol annähernd der Präisexplosioun um Wunnungsmaart. Et géing awer verschiddene Leit d'Dieeren opmaachen.

Och do seet den Här Minister, mir kënnen dat doten oui Gesetz maachen. Mir kënnen dat iwwer Règlement grand-ducal maachen. Well mir awer wëllen, dass dat no bei deene Montanten ass, déi mir proposéiert hunn, erlaube mer eis herno eng Motioun an déi dote Richtung anzebréngen.

Dann, do si mir eis eens, méi eng schnell Liquidierung vun de Hëlfe, an do wou Nout um Mann ass, méi Personal. Well beim Wunnungsbauprojekt de Prinzip, wie schnell hëllef, hëllef duebel.

Aus den Ausféierunge vum Här Rapporteur, vum Haupescht Norbert, a mengen eegenen Ausféierunge hutt Dir erausheieren, dass déi Proposition de loi an de Gesetzprojet sech eigentlech net ausschließen, mee éischter komplementar sinn, dass d'Proposition de loi op enger Rei vu Gebitter méi wäit geet an dobäi och zum Deel op d'Ennerstëtzung vun de berodenen Instanze getraff ass. An och, oui dass et elo e formelle Vote ginn ass an der Kommissioun, Versteesdemech fir déi eng oder déi aner Moosnam war. Ech mengen, domat avancieren och mech net zevill wäit an ech engagieren och kee vun de Membere aus der zoustänneger Kommissioun zevill.

Dofir froen ech, dass d'Proposition de loi ganz och an deenen Elementer, déi komplementar zum Projet sinn, zum Vote gestallt gëtt. Ech hoffen, dass d'Attitud vun der Chamber vis-à-vis vun der Proposition de loi déi wäert sinn, déi mer ëmmer an der Kommissioun begéint hunn, dass een d'Iddi op hire Wäert jugéiert an net dorop, ob se vun engem Majoritéitpolitiker oder vun engem Oppositionspolitiker kënnt. Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Lucien Clement.

M. Lucien Clement (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Norbert Hauptert als Rapporteur vum Gesetzesprojet merci soen, fir säin ausféierlech méndlechen an och schréfleche Rapport. Hien huet dat gemaach, wéi mer dat gewinnt sinn, op eng ganz verständlech Aart a Weis.

(Interruption)

Här Di Bartolomeo, Dir sidd ëmmer ze fréi. Kuckt, elo wollt ech lech och luewen. Ech wëll lech awer nëmme merci soe fir deen Deel, wou Der vun Ärem Rapport geschwat hutt. Dee war och ganz gutt. Gesitt Der, ech hat och un lech geduecht.

(Interruption)

Also, d'Wunnungsproblematik ass hei zu Lëtzebuerg zënter engem Joer ee vun den zentralen Theme vun eiser Politik. Jidderree heibannen erennert sech drun, dass mer eis an der rezenter Vergaangenheet heibannen, an awer och an der Logementsskommissioun ganz intensiv an heiansdo och kontrovers mat deemem Sujet ausenaner gesat hunn. Ech denken, Här President, et wäert och net déi leschte Kéier gewiescht sinn, wou mer dat gemaach hunn.

Wat sinn elo d'Enjeuë vum engem Wunnungsbaupolitik? Eng aktiv Wunnungsbaupolitik konditionéiert d'Effikassitéit vun sozio-ekonomeschem System vun engem Land. De Logement ass och e wesentleche Facteur vun der Integratioun. Als wichtegst Instrument am Kampf géint déi sozial Exklusivitéit dréit de Logement mat Sécherheet och säin Deel zum soziale Fridde bäi. Weiderhi géif ech soen, dass eng sécher, propere an agréabel Wunnung e wesentleche Kritär vun all Eenzelen a senger Liewensqualität ass. An deem Kontext wëll ech un dat international Recht

erinneren, dat am Kader vun den Nations Unies élaboréiert ginn ass. Elei steet geschriwwen, datt de Logement ee fundamentaalt Mënschrecht ass. Ech mengen, datt dat eng wichteg Ligne directrice fir eis Iwwerleeunge muss sinn.

Wéi gesäit elo d'Situatioun um Lëtzebuerger Wunnengsmaart aus? Schematesch gesot besteet en Décalage tëschent der Offer an der Demande vun de Wunnengen. An anere Wieder, d'Demande ass méi héich wéi d'Offer. Dat provozéiert no der Loi du marché normalerweis och méi héich Präisser. Hei sinn awer ganz besonnesch d'-Bauplazzenterrainen dovunneer betrafft. Et gétt vill Grënn fir esou eng Situatioun. E wesentleche Grond ass d'Wuesse vun eiser Gesamtbevölkerung. De wirtschaftleche Succès huet, wéi kann et anescht sinn, vill Leit aus dem Ausland op Lëtzebuerg gezunn, fir bei eis ze schaffen, fir bei eis ze liewen, a selbstverständlech dann och bei eis ze wunnen. Dobäi kënnt och nach, datt d'Gréisst vun de Famillje progressiv ëmmer méi kleng ginn ass. Freier hunn zwou bis dräi Generatiounen an engem Haus gewunnt. Dat ware ganz séier sechs bis acht Persounen. Haut leeft an der Regel nach eng Generatioun an engem Haus oder an engem Quartier, wat dräi bis maximal véier Leit ausmécht.

En plus ass d'Bevölkerung geographesch och net gläichméisseg iwwert d'Land verdeelt, wat de Präisënnerschiede vun Bauland tëschent deenen eenzelne Regiounen sécherlech zum Deel erkläert.

Schlussendlech gétt net genuch gebaut a gétt och wahrscheinlech ze lues gebaut. Dorop wëll ech zum Schluss vu menger Ried nach kuerz agoen. Am Laf vun de Jorenn ass de Logement bei eis zu Lëtzebuerg den Haaptausgabeposte vun de Ménagé ginn. Vill Stéit hunn ëmmer méi Schwierereketten, fir an eisem Land eng adequat Wunneng zu engem, fir hire Revenu, rasonnable Präis ze fannen. Ganz oft, héiert een a leschter Zäit, gi se dofir an déi no Grenzregioun entweder wunnen, lounen oder si baue sech och nach do an Haus.

Weiderhi wunne vill Stéit zu Lëtzebuerg ënner onzefriddstellende Bedéngungen. Dat ass eng Behauptung, déi einfach, soen ech emol, esou am Raum steet. Ob et och genee esou ass, weess ech net, ech weess och net, ob et heiriwwer fiabel Donnéeë gétt.

Schlussendlech sinn och nach vill Stéit iwwerschëlbt, well se ze héich Kreditter gemaach hunn, fir de Kaf vun enger Wunneng ze finanzéieren. An ech mengen, hei sinn d'Banke gefuerdert an droen och en Deel u Responsabilitéit. Et ass nach ëmmer méiglech niewent dem Kredit - dee soll ee kréien, dat ënnerstëtzen ech ganz -, deen ee fir en Haus opgeholl huet bei enger anerer Bank oder bei enger Konkurrenzbank, e Prêt fir Autoen oder aner Konsumgüdder ze maachen. Stellt sech esou eng Situatioun an, da kënnt een emol ganz séier den Hick kréien, wann et ëm d'Zréckbezuere vun där zousätzlecher, duebeler oder dräifacher Belaaftung geet.

D'Regierung huet mat Sécherheet dës Problemer net an och ni op déi liicht Schéller geholl. Dat beweist hire finanziellen Engagement iwwert déi lescht zéng Joer ewech. An deene leschten zéng Joer huet de Stat ongeféier 1,2 Milliarden Euro an de Logement investéiert. Dat maachen zirka 120 Milliounen Euro pro Joer. D'Unzuel vun de Stéit, déi an de Genoss vun de staatleche Bähëllef kommen, ass grad esou impressionnant. 29.000 Stéit hu vun den Aides au capital profitéiert, 38.000 vun den Aides aux intérêts, an 31.000 vun dem Remboursement vun der TVA.

Déi öffentlech Promoteure kruten um Niveau vun den Aides à la pierre bal 183 Milliounen Euro zur Verfügung stellt. Mä trotz all deenen Efforte konnt d'Offer u Wunnengen d'Nofro net befriedegen. Dat ass eng Tatsaach, déi keen heibanne kontestéiert, géif ech soen, an och d'Regierung wäert dat net kontestéieren.

Aus all dëse Grënn huet dunn de Ressortminister Fernand Boden um Enn vun leschte Joer de Programme d'action logement ausgeschafft. Dëse Programm gesäit zirka 30 Moosname vir, déi progressiv ëmgasat ginn. Déi

meescht vun hinne mussen dann och an e Gesetzestext gekleet ginn.

Ech erënneren drun, datt d'Chamber deen éischte Volet, dat heescht, de steierlechen Aspekt virun der Summervakanz scho gestëmmt huet. Mat enger Rétsch vu fiskaleschen Ureegunge soll d'Offer u Wunnengen an u Baurrain vergréssert ginn. D'Plus-valüë gi manner héich besteiert, d'Taxe beim Droit d'enregistrement, déi beim Kaf vun engem Eegehem geschëllt sinn, sinn, wat d'Praxis ubelaangt, praktesch ganz ofgeschaaft ginn. De Remboursement vun der Logements-TVA kann duerch déi direkt Applikatioun vum Taux supérieur réduit, denke mer emol, deemno vill méi séier ofgewéckelt ginn.

Den zweete Volet betrëft d'Reform vun 1979er Gesetz iwwert déi staatleche Bähëllef am Beräich vum Logement. Dës Reform läit eis haut zur Ofstëmmung vir. Dir gesitt also, dass d'Regierung an d'Logementskommis-sioun, déi am Programme d'action logement ugekënnegt Reforme gewëllt ass séier a konsequent ëmzesetzen.

Här President, ech wëll elo nach zu e puer Punkte vum Gesetzesprojet Stellung bezéien. Fir d'éischt wëll ech eng allgemeng Remarque, oder et kann een och soe Kritik, iwwert d'Form vum Gesetzesprojet maachen. Iwwregens hunn ech déi Remarque, déi ech elo maachen, och scho bei anere Gesetzer gemaach, an et fënnt ee se och ëmmer an deene verschiddenen Avisen erëm.

Ech fannen et net gutt, datt dat Dokument, dat déposéiert ginn ass, keen Text coordonné begräift. Dat erschweiert engem d'Leeture an d'Verständnis vun esou engem Projet. Net jiddereen heibannen ass Jurist, an ech mengen, wann e Jurist wier, da misst en nach all déi Texter a Gesetzer bei Hand hunn, op déi sech dat heite Gesetz berëfft, fir wierklech kënnen eppes domat unzefänken. Dofir riichten ech en Appel un d'Regierung, wéi ech dat schonn e puermol gemaach hu bei anere Gesetzer, datt se ëmmer, wann esou ee Gesetz ofgeännert gétt, en Text coordonné soll bäileeën. Ech géif soen, datt dat am Zäitalter vum Computer net méi der Däiwel vill Aarbecht misst sinn, wéi dat vläicht fréier war, wou nach bal alles op der Schreiffmaschinn geschriwwen ginn ass.

(Interruption)

Oh, Här Mehlen, elo hätt Der kënne roueg sinn, well ech mengen, Dir sidd jo menger Meenung.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - Fuert weider, Här Clement.

M. Lucien Clement (CSV). - Här President, den Här Clement fiert virun, wann den Här Mehlen roueg ass.

M. le Président. - Den Här Clement huet eleng d'Wuert, an déi aner sollen nolauscheren.

M. Lucien Clement (CSV). - E wesentlecht Element vum Projet sinn d'Parcs locatifs publics. Am Moment ginn et 4.058 öffentlech Mietwunnengen. Dës Zuel representéiert nëmme 3,4% vum Gesamttotal vun de Wunnengen, an 11,43% vun der Zuel vun de Mietwunnengen. De Parc locatif, deen ënner de Regime vum 1979er Gesetz fält, zielt am Ganzen 2.966 Unitéiten, wat 2,5% vum Gesamttotal vun de Wunnengen ausmécht. Ech erënneren drun, datt ënner anere Stéit mat niddregem Akommes, Famillje mat méi Kanner, al Leit a physesch handicapéiert Leit ënner dëse Regime falen.

D'Zuel vun den öffentleche Mietwunnengen ass souzesoen net héich. Si geet op jidde Fall net duer, fir déi grouss Nofro zefridde ze stellen. Wat sinn elo d'Grënn fir déi onbefriedigend Situatioun?

Vill Gemenge reagéiere retizent, wann et ëm d'Schafe vun öffentleche Mietwunnengen op hirem Territoire geet. Et gétt Grënn dofir, firwat se esou reagéieren. Si fäerte ganz oft bei grouse Lotissementer een ze schnellen oder e vill ze schnelle Wuesstem vun der Bevökerung op hirem Territoire, wat en zousätzliche Besoin un neien Infrastrukture mat sech bréngt. Nei Infrastrukture bedeuten e weidert

zousätzlech finanziell Engagement, dat oft ganz substantiell ass. Aner Gemenge fäerten eng Diminutioun vun hirem Liewensqualitéit, sief et an engem spezielle Quartier, sief et vläicht vun hirem ganzer Lokalitéit.

Doniewent ass och dat finanziell Engagement vun enger Gemeng beim Bau vu Sozialwunnengen sécherlech net ze négligieren, oder ze ënnerschätzen.

De Gesetzprojet gesäit elo eng massiv Erhéijung vun de finanzielle Mëttele vir, déi de Stat den öffentleche Promoteuren, an dorënner fale selbstverständlech och d'Gemengen, zur Verfügung stelle kann. D'Objektiv ass, fir d'Gemengen ze encouragéieren déi Mietwunnengen ze bauen. De Stat hëlleft elei de Gemenge substantiell, datt se hire Responsabilitéiten am Beräich vun der Wunnengspolitik kënnen gerecht ginn.

Wéi gesäit elo dës finanziell Ennerstëtzung konkret aus? Dem Stat seng finanziell Bedeegung ka bis zu 70%, souguer 75% a verschiddene Fäll vum Baupräis oder vum Acquisitionspräis bei Mietwunnengen goen. 75% si méiglech bei engem Projet, deen a sech nëmme Mietwunnengen virgesäit. Weiderhi kann de Stat bis zu 50% vun de Käschte bei der Schafung vun Erziehungs- a Garderieinfrastrukturen droen. Bei der Schafung vu Spillplazen a Gréngflächen huet de Stat d'Méiglechkeet bis zu 70% vun de Käschten ze droen. Déi finanziell Ennerstëtzung vun de Gemengen duerch de Stat am Kader vun soziale Wunnengsbau ass also considérel augmentéiert ginn. Ech mengen, datt dës Moosnamen dozou bäidroen wäerten, de soziale Wunnengsbau säitens de Gemengen ze förderen. Och d'Akzeptanz dierft duerch esou Moosname vläicht méi grousse ginn. Och nei Infrastrukture ginn zu engem ganz groussen Deel matfinanzéiert. Et ginn och Infrastrukture gefördert, déi d'Liewensqualitéit net nëmme ënnerhalen, mee déi d'Liewensqualitéit esouguer verbesseren a erhéije kënnen.

Ech riichten hei awer en Appel un d'Regierung, datt dës Subventiounen, déi de Gemengen duerch dës Gesetz zougestane ginn, séier un d'Gemengen ausbezuelt ginn. Et dierft net sinn, datt d'Gemenge jorelaang op dës Sue waarden, well 75% vun engem gréisere Lotissement kënnen de Budget vun enger klenger oder mëttlerer Gemeng ganz zolidd belaaften. Och wann een an Ausschick gestallt kritt als Gemeng, datt d'Sue rembourséiert ginn, huet esou e Prêt awer negativ Auswierkungen op de Fonctionnement vun enger Gemeng. Dat géllt och fir de Fall, an ech ginn emol dovun aus, datt dat esou ass, wou 100% vun den Zën-sen iwwerholl ginn. Hei misst een dozou soen, datt méi ee schnell Ofwécke vum Remboursement d'Gemenge mat Sécherheet befriddet, an de Stat nach Sue spuert, well en d'Zënse jo net brauch matzebezuolen.

Ech wëll elo nach e puer Wuert zum Avis vun der Chambre des Métiers soen. Si ass am Prinzip averstanen, datt d'Schafen an d'Gestaltung vu soziale Mietwunnengen an de Ressort vun de Promoteurs publics falen. Si fuerdert awer en Audit approfondi, fir d'Grënn erauszefannen, firwat déi privat Promoteure sech net méi, oder sech net a méi engem grouse Moos fir de Bau vu soziale Wunnengen interesséieren. Ech ënnerstëtze voll a ganz d'Fuerderung no esou engem Audit. Ech mengen, et kéim, wann een d'Grënn emol erausfonnt hätt, eng zousätzlech Dynamik an dëse Marche eran, wa sech och privat Promoteuren dofir interesséieren géifen. Et kënnt ee sech virstellen, vu datt d'Konditiounen fir déi Privat déiselwech si wéi fir de Promoteur public, d'Flexibilitéit an d'Offer méi grousse an den administrativen Opwand mat Sécherheet méi kleng géife ginn. Dofir wär et wichteg, dass een dës Urache wierklech analyséiere géif.

Wat déi privat Mietwunnengen betrëfft, fuerdert d'Chambre des Métiers, datt dësse Beräich éischer am Ressort vun der Privatpromoteure soll bleiwen an och weiderhi soll mat deene Moosnamen ënnerstëtzt ginn. Si dréckt hire

Wunsch aus, datt d'Gesetzgebung iwwer de Bail à loyer séier reforméiert gétt. An dësem Kontext verlaangt se haaptsächlech, datt d'Differenziatioun tëschent de Wunnengen, déi virum zweete Weltkrich, an deenen, déi nom zweete Weltkrich gebaut gi sinn, soll opgehuewe ginn.

En anere wichtige Punkt vum Gesetzprojet ass d'Méiglechkeet, déi de Stat, d'Gemengesyndikater an de Fonds de Logement hunn, fir verschidde Wunnengen aus hirem Parc locatif ënner dem Régime vum Bail à loyer-Gesetz vun 1955 verlouen ze kënnen. D'Konditioun heifer ass, datt dës Wunnenge vun enger aussergewöhnlecher Qualitéit, an oder Lokalisatioun sinn. Weiderhin dierfen net méi wéi 25% vum concernéierte Parc locatif ënner d'Bail à loyer-Gesetz falen. Den Objektiv vun dëser Dispositioun ass, fir eng sozial Mëschrung an déi verschidde Quartieren eranzekréien. An anere Wieder, et geet drëm, fir d'Ghettoen an d'sozial Spannungen ze vermeiden.

D'Chambre des Métiers ass kategoresch géint dës Moosnam. Si ass der Meenung, datt déi öffentlech Promoteuren, déi subventionéiert ginn, de private Promoteuren, déi keng direkt Subventiounen kréien, eng direkt Konkurrenz géife maachen. Ech mengen, datt dës Suerg awer nëmme zum Deel berechtigt ass. Et muss ee just oppassen, datt et net zu engem onlauteren Wettbewerb an dësem Domän kënnt.

E leschte Punkt vum Projet de loi betrëfft d'Extenssioun vun de Missiounen vum Fonds de Logement a seng Emenennung an de Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat. Dem Fong seng Missiounen beschränke sech net nëmme méi op d'Schafe vu Sozialwunnengen, mee si gi wäit doriwwer eraus.

D'Chambre des Métiers gesäit d'Ausweitung vun dësen Aufgabe mat kriteschen Aen. Si fäert, datt de Fong den Entrepreneurs aus dem Privatsektor eng deloyal Konkurrenz mécht. Weiderhi gétt gefuerdert, datt de Fong all de Regele vun Marché public ënnerworfen gétt. Mee souwuel d'Regierung huet hei hir Argumenter, fir net doran anzewëlegen, wéi d'Chambre des Métiers, oder d'Fédération des Artisans, déi hir Forderungen stellen, déi Argumenter hunn. Gétt de Fong dës méi strikte Regeln ënnerworfen, hält dat dem Fong vill vu senger Flexibilitéit. En plus, ginn d'Prozeduren, déi souwieso scho laang sinn, menger Meenung no, nach onnëtz verlängert. Dësweidere sinn ech perséinlech der Meenung, datt bei deene strikten Ausschreibungen, deene méi klenge Lëtzebuerger Handwierksbetreiber munch Optrag da géif laanscht d'Nues goen.

Ech hoffen, datt ee sech an dësem Fall op e Kompromëss eenige kann, wou de Fong eventuell no de Regele vum CRTIB ausschreift, an iwwert dës Manéier wär vläicht den Doléancé vun der Chambre des Métiers Rechnung gedroen, wéi och de Vuë vun der Regierung an dësem Projet.

Als Ofschluss wëll ech nach e puer méi generell Remarque maachen. Et gi Stëmmen aus der Oppositioun, an dat hu mer an der Kommissioun héieren, déi soen - elo ass den Här Bartolomeo net méi hei - ,...

M. le Président. - En héiert do-baussen!

M. Lucien Clement (CSV). - ...datt d'Orientéierungsdebatte elo sans objet ginn ass. Ech deelen dës Meenung awer ganz a guer net. Och nom Vote vun dësem Projet ginn et nach e ganze Koup Saachen an der Wunnengspolitik, déi kënnen, oder souguer muss reforméiert ginn. Dat ass den Objet vun der Orientéierungsdebatte, déi am Prinzip, géif ech soen, Enn 2002 oder am Januar 2003 statt-fanne misst.

Ech wëll dat un Hand vun e puer Beispiller, ouni wëllen der Orientéierungsdebatte virzepräifen, bewiesen.

Éischstens mussen d'Prozeduren am Urbanismus, dat heescht, d'Gesetz vum 12. Juli 1937 iwwert den Aménagement des villes grëndlech iwwerschaaft ginn. Déi administrativ Prozeduren um Niveau vun de Bebauungsplang an de Baugenehmegunge sinn ze schwéierfällig an daueren och ze laang. Hei gétt déi duebel Kompetenz

vum Innenministère an de Gemenge gefuerdert. D'Handwierkerkummer be-riefft sech op eng Etüd vun der Association luxembourgeoise des Organisateurs de la Construction, ALOC, déi weise soll, datt d'Problemer um Wunnengsmarché och zum Deel an der Schwéierfälligkeit vun den administrativen Prozeduren leien. Wann een dës Etüd gleewe kann, da wär am Moment eng Bausurface vun ongeféier enger Millioun m² um Instanzwee, fir autoriséiert ze ginn.

Dat entsprécht genee 5.000 Appartemen-ter an 800 Einzelwunnengen. Ech kann dës Zuelen net iwwerpräifen, mä wann dës Zuele richteg wieren oder sinn, géif dat awer vill Froen opwerfen, an da misst eng Reform esou séier wéi nëmme méiglech ëmgasat ginn.

Zweetens muss d'Bail à loyers-Gesetz nach reforméiert ginn. Den Investissement a Mietwunnengen muss erëm méi interessant ginn. Dat ass am Programme d'action logement virgesinn. Interessant gesinn ech net onbedengt eleng de finanzielle Plang. Ech sinn der Meenung, dass d'Rechter an d'Flichten op déi zwee Partner, dat heescht, de Propriétaire an de Locataire, à part égale muss verdeelt ginn. Geschitt dat net, bleiwen och an Zukunft mat Sécherheit finanziell fir all Mënsch erschwinglech Wunnengen, ech soe just déi, fir déi vläicht net esou een héije Loyer gefrot gétt, eidel stoen.

Et ass esou an der Praxis, dass wa bei Wunnengen, déi nach ëm déi 10.000, 12.000 oder 15.000 Frang léien, wat eeler Wunnenge sinn, wierklech déi Rechter a Flichten net vu béide Partner kënnen agehale ginn, oder mussen agehale ginn, an dann ass deen ee Partner éischer gewëllt, fir se eidel stoen ze loosen, an dat ass am Prinzip eigentlech Schued, well dat si just déi Wunnengen, déi an déi Kategorie falen, wou mer soen, wou mer der net genuch hunn.

Drëttens muss ee sech Froe stellen, ob een um fiskaleschem Plang nach nobessere kann. Fir d'Bauspuere méi interessant ze maachen, muss ee sech Gedanken iwwer eng Erhéijung vum Abatement fiscal maachen. Am Moment läit den Abatement beim Bauspuere bei 670 Euro fir e Jonggesell. Dat ass am Prinzip e bësse weineg. Firwat kann een net dës Betrag erhéijen? D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hei konkret Propositionen gemaach. Si proposéiert 1.500 Euro fir e Jonggesell, 3.000 Euro fir eng Koppel, plus nach eng Kéier 1.500 Euro Fräibetrag fir e Kand.

Eng weider Méiglechkeet wier e gesetzleche Kader, fir e Fonds d'investissement immobilier ze schafen, wou den Investisseur e gewëssene Betrag vun der Steier ofsetze kënnt. Laut mengen Informatiounen sollen esou Immobiliéifongen an Däitschland relativ gutt fonctionnéieren.

Et kann een nach aner vill Beispiller opzielen, déi zur Verbesserung vun der Logementspolitik bäidroen kënnten. Ech wëll awer hei net der Orientéierungsdebatte virzepräifen, eng Debatte, vun där ech mer perséinlech nach ganz vill Impulser erwaarden. Impulser awer och, déi aner Ministère betreffe wéi dee vun Logement. Dat beweist nach eng Kéier, datt et richteg war, fir dës Gesetz séier ëmzesetzen.

En Débat iwwert de Logement verléiert dofir mat Sécherheet net u Wichtigkeet an och net u Wierksamkeet. Ech fannen d'Virgehensweis vum Minister Boden, fir dat Gesetz hei elo op den Instanzwee bruecht ze hunn an och ofstëmme ze loosen, richteg. Ech kann dat nëmme ënnerstëtzen. Ech kann do mä Frënd, de Mars Di Bartolomeo, net ënnerstëtzen, wann hie seet, dat wier Fléckaarbecht.

(Interruption)

Et ass guer net onorthodox, well et sinn e ganze Koup Moosname getrafft ginn an deem heite Gesetz, wou och den Här Di Bartolomeo der Meenung ass, datt se gutt getrafft gi sinn, an datt se och séier sollen ëmgasat ginn. Et kommen nach e ganze Koup Suggestiounen, mengen ech, déi mat dem heite Gesetz herno en fin de compte guer näischt ze dinn hunn, oder wäerten ze dinn hunn. Dofir war et wichteg, datt mer dat hei gemaach hunn, a mir sollen eisen Débat féieren. Den Här Minister Boden huet eis an der Kommissioun gesot, datt en och dor-auser nach kënnt Konklusiounen zéi-

en, wat déi eenzel Reglementer géif betreffen, wann en déi hëlt.

Schlussendlech hoffen ech dann awer, datt de Gesetzesprojet, dee mer haut virleien hunn, eng breet Zoustëmmung an der Chamber fanne wäert. Et ass a mengen Aen e modernen Text, e sozial gerechten Text. E wäert mat Sécherheet sän Deel dozou bäidroen, fir de Wunnengsbau an de soziale Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg nei ze dynamiséieren.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech och den Accord zu diesem Projet, an ech soen lech allegeruerten, déi heibanne waart, merci fir d'Nolautschteren.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Mme Simone Beissel agedroen. D'Mme Beissel huet d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, fir d'éischt wëll ech och dem Rapporteur Norbert Hauptert merci soen, fir sän excellenten Rapport, an doniewent awer och dem Mars Di Bartolomeo, fir seng engagéiert Presentatioun.

Ier ech op déi eenzel Dispositiounen vum Projet de loi iwwert d'Aides au logement aginn, well ech drun erënneren, datt de Sënn an den Zweck vun der Debatt vun haut e Gesetzesvorschlag vun der Regierung ass, mä do virduon de deelweis fousst op d'Proposition de loi vum Mars Di Bartolomeo. Dat ass awer och de Grond, an ech well datt esou ëmrisse, firwat ech haut net de Gesamtëmschlag vun der Logementsproblematik wäert maachen, mee just e puer wesentlech Realitëten wäert ervirhiewen.

Här President, mir hunn hei e Projet virleie mat enger Rei vun neien Dispositiounen, déi d'Gesetz vun 1979 modifizéieren, an déi esou ze soen an enger Linn leie mam Koalitionsaccord vun 1999. Ech zitieren: "Le Gouvernement mënera, en étroite collaboration avec les communes et les promoteurs publics, une politique active du logement. Une attention particulière sera accordée dans ce contexte à la gestion du sol et à la spéculation foncière, afin de promouvoir un développement du logement à l'intérieur des agglomérations et d'éviter la rétention, à des fins spéculatives, de places à bâtir immédiates constructibles." An nach engem lescht Zitiation: „ En vue de constituer à moyen terme un parc de logement locatif répondant aux besoins de la population, le Gouvernement procédera à une majoration sensible du taux de subvention, accordé aux divers promoteurs publics, lors de la création de logements sociaux localisés. "

Dës an aner Initiative fanne mir zum Deel an deenen dräi Gesetzer iwwert d'Steieren, d'TVA an den Enregistrementssteieren an och am Projet de loi, dee mir haut diskutieren, erm. Et versteet sech natierlech vun eleng, dass, vu d'Situatioun vum Logementsmarché dës Grapp vu Mesuren net duergeet, fir eng substantiell Verbesserung op d'laang Dauer erbäizéieren. Well d'Regierung sech fir eng global a regional Strategie am Beräich vum Logement entscheet huet, dierf een domat rechnen, datt op kuerz oder laang zousätzlech Mesure proposéiert ginn. Ech hunn dat jo och an der Kommissioun gesot, an ech wëll datt nach eng kéier hei ervirhiewen. Mir sinn um richtige Wee, mä mir sinn amgaang e grouse Puzzle ze bauen. Mir sinn elo bei deenen éischte Stécker eréischt amgaang, déi dës Puzzle sollen zesummesetzen an et mussen nach e Koup aner Mesuren onbedéngt nokommen.

An deem Kontext huet d'Chamber mat der kommender Orientéierungsdebatt iwwert de Logement, déi jo a Virbereedung ass, d'Méiglechkeet hir Verbesserungsvorschläg virzedroen. Meng Fraktioun wäert am Kader vun dëser Orientéierungsdebatt op déi eenzel Volete vun der Wunnengsproblematik agoen, an dofir wäert ech mech haut méi punktuell op de Projet de loi a seng Objektiv limitéieren. Ech géif et nämlech Schued fannen der Orientéierungsdebatt, déi verspricht ganz interessant a breetgefächert ze ginn, ze vill virzegeien.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, eis ganz Gesellschaft huet sech an de leschte Jore bedeitend verännert. Selbstverständlech muss dës wirtschaftlech a sozial Evaluatioun berücksichtegt ginn, wann ee laangfristeg d'Evolution vun der Offer a vun de Präisser um Wunnengsmaat wëllt duerch wuel iwwerluegte Léisungsvorschläg beaflossen. Mir wëssen allegeruerten, datt d'Problematik um Wunnengsmaat zu Lëtzebuerg relativ komplex ass. Engersäits sinn d'Präisser vun den Terrainen an de Logements en propriété extrem héich, wat mat sech bréngt, datt vill Leit finanziell net d'Méiglechkeet hu sech en Eegehem unzeschaffen, anerersäits gëtt et net genuch Wunnengen um Lokationsmarché.

Dësén Déséquilibré tëschent der Demande an der Offer vu Wunnengen ass - an dat wësse mer, et ass haut ënnerstrach gi vun alle Säiten - haauptsächlech op sozio-ekonomesch an demographesch Realitëten zrëckzuführen D'Resultat awer ass déi sougenannte Pénurie vum Logement. Mä ech soen déi sougenannten, well ech hunn d'Impressioun, datt den Term vu Pénurie net 100%teg richtig ass. Et geet éischer em Inéquatioun oder Distorsionën tëschent der Offer an der Demande.

Schonn 1993 huet d'Mme Brasseur am Kader vun den Debatten ze enger Modifikatioun vum Gesetz vun 1979 iwwert d'Aides au Logement d'Facteurs opgezielt, déi vill zu där sougenannte Pénurie bäidroen, Facteurs, déi haut och nach ëmmer richtig sinn.

Éischtere de stännege Wuesstem vun eiser Populatioun.

Mer wëssen, datt zënter 1991 an 2001 57.000 Leit méi an eiem Land wunen, Leit, déi all oder vill vun hinnen eng Wunneng musse fannen.

Zweetens, datt ass och schonn uegekloppen, d'Zesummesetzung vun de Familjen huet sech am Laf vun der Zäit verännert. Ufanks dem 20. Joerhonnert huet en Haushalt an der Moyenne aus fënnef Persounen bestanen, 2001 sinn et nach just 2,56 Persounen. Déi jonk Leit zéien ëmmer méi fréi vun doheem aus, an ëmmer méi eeler Leit bleiwen hautdésdaags doheem. Oft eleng, mee esou laang wéi se et packen, versiche se an hirem Haus ze bleiwen. Schon eleng dës Entwécklung géing bei gläichbleiwender Zuel vun Awunner verlaangen, datt parallel dozou awer d'Zuel an disponibel Logementer géing wuessen. Dobäi kënn dann d'Zuel vun de Baugenehmungen déi, op dräi Joer gekuckt, réckleefeg ass, och wann d'éischt Semester 2002 erm eng aner Tendenz opweist, mat engem Plus vun 11,3% par rapport zu 2001. D'Grënn, déi fir dës Entwécklung oft genannt ginn, betreffen deelweis d'Gemengen, déi sech ëm d'Liewensqualität vun hire Stiet, respektiv Dierfer Suerge maachen, wa se ze séier an ze vill nei Leit bäikreien.

Zousätzlech erfuerdert d'Wuesse vun enger Gemeng eng ganz Rei vun noutwendegen Infrastrukturen, déi mat héije Käschte verbonne sinn, an oft net genuch vum Stat subventionéiert gi sinn. D'Bedenke vun de Gemenge sinn an deem Sënn duerch aus ze verstoen an och gerechtfaerdeg.

Den zweeten Punkt - dat ass och uegekloppen - ass déi Schwierigkeet vun de Procedure bei den Autorisatiounen, mee ech mengen, datt ass ee vun de Punkten, dee mer an der Orientéierungsdebatt onbedéngt mussen op de Métier huelen, fir ze kucke, awéiwäit mer dat kënnen méi effikass gestalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, de Stat huet am Laf vun de vergaangene Jore eng Serie vun Dispositiounen ergraff, fir dës déséquilibréierter Situatioun um Wunnengsmaat Meeschter ze ginn. Am Rapport vum Norbert Hauptert steet eng global Lësch, hien huet se och ugedeit, an där all dës Instrumenter opgezielt sinn. An dem Sënn wëllt ech just e puer Wiederer zu all deenen Aiden, Primen, Subventiounen a Bonifikatiounen soen, déi de Stat ubitt, fir engem Maximum u Leit den Accès zu engem Eegehem ze erméiglechen.

Öfters gouf awer just dës Subventiounspolitik kritiséiert, well se éischtere extrem deier ass, an zweetens ausschliesslech un d'Demande um Wunnengsmaat gerichtet ass. D'Chambre

de Commerce seet zum Beispill an dem Kontext: „Ces mesures peuvent être efficaces et opportunes lorsque l'offre de logement peut suivre la demande croissante de logement. A défaut, la politique de subventions au logement s'avère inefficace à maint égard et surtout du point de vue budgétaire.“

Tatsächlech ass et net vun der Hand ze weisen, wann d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers awer drop hiweisen an unerkennen, datt all déi Subventiounen ganz ville Leit zu engem Eegehem verhollef hunn. Gläichzäiteg awer huet sech d'Demande kontinuéierlech vergréissert. An, wa mer éierlech sinn, an et ass schonn uegeklongen, et ass zwar net 100%eg ze beweisen, mee ech mengen mer daerfen eis net der Illusioun hign, datt op d'mannst verschidde vun de Propriétaires vun Terrainen oder Wunnengen all dës staatelech Hëllef net an hire Verkaufspräis verrechent hätten. Dës Fakte ginn och am CGFP-Avis, dee mer jo elo zugestallt kruten, zitiiert. D'CGFP seet, dass déi Fakten "dévorent rapidement les aides que l'Etat accorde, et qui sont détournées de leur destination."

Dobäi kënn, datt d'Situatioun um Locationsmarché bei wäitem net optimal ass, an dat virum allem well mer e Mietgesetz hunn, an ech mengen, datt ass hei vun alle Bänken uegeklongen, dat anakronesch a kontraproduktiv ass, well et net méi der Realitéit um Terrain uegepasst ass. Mir hunn dat Gesetz wuel op e puer Punkten adaptéiert, mee dat bréngt leider nach kee Propriétaire dozou, fir eeler Wunnengen ze verlouen, well do den Héichsaz, deen ee pro Zëmmer ka froen, esou niddreg ass, datt vill Propriétaires et virzieren, hir Wunnraum eidel stoen ze loosse. Allerdéngs ass dat just dee Wunnraum, dee virum allem fir déi Leit accessibel ass, déi net esou gutt do stinn, esou datt, fir déi sougenannte Pénurie ze behiewen, eng Reform vum Loyersgesetz eng absolut Prioritéit ginn ass.

Natierlech ass déi nei Mesure, fir den accélérierten Amortissementssaz vu 4 op 6% ze héijen, e wichtige Schrëtt, fir d'Locatioun vun Immobilien interessant ze gestalten. Et gëtt awer nach eng Rei aner Problemer, déi misste geléist ginn.

Fir ons als DP gëtt et mindestens zwee Punkten, déi séier sollen op de Métier geholl ginn. Éischtere muss d'Differenz tëschent de Wunnengen, déi virum 1. September 1944 gebaut goufen, respektiv déi duerno gebaut goufen, definitiv opgehuewe ginn. D'Gesetz vun 1955 ass geholl gi mat deene Moosnamen zu enger Situatioun op de Marché, deen awer trotzdem net mat dem heite vergläichbar ass, an et misst wierklech schnellstens gemaach ginn.

Zweetens soll niewent den Interesse vum Locataire awer trotzdem net déi vum Propriétaire op der Streck bleiwen. Et geet net drëms fir einfach de Propriétaire d'office ze verdäiwelen. Mir wëssen och, datt et e Koup Locataire gëtt, déi schlecht Bezueler sinn, et gëtt Locataires, déi heiansdo hir Logementer an engem katastrophalen Zoustand un de Propriétaire zrëckginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech hu virduon drop higewisen, datt oft d'Demande um Wunnengsmaat vill stimuliert ginn ass am Géigesaz zu der Offer. Well d'DP grondsätzlech der Meinung ass, datt e Rapprochement vun der Demande an der Offer nëmme iwwert de Wee vun enger aktiver Wunnengspolitik ka geschéien, déi sech intensiv mat der Offer beschäftigt, an do nei Massstäb setzt, begréisst meng Fraktioun natierlech, datt de Projet de loi iwwert d'Aides au logement nei Dispositiounen virgesäit, déi sech engersäits un d'Offer rüchten, an anerersäits d'Locationsmärkchen ukuerbele sollen.

Ee vun den Haaptobjektiver vum Projet de loi, dee mer haut virleien hunn, betrëfft jo de Parc localitif public, deen insgesamt 11,43% vun dem Logement localitif ausmécht. Fir de Parc localitif public auszeweiden, gesäit dës Projet vir, d'finanziell Mëttele vun de Promoteurs publics vun de viregte 40%

op 70, respektiv 75% ze héijen. D'Demokratesch Partei begréisst dat, hätt awer net ongär nach e Schrëtt weider gesinn, an zwar d'Virschloe fir de private Promoteuren, déi an de subventionéierte Logement investéieren, och an Zukunft ënnert d'Äerm ze gräifen, fir dat Potential, dat de Lëtzebuurger Wunnengsmarché grad am Beräich vun de Mietwunnengen besetzt, besser ze fördern. Doriwwer eraus sollen de Stat oder d'Gemengen net déi eenzeg sinn, déi sech um Investissement an dem soziale Wunnengsbau bedeelege kënnen.

D'Afféierung vum laang erwaarte Carnet de l'habitat soll viraussichtlech och zur Erweiterung vun der Wunnfläch bäidroen. D'Kritäre fir Renovatioun, Salubrität an esou weider Hëllef den déi bestehend Wunnfläch nei ze gestalten. Et muss jo net ëmmer nei gebaut ginn, dat bestehend dierf roueg genotzt ginn.

Weider féinnt déi staatelech Garantie d'lokativ Zoustëmmung vun der DP. Mir dierfen nämlech net vergiessen, datt et niewent deene Leit, déi sech en Eefamiljenhaus oder eng subventionéiert Mietwunneng leeschte kënnen, och nach ganz vill Familjen a Persoune gëtt, déi sech net grad, just net, et geet grad net duer, eng ege Wunneng leeschte kënnen, mee op där anerer Sait fir eng subventionéiert Wunneng sinn awer hir Revenuë vläicht ze héich. Déi leie just tëschent de Maillone vum Filet. Mat der staatelecher Garantie locative wäerten och dës Leit méi einfach Accès zu enger Mietwunneng kréien, déi hire persénlechen oder duerch de Beruf begrënnte Virstellungen entsprechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, d'Regierung plangt jo och fir déi staatelech Garantie nei ze aktivéieren, andeems se vun 12.500 op 18.750 Euro, Indice 100, eropsetzt. Dës Instrument gëtt also adaptéiert, well et steet jo schonns am Gesetz vun 1979. Allerdéngs muss een hei bemierken, an ech mengen, datt wësse mer allegeruerten hei an deem Sall, datt nëmme wéineg Ménagen, ze wéineg, an de Genoss vun dëser Ënnerstëtzung komm sinn, well si, an dat ass jo eng vun de Konditiounen, net genuch oder net laang genuch gespuert hunn. D'Chambre professionnelle an och de Statsrot weise sech kritesch, skeptesch op d'mannst, net ganz positiv, a kritiséieren och d'Initiativ, fir all neigebueere Kand ronn 100 Euro ze iwwerweisen, als Ufankszomm vun engem Compte-épargne logement. Dat ass sécherlech eng Mesure, iwwer déi ee kann diskutieren, wéi wäit se cibléiert ass, ob se eppes bréngt. Jiddefalls a mengen Ae setzt se e positiven Akzent an ech wëllt se ënnerstëtzen.

Erzielt ass, dass sech déi Interesséiert a Responsabel eigentlech allegeruerten eens sinn, dass d'Wunnengspolitik sech haut an enger éischerer Phase konsequent op d'Offer vum Marché soll konzentrieren.

Här President, Dir Dammen an der Härren, fir d'Wunnengsbauproblematik lues awer sécher an de Grëff ze kréien, ass d'Demokratesch Partei der Meinung, an d'Regierung huet sech dat jo virgeho, dass nëmme eng global Strategie, e Package-deal, e Bündel vu Mesuren, deen all eenzel Kritäre berücksichtegt, de richtige Wee ka sinn. Dës Politik limitéiert sech net nëmme op Subventiounen oder steierlech Moosnamen. Si betrëfft och den Aménagement du Territoire, eng gesond Notzung vun der Wunnfläch, déi eis d'Land huet, ob dat al Gebaier oder ongenotzten Terrainen sinn, d'Zesammenaarbecht vun de Gemenge mam Stat, d'Realisatioun vun den néidegen Infrastrukturen, Schoulen, Kanalisatioun an esou weider.

Mir als DP begréissten et dofir, dass de Projet de loi virgesäit de Promoteur public ze chargéieren, fir déi néideg schoulesch Infrastrukturen oder Garderier an hire Wunnengsprojete virzesinn. De Stat selwer soll tëschent 50 bis 70% zu den Infrastrukturkäschte engersäits beim Aménagement vu Bauplazen, da Spillplazen, Gréngzone bäidroen, eng Mesure déi sécher fir d'Familjen, well finalement ass Logementspolitik ganz no bei der Familjepolitik, mee och ons Gemengen allegeruerten bestëmmt wäert freeen. Et geet jo drëm, fir d'Liewensqualität zu Lëtzebuerg nach ze verbesseren. Mee och am private Milieu sollen dës oder

ähnlech Investissementsinteressanten gemaach ginn. An Zukunft mussen mir all dës an nach weider Kritäre spille loossen, wat de Wunnengsbau ubelaangt. Vill ze oft sinn d'Wunnengen zum Beispill net esou affektiert, wéi et u sech am PRG virgesinn ass. Kucke mer emol als Beispill d' Stad Lëtzebuerg, wou jo Metercarréen a Metercarréen am PRG als Wunnengsflächen ausgewise sinn, mä déi dann awer, leider, nach ongestrooft als Bürosraum genotzt ginn, ouni dass d'Gemeng ka mat hirem heitegen Handlungsrecht direkt an drastesch sanktionéieren. Vläch wier et jo eng Iwwerleueung wäert, wann ee sech emol géing Gedanke maachen, ob een net awer soll, wann nächst méi notzt, eng spezial Tax aféieren, wann d'Wunnflächen zweckentfremt genotzt gëtt.

(Interruption)

Här Henckes, liberal huet nächst mat Laxismus a mat Ondisziplin ze doen.

M. Ben Fayot (LSAP). - Mir mussen kucken, dass mer dat an der Stad Lëtzebuerg duerchgesat kréien.

Mme Simone Beissel (DP). - Dat ass eng Iddi vun eiem Buergermeeschter.

M. Ben Fayot (LSAP). - Da muss hien et maachen.

Mme Simone Beissel (DP). - Här President, mee och eng gesond Mëschung vun all den Awunner muss als Prioritéit beim Plange vun neie Wunnengsgebidder considériert ginn. Lëtzebuerg huet nach keng Slummen, keng Ghettoen, mee Lëtzebuerg wëllt och keng a nimools där kréien. Dofir approuvéiert d' DP d'Décisioun, fir bei de Constructions d'ensemble 10% Mietwunnengen virzesinn, anstatt déi viregt, relativ rigid Regel vun de 25 Logementsunitéiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, dës Projet setzt ouni Zweifel e wichteg Signal am Wunnengsbau. Dofir wäert meng Fraktioun dës Projet als weidere Schrëtt an déi Richtung am Wunnengsbau puzzle selbstverständlech droen. Et bliwen zwar nach eng helle Wull u weidere Problemer, déi mussen analyséiert a geléist ginn. D'Gemengen, de Stat, d'Promoteuren an d'politesch Responsabel op allen Niveaue si gefuerdert an opgefuerdert, e kommunikativen an zum Deel vläch innovativen Dialog an deem Sënn weiderhin intensiv ze féieren.

Ech soen lech merci!

M. le Président. - Merci, Madame Beissel. Den nächste Riedner ass den Hår Mars Di Bartolomeo.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) auteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, och wann et dem Hår Rippinger net gefält, wäert ech probéieren als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun esou kuerz wéi méiglech ze sinn.

Fir d'éischt emol eng Virbemierkung. Ech si frou, dass déi Meldungen, déi de Moien an der Press waren iwwert de Rapport vun der Cour des Comptes, iwwer méiglech Irregularitéiten am Zesammenhang mat dem Bilan vum Fonds de Logement vun 2000, hei net op dës Tribün vun den eigentleche Problemer vum Wunnengsbau bis elo ofgelenkt hunn, an dass, wann eng Diskussioun noutwendeg ass, déi an där Enceinte stattfanne wäert, déi dofir do ass, nämlich an der Kommissioun vum Contrôle budgétaire, haauptsächlech wat d'Noutwendegkeet vu Budgeten oder Netbudgeten bei dem Fond ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren ech hunn a menger Interventioun zu der Proposition de loi eng Rei vu Vergläicher scho gezunn tëschent der Proposition de loi an dem Gesetzprojet, an ech brauch dofir op eng ganz Rei vun Elementer net méi anzegoen, bedauern awer och als mandatéierte Spriecher, dass déi Projeten, déi bis elo vun der Regierung a Saache Wunnengsbau komm sinn, hallefährzeg sinn an nëmme allenalls eng Etapp kënnen duerstellen. Mir maachen hei héchstens hallef Aarbecht an hunn déi aner Halschent vun der Aarbecht jiddefalls nach virum eis.

Ech wëll un e puer Beispiller dat dokumentéieren. Eischtens emol un Hand vun engem Usaz, deen ech am ursprüngeleche Gesetzestext excellent fonnt hunn, an zwar direkt an de Preambelen, wou et geheesch huet, dass mer den Droit au logement wëllt promovéieren, wat a mengem Aen eng vun deene kruziale Froen ass, déi mer muss klären an och eng vun deenen Haaptzilsatzungen, déi mer eis muss ginn. An dem ursprüngelechen Text war also den Droit au logement festgehalten. Op Grond vum Avis vom Conseil d'Etat ass dat emgeännert ginn an d'Promotioun vun der Accession au logement.

Ech sinn der Meinung, datt mer am ursprüngeleche Projet um richtege Wee waren, an dass d'Recht op eng dezent Wunneng en elementaart Mënscherecht ass. Ech stinn net eleng do, den Här Garcia wäert herno nach dorop zréckkommen, an dass, wa mer der Meinung sinn, dass et sech ëm e fundamentaalt Recht vu jidderengem handelt, grad ewéi d'Recht op Aarbecht, en dat soll och fest verankeren, an dass ee sech virun allem soll d'Mëttele gi fir dat Recht ze realiséieren.

Dofir kënn eis Proposition un eis selwer, net un d'Regierung, dass mer d'Recht op Wunnen an eis Verfassung ophuelen. Här President, ech wëll mer erlaben am Numm vun eiser Fraktioun eng Resolution, e Projet de résolution ze deponéieren, fir als Chamber dru matzewirken, dass mer e regelrecht Recht op d'Wunneng kréien, verankert an eiser Verfassung.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le droit au logement devrait être garanti à chacun au même titre que le droit au travail;

- considérant les objectifs de la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, à savoir "promouvoir l'accès à la propriété immobilière des personnes à revenu modeste, la viabilisation régulière de terrains à bâtir, la construction d'ensembles de logements à coût modéré, l'assainissement de logements anciens, la création de logements locatifs publics";

- considérant que malgré les progrès réalisés par la susdite loi, la situation du marché immobilier de par ses multiples facettes devient de plus en plus complexe et inaccessible pour un nombre important de personnes;

- considérant que l'envergure de la problématique en matière de logement est devenue de plus en plus critique depuis la dernière décennie;

- considérant que la "Commission Spéciale Logement" de la Chambre des Députés a déjà en date du 15 novembre 1990 souligné la gravité de la situation:

"Wunnen as e Mënscherecht" est un slogan qui ne cesse de retentir l'attention depuis des mois au Luxembourg.

En effet, un des droits de l'homme fondamentaux est bafoüé dans notre société qui se caractérise par un certain bien-être et un boom économique indéniab; ainsi notre pays se trouve à la pointe du progrès économique et social dans la Communauté Economique Européenne.

Pareille situation (...) est en contradiction flagrante avec la situation dans le domaine du logement où de graves problèmes existent et où la situation ne cesse de s'aggraver."

- considérant que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1966, définit le droit au logement "comme le droit à un lieu où l'on puisse vivre en sécurité, dans la paix et la dignité, et cela sans distinction de revenus ou de toutes autres ressources économiques";

- estimant que l'absence d'un logement est un facteur d'exclusion sociale;

décide

- d'intégrer le droit à un logement pour chacun dans la Constitution au même titre que le droit au travail (Art. 11, alinéa (4)).

(s.) Mars Di Bartolomeo, Alex Bodry, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer.

Wa mer dann driwwer diskutéieren wat fir eng Mëttele mer dofir brauchen, fir dat Recht kënnen ze realiséieren, da muss ee soen, dass et sech ëm e ganz Arsenal vu Mëttele handelt. Eischtens muss mer eis eens ginn, wat mer an deem Beräich wëllen, wat mer brauchen, eng seriö Bedarfsplanung maachen. Dofir muss mer d'Situatioun genee kennen, an déi hu mer bis elo net kannt.

Da brauche mer, fir e seriösen Acteur um Gebitt vum Wunnengsmaart ze ginn, seriö Baulandreserven a mir müssen eis eens ginn, wéi mer mam allgemenge Gutt Buedem wëllen ëmgoen, ob mer et zouloossen, dass mam allgemenge Gutt Buedem spekuliert gëtt, oder dass mer Spillregele muss festleeën.

Mir müssen eis eens ginn iwwer nei urbanistesche Konzepte, wou mer méi spuksam mat eisem klengen Territoire müssen ëmgoen. Mir müssen eis eens ginn iwwer eng partnerschaftlech Approche, wou mer eis Äntwerten op Froen ginn, wie ka wat am beschten, a wéi kann een deem aneren an deem dote Beräich am beschten zur Sait stoen. Mir müssen d'Ursaache kenne fir dee Baustau, mat deem mer konfrontiert sinn, a mir müssen eis Mëttele ginn, fir deem entgéint ze wirken. Mir müssen eis en Instrumentarium ginn, deen aus engem Zesummewierke vu steierleche Moosnamen, Hëllef, urbanistesche Regeln, an d'Diskussioun mat allen Acteuren besteet, a mir müssen et virun allem fäerdeg bréngen an Zukunft Eegehem a Locatif mat darselwechter Opmierksamkeit ze behandelen, wat mer an der Vergaangenheet, an ech hunn dat viru gesot, net gemaach hunn. Ech zitieren just e gudden Avis vun der SN-HBM, wou festgestallt gëtt, dass deen, deen d'Chance huet, staatlech Hëllef ze kréien, deen deen d'Chance huet, fir eng staatlech ënnerstëtzt Wunneng ze kréien, den Avantage iwwer eng ganz Period vun zwou, respektiv dräi Milliounen huet vis-à-vis vun engem, deen iwwerhaupt net gehollef kritt, an dobäi handelt et sech ëm déi Kategorie, déi heiansdo am schlechteste bestallt ass.

Zum Projet de loi wëll ech dat widerhuelen, wat vun e puer Virriedner gesot ginn ass, dass eng Rei vun Akzenter, eng Rei vu gudden Akzenter dra sinn, dass eng Rei vun Déclarations d'intention dra sinn, déi iwwert dee Stadium am Moment net ewech kommen, well d'Ausföhrungsbestëmmunge feelen. Et feelen eng ganz Rei vu wichtige Règlements grand-ducaux. Mir hunn an der Chamberkommissioun dorop higewisen, mir hun en Deel vu deene Règlements grand-ducaux am Virentwurf kritt, mee mir hu se net alleguer kritt. D'Regierung schéngt awer an eenzelne Punkten, déi am Flou artistike nach leien, scho méi ze wëssen, well an der Fiche financière sinn e puer Elementer dran, déi mir bis elo net bekannt waren, an déi och an der Diskussioun net esou eriwuer komm sinn. Dat heescht, mir bedauern, datt d'Règlements grand-ducaux net virleien. Mir konstatéieren och, dass et beim Projet un deem noutwendege Courage feelt, fir an eng Rei vu Beräicher méi wäit ze goen. Ech brauch net dorop zréckzekommen, well ech dat virdu schonn erwähnt hunn, an ech brauch och net dorop zréckzekommen, dass d'Regierung Angscht virum eegene Courage a Saache Statsgarantie huet, an dat ëmsou méi, well se mat Risiko Zéro verbonnen ass.

Dann zu engem vun deene Punkten, deen awer als fundamental an dësem Projet duergestallt gëtt, d'Prime d'encouragement fir Bauspueren. Si gëtt festgehalten als Alternativ zu enger méi wäitgoender Statsgarantie, a gëtt als Gadget duergestallt, fir d'Leit oder d'Kanner dozou unzereizen, fir an Zukunft sech dat Kapital unzespueren, dat se brauchen, fir e Prêt ze kréien.

Mir sinn eis alleguer eens, dass déi 100 € an deem Moment, wou d'Kanner se kréien, héchstens duergi, fir e gréisert Legohaus, héchstens duergi fir e Poppenhaus, jiddedfalls awer net dozou ugedoe sinn, fir d'Problemer un Wunnengsmaart vun haut ze léisen, an déi Problemer hu mer haut. Déi 100 €, déi d'Neigebuer solle kréien, an ech wönnere mech e bëssen driwwer, dass ech esou an de Wandelgäng vun der Commissioun héieren hunn, dass mer eng nei Definitioun wëllen hu vun den Neigebuerene.

soll an Zukunft bis zum Alter vu sechs Joer gëllen. Wann dat de Fall ass, da mengen ech, dass ech mat mengem Alter just an d'Pubertéit erakomm sinn, an dass den Här Fayot e mëtlere Véierzegjähregen ass, wa mer an där doter Definitioun bleiwen. Mee Spaass bei Sait, deen dote Gadget, deen d'Regierung sech ausgeduecht huet, ass zwar e Geste, wou eigentlech een esou richtege dergéint ka sinn, well et jo awer eppes gëtt. Et gëtt eng Prime fir ze spueren. Dat ass och eppes, wat een u sech kann akzeptéieren, mee wéi gesot, ech bedauern, dass et net zu enger Direkthëllef kënn, fir d'Logementsproblemer vun deene Familien ze léisen, déi vläicht muer Puppelcher kréien, oder déi kleng Kanner hunn, mee et gëtt eréischt envisagéiert d'Problemer vun deene Kanner, déi vläicht haut mat enger schwieriger Wunnsituatioun konfrontiert sinn, an 20 Joer ze léisen. A wann ee schonn op deen dote Wee geet, Här Minister, wann een Neigebuerene dat do wëllt zoukomme loossen, awer eng Klausel sech ausdenkt, dass dat bis zu sechs Joer ka gräifen, da proposéieren ech der Regierung, an ech wëll och an deem Sënn eng Motioun abréngen, dass een déi Prime d'épargne Logement jiddfer Kand hei zu Lëtzebuerg zoukomme léisst, wëll et gëtt eigentlech kee Grond, dass een dat limitéiert op Neigebuerene. Ech mengen, d'Spuere fir Kanner ass grad esou wichteg wéi d'Spuere bei Neigebuerener, a wa mer eppes maachen, Här Minister, da solle mer et ganz maachen, an net nëmme usazweis. Da kënn mer vläicht och op dat Argument reagéieren, dat d'CGPF bruecht huet, déi gemengt huet, dass déi Moosnamen, déi an dësem Projet virgesi sinn, net couragéiert genuch sinn, an dass d'Regierung zimlech spuksam an deem dote Beräich ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la pénurie de logements à prix abordables;

- sachant que bon nombre de personnes ne sont plus en mesure d'acquérir un logement en propriété;

- constatant que depuis l'année 1991, ni le cercle des bénéficiaires des primes d'acquisition, de construction ou de rénovation, ni le montant des primes n'ont pu suivre l'évolution des prix du marché, ce que le Gouvernement a confirmé dans le "Programme d'action Logement";

- constatant que le cercle des bénéficiaires de ces primes devrait être étendu en direction des personnes à revenu moyen;

- considérant ainsi la nécessité d'augmenter le montant des primes étatiques, ainsi que les revenus-plafonds pour l'octroi;

- considérant la proposition de loi 4908 portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, qui entend procéder à une amélioration des aides au logement en faveur des ménages pour la construction, l'acquisition et la rénovation;

- considérant que l'augmentation des plafonds de revenu pour l'octroi des aides devrait être de 50% et celle des montants des aides en capital de 25%;

- considérant la prise de position du Gouvernement estimant que "L'introduction de ces mesures ne demande aucune intervention du législateur, sauf en ce qui concerne la prise en compte du degré d'utilisation du sol, étant donné que la loi de 1979 a réservé cette faculté au seul pouvoir exécutif (...);"

invite le Gouvernement

- à déposer jusqu'au mois de décembre 2002 un projet de règlement grand-ducal, retenant les augmentations prévues dans la proposition de loi 4908 développées ci-dessus.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Alex Bodry, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer.

Ech hu virdrun drop higewisen, dass mer bedauern, dass keng zousätzlech Akzenter komm si beim Mietwunnengsbau, oder haaptsächlech bei der Ennerstëtzung vu Leit, déi

Loyer muss bezuelen.

Da just nach zum Schluss e puer méi praktesch Iwwerleeungen zu de Missioun vum Fonds de Logement. Ech begréissen, dass d'Missioun vum Fonds de Logement ausgedehnt ginn op d'Ennerstëtzung vun de Gemenge bei sozio-familiären an och schouleschen Infrastrukturen, wou ech awer nach eng kéier ennersträchen, dass dat héchstens en éischte Jet ass, an dass mer seriö sollen eis zesummesetzen, wéi mer am Problem vum Wunnengsbau de Gemenge méi seriö kënnen entgéint kommen. An ech hunn lech et virdrun ugekënnegt, mir wäerten eng Motioun deposéieren, fir der Regierung hire klengen Iertum beim Subventionéierungstaux fir öffentlech, also Gemengeschoolen ze ennerstëtzen, vu 50 op 80%. Här Rippinger, et wäert lech net wonneren, well wann déi hei Regierung esou mëtschgeweg ass bei den Infrastrukurkäschte fir d'Privatschoolen, da mengen ech, fanne ech bei lech e ganz fruchtbaren, dass d'Kommunalschoule mindestens grad esou staark ennerstëtzt misste gi wéi Privatschoolen aus dem Primär. Also, mir freeën eis als Gemengepäpp op deen Taux de subventionnement vun 80% fir d'Gemengeschoolen.

Dann e lescht Wuert zu der Komposition vum Fonds de Logement. Mir haben eng Diskussioun an der Chamberkommissioun, wou mer bedauert hunn - eng Minoritéit ginn ech zou -, dass dat heite Gesetz Ulass war, fir den Aménagement du Territoire als Departement aus dem Conseil d'Administration vum Fonds de Logement verschwannen ze loossen, mam Argument, dass haut de Ministère de l'Intérieur jo zwoe Verrieder hätt. Dat ass e falscht Argument. Et ass zwar richtege an der Verdeelung vun de Ressorte vun haut, mee ass awer falsch an der Logik vum 79er Wunnengsbaugesetz, wou ganz kloer war, dass éischten den Intérieur vertruete sollt sinn, an zweetens den Aménagement du Territoire sollt vertruete sinn. Dofir hu mer en Amendement ze proposéieren, wou mer de Verrieder vum Aménagement du Territoire am Fonds de Logement bäibehalen, a vun der Geleeënheet profitéieren, fir e weideren Acteur an de Conseil d'Administration vum Fonds de Logement eranzekréien, an zwar d'Gemenge iwwert de SYVICOL. D'Gemenge si jo ee vun den Haaptacteuren op deem dote Gebitt, an dofir erlaber mer eis an déi Direktioun en Amendement eranzebréngen. Här President, ech hat virdrun ugekënnegt, dass mer eng Motioun wëllt bréngen, fir eng substantiell Erhéjung vun den Hëllef an a vun de Plafonds de revenu. Ech iwwerreechen lech heimat déi Motioun an ech iwwerreechen lech d'Amendementen, déi éischten de Subventionnement vun de Schoulinfrastrukturen betreffen, zweetens d'Komposition vum Fonds de Logement.

Amendement 5

L'article 5 du projet de loi est modifié et s'écrit comme suit:

"Art. 14ter.- L'Etat verse en faveur de chaque enfant de moins de 18 ans un montant de 100 euros sur un compte épargne-logement en vue de la faire bénéficier des avantages prévus aux articles 3 à 10.

Un règlement grand-ducal fixera les modalités d'exécution du présent article."

(s.) Mars Di Bartolomeo, Alex Bodry, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer.

Amendement 6

L'article 12 du projet gouvernemental est modifié comme suit:

"Un article 26bis, libellé comme suit, est inséré dans la loi:

Art. 26bis.- Dans le cadre de la réalisation de constructions d'ensembles de logements, l'Etat pourra participer à raison de cinquante pour cent aux coûts engendrés par ces constructions au niveau des infrastructures familiales et sociales, sans préjudice des autres dispositions légales en vigueur prévoyant des participations plus avantageuses.

Cette participation sera de quatre-vingt pour-cent pour la construction d'infrastructures scolaires."

(s.) Mars Di Bartolomeo, Alex Bodry, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer.

Amendement 7

L'article 21 du projet de loi est modifié et prend la teneur suivante:

"Les alinéas 1er à 3 de l'article 61 de la loi sont remplacés par les alinéas suivants:

Le fonds est administré par un comité-directeur composé de quinze membres, nommés et révoqués par le Grand-Duc, dont trois sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives, deux sur proposition respectivement de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers et du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises. Six membres du comité-directeur sont proposés par les membres du gouvernement ayant dans leurs attributions les Finances, les Classes Moyennes, les Travaux Publics, l'Intérieur, la Famille et l'Aménagement du Territoire."

(s.) Mars Di Bartolomeo, Alex Bodry, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer.

Dat gesot, Här President, wäert eis Fraktioun de Projet de loi iwwert d'Veerbesserung vum Wunnengsbaugesetz vun 79 als een Element an der Diskussioun, dat awer net d'Problemer vun eisem Wunnengsbau léist. Mir proposéieren dofir nach wie vor, an dofir hu mir eis an der Zuel vun den Amendementen limitéiert, fir der Chamber d'Geleeënheet ze ginn och op déi Complémenten, déi an der Proposition de loi enthalen sinn, mat ofzestëmme, a mir wënnen eis, dass eis Orientéierungsdebat eise d'Geleeënheet gëtt, fir weider couragéis Schrëtt an d'Richtung Léisung vun de Problemer vum Wunnengsbau ze maachen. Domat sinn ech um Enn a ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeit.

M. le Président - Här Di Bartolomeo, wann ech gelift, ech hunn e klenge Problem hei mat der Resolutioun, wou Der mir gesot hutt, et wier e Projet an e wär och net fäerdeg. Hei hutt Der fënnef Ennerschrëften an esou sidd Der komplett. Merci.

Den nächsten Orateur ass den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR) - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Chamber am Juli d'lescht Joer décidéiert huet, fir eng Debatt iwwert d'Wunnengsbaupolitik am Land ze féieren, a wéi mer décidéiert hunn, fir eng Spezialkommissioun anzesetzen, fir dës Debatt virzebeereeden a fir e Bericht mat zählräiche Virschléi eranzeginn, huet et op eng kéier am Ministère du Logement geheescht, elo muss séier e Projet de loi ausgeschafft ginn, wou mer verschidden nei a verschidde besser Subventionen ënnert d'Leit verdeelen. An der Hetz gouf dunn e Gesetzesprojekt ausgeschafft, deen mer haut virleien hunn an dee mer diskutéieren.

Mir sinn net déi Eenzeg déi soen, dese Projet wier bacléiert ginn. D'Handwerkerkummer seet wuertwärtlech an hirem Avis: "Il semble que les auteurs du projet de loi dans leur hâte de bâcler le texte n'ont pas eu le temps pour effectuer un travail législatif correct". An esou ass et och gaangen.

Der zoustänneger Commissioun vun der Chamber ass et net besser gaangen. Am Hauruck huet alles missen duerchgoen, an dofir erkläert et sech och, firwat mir eréischt haut e puer wentlech, e puer prinzipiell Kritik géint de virleiene Projet virbréngen. Dat zur Form.

(Interruption)

Den Här Koepp an ech hunn awer an deenen zwoe Commissiounen geschwat. Ech wor e puermol dobäi. Mir schwätzen an der Fraktioun, mee et ass kloer, dass et relativ séier iwwer d'Bühn gaangen ass. Ech kann lech just nëmme soen, datt mir an der Fraktioun iwwert déi Problemer geschwat hunn. Ech wäert lech elo soen, wou am Text d'Manktume sinn.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

dass och nach privat Promoteure géife soziale Wunnensbau zur Verfügung stellen, well herno misst een och nach d'Loyeren da subventionéieren, dat ass da wahrscheinlech eppes wat ekonomesch net grad sénnvoll ass.

Wat elo d'Baue selwer betrëfft, do gëtt et och Limiten, fir dat méi bëlleg ze maachen, well mir wëlle jo éischters net, dass mer mat schlechter Qualitéit bauen, a mer wëllen awer och net den Dumping social maachen, mir wëlle jo och, dass d'Aarbechtskraaft am Bau dezent soll bezuelt ginn, a mer wëllen net, dass herno soll vun iergendwelche Firmae mat verbëllegter Aarbechtskraaft verbëllegt Haiser gebaut ginn, sou Plattenbausiedlungen, oder Ähnlech, HLMen, wéi dat am Ausland ass. Also sinn do och eis Méiglechkeeten, wat déi reng Bausubstanz ugeet, relativ limitéiert, an et mierkt een och do, wou öffentlech Promoteure bauen, dass d'Baue selwer awer nach ëmmer relativ deier bleift, an et ass haaptsächlech, also op dem dréite Beräich, wou et géllt offensiv ze ginn, nämlech op dem Beräich vun den Terrainen.

Déi Incitacionsmesurë vum Gesetz vum 30. Juli 2002, déi gi jo schonn im Voraus einem gehorsam als wahrscheinlech net ganz durchschlagend considéiert, soss hätt de Premier net scho gesot, wann se net géife gräifen, da géife méi haart Mesurë geholl ginn. An ech hunn op alle Fall nach vu kengem Buergermeeschter heibannen héieren, dass no deem Gesetz elo massiv bei him Propriétaires d'Klensch gedréckt hunn, fir ze soen, elo sinn ech erleuchtet, an duerch déi Mesurë bréngen ech elo massiv Bauterrain op de Maart. Ech hunn op alle Fall keen esou e Buergermeeschter...

(Interruptions)

Une voix. - D'Präisser si massiv geklommen.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG). - Ech mengen awer, dass mir mussen et eis agestoen, och wa verschidde Leit dat léiwier no de Wahl wëlle gesinn, mir kommen net laansch méi contraignant Mesuren. Ech well awer dofir e puer prinzipiell Saachen aus eiser Siicht soen.

Eischtens, wann et esou ass wéi den Aménagement-du-Territoires-Minister Wolter eng Kéier gesot huet, dass de bestehende Bauperimeter duerheet fir 700.000 voire 1.000.000 Leit ze logéieren, da si mer op kee Fall fir eng Ausdehnung vum Bauperimeter, héchstens an Ausnahmefäll, déi kéinte sachlech begrëndt ginn, an et muss een natierlech kucken, dass ee kompensatoresch Moosnamen trefft.

Zweetens, déi Geschicht mat der Baulandreserv. Mer hunn eis an der Kommissioun soe gelooss vun Här Haupt, dass zum Beispill a Frankräich dat jo heefeg gemaach gëtt, mä dass do awer déi Baulandreserven an de meeschte Fäll ausserhalb vun bestehende Bauperimeter ugeluegt ginn, deelweis esouguer a fräier Flur an an de Bëscher. Do si mer natierlech och, well mer déi Konditioun 1 jo dann emol provisoresch festhalen, dass nämlech genuch Bauland am Perimeter ass, katogoresch dergéint, fir Baulandreserven an de Bëscher oder an iergendwellech anere Gebidder unzeleeën.

Drëtens, wann een elo Mesuren hält, fir am ausgewesene Bauperimeter Terrainen zu akzeptabele Präisser op de Maart ze bréngen, da kann een dräi Stufe virgesinn. Éischtens, dat sinn déi Mesures d'incitation, wann se gräifen, dann ass dat jo fein - mer mengen dat net. Déi zweete Stuf, dat wäeren dann e bësse méi repressiv fiskalesch Mesuren, zum Beispill eng Tax op der Réntioun vun den Terrainen. An, wann dat net soll duergoen, da kann een och vläicht e bësse méi stringent Moosnamen ergräifen. Do kann ech mir och net de Virwurf gefale loosson, dat wär elo vläicht Dirigisme, well ech zitieren hei kuerz eng Kéier aus dem Avis vun der Chambre de Commerce, dat si jo keng Dirigisten, an déi soen: "D'une manière générale des projets de lotissement de nouveaux terrains à bâtir ne doivent pas être bloqués par les intérêts particuliers. Tout en respectant les principes démocratiques de base, il doit être possible de faire avancer rapidement des projets satisfaisant l'intérêt général, même si cela

risque de se faire au détriment d'un intérêt particulier."

Also vun esou enger Stell ass dat jo bëssen erstaunlech ze héieren, mee et ass awer dat, wat d'Chambre de Commerce dozou seet. Wann also déi fiskalesch Mesuren och nach net duergoen, da muss ee vläicht aner Mesuren ergräifen. De Moment ass et jo esou, dass theoretesch d'Gemeng eng gewisse Marge de manoeuvre huet, fir a gewëssene Fäll Expropriatioune virzehuelen. Dat gëtt natierlech aus verständleche Grënn net oft gemaach, an dat muss och net onbedéngt sinn.

Et gëtt vläicht aner Elementer, zu deenen ee ka gräifen. De Minister Wolter huet jo selwer dovunner geschwat, zum Beispill an den neie Lotissementser méi ee verdicht Baue virzegeen, fir dass ee méi Leit do ënnerkritt, eng méi kleng Parcelléierung, eng Mise en commun vu gewisse Servicer a Surfaces, an e bësse méi flächendeckend Modellprojeten, wéi et der jo zu Lëtzebuerg awer bei enger Partie Leit ginn.

En anert Element vun esou enger Politik, fir d'Offer ze erhéien, wär déi vun dem Bodenmanagement, wéi dat an Däitschland heescht. Dat huet elo näischt mat der Persoun vum...

(Interruption)

Déi ass onofhängeg vun der Persoun vum Minister. Dat sinn also Institutiounen, déi et de Gemengen erlaben, méi eng aktiv Roll an der Wunnenspolitik ze spillen. De Minister Wolter schwätzt jo dovunner, fir e Stadarchitekt anzestelle fir Gemengen ab, ech mengen, 6.000 Awunner. Dat ass eng Léisung, déi e bësse pauschal ass. Ech kéint mer och virstellen, dass d'Gemenge sech kéinten op regionale Niveau zesummendoen, an esou e Bodenmanagementamt op d'Been setzen, déi och kënne quasi e bëssen esou fungieren wéi eng öffentlech Immobilienesellschaft an och versiche kënnen, den Aménagement du territoire an hirer Gemeng ze kombinéieren mat enger aktiver Wunnenspolitik.

An da si jo och nach aner Instrumenter op kommunalem Niveau, déi ech awer ganz interessant géif fannen, fir eppes ze maachen, dat ass engersäits de Stadtentwicklungsplang an anersäits d'Bebauungsplang an d'Bauterreglementer. Et kéint een zum Beispill kucken, méttelfristeg, dass et eenheetlech Norme gi fir déi verschidde Stadtentwicklungs- a Bauungsplang. Et misst ee kucken, fir an den zoustännege Gesetzer Stadtentwicklungsplang a Bauungsplang méi juristeschem ofzesécheren, zum Beispill, andeem ee verschidden Zonen definéiert, innerhalb vun deenen ee kéint méi eng geschlossene Bauweis fuerderen, a wou ee kéint Délaie fixéieren, an deenen de Propriétaire vun engem Terrain muss eppes mat dem Terrain maachen, natierlech mat dem berühmten Droit de préemption fir d'öffentlech Promoteuren.

Deenen öffentlechen an och eventuell private Promoteure kéint een dann och Oploe maachen, fir eng definéiert Stad- oder Duerfentwicklung ze berücksichtigen, zum Beispill, dass een d'Surface commerciale an enger Haaptstrooss, wann déi ënnen ass, muss zu engem Tarif préférentiel entweder verlounen un d'Commerçanten oder verkafen. Well mer musse gesinn, dass ee bei enger Wunnenspolitik net dierf vergiessen och eng Stadtentwicklungsolitik ze maachen, fir déi exzentresch Entwicklung vun eise Stiet a vun eisen Dierfer ze bremsen a fir erëm eng Kéier an de Stadskär nient de dem Commerce an nient de Servicen och erëm eng Kéier eng Kombinatioun zwëschen Wunnen a lokalem Commerce an aneren Aktivitéiten zouzeloossen.

Dat kéint dann och zum Beispill bedeiten, dass ee géif an dem Stadzentrum net méi Reglementer maachen, dass all Stot muss x Garageflächen hunn, mee dass een zum Beispill virgesäit fir kleng Parkhaiser ze installéieren, fir dass déi Leit, déi an engem geschlossenen Zentrum wunnen, net mussen ënnen hire Rez-de-chaussée, dee kéint fir e Commerce genotzt ginn, fir eng Garage verwennen.

Wéi gesot, et gëtt eng helle Wull vun Ideeën, an all Kéier, wa mer eng Sëtzung hu vun der Kommissioun, a mir schwätzen iwwert den Débat d'orientation, da kommen erëm nei interessante Ideeën op den Dësch. An dofir

well ech nach eng Kéier rappeléieren, dass mir am Juli vum leschte Joer eng Motioun presentéiert haten, wou mer gesot hunn, dass d'Regierung soll eng Rei vu Mesuren op den Dësch leeën, wat se da géif maachen, fir am Beräich vun der Offer vu Bauland a vu Wunnenge méi stringent Mesuren do ze envisagéieren.

Ech stelle fest, dass déi Motioun, genau wéi aner Motioune, elo säit 15 Méint nach ëmmer am Tirang läit. Dofir, mengen ech, solle mir en Débat d'orientation maachen, wou mer sollen d'Regierung guidéieren, a wéi eng Richtung dass se ginn. An da solle mir an deem Débat d'orientation erëm eng Kéier déi Motioun vun der Interpellatioun erabrëngen oder diskutéieren. Dann dauert et erëm eng Kéier zwoe Joer, wann déi iwwerhaapt ugeholl ginn, bis iwwerhaapt iergendwelch Mesurë geholl ginn. An duerfir well ech higoen, an déi Motioun, déi mir deemools déposéiert hunn, nach eng Kéier déposéieren, allerdingen an enger ofgeschwächter Form.

Ech gesinn nämlech an, dass d'Regierung, aus de Grënn, déi einleuchtend sinn, net wëllt e Plan d'action proposéieren virun de Wahlen, déi hir eege Clientèle, zumindest en Deel vun hirer Clientèle, géif virun de Kapp stoussen. Dat muss een eben unerkennen. Ech wollt also elo dës Motioun nach eng Kéier erabrëngen.

Déi Motioun ass sou wéit ofgeschwächt, dass se net sollen e Plang presentéieren, mee sollen duerch ee Bureau d'étude kucken, studéieren loosson, wéi eng Mesuren et iwwerhaapt am Ausland gëtt, a wéi eng Mesurë fir Lëtzebuerg iwwerhaapt a Fro kéinte kommen, dann hätte se nach ëmmer d'Gesicht bewahrt, well si kéinten nach ëmmer soen, et ass nëmme studéiert, an da brauche se net hirer Clientèle ze soen, dass se déi Mesurë géifen an iergendenger Legislaturperiode duerchezien.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- saluant l'intention du Gouvernement d'intervenir activement contre la spéculation foncière et en faveur d'un accès socialement responsable à la propriété foncière;

- craignant que les moyens d'influence par le biais de mesures d'incitation ne risquent de s'avérer insuffisants et que des réglementations ne deviennent inéluçables face à un accroissement probable de la demande;

- considérant que dans le scénario d'un succès insuffisant des mesures d'incitation proposées dans la loi du 30 juillet 2002 il serait utile que le Gouvernement dispose d'un éventail de mesures plus efficaces, le cas échéant ayant fait leurs preuves à l'étranger, afin de pouvoir choisir, le moment voulu et le plus rapidement possible, celles qui pourraient s'avérer efficaces dans notre pays;

- considérant certaines expériences de "management du sol" au niveau communal à l'étranger;

invite le Gouvernement

- à faire établir, par un bureau d'études spécialisé, un inventaire des principaux moyens envisageables pour permettre aux pouvoirs publics, notamment à l'Etat et aux communes, d'intervenir d'une façon efficace pour mettre à disposition des citoyennes et citoyens des terrains à bâtir à des prix socialement soutenables;

- à proposer, sur base de cette étude, un plan d'action visant à doter les pouvoirs publics du dispositif réglementaire et des moyens financiers nécessaires pour mener une politique d'accès à la propriété foncière socialement responsable.

(s.) Robert Garcia, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagner.

Mee ech kann lech lo scho soen - ech sinn do kee Wahrsager -, dass egal wéi eng Regierung an zwoe Joer an d'Rudder kënnt - ech hoffen natierlech, dass et eng aner ass, déi wäert jo misse aner Mesuren huelle wéi déi heiten, déi mir haut ofstëmmen, fir dass se der Wunnenspolitik Här ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déli Lénk). - Här President, ech wëll grad esou wéi verschidde vu menge Virriedner och hei bemängelen, dass et net seriö ass, wann d'Chamber amgaang ass en Débat d'orientation iwwert de Logement virzubereeden, gläichzäiteg d'Regierung higeet an ufanks Juli zwoe Gesetzesprojete virbréngt, déi se kuerz virun der Sommervakanz an direkt duerno am Eilverfahren durchbauscht, wat dann zu esou Konsequenze féiert, wéi se hei deelweis kritiséiert gi sinn, dass nach Mängel am Gesetz sinn, deelweis textlech Lacunen a vill Interpretatioune méiglech sinn.

Ech hätt och léiwier gehat, d'Chamber hätt zwar déi Texter virgeluegt, awer si wieren diskutéiert ginn, zesummen am Débat sur le logement, an hätte kënnen herno separat ofgestëmmt ginn, well esou wéi et elo funktionéiert ass d'Chamber jo just nëmmen eng Chamber d'enregistrement vu verschidde Projeten, déi d'Regierung lancéiere wëll an duerchbréngen.

Dobäi ass de Logement bekanntlech - dovun geet jo och d'Regierung aus - ee vu deene wichtegste gesellschaftleche Problemer. Den Exposé des motifs stellt fest, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, eng passend Wunneng zu engem verstännege Präis ze fannen, besonnesch an de Stiet.

Et gëtt dräi Ursache fir déi Präisentwicklung. Éischtens, d'Bauen ass méi deier ginn. Zwëschen 1989 an 1999 ass de Präis vun den Haiser em duerschnëttlech 58% geklommen, dee vun den Appartements em 19%. Et läit keng ekonomesch Analyse doriwwer fir, firwat dat esou ass. Et läit keng Analys doriwwer fir, wéi d'Benefisser zum Beispill vun de Baupterpreisen sech während der Zäit entwéckelt hunn.

Zweete Ursach ass de spektakuläre Boom bei den Terrainspräisser, 171% während deem selwechten Zäitraum, dat läit zum Deel, et ass scho gesot ginn, um spekulativen Zréckhale vun den Terrainen. Et ass bis elo net seriö dogéint agéiert ginn, obschonn eng gesetzlech Basis dofir virläit, ech kommen nach dodrop zréck. D'Gesetz vum Juli op jidde Fall bedéit just eng Prime fir déi, déi bis elo nach den Terrain zréckbehalen hunn.

Drëtens, d'Loyere klammen ëmmer méi an onerreechbar Héichten, et ginn net genuch Mietwunnenge gebaut. Déi öffentlech Mietwunnenge maachen nëmmen 11,43 Prozent vun allen Mietwunnengen aus. Vill Gemenge sinn ausserst retizent, obscho Méiglechkeete bestinn, fir staatlech Subventiounen ze kréien. A Leit mat Geld hu bis elo léiwier Aktie kaaft an op der Bourse spekuléiert, wou d'Benefisser bekanntlech méi héich sinn, oder weinstens waren, a keng héich Baupräisser ze bezuere sinn. Och gëtt méi a Bureau-raim investéiert wéi a Wunnengen, well do d'Demande méi solvent ass. D'Ursaache vun der Kris am Wunnengssektor sinn also bei den Acteuren um Wunnensmaart ze sichen, net bei der berühmter Demande, bei deenen, déi Wunnenge brauche well et e Mänscherecht ass, wéi hei betount ginn ass.

Firwat ass dat esou? Ma natierlech, well déi Acteuren allegueren hire gréisstméigleche Profit sichen. De Stat sengersäits huet déi Entwicklung nach deelweis subventionéiert duerch seng Politik vun Aides au logement, déi ech awer hei net wëll kritiséieren, well si huet déi ganz Entwicklung weinstens nach deelweis sozial verdréiglech gemaach.

Et muss een awer och soen, wat déi Aides au logement ugeet, dass se awer net esou grouss sinn, wéi dat sech ugesäit, well en Dréttel dovun besteet aus dem Remboursement vun der TVA, déi de Stat scho virdu bekanntlech agesäckelt huet.

Et ass also, menge mir och, Zäit, fir grondleeënd an der Fro vum Logement émdenken. Et ass ee grouss Strait doriwwer entbrannt, dat kann een an den Advise gesinn. D'Patronatskummere verlaangen haaptsächlech, am Géigesaz zu den Ufuerderunge vum Aménagement du territoire a vum Développement durable, dass d'Con-

traité fir nei Lotissementser gelockert ginn, dass déi Retizenze sollen ophéieren, déi et a verschidde Gemenge vis-à-vis vun neie Lotissementser gëtt, da géifen d'Präisser schonn automatesch fallen. Dobäi freet ee sech, firwat d'Präisser net bis elo gefall sinn, well jo ëmmerhin awer op ganz ville Plaze ganz vill gebaut ginn ass, an d'Präisser ëmmer nach an d'Luucht gaangen sinn.

Mir mengen au contraire, dass d'öffentlech Interesse virun allem sech elo mussen duerchsetzen; an zwar éischters d'Interesse no abordablen, confortabele Wunnengen an engem convivialem Umfeld vu sozialen Investitiounen, an zweetens d'Interessen no engem Aménagement du territoire, dee kuerz Transportweeër an eng émweltschonend Bauweis virgesäit.

Et ass net esou, dass d'Regierung déi Erausforderunge géif grondleeënd iwwersinn. An dem Train vu Mesuren, déi elo virleien, sinn der eng Rei prinzipiell ze begrëssen. Éischtens emol, d'Erhéijung vun de Subventiounen un d'Gemengen, déi a Sozialmietwunnengen investéieren. Mä ech froe mech, ob dat duerheet, well d'Retizenzen vun de Gemenge si jo net nëmme finanzieller Natur. Dacks si se prinzipiell géint sozial Mietwunnengen, a wa si der bauen, dann iwwerlosse si dem Fong d'Gestioun dovunner.

D'Fro ass, ob een net méi dissuasiv Moosnamen e gewisse Moment muss huelen, zum Beispill gëtt et a Frankräich e Gesetz, wat Gemenge penaliséiert, déi net e gewisse Prozentsaz u Sozialwunnengen hunn.

Zweetens begrësse mir och d'Afféierung respektiv d'Erhéijung vu Subventiounen fir de Bau vu Crêchen a Schoulen, vu Spillplazen a Gréngflächen.

Drëtens begrësse mir och d'Bedeelegung un der Konstruktioon fir Studentwunnheemer, wou et e groussen Nohuelbedarf gëtt, elo schonn, a wéi ass et dann eréischt, wann d'Uni Lëtzebuerg soll realiséiert ginn. Iwwergens sinn ech nach ëmmer gespaant op d'Antwort vun der Ministesch op meng Fro, vun där de Caractère urgent net unerkannt ginn ass, wéini endlech dat neit Unisgesetz, wat scho virun der Sommervakanz ugekënnegt ginn ass, soll déposéiert ginn.

Manner zefridde si mir iwwergens awer mat deene Subside fir d'Fabriques d'église, déi hei schonn zerecht, mengen ech, kritiséiert gi sinn.

Véiertens begrësse mir och d'Moosnam, bei all subventionéierte grëssere Bauprojet 10% vu Mietwunnenge virzegeen, woubäi dee Prozentsaz wuel awer vill ze vill niddereg läit.

Schliesslech ass och interessant d'Verloune vu 25% vun den öffentleche Wunnengen no net soziale Kritären, wouduerch de Stat och um normale Wunnensmaart Ubidder gëtt. Dat muss awer eiser Meenung no eng präissensend Wierkung op d'Loyeren hunn, zum Beispill iwwert de Wee vun dem öffentleche Bauterrain, dee jo dann zur Verfügung steet, dee jo kann d'Präisser verbëllegen, respektiv iwwert de Wee vun Acteuren vun der Économie sociale, déi och am Bausecteur zum Beispill kéinten operéieren. Firwat net zum Beispill Reparaturéquipen, Handwierkséquipen oder souguer Bauéquipen vun der Économie solidaire asetzen, natierlech zu anere Loun- a Aarbechtsbedingunge wéi bis elo, mat festen Aarbechtsplazen.

Ech mengen awer, dass och nach weider Efforte vun der öffentlecher Hand musse gemaach ginn. De Programm vun den öffentleche soziale Mietwunnenge muss vill méi substantiell erhéicht ginn, wéi dat bis elo an der Planung vum Fonds de Logement virgesinn ass. D'Aarbechterkummer schwätzt vun enger néideger Vervéierfachung an deenen nächsten zéng Joer, also missten déi Wunnengen eropgoe vu bis elo 3.000 op dann 12.000.

Ech mengen och, dass an d'Gesetz vun 1937 iwwert den Aménagement du territoire misst dra stoe kommen, dass d'Projets d'aménagement och e Plan d'affectation des constructions virgesinn. Ech hunn doriwwer en Amendement agereecht, fir dass d'Gemengen do kënnen op d'Zesammensetzung vun de Bauprojeten awierken, an och zum Beispill verhënnere kënnen, dass Mietwunnenge spéider a Bureau-raim kënnen émgewandelt ginn.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ech mengen, et wier gutt, wann d'Regierung sech géing d'Fro stellen, wéi se dat Ganzt wëllt praktesch duerchezéien, an ob dat dote vill Sënn mécht. Mer géingen hoffen, Här Minister, datt Der no enger gewësser Zäit, an e puer Joer, vläicht hei der Chamber géift soen, wat déi Mesure do bruecht huet, wéi se sech ausgewierkt huet, well ech muss soen, datt, sou wéi se do steet, eng etlech Froen awer opbleiwen.

Mee mer gi jiddferengem, och lech, Här Minister, eng Chance, fir esou eppes duerchezéieren an ons nozeweisen, wat et da konkret bruecht huet. Dann hu mer eis d'Fro ze stellen, firwat d'Promoteuren hei an dësem Gesetz esou vernollesst gi sinn. Firwat d'Promoteuren? Et sinn der eng etlech, déi och wëlten hei vun deem Gesetz profitéieren. Dat ass deelweis méiglech, et ass zwar net esou heefeg, et ass net esou bekannt. Wéi mer an der Kommissioun gefrot hunn, wéi vill Fäll et woren, do ass eng Kéier ee Fall par Décision ministérielle geschitt, anscheinend, wou bekannt ginn ass, datt privat Promoteuren och dierfte Wunnungen ënnert deene Konditiounen do bauen. Ech wär frou, wann niewent der öffentlecher Hand och privat Promoteuren, esou wéi d'Handwierkerkummer, esou wéi d'Chambre de Commerce et froen, kéinte vun deem Gesetz profitéieren.

Wat awer scho feststeet, dat ass, datt...

(Interruption)

Jo, si kënne bien entendu och eng AS-BL grënnen. Mee, wat ob jidde Fall och feststeet, dat ass, datt d'öffentlech Hand participéiert bei de Gemengen a bei den Etablissements publics um Kaf vu Bauterrain, mee privat Promoteure beneficéieren net vun der Participatioun um Kaf vu Bauterrain, esou datt se logescherweis och désavantagéiert sinn, ier et schonn ugeet.

Da bedauer mer ee Punkt, datt ee muss festhalen...

Wann ech glift?

M. le Président. - Den Här Gira wëll eng Fro stellen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Wëllt Dir behaupten, datt am Moment d'Promoteuren net genuch Geld verdéngen?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech wëll just nëmme soen, datt eng etlech privat Promoteuren interesséiert wieren, fir och op dem Gebitt Wunnungen ze bauen, am Kader vun sozialer Wunnungsbau a vu Mietwunnungen. Ech soen, alles, wat doropper erausgeet, fir méi bëlleg ze bauen wéi d'öffentlech Hand - well dat schéngt anscheinend och de Fall ze sinn - a fir méi Mietwunnungen méi bëlleg op de Maart ze bréngen, alles dat, wat an déi Richtung geet, ass fir ons positiv. Dofir war eis Fuerderung - an ech hoffen, datt déi duerchgeet -, datt do sou wäit wéi méiglech och vun der Säit vun der Regierung verschidde Initiative gemaach ginn, fir d'privat Promoteuren drop opmierksam ze maachen, datt se hei och eng Verantwortung hunn, an datt se och op dee Wee sollte goen.

Dann eng lescht Affaire, ech bedauern e bëssen, Här Minister, datt déi Iddi vun dem Observatoire de l'habitat fale gelooss ginn ass. Ech mengen, et wier net schlecht gewiescht, wann een niewent engem Observatoire vun de Marchés publics, wat och nawell net schlecht wier, wann een esou een hätt, och en Observatoire vun Habitat hätt. Woufir? Well et wichteg ass, datt d'Chamber permanent informéiert gétt, oder järelech informéiert gétt, iwert dat, wat sech um Wunnungsmaart deet, an datt mer mat objektive Chiffere kënne kucken, wat déi Politik, déi mer decidéieren, déi d'Regierung decidéiert huet, bruecht huet.

Ech wëll net soen, Här Minister, datt Der alles schlecht gemaach hutt. Ech hunn et ufanks gesot. Ech wëll just soen, datt e puer Saachen do sinn, déi eis Approbatioun fannen, mee et sinn der e puer, mat deene mer op kee Fall d'accord kënne sinn, an et sinn e puer anerer, wou mer eis d'Fro stellen, wéi Der dat dote sollt duerchféieren, an op jidde Fall eng Mesure, wou mer eis d'Fro stellen, wat dat doten iwwerhaupt soll bréngen.

Dat gesot, Här Minister, wëll ech ofschléissend festhalen, datt, wann eisen Amendement an eis Resolutioun uegholl ginn, mer zu dësem Gesetz hei positiv stoe kéinten. Wa se net uegholl ginn, da misste mer en negative Vote zum Gesetz ginn.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Robert Garcia agedroen. Den Här Garcia huet d'Wuert.

M. Ady Jung (CSV). - Entschëllegt, Här President, dierft ech vläicht just hei eent feststellen?

Den Här Henckes huet hei gesot, ufängelech an der Kommissioun vum Logement, wou ech President sinn, do wier dee Projet hei iwert de Knéi gebraach ginn. Ech wëll däitlech soen, datt dat net de Fall ass, an dräi Sitzungen ass ausféierlech iwert de Projet diskutéiert ginn. An all Sitzung war de Minister perséinlech mat senger Maataarbechter present, an en huet op all Fro eng Äntwert geliwwert.

Ech wëll och vun dëser Plaz aus dem Rapporteur, dem Norbert Haupt félicitéieren, fir den excellente Rapport, deen e gemaach huet, e Rapport, wou en zu all Moment bereit war, och d'Meenunge vun de Membere vun der Kommissioun afléissen ze loosse. An ech maachen do e ganz däitlechen Appel un den Här Mars Di Bartolomeo, deen ënner anerem deen Eenzegen an der Kommissioun war, dee sech enthalten huet. All déi aner Memberen hu fir de Rapport gestëmmt, ënner anerem och de Verrieder vun ADR. Dofir kann ech nëmme soen, dat wat den Här Henckes hei virbruecht huet, ass nëischt aneschters wéi eng Schau.

Ech bedauern et.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, ech froen d'Wuert pour Faits personnels.

M. le Président. - Lo geet d'Schau virun.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech hunn aganks gesot, datt dräi Sätzunge fir esou ee Projet de loi fir ons bâcléiert Aarbecht ass.

Dat zweet ass, datt den Här Minister op vill Froen keng Äntwert wosst a keng ginn huet, an och héchstwahrscheinlech hei schéin un d'Ruddere wäert kommen.

Dat drëtt ass, datt ech hei gesot hunn, datt d'Viraarbecht bâcléiert wor, datt mer dunn eng seriö parlamentaresch Aarbecht vun onser Fraktioun deen Ablack an där kuerzer Zäit net méiglech wor, datt mer dat poursuivéiert hunn, an datt den Här Koepp mat mir a mat deenen anerer Kollegen aus der Fraktioun elo déi Amendementer an déi seriö Aarbecht hei gemaach hunn.

Ech mengen, et soll iwert de Fong diskutéiert ginn, Här Jung, an net iwert d'Form.

M. le Président. - Esou, an elo huet den Här Garcia d'Wuert. Déi aner sinn elo emol roueg.

M. Ady Jung (CSV). - Ech appelléieren un den Témoignage vun Här Di Bartolomeo a stelle fest, datt den Här Henckes praktesch ni do war.

Des voix. - Très bien.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech si guer kee Member vun där Kommissioun.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur. - Wann ech hei en Témoignage soll maachen, géif ech mengen, dass d'Aarbechten an der Kommissioun net bâcléiert waren, mee dass et awer eng bâcléiert Regierungsarbecht war.

Merci!

(Interruptions)

M. le Président. - Also, d'Situatioun ass ze eescht, fir de Geck domat ze maachen. Loosse mer d'Saach seriö huelen, an ech menge mer ginn dem Här Garcia d'Wuert an da lauschtert Der. Ech sinn iwwerzèegt, datt den Här Minister scho kloer an däitlech Stellung hält.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President, an déifster Dankbarkeet, datt ech d'Wuert

nach dærf haut den Owend ergräifen, wëll ech dann ufänke mat engem kierchleche Verglach. Mer hu jo iwwer Kierchefabriken geschwat virun.

Eng vun deene schéinste spéitgotesche Kathedrale vun Europa befénnt sech a Portugal, an engem klengen Nascht, dat heescht Batalha. An déi Kathedral huet eng Charakteristik, déi huet nach zousätzlech eng Kapell, déi heescht Capela imperfeita, déi onfäerdeg Kapell, an dat ass e ganz schéint Gebai, wou alles voller manuelischem Nippes ass. Do ass just ee klengen Detail, deen e bëssen negativ ass, dat ass den Dach, dee feelt säit 500 Joer op dem Gebai. An dat ass e Verglach, dee mech och e bëssen inspiréiert huet fir deen Débat d'orientation, dee mer sollte säit 15 Méint hei maachen. Mer hunn ee grouse Chantier säit 15 Méint, nämlech den Débat d'orientation iwert d'Politique de logement vun dëser Regierung, a während mer, iwert dee Chantier gebéckt, schaffen, kënnt dann heiansdo de Minister mat enger Schubkar eran a baut do iergendeng wackeleg Mauer. Da kënnt erëm een anereren eran, a baut nach iergendeppes aneschtes, an dann huet een och schonn d'Impressioun, datt mat dësem Gesetz schonn ugefaange gëtt Tapéiten ze kliewen, awer dee klengen Detail, dee feelt, ass, datt eis den Dach iwert dem Kapp feelt.

Lo kënnt déi reenereg Saison, an ech well awer zumindest eréischt mam Chantier ufänken, wann ech weess, wéi een Daach dass herno ze erwaarden ass, ob een Daach mat Lächer, oder e richtegen, stabilen Daach, oder ewéi bei de Capelas imperfeitas iwwerhaupt keen Daach herno drop kënnt. Wéi gesot...

Une voix. - Et ass esouguer eng grouss Kathedral zu Barcelona, déi nach net fäerdeg ass.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG). - Jo, dat ass Santa Maria del Mar, mengen ech.

Une voix. - D'Sagrada Família.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG). - Jo, déi och. Vum Gaudi.

Gutt. Ech well nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer séit 15 Méint mat dësem Chantier amgaang sinn, mer hunn eng Interpellatioun gehat vum Kolleg Mars Di Bartolomeo, wou ech awer fannen, dass schonn zimlech déiselwecht Saachen, déi haut erëm eng Kéier gesot ginn, scho gesot si ginn. Mir hunn de Mee vun dësem Joer de Premier Minister Juncker héieren, dee Mesuren annoncéiert huet, déi haaptsächlech op fräiwëlleger Basis axéiert sinn, an dee gedrot huet mat méi contraignanté Mesuren, an haaptsächlech no de Wahlen. Mir hunn am Juli e Package vun éischer fiskale Mesurë kritt a kréien elo haut e weidere Package mat Mesuren, déi zum Deel op der Säit vun den Aides au logement, an zu engem aneren Deel um Renforcement vun de Promoteurs publics ugesidelt hunn. Mir hunn des Weideren - dat ass vläicht nach vill méi interessant - ënnert der Fieder vun Här Haupt eng 30 Froestellungen do leien, wou mer elo mengen ech um Punkt 8 ukomm sinn, wou et wierklech interessant gewiescht wär, déi Froestellungen och hei an dësem Débat ze thematiséieren. An iergendwéi weess een elo de Moment net, ob ee schonn op déi wesentlech Froen iwert den Daachbau soll agoen, oder ob ee sech do soll mat den Tapéite begnügen. Ech hunn e bëssen den Androck, wéi wann, wéi och schonn an aneren Débats d'orientation - ech wëll nëmme den Numm Pisa an d'Arena werfen -, hei eng kleng Verzögerungstaktik am Spill ass. Et gétt versicht, déi wierklech brenezelech an déi onangenehm Fro bis no de Wahlen ze verschieben, an elo e bëssen Augenwischerei ze maachen, a mat punktueller Mesuren, déi net alleguerlecht schlecht sinn, mä déi awer sécherlech net dozou bäidroen, fir d'Wunnungsproblematik decisiv ze léisen.

Well, ech muss soen, dass d'Situatioun awer um Terrain ëmmer méi dramatesch gétt, an et ass scho bal skan-

daléis, dass mir hei mussen iwert d'Recht op eng Wunneng diskutéieren ëmmer mat dem Damoklesschwert, dass all Mesure, déi mer maachen, fir d'Demande ze verbessern, erëm opgefaang gëtt duerch Erhéijung vun de Präisser. Domat muss mer rechnen. An ech fannen et scho bal an dem rächste Land vun Europa beschämend, dass dat Recht, dat Mänscherecht, d'Recht op Wunneng, iwwerhaupt nach muss diskutéiert ginn. Eigentlech missten d'Leit an esou engem Land genuch verdéngen, fir dass se och unni ze vill Aidé kéinte sech eng Wunneng leeschten.

A wann d'Fro hei gestallt ginn ass vum Mänscherecht op Wunneng, da wëll ech hei en Zitat vun engem eminente Politiker rappéléieren, ech zitieren eng Kéier kuerz: "Mir sinn nämlech der Meenung, dass d'Recht op eng dezent Wunneng e Recht ass, en Droit de l'homme, wat deeselwechte Stellwäert huet wéi eng Rei vun anere Mänscherechter, déi haut bei ons eng Selbstverständlechkeet sinn, wéi zum Beispill d'Recht op fräi Meenungsausserung, d'Recht fir fräi ze Reesen. Mir kennen eng ganz Rei vu Rechter, déi eng Selbstverständlechkeet sinn, mä et schéngt, wéi wann dat Recht op méi eng dezent Wunneng, och wa mir mengen, et wär e selbstverständlecht Recht wéi déi aner Rechter, déi ech virdu genannt hunn, et dach awer an der Lëtzebuerger Wierklechkeet, an der europäescher Wierklechkeet, an der weltwäiter Wierklechkeet guer net esou selbstverständlech ass. D'Realitéit ass leider zu engem Deel wéinstens eng aner. D'Mänscherecht Wunne gétt hei zu Lëtzebuerg, an dat muss mer frank a fräi agestoen, permanent a ganz oft op déi schlémmsten Aart a Weis mat Féiss getrëppelt." Dat Zitat ass vum Här Lucien Weiler beim Débat d'orientation vum 21. November 1990.

D'Konklusioun aus dem Zitat: zwou Konklusiounen. Éischtens, mir fannen also mindestens ee Supporter hei an dësem Raum fir ze deklaréieren, dass d'Wunnen e Mänscherecht ass, nämlech den Här Weiler, deen dat scho virun zwielef Joer gesot huet, a mir stellen och fest, dass virun zwielef Joer d'Situatioun ähnlech war ewéi haut, well soss wäeren déi Wierder hei vum Här Weiler jo net zustan komm, mä et huet een den Androck, dass et ähnlech ass wéi an aneren Dossieren, ech nenne Bildung, ech nennen den Transport, ech nennen d'nohaltig Entwécklung, den Tourismus oder d'Landwirtschaft, dass dës Regierung an déi Regierung virun zwielef bis fofzëng Joer laang déi decisiv politesch Schrëtt verschlof oder auf Nimmerlein verschoben huet.

Ech komme kuerz zu dem Projet de loi hei, ech brauch net an den Detail ze goen, well meng Virriedner a Virriednerinnen hunn dat scho gemaach. Ech hu scho gesot, dass et bedauerlech ass, dass mer dës sektoriellen oder punktueller Projet de loi virun dem Débat d'orientation hei diskutéieren, an et ass och bedauerlech, dass déi Mesuren hei an dem Gesetz haaptsächlech och ëmmer op der Säit vun der Demande sinn, an nëmme zum Deel op der Säit vun der Offre publique.

Wéi gesot, et sinn eng ganz Rei vu Mesuren, déi mir och ganz positiv fannen, an déi mir och begréissen. D'Augmentatioun vum Parc locatif public fanne mer eng positiv Initiative, och déi Aféierung vun der Garantie locative gesi mer ganz positiv, a genau esou positiv fanne mer déi Ausdehnung vun de Kompetenzen, beziehungsweise vun de Missiounen vum Fonds de Logement.

Da sinn awer och, an do muss ech mengem Virriedner och Recht ginn, eng ganz Rei vu wierklech ganz kuriöse Moosnamen an dem heite Gesetz, an ech zitieren do fir d'éischt déi berühmte Gartenzwergprämie vun 100 Euro, wéi mir se an der Kommissioun genannt hunn. Dat ass natierlech erëm eng Kéier déi üblech Strenz, déi onselektiv op iergendwellech Kanner, déi zwëschen null a sechs Joer gebuer ginn, wou een och net weess, wou se gebuer ginn, an déi dann do an de Genoss vun 100 Euro kommen.

Mir sinn eigentlech grondsätzlech géint esou eng Strenzpolitik, a mir verstinn och net, wéi ee kann als Partei higoen an nach méi eng verstärkt Strenz fuerderen. Mir sinn eigentlech géint esou onselektiv Moosnamen, a

wann een iwwerhaupt esou eppes gemaach hätt, dann hätt ee jo kënne de Bedürftegen dat doten zoukoume loosse. Wann ee géif zum Beispill, amplaz jiddfer neigebuerene Kand 100 Euro op e Kont setzen, deenen 10% wierklech aus bedürftege Familien dat ze ginn. Dann hätten déi einzell Leit 1000 Euro gehat, an déi hätten da mat Minimum 18 Joer oder 21 Joer sech wéinegstens méi kënne leeschten domatter wéi ee Quadratmeter Terra cotta, während elo gi mer hei eng onselektiv Moosnam déi éischer ernnert un déi berühmte Spuerbéchs vun der Spuerkeess, déi een als Kand do krut, an déi eigentlech als dat ze verstoen ass, wat se wahrscheinlech sinn, just eng elektoralistesches Moosnam, fir d'Leit gleewen ze dinn, et géif eppes an der Förderung vum Egeenheem geschéien.

Eng weider Mesure, déi mer zwar och ganz positiv fannen, ass d'Förderung vun der Mixité sociale, an ech froe mech, ob dat net wäit genuch geet. Well fir eis ass d'Mixité sociale net nëmme aus dem Grund, dass Leit vu verschidde Schichten beienee wunnen extrem wichtig, mä och an dem Beräich vun der Edukatiounspolitik.

Mir haten hei virun zwee Joer en Débat iwert d'Integratioun, an do ass eng Motioun vun eis ofgeleent ginn, wou mer gesot hunn, datt misste Mesurë geholl gi fir ze verhënnern, dass an den enge Quartieren nëmme Ausländer wunnen, an deenen anere Quartieren nëmme Lëtzebuerger, wat dozou féiert, datt et Klasse ginn, wou nëmme ee Lëtzebuerger ass, an aner Klasse ginn, wou nëmme een Ausländer ass, mat deem Resultat, dat mer kennen, dass a verschidde Quartieren aus de Schoulen no dem sechste Schouljoer net vill Kanner op de Lycée kënne goen, an an anere Schoulen et just émgekiert ass.

Wann een net wëllt Mesurë maache fir esou eng Mixité scolaire ze maachen, da muss ee Mesuren huele fir eng Mixité sociale am Wunnungsbau ze maachen, da muss ee méi strikt Mesuren ergräifen, fir datt ee wierklech an den eenzele Quartieren eng richteg Mixitéit zwëscht de Schichten an zwëscht den Originé vun de Leit erbäiféiert.

Mir bedauern och, awer e bëssen halbhäerzeg, dass den Observatoire aus dësem Gesetz erausgeholl ginn ass. Mir bedauern dat, well en Observatoire vun der Logementspolitik méi wéi jee néideg ass, allerdingens hu mir schonn drop higewisen, dass e rengen Observatoire, sou wéi en an dem ursprénglechen Text vum Gesetz stoung, eis net duergaange wär, well, wat notzt et fir éischtens e Phenomeen ze observéieren, an nëischt kënne domatter ze maachen. An zweetens muss ee jo awer zouginn, datt de Phenomeen vun der Pénurie vum Logement eigentlech just de Moment, oder an der Zukunft nach méi verstärkt, eng Konsequenz vun der ekonomescher a vun der demographescher Entwécklung ass. Wann een also méi e groussen Observatoire mécht, deen déi demographesch an ekonomesch Entwécklung observéiert, dann observéiert en natierlech de Wunnungsmaart direkt mat, an da kann een déi an den Zesammenhang bréngen.

Dat sinn also e puer vun deene wichtigste Grënn, firwat datt mir eis net kënne wéi déi meescht aner Leit heibanne mat deene punktueller Mesurë vun dem Gesetz hei averstanen erklären, a mir wäerten eis bei deem heite Gesetz, egal wat nach weider passéiert, enthalen.

Ech wëll awer kuerz zum Ofschluss nach e puer Remarqué maachen - och wann een do sech vläicht e bësse Waasser vun der Millen hält fir den Débat d'orientation, mee do gétt et jo esou vill 30 Froen, datt een ëmmer nach kann seng Zäit domatter fëllen - iwert den Aspekt vun der Augmentatioun vun der Offer vu Wunnraum.

Mir ginn dovunner aus, dass Wunnen e Mänscherecht ass. Da muss een natierlech kucken, fir dee Potential vu verbëllegtem Accès zu Logementer och zum Locatif an zur Propriétéit ze erhéien. Am Locatif hu mer natierlech Limiten, well et kann een net indéfiniment d'Offre publique nëmme eleng erhéien, an et kann een natierlech och net - wéi soll ech soen - Mesurë maachen, wéi hei scho gefuerdert ass,

dass och nach privat Promoteure géife soziale Wunnensbau zur Verfügung stellen, well herno misst een och nach d'Loyerer da subventionéieren, dat ass da wahrscheinlech eppes wat ekonomesch net grad sénnvoll ass.

Wat elo d'Baue selwer betrëfft, do gëtt et och Limiten, fir dat méi bëlleeg ze maachen, well mir wëlle jo éischters net, dass mer mat schlechter Qualitéit bauen, a mer wëllen awer och net den Dumping social maachen, mir wëlle jo och, dass d'Aarbeitskraaft am Bau dezent soll bezuelt ginn, a mer wëllen net, dass herno soll vun iergendwelcher Firmae mat verbëlleger Aarbeitskraaft verbëllegt Haiser gebaut ginn, sou Plattenbausiedlungen, oder Ähnlech, HLMen, wéi dat am Ausland ass. Also sinn do och eis Méiglechkeeten, wat déi reng Bausubstanz ugeet, relativ limitéiert, an et mierkt een och do, wou öffentlech Promoteure bauen, dass d'Baue selwer awer nach ëmmer relativ deier bleift, an et ass haaptsächlech, also op dem dréite Beräich, wou et géllt offensiv ze ginn, nämlich op dem Beräich vun den Terrainen.

Déi Incitativmesurë vum Gesetz vum 30. Juli 2002, déi gi jo schonn im Voraus einem gehorsam als wahrscheinlich net ganz durchschlagend considéiert, soss hätt de Premier net scho gesot, wann se net géife gräifen, da géife méi haart Mesurë geholl ginn. An ech hunn op alle Fall nach vu kengem Buergermeeschter heibannen héieren, dass no deem Gesetz elo massiv bei him Propriétaires d'Klensch gedréckt hunn, fir ze soen, elo sinn ech erleuchtet, an duerch déi Mesurë bréngen ech elo massiv Bauterrain op de Maart. Ech hunn op alle Fall keen esou e Buergermeeschter...

(Interruptions)

Une voix. - D'Präisser si massiv geklommen.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG). - Ech mengen awer, dass mir mussen et eis agestoen, och wa verschidde Leit dat léiwer no de Wahl wëlle gesinn, mir kommen net laansch méi contraignant Mesuren. Ech well awer dofir e puer prinzipiell Saachen aus eiser Siicht soen.

Eischtens, wann et esou ass wéi den Aménagement-du-Territoires-Minister Wolter eng Kéier gesot huet, dass de bestehende Bauperimeter duergeet fir 700.000 voire 1.000.000 Leit ze logéieren, da si mer op kee Fall fir eng Ausdehnung vum Bauperimeter, héchstens an Ausnahmefäll, déi kéinte sachlech begrënn ginn, an et muss een natierlech kucken, dass ee kompensatoresch Moosnamen treëft.

Zweetens, déi Geschicht mat der Baulandreserv. Mer hunn eis an der Kommissioun soe gelooss vun Här Haupter, dass zum Beispill a Frankräich dat jo heefeg gemaach gëtt, mä dass do awer déi Baulandreserven an de meeschte Fäll ausserhalb vun bestehende Bauperimeter ugeluegt ginn, deelweis esouguer a fräier Flur an an de Bëscher. Do si mer natierlech och, well mer déi Konditioun 1 jo dann emol provisoresch festhalen, dass nämlich genuch Bauland am Perimeter ass, kategoresch dergéint, fir Baulandreserven an de Bëscher oder an iergendwelcher anere Gebidder unzeleeën.

Drëttens, wann een elo Mesuren hält, fir am ausgewiesene Bauperimeter Terrainen zu akzeptable Präisser op de Maart ze bréngen, da kann een dräi Stufen virgesinn. Éischtens, dat sinn déi Mesures d'incitation, wann se gräifen, dann ass dat jo fein - mer mengen dat net. Déi zweete Stuf, dat wärend dann e bësse méi repressiv fiskalesch Mesuren, zum Beispill eng Tax op der Réntion vun den Terrainen. An, wann dat net soll duergoen, da kann een och vläicht e bësse méi stringent Moosnamen ergräifen. Do kann ech mir och net de Virwurf gefale loossen, dat wär elo vläicht Dirigisme, well ech zitieren hei kuerz eng Kéier aus dem Avis vun der Chambre de Commerce, dat si jo keng Dirigisten, an déi soen: "D'une manière générale des projets de lotissement de nouveaux terrains à bâtir ne doivent pas être bloqués par les intérêts particuliers. Tout en respectant les principes démocratiques de base, il doit être possible de faire avancer rapidement des projets satisfaisant l'intérêt général, même si cela

risque de se faire au détriment d'un intérêt particulier."

Also vun esou enger Stell ass dat jo bessen erstaunlech ze héieren, mee et ass awer dat, wat d'Chambre de Commerce dozou seet. Wann also déi fiskalesch Mesuren och nach net duer ginn, da muss ee vläicht aner Mesuren ergräifen. De Moment ass et jo esou, dass theoretesch d'Gemeng eng gewisse Marge de manoeuvre huet, fir a gewëssene Fäll Expropriatioune virzehuelen. Dat gëtt natierlech aus verständleche Grënn net oft gemaach, an dat muss och net onbedéngt sinn.

Et gëtt vläicht aner Elementer, zu deenen ee ka gräifen. De Minister Wolter huet jo selwer dovunner geschwat, zum Beispill an den neie Lotissementser méi ee verdicht Baue virzegesinn, fir dass ee méi Leit do ënnerkritt, eng méi kleng Parcelléierung, eng Mise en commun vu gewisse Services a Surfaces, an e bësse méi flächendeckend Modellprojeten, wéi et der jo zu Lëtzebuerg awer bei enger Partie Leit ginn.

En anert Element vun esou enger Politik, fir d'Offer ze erhéien, wär déi vun dem Bodenmanagement, wéi dat an Däitschland heescht. Dat huet elo näscht mat der Persoun vum...

(Interruption)

Déi ass onofhängeg vun der Persoun vum Minister. Dat sinn also Institutionen, déi et de Gemengen erlaben, méi eng aktiv Roll an der Wunningspolitik ze spillen. De Minister Wolter schwätzt jo dovunner, fir e Stadarchitekt anzestelle fir Gemengen ab, ech mengen, 6.000 Awunner. Dat ass eng Léisung, déi e bësse pauschal ass. Ech kéint mer och virstellen, dass d'Gemenge sech kéinten op regionale Niveau zsummendoen, an esou e Bodenmanagementamt op d'Been setzen, déi och kënne quasi e bessen esou fungieren wéi eng öffentlech Immobilienesellschaft an och versiche kënnen, den Aménagement du territoire an hirer Gemeng ze kombinéieren mat enger aktiver Wunningspolitik.

An da si jo och nach aner Instrumenter op kommunalem Niveau, déi ech awer ganz interessant géif fannen, fir eppes ze maachen, dat ass engersäits de Stadentwécklungsplang an anersäits d'Bebauungsplang an d'Bautereglementer. Et kéint een zum Beispill kucken, méttelfristeg, dass et eenheetlech Norme gi fir déi verschidde Stadentwécklungs- a Bebauungsplang. Et misst ee kucken, fir an den zoustännege Gesetzer Stadentwécklungsplang a Bebauungsplang méi juristisch ofzesécheren, zum Beispill, andeem ee verschidde Zonen definéiert, innerhalb vun deenen ee kéint méi eng geschlossene Bauweis fuerderen, a wou ee kéint Délaie fixéieren, an deenen de Propriétaire vun engem Terrain muss eppes mat dem Terrain maachen, natierlech mat dem berühmten Droit de préemption fir d'öffentlech Promoteuren.

Deenen öffentlechen an och eventuell private Promoteure kéint een dann och Oplou maachen, fir eng definéiert Stad- oder Duerfentwécklung ze berücksichtigen, zum Beispill, dass een d'Surface commerciale an enger Haaptstrooss, wann déi ënnen ass, muss zu engem Tarif préférentiel entweder verlounen un d'Commerçanten oder verkafen. Well mer muss gesinn, dass ee bei enger Wunningspolitik net d'ärf vergiessen och eng Stadentwécklungsplang ze maachen, fir déi exzentresch Entwécklung vun eise Stiet a vun eisen Dierfer ze bremsen a fir ermeng Kéier an de Stadskär nientweng dem Commerce an nientweng de Services och ermeng Kéier eng Kombinatioun zwësche Wunnen a lokalem Commerce an aneren Aktivitéiten zuzeloossen.

Dat kéint dann och zum Beispill bedeiten, dass ee géif an dem Stadzentrum net méi Reglementer maachen, dass all Stot muss x Garageflächen hunn, mee dass een zum Beispill virgesäit fir kleng Parkhaiser ze installéieren, fir dass déi Leit, déi an engem geschlossenen Zentrum wunnen, net mussen ënnen hire Rez-de-chaussée, dee kéint fir e Commerce genotzt ginn, fir eng Garage verwennen.

Wéi gesot, et gëtt eng helle Wull vun Ideeën, an all Kéier, wa mer eng Sëtzung hu vun der Kommissioun, a mir schwätzen iwwert den Débat d'orientation, da kommen ermeng nei interessante Ideeën op den Dësch. An dofir

well ech nach eng Kéier rappeléieren, dass mir am Juli vum leschte Joer eng Motioun presentéiert haten, wou mer gesot hunn, dass d'Regierung soll eng Rei vu Mesuren op den Dësch leeën, wat se da géif maachen, fir am Beräich vun der Offer vu Bauland a vu Wunnenge méi stringent Mesuren do ze envisagéieren.

Ech stelle fest, dass déi Motioun, genau wéi aner Motioune, elo säit 15 Méint nach ëmmer am Tirang läit. Dofir, mengen ech, solle mir en Débat d'orientation maachen, wou mer sollen d'Regierung guidéieren, a wéi eng Richtung dass se ginn. An da solle mir an deem Débat d'orientation ermeng Kéier déi Motioune vun der Interpellation erabrëngen oder diskutieren. Dann dauert et ermeng Kéier zwoe Joer, wann déi iwwerhaapt ugeholl ginn, bis iwwerhaapt iergendwelch Mesurë geholl ginn. An duerfir well ech higoen, an déi Motioun, déi mir deemools déposéiert hunn, nach eng Kéier déposéieren, allerdingens an enger ofgeschwächter Form.

Ech gesinn nämlech an, dass d'Regierung, aus de Grënn, déi einleuchtend sinn, net wëllt e Plan d'action proposer virun de Wahlen, déi hir eege Clientèle, zumindest en Deel vun hirer Clientèle, géif virun de Kapp stoussen. Dat muss een eben unerkennen. Ech wollt also elo dës Motioun nach eng Kéier erabrëngen.

Déi Motioun ass sou wéit ofgeschwächt, dass se net sollen e Plang presentéieren, mee sollen duerch ee Bureau d'étude kucken, studéieren loosse, wéi eng Mesuren et iwwerhaapt am Ausland gëtt, a wéi eng Mesurë fir Lëtzebuerg iwwerhaapt a Fro kéinte kommen, dann hätte se nach ëmmer d'Gesicht bewahrt, well si kéinten nach ëmmer soen, et ass nimm studéiert, an da brauche se net hirer Clientèle ze soen, dass se déi Mesurë géifen an iergendenger Legislaturperiode durchzéien.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *saluant l'intention du Gouvernement d'intervenir activement contre la spéculation foncière et en faveur d'un accès socialement responsable à la propriété foncière;*

- *craignant que les moyens d'influence par le biais de mesures d'incitation ne risquent de s'avérer insuffisants et que des réglementations ne deviennent inéductibles face à un accroissement probable de la demande;*

- *considérant que dans le scénario d'un succès insuffisant des mesures d'incitation proposées dans la loi du 30 juillet 2002 il serait utile que le Gouvernement dispose d'un éventail de mesures plus efficaces, le cas échéant ayant fait leurs preuves à l'étranger, afin de pouvoir choisir, le moment voulu et le plus rapidement possible, celles qui pourraient s'avérer efficaces dans notre pays;*

- *considérant certaines expériences de "management du sol" au niveau communal à l'étranger;*

invite le Gouvernement

- *à faire établir, par un bureau d'études spécialisé, un inventaire des principaux moyens envisageables pour permettre aux pouvoirs publics, notamment à l'Etat et aux communes, d'intervenir d'une façon efficace pour mettre à disposition des citoyennes et citoyens des terrains à bâtir à des prix socialement soutenables;*

- *à proposer, sur base de cette étude, un plan d'action visant à doter les pouvoirs publics du dispositif réglementaire et des moyens financiers nécessaires pour mener une politique d'accès à la propriété foncière socialement responsable.*

(s.) Robert Garcia, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagner.

Mee ech kann lech lo scho soen - ech sinn do kee Wahrsager -, dass egal wéi eng Regierung an zwoe Joer an d'Rudder kéint - ech hoffen natierlech, dass et eng aner ass, déi wäert jo misse aner Mesuren huelle wéi déi heiten, déi mir haut ofstëmmen, fir dass se der Wunningsproblematik Här ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här President, ech wëll grad esou wéi verschidde vu menge Virriedner och hei bemängelen, dass et net seriö ass, wann d'Chamber amgaang ass en Débat d'orientation iwwert de Logement virzereeden, gläichzäiteg d'Regierung higeet an ufanks Juli zwoe Gesetzesprojete virbréngt, déi se kuerz virun der Sommervakanz an direkt duerno am Eilverfahren durchbauscht, wat dann zu esou Konsequenzen féiert, wéi se hei deelweis kritiséiert gi sinn, dass nach Mängel am Gesetz sinn, deelweis textlech Lacunen a vill Interpretatioune méiglech sinn.

Ech hätt och léiwer gehat, d'Chamber hätt zwar déi Texter virgeluegt, awer si wieren diskutéiert ginn, zesammen am Débat sur le logement, an hätte kënnen herno separat ofgestëmmt ginn, well esou wéi et elo funktionéiert ass d'Chamber jo just nëmmen eng Chamber d'enregistrement vu verschiddene Projeten, déi d'Regierung lancéiere wëll an duerchbréngen.

Dobäi ass de Logement bekanntlech - dovun geet jo och d'Regierung aus - ee vu deene wichtegste gesellschaftleche Problemer. Den Exposé des motifs stellt fest, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, eng passend Wunneng zu engem verstännege Präis ze fannen, besonnesch an de Stiet.

Et gëtt dräi Ursachen fir déi Präsentwécklung. Éischtens, d'Bauen ass méi deier ginn. Zwëscht 1989 an 1999 ass de Präis vun den Haiser ëm duerchschnëttlech 58% geklommen, dee vun den Appartements ëm 19%. Et läit keng ekonomesch Analyse doriwwer fir, firwat dat esou ass. Et läit keng Analys doriwwer fir, wéi d'Benefisser zum Beispill vun de Baupreisen sech während der Zäit entwéckelt hunn.

Zweete Ursach ass de spektakuläre Boom bei den Terrainspräisser, 171% während deem selwechten Zäitraum, dat läit zum Deel, et ass scho gesot ginn, um spekulativen Zréckhale vun den Terrainen. Et ass bis elo net seriö dogéint agéiert ginn, obschonn eng gesetzlech Basis dofir virläit, ech kommen nach dodrop zréck. D'Gesetz vum Juli op jidde Fall bedéit just eng Prime fir déi, déi bis elo nach den Terrain zréckbehalen hunn.

Drëttens, d'Loyere klammen ëmmer méi an onerreechbar Héichten, et ginn net genuch Mietwunnenge gebaut. Déi öffentlech Mietwunnenge maachen nëmmen 11,43 Prozent vun allen Mietwunnungen aus. Vill Gemenge sinn ausserst retizent, obscho Méiglechkeete bestinn, fir staatlech Subventiounen ze kréien. A Leit mat Geld hu bis elo léiwer Aktie kaaft an op der Bourse spekuléiert, wou d'Benefisser bekanntlech méi héich sinn, oder weinstens waren, a keng héich Baupräisser ze bezuele sinn. Och gëtt méi a Bureausraim investéiert wéi a Wunnungen, well do d'Demande méi solvent ass. D'Ursaache vun der Kris am Wunnengssektor sinn also bei den Acteuren um Wunningsmaart ze sichen, net bei der berühmter Demande, bei deenen, déi Wunnenge brauche well et e Mënschelecht ass, wéi hei betount ginn ass.

Firwat ass dat esou? Ma natierlech, well déi Acteuren alleguerten hire gréisstméigleche Profit sichen. De Stat sengersäit huet déi Entwécklung nach deelweis subventionéiert duerch seng Politik vun Aides au logement, déi ech awer hei net wëll kritiséieren, well si huet déi ganz Entwécklung weinstens nach deelweis sozial verdréiglech gemaach.

Et muss een awer och soen, wat déi Aides au logement ugeet, dass se awer net esou grouss sinn, wéi dat sech ugesäit, well en Drëttel dovun besteet aus dem Remboursement vun der TVA, déi de Stat scho virdu bekanntlech agesäckelt huet.

Et ass also, menge mir och, Zäit, fir grondleeënd an der Fro vum Logement ëmzedenken. Et ass ee grouss Strait doriwwer entbrannt, dat kann een an den Advise gesinn. D'Patronatskummere verlaangen haaptsächlech, am Géigesaz zu den Ufuerderunge vum Aménagement du territoire a vum Développement durable, dass d'Con-

traité fir nei Lotissementser gelockert ginn, dass déi Retizenze sollen opheieren, déi et a verschidde Gemenge vis-à-vis vun neie Lotissementser gëtt, da géifen d'Präisser schonn automatesch fallen. Dobäi freet ee sech, firwat d'Präisser net bis elo gefall sinn, well jo ëmmerhin awer op ganz ville Plaze ganz vill gebaut ginn ass, an d'Präisser ëmmer nach an d'Luucht gaangen sinn.

Mir mengen au contraire, dass d'öffentlech Interesse virun allem sech elo mussen duerchsetzen; an zwar éischters d'Interesse no abordablen, confortabele Wunnungen an engem convivialem Umfeld vu sozialen Investitiounen, an zweetens d'Interessen no engem Aménagement du territoire, dee kuerz Transportweeër an eng ëmweltschonend Bauweis virgesäit.

Et ass net esou, dass d'Regierung déi Erausforderunge géif grondleeënd iwwersinn. An dem Train vu Mesuren, déi elo virleien, sinn der eng Rei prinzipiell ze begrëssen. Éischtens emol, d'Erhéijung vun de Subventiounen un d'Gemengen, déi a Sozialmietwunnungen investéieren. Mä ech froe mech, ob dat duergeet, well d'Retizenzen vun de Gemenge si jo net nëmme finanzieller Natur. Dacks si se prinzipiell géint sozial Mietwunnungen, a wa si der bauen, dann iwwerloosse si dem Fong d'Gestioun dovunner.

D'Fro ass, ob een net méi dissuasiv Moosnamen e gewisse Moment muss huelen, zum Beispill gëtt et a Frankräich e Gesetz, wat Gemenge penaliséiert, déi net e gewisse Prozentsaz u Sozialwunnungen hunn.

Zweetens begrëisse mir och d'Aféierung respektiv d'Erhéijung vu Subventiounen fir de Bau vu Crèches a Schoulen, vu Spillplazen a Gréngflächen.

Drëttens begrëisse mir och d'Bedeelegung un der Konstruktioen fir Studentewunnheemer, wou et e groussen Nohuelbedarf gëtt, elo schonn, a wéi ass et dann eréischt, wann d'Uni Lëtzebuerg soll realiséiert ginn. Iwwergens sinn ech nach ëmmer gespaant op d'Antwort vun der Ministesch op meng Fro, vun där de Caractère urgent net unerkannt ginn ass, wéini endlech dat neit Unisgesetz, wat scho virun der Sommervakanz ugekënnegt ginn ass, soll deposéiert ginn.

Manner zefridde si mir iwwergens awer mat deene Subside fir d'Fabriques d'église, déi hei schonn zerecht, mengen ech, kritiséiert gi sinn.

Véiertens begrëisse mir och d'Moosnam, bei all subventionéierte grëssere Bauprojekt 10% vu Mietwunnenge virzegesinn, woubäi dee Prozentsaz wuel awer vill ze vill niddereg läit.

Schliesslech ass och interessant d'Verloune vu 25% vun den öffentleche Wunnungen no net soziale Kritären, wouduerch de Stat och un normale Wunningsmaart Ubidder gëtt. Dat muss awer eiser Meenung no eng präissensend Wierkung op d'Loyerer hunn, zum Beispill iwwert de Wee vun dem öffentleche Bauterrain, dee jo dann zur Verfügung steet, dee jo kann d'Präisser verbëllegen, respektiv iwwert de Wee vun Acteuren vun der Économie sociale, déi och am Bausecteur zum Beispill kéinten operéieren. Firwat net zum Beispill Reparaturéquipen, Handwierkséquipen oder souguer Bauéquipen vun der Économie solidaire asetzen, natierlech zu anere Lounan Aarbeitsbedingunge wéi bis elo, mat festen Aarbeitsplazen.

Ech mengen awer, dass och nach weider Efforte vun der öffentlecher Hand muss gemaach ginn. De Programm vun den öffentleche soziale Mietwunnenge muss vill méi substantiell erhéicht ginn, wéi dat bis elo an der Planung vum Fonds de Logement virgesinn ass. D'Aarbechterkummer schwätzt vun enger néideger Verviërfachung an deenen nächsten zéng Joer, also missten déi Wunnungen eropgoe vu bis elo 3.000 op dann 12.000.

Ech mengen och, dass an d'Gesetz vun 1937 iwwert den Aménagement du territoire misst dra stoe kommen, dass d'Projets d'aménagement och e Plan d'affectation des constructions virgesinn. Ech hunn doriwwer en Amendement agereecht, fir dass d'Gemengen do kënnen op d'Zesummesetzung vun de Bauprojeten awierken, an och zum Beispill verhënnere kënnen, dass Mietwunnunge spéider a Bureausraim kënnen ëmgewandelt ginn.

Amendement 4

Il est ajouté un article 23 nouveau ainsi libellé:

Dans la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes, il est inséré à l'article 2, après le paragraphe c), un paragraphe d) ainsi formulé:

"d) un plan d'affectation des constructions".

(s.) Serge Urbany, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss.

Wann een déi bestehend Gesetzgebung géif applizéieren, déi et elo schon zënter enger Partie vu Jore gëtt, da geséich een, dass do erstaunlech Moosnamen dra wieren, fir géint Spekulative virzegoen. De Programm d'action logement vun der Regierung rappeliéiert eng Rei vun deene Moosnamen, déi elo scho gesetzlech méiglech sinn, ganz opportunt. Zum Beispill därfer laut Artikel 39 vum Mietgesetz nëmme mat der ausdrücklicher Genehmigung vum Schäfferot Wunnengen a Bureauen emgewardelt ginn. Am Kommentar dozou heescht et: "Ce texte de loi est resté lettre morte, alors que c'est précisément ce phénomène de conversion des logements en bureaux, ou en locaux à usage commercial, qui a accentué la pénurie des logements, notamment sur le territoire de la Ville de Luxembourg."

D'Madame Beissel huet virdu bedauert, dass et do keng gesetzlech Mëttele gëtt. Ech mengen éischter, dass déi gesetzlech Mëttele, déi et gëtt, vläicht net genuch erkannt an applizéiert ginn.

Awer och dat ganzt Kapitel 5 vum Mietgesetz vun 1955, wat iwwertitelt ass "Mesures pour remédier à la pénurie du logement" - et ass also keng nei Saach, iwwert déi mer hei diskutéieren - gesäit d'Méiglechkeet vir, dass d'Gemenge könne fuerderen, dass net occupéiert Wunnengen deklaréiert ginn, an esouguer könne se déi Wunnenge réquisitionnéieren, déi net occupéiert ginn. Och am Gesetz vun 1979 gëtt et eng Méiglechkeet fir de Gemengerot fir Terrainen ze expropriéieren, déi no enger Zäit vun dräi Joer net bebaut ginn, nodeem den Eeigentümer dozou opgefuerdert ginn ass.

D'Méiglechkeete fir eng Réserve foncière an de Gemengen ze schafen, zsumme mam Fonds de Logement, sinn och virgesinn am Gesetz vun 1979, si gi just nëmme net genuch applizéiert. An dann och d'Dispositionen iwwert den Assainissement vu Wunnengen, déi och ganz contraignant sinn, an och zum Beispill fir d'Gemengen eng Obligation de relogement beinhalten.

Et bräicht een also nëmme an gewësse Fäll déi bestehend Gesetz ze applizéieren, Här Minister, mee erstaunlecherweis sinn zu Lëtzebuerg grad déi Dispositionen vun de Gesetzter Lettre morte. An ech froe mech, wéi wäit den Afloss vun de Wirtschaftskreser reecht, wéi verwuerzelt zu Lëtzebuerg d'Propriétairesmentalitéit ass, fir dass esou eppes ka geschéien.

E weidert gutt Beispill fir verschidde konservativ Aflëss gesi mir och an der kuerzer Virbereedungsgeschicht vu deemem Projet de loi, wou jo den Droit au logement erausgeholl ginn ass aus dem Gesetz. Ech bréngen en Amendement eran, fir en erm dran ze setzen. Ech wëll et hei net weider motivéieren, well d'Zäit mir fortleeft, a well dat jo scho vu Kollege virdu genuch gemaach ginn ass. Zweetens schloen ech vir, dass den Observatoire de l'Habitat och erm an d'Gesetz soll drakommen, allerdéngs mat engem wesentlechen Zousatz, dee virgesäit, dass och kollaboréiert gëtt mat dem associative Secteur, a wéi dat och hei scho kritiséiert ginn ass, dass och dodra virgesi gëtt, dass och deen Observatoire du logement konkret Propositionen ka maachen. Dat ass also och a mengen Amendement hei virgesinn.

Amendement 1

L'intitulé du projet de loi est ainsi modifié:

"Projet de loi modifiant 1) la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aide au logement, 2) la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes."

(s.) Serge Urbany, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss.

Amendement 2

Dans l'article premier, le premier tiret est à remplacer par la disposition suivante:

"- le droit au logement"

(s.) Serge Urbany, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss.

Amendement 3

Il est ajouté un article 22 nouveau ainsi libellé:

"1) Il est créé un Institut "Observatoire de l'Habitat", auquel il appartiendra de collecter et d'analyser, en collaboration avec les services étatiques et communaux, les syndicats, les acteurs associatifs dans le domaine des interventions sociales et du logement, les données influençant le marché du logement et de diffuser régulièrement des données fiables sur le fonctionnement du marché du logement et de ses composants ainsi que d'élaborer des propositions adéquates pour garantir le droit fondamental au logement. Les analyses, propositions et avis de l'observatoire seront accessibles au public.

2) La composition et les modalités de fonctionnement de l'observatoire et ses relations avec les services étatiques et autres ainsi que les indemnités revenant à ses membres et/ou experts appelés à collaborer aux travaux de l'observatoire sont arrêtés par règlement grand-ducal."

(s.) Serge Urbany, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss.

Zum Schluss nach e puer ganz kuerz Bemerkungen. Am Index vun de Präisser ass de Wunnensbau krass ennerbewäert, sou bedréit do zum Beispill de Logement nëmme 90,6 Promill vun ganzen Index, an 39,3 Promill fir d'Loyerer. Fir ee Verglach ze maachen: D'Brout ass mat 24,4 Promill an de Kéis an d'Eeër mat 20,1 Promill doranner virgesinn. An dobäi weess een awer, dass an der Realität de Wunnensbau an engem normale Stot op d'mannst 30% ausmécht vun de Käschten.

Eng Reévaluation vum Index wier also och zum Beispill eng vun de Moosnamen, déi sech am Zesammenhang mat der Fro hei géif eiser Meenung no oprängen.

Et fält och op, dass d'Gesetz keng Ausdehnung vun den Aides au logement virgesäit, obschon dat awer am Programme d'action vun der Regierung virgesi war, mee awer 100 Euro pro neigebuerter Kand op ee Spuerkont setze wëll, dat ass eng Moosnam, déi och schon hei zurecht kritiséiert ginn ass. Mir fannen et eng onwierksam Moosnam. Et ass am Fong geholl eng Moosnam fir d'Banken, an ech froe mech, wann een an där Logik bleibt, da wäerte mer geschwënn och de Puppelchen e Placement an déi nei Juncker-Rent ubidden, en Urecht fir spéider eng Juncker-Rent ze kréien, da wäert och d'geschwënn bei de Banken ee Kont ugeluert ginn, wou d'Puppelchen da kënnen drop bezuelen. Vläch ka mol den Här Minister dat mat an d'Regierung huelen, dat wier och vläch eng ganz interessant Proposition.

Ob jidde Fall, Dir hutt héieren, dass mir also den heite Projet net kënnen tel quel akzeptéieren, well e ganz vill Saachen enthält, mat deenen een net esou kann d'accord sinn. Mir hätte léier gesinn, et wier seriö diskutéiert ginn, da wieren déi Feeler, déi drastinn, net virkomm. Dofir wëll ech hei soen, dass ech mech wäert beim Vote enthalten.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Minister fir Wunnensbau, den Här Fernand Boden.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech hunn elo keng ganz einfach Aufgab hei, ech hunn am Prinzip 20 Minutte fir ze äntweren, ech hu gesinn, et si wéi vill Amendementer, aacht oder néng Amendementer, déi komm sinn, zu deenen ech och soll Stellung huelen, an e puer Motiounen. Ech wëll also versichen, mech esou kuerz ewéi méiglech ze halen, net al-

les dat nach eng Kéier ze rappeliéieren, wat de Rapporteur an och aner Leit hei gesot hunn, wat se am Projet begrëssen an ennerstetzen.

Ech wëll just hei merci soen, éischens mol fir déi breet Ennerstetzung, déi ech fir eng ganz Rei vu Moosnamen kriit hunn, déi am Projet de loi virgesi sinn, zweetens fir déi konstruktiv a gutt Aarbecht, géif ech soen, déi an der Kommissioun gemaach gëtt, fir de Wunnensbau ze aktivéieren, fir dem Minister, géif ech och soen, de Réck ze stäipen, a fir matzehliefen, dass mir eppes bewegt kréien.

Ech wëll elo hei och net polemiséieren oder doriwwer debattéieren, wien de Motor ass, a wien den Drock ausübt, ob dat de Wunnensbauminister ass bei der Regierung, fir ee Plan d'Action logement ze maachen, oder ob dat d'Chamber hei ass, déi versicht, iwwer esou Debatte wéi bei der Interpellation, oder wéi bei deemem Projet, oder wéi bei der Aktualitéitsdebatt, déi jo nach komme wäert. Mä ech mengen, wa mer gemeinsam kucken, fir Neel mat Käpp ze maachen, da wäerte mir och d'Situatioun an dem Wunnensbau, op dem Wunnensbaumaart verbessere kënnen. Dat soll eise gemeinsamen Intérêt, eist gemeinsam Zil sinn.

Wéi gesot, ech soe virun allem och dem Norbert Hauptert merci, dee sech ganz vill Aarbecht gemaach huet, éischens mol fir dese Rapport, esou objektiv wéi méiglech ze maachen. Et war och bei enger Enthaltung jiddferee mat dem Rapport do d'accord. Merci dem President vun der Kommissioun, deen och versicht, fir dass do ka gutt Aarbecht geleescht ginn. Merci auch den deenen, déi an der Kommissioun konstruktiv matschaffen, och fir d'Orientéierungsdebatten ze preparéieren, déi jo an zwee oder dräi Méint soll kommen.

De Rapporteur huet do, ech géif soen, eng 30 Froe gestallt, déi fundamental Froe sinn, Froen, déi wäit iwwert dat erausginn, wou de Wunnensbauministere eleng zoustänneg ass. Eng ganz Rei vu Froen iwwert den Aménagement du territoire, iwwert de Plan d'aménagement, iwwer Fristen, déi kënnen verbessert ginn, an iwwer steierlech Problemer ginn do ugeschwat. Och hei hunn eng ganz Rei vu Riedner en Deel vun där Problematik ugeschwat.

Ech mengen, et ass nach Diskussionsstoff genuch do, wäit iwwert dat eraus, wat bis elo gestëmmt ginn ass, an deenen zwee Gesetzter. D'est si wichtige Gesetzter, fir de Wunnensbaumaart unzekuebelen, fir virun allem d'Offer ze vergrësseren a fir de Gemengen ze hëllefen a si ze encouragéieren, fir och hir Verantwortung um Wunnensbaumaart ze iwwerhuelen. Well ech wëll dat nach eng Kéier soen, wat ech ëmmer scho gesot hunn: Mir kréien nëmme Erfolg, wa Stat a Gemenge mat den anere Promoteurs publics a mat de Promoteurs privés zsummeschaffen, wa se alleguete versichen, fir um Wunnensbaumaart eppes ze bewegen an déi richteg Richtung.

D'est Gesetz grad ewéi och dat Gesetz iwwert déi steierlech Moosnamen, wat am Juli gestëmmt ginn ass, déi leeën eng Rei vu wichtige Akzenten, ginn eng Rei vu wichtige Méiglechkeeten, fir datt och d'Gemengen et méi liicht kréien, fir hir Verantwortung am Kader vum Wunnensbau ze iwwerhuelen, datt och aner Promoteuren et méi liicht kréien an encouragéiert solle ginn, fir an de Wunnensbau ze investéieren datt och d'Leit eng Rei vun Erliichterunge kréien, fir méi gönschteg zu enger Wunneng ze kommen, sief dat en Eegenheim oder eng Mietwunneng. Also, wéi gesot merci fir déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass.

Den Här Bartolomeo huet och iwwer seng Proposition de loi hei geschwat, an ech wëll dorun erënnern, datt d'Regierung eng schréttlech Stellungnahme zur Proposition de loi an der Kommissioun virgeluegt huet, datt doriwwer diskutéiert ginn ass, datt verschidde Saachen, déi am Text vun der Proposition de loi ganz negativ geklongen hunn, op jidde Fall an den Ae vun der Regierung, datt déi och am

Gespréich e bëssen, géif ech soen, nuancéiert gi sinn. D'Texter hunn dat awer net esou hierginn, wéi dat da vläch geduecht wär. Ech menge schon, an der Diskussioun huet een eng Rei vu Virschléi brauche jo net iwwert de gesetzleche Wee, mä kënnen iwwert de reglementaresche Wee emgesat ginn. Dofir, mengen ech, gëtt et do eng Rei vu Méiglechkeeten an ech hoffen, datt dat och an der Orientéierungsdebatt mat wäert zur Diskussioun kommen, fir eng Rei vun Akzenten ze setzen, déi an déi Richtung ginn, déi vun deenen eenzele Riedner an och an der Proposition de loi ugedäit waren.

Ech wëll elo just op e puer Punkten agoen, déi den Här Di Bartolomeo hei ervirgetrach huet. En huet vun der Statsgarantie geschwat, datt dat e Geheimtipp wär. Ech muss soen, a senger Proposition de loi war eng Verallgemeinerung vun der Statsgarantie virgesinn bis zu 100% vum Prêt, deen een ophëlt, D'Regierung ass a bleibt der Meenung, datt et wichtig ass, d'Leit ze encouragéieren an ze incitéieren, fir mat Zäit ze spueren, fir ze weisen, dass se spueren kënnen, datt d'Banken also Vertrauen hu kënnen an hir Méiglechkeeten, fir de Prêt, deen se ophuelen, ermzebezuelen.

Eng vun deene Moosnamen, vun där jo hei vill geschwat ginn ass, sinn déi 100 Euro, déi mer fir all Neigebueren, fir all Kand, wat op d'Welt kënn, ginn. Déi 100 Euro-Moosnam huet zwee Hannergrënn. Mir wëssen, dass mat deenen 100 Euro keen een Haus baue kann, mä et geet dorëm, éischens emol, een neit Instrument ze schafen. D'Banke si schon amgaangen nei Produkter vum Bauspueren ze entwéckelen. Se solle Produkter entwéckelen, wou si selwer versichen, d'Leit dozou ze incitéieren ze spueren, fir herno ze bauen, sou datt déi Suen och nëmme kënnen zu deem Zweck ofgeholl ginn, datt een also, wann ee regelméisseg gespuert huet, och vun deene Méiglechkeete vun der Spuerprime, déi haut besteet, ka profitéieren.

Dann och vun der Statsgarantie, déi iwwregens an deemem Gesetz em 50% an d'Luucht gehuewe gëtt. Den Hauptobjektiv vun där Moosnam ass, fir do baussen d'Leit opmierksam ze maachen.

Mir hunn haut schon en Instrument, wat leider Gottes net genügend bekannt vläch ass, wat net genügend genotzt gëtt. Mir wëllen eben iwwert déi 100 Euro hei, wou da sécher Publicitéit derfir gemaach gëtt, wou nei Produkter entwéckelt ginn, och déi Leit, déi haut méi wéi 0 Joer hunn, déi fënef, sechs, zéng oder zwanzeg Joer hunn, drop hiweisen, datt et Méiglechkeete ginn, fir Spuerprimen ze kréien a fir eng Statsgarantie ze kréien.

Do ginn et jo eng Rei Konditiounen. Hei kriit net jiddfereen, deen op d'Welt kënn direkt déi 100 Euro ausbezuelt. Hie muss e Spuerkont opmaachen. An de Reglementer steet, wat fir eng Konditiounen domat verbonne sinn. Do muss d'Famill selwer eppes op d'Spuerbuch leeën. Dat ass net immens vill. Dat sinn 10.000 Frang, fir an de Frangen nach ze rechnen. Et muss een e Spuerkont opmaachen, wou Konditiounen mat verbonne sinn. Déi kann een net mat ophiewe goen. Déi muss een eng ganz Rei vu Joren um Spuerkont stoe loossen. An der Kommissioun ass de Wonsch ausgedréckt ginn, dass een eréischt mat 18 Joer eppes vun deem Spuerkont ophiewen därf. Ech géing souguer mengen et sollt een nach méi wäit goen: Et duerf een nëmme eppes ophiewe goen am Intérêt fir en Haus ze bauen oder sech eng Wunneng unzeschaffen.

Haut hu mer jo vill Problemer. Et si Leit, déi spueren de Konditiounen no, mee da wëllen se en Auto kafen, da gi se d'Suen ophiewen an da falen se net méi ënnert d'Konditiounen, déi haut verlaangt sinn, fir kënnen déi Statsgarantie ze kréien. Duerfir kënnen se net dovou profitéieren. Et geet drëm dat Instrument do méi bekannt ze maachen an d'Konditiounen esou ze maachen, datt d'Méiglechkeet besteet, datt vill méi Leit dovunner kënnen profitéieren.

Ech sinn d'accord domat, dass ee kann iwwert de reglementaresche Wee kucken, ob een net de Prozentsatz vun der Statsgarantie fir gewësse Leit, déi gewisen hunn, dass se spueren kënnen, datt se e Loyer regelméisseg bezue-

len, e bëssen ausweide kann. Ech mengen awer net, dass ee soll higoen an op 100% goen. Et ass wichtig, dass mir d'Leit incitéieren, fir ze weisen, datt se spueren kënnen. Da kréien se éischer e Prêt. En Eegenheim ass jo eppes, wat een emol am Liewen normalerweis uschaaft a wat eng wichtig Décisioun fir jiddfer Famill ass. Duerfir muss ee kucken, fir déi Décisioun en connaissance de cause ze huelen, an ebe gewisen hunn, dass ee Kapassitéite genuch huet, fir kënnen déi Prêten, déi een ophëlt, ermzebezuelen.

Déi zweet Saach, déi den Här Mars Di Bartolomeo hei ervirgetrach huet, ass d'Location-vente. Ech mengen, datt dat wat hie proposéiert méi contraignant ass wéi wat haut schon am Gesetz al ass, sécher, da kann een dat maachen. Dat ka jiddferee maachen. Dir sot elo et misst een identifzéieren, wat fir eng Wunnengen herno kënnen kaaft gi vun deenen, déi dra ginn. Da muss een also vun Ufank u sech dozou am Fong geholl obligéieren, fir no zéng Joer oder wéini dat Haus an déi Wunneng do ze kafen. Haut, wann Dir zéng Joer an enger subventionierter Mietwunneng waart, da kënn Dir beim Fong ufroen, fir Eeigentümer vun deem Haus ze ginn. Ech ka mer net virstellen, dass de Fong do dergéint ass.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur. - Awer net an all Fall!

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Dach, wann dat Haus 20 Joer al ass, sécher, da kann een dat maachen. Dat ka jiddferee maachen. Dir sot elo et misst een identifzéieren, wat fir eng Wunnengen herno kënnen kaaft gi vun deenen, déi dra ginn. Da muss een also vun Ufank u sech dozou am Fong geholl obligéieren, fir no zéng Joer oder wéini dat Haus an déi Wunneng do ze kafen. Haut, wann Dir zéng Joer an enger subventionierter Mietwunneng waart, da kënn Dir beim Fong ufroen, fir Eeigentümer vun deem Haus ze ginn. Ech ka mer net virstellen, dass de Fong do dergéint ass.

M. le Président. - Den Här Di Bartolomeo fret d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur. - Här Minister, därf ech lech eng Fro stellen? Dat, wat Dir elo explizéiert, Här Minister, dat klengt gutt, ass awer leider net esou. Ech ka mir net virstellen, dass de Fong jiddferengem, deen zéng Joer an enger Mietwunneng wunn, d'Geleehetheit gëtt, fir déi Mietwunneng ze kafen. Wann hien dat nämlech géif maachen, dann hätte mer à terme iwwerhaupt keng Mietwunnenge méi zur Verfügung.

De Fong praktikéiert eng Politik, wou e probéiert, dass, wann een aus de Konditiounen vum soziale Wunnensbau erausfält, de Loyer gehuewe gëtt, fir déi Wunneng erm fräi ze kréie fir een, deen ënnert d'Konditiounen fält. Duerfir, déi Explikatiounen, déi Dir gitt, kléngen zwar gutt, entsprechen awer kengeswees der Realität.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Déi entsprechen der Realität.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur. - Här Weiler, an enger politescher Debatt am Parlament dirf een engem Minister soen, dass een net mat him d'accord ass. De Statsminister wënscht sech ëmmer eng lieweg Debatt. Mir liwweren hei e ganz bescheidene Beitrag, fir datt mer eng lieweg Debatt hunn, an datt et wierkelech eng Ausernanersetzung gëtt zwëschent deene verschidde Parteien.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Här Di Bartolomeo, mir kënnen an der Kommissioun, do ass enner anerem och de President vum Fonds de Logement dobäi, déi dote Problematik nach eng Kéier verdéieren, mee ech menge schon, dass de Fong bereet ass, wann een zéng Joer an enger Mietwunneng gewunnt huet a fret, ob hien net Eeigentümer kënn vun där Wunneng ginn, datt dat, wann et méiglech ass - ech wëll dat dann aschränkend soen -, wäert geschéien. Ech mengen net, dass do vill Refuse komm sinn, mee et waren net esou vill Demanden do, fir Eeigentümer dovunner ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur. - Mir wäerten duerfir suergen, dass méi Demanden kommen!

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Gutt, dat kënne mer jo dann nach virun diskutéieren.

Dann hutt Dir d'Problematik vum Mietzuschuss ugeschwat. Eisen éischten Objektiv ass et, och iwwert déi Moosnamen an deem Gesetz, de Gemengen ze hëllefen, an d'Gemengen ze encouragéieren, fir am soziale Mietwunnensbau méi aktiv ze sinn. Haut hu mer een Acteur am soziale Mietwunnensbau, praktesch nëmmen een, dat ass de Fonds de Logement. Mir wëllen eben iwwert d'Subventionen, déi vu 40% op 70%, respektiv 75% eropgehuewe ginn, d'Gemengen encouragéieren, fir vill méi sozial Mietwunnengen ze schafen. Wa mer dat fäerdeg bréngen, dann hu mer dat Zil, wat mir gären hätten, erreicht. Fir e Mietzuschuss anzeféieren, wou Dir selwer sot do gëtt en Deel ganz sécher verluer doduerch datt d'Mieten erhéicht ginn, ech mengen net, datt dat dee richtege Wee wär.

Ech hoffen, datt déi Offer, déi d'Regierung de Gemenge mécht, fir hinne finanziell staark entgéint ze kommen, fir sozial Mietwunnengen ze schafen, vun de Gemengen uegoholl gëtt. E wichtegt Element am ganze Wunnensbauprogramm ass de Fénnef- oder Méjoresprogramm vun de Logements d'ensemble. Do ass virgesinn, datt praktesch duebel sou vill d'Wunnenge gebaut ginn, wéi dat virdrun de Fall war, an zwar 9.000 Stéck, wou der eng ganz Rei iwwer Réserves foncières, déi gemaach ginn, realiséiert ginn. Do sinn eng ganz Rei Mietwunnengen dobäi a Wunnengen, déi fir d'Vente bestëmmt sinn.

Ech hoffen, datt d'Gemenge sech nach weider engagéieren, datt no deem Gesetz nach aner Amateure kommen, vun der Säit vun de Gemengen aus, fir bei dem Programm matzemaachen, an datt mer déi Zuel vun 9.000 nach kënnen an d'Luucht hiewen.

Den Här Henckes an nach en aneren hunn hei virgeschloen, datt ee soll d'Méiglechkeete vum subventionéierte Mietwunnensbau fir Privatpromoteuren opmaachen. An der Kommissioun hat der doriwwer eng Diskussioun mat der SNHBM. Déi hunn lech erkläert ëmer wat fir eng Konditiounen een eng subventionéiert Mietwunneng duerf verlounen. Do gëtt nom Revenu gekuckt.

(Interruption)

Et ass gesot ginn, datt den duerchschnëttleche Loyer vun esou enger Wunneng 7.000 Frang de Mount ass. Dat geet also kaum duer fir d'Käschten, déi ufalen, ze bezuelen. Dat heescht et wär wierklech de Geck mat de Privatpromoteure gemaach, wa mer géife soen: Zu deene Konditiounen do dierft Dir och matman am soziale Mietwunnensbau. Et geet drëm, datt d'öffentlech Hand - dat hei ass eng sozial Aufgab - soll duerfir suergen, datt déi Leit, déi net genuch Akomes hunn, fir sech kënnen eng Mietwunneng um normale private Maart ze leeschten, d'Méiglechkeet kréien, fir eben ënnert deene Konditiounen hei zu enger Mietwunneng ze kommen, déi dezent an uerdentlech ass.

Ech géif hoffen, datt do d'Gemenge méi staark dovun profitéieren, well si och eng Responsabilitéit hunn an der Schafung vu Wunnraum. Ech wëllt nach eng Kéier op den Artikel 31 vum Mietgesetz hiweisen, wou kloer steet, datt d'Gemenge responsabel si fir deene Leit, déi an hirer Gemeng liewen oder schaffen, eng Wunneng ze schafen. Dat heescht d'Gemengen hunn do eng Responsabilitéit. Mir si bereet fir finanziell hinnen esou wäit wéi méiglech entgéint ze kommen, datt si d'är Responsabilitéit kënne méi staark a besser gerecht ginn, wéi dat virdrun de Fall war. Dat ass e wichtegt Element an deem Gesetz.

Dann erlaabt mer vläicht nach kuerz ze soen, datt d'Regierung - ech hunn dat bei der Interpellatioun scho gesot - d'Problematik vum Wunnensbau eescht hält. Mir hunn net geschlof, mir hunn eng aktiv Politik gemaach. Ech wëll just eng Zuel nach eng Kéier hei ernimmen: 1990 huet de Stat ronn 1,5 Milliarde Lëtzebuerger Frangen ausginn als Aiden an de Wunnensbaussecteur. Haut sinn et ronn 5 Milliarden, an Euro ausgedréckt 125 Milliounen Euro. Dat ass op d'mannst eng Verdäifachung an deene leschten 10 Jo-

er. Dat beweist, datt wierklech de Stat bereet war an nach weider bereet ass, fir massiv Gelder an de Wunnensbau ze steechen, fir datt dee Wunsch no enger Wunneng oder d'Recht op eng Wunneng, wéi hei gesot ginn ass, net en Dram bleift, mee datt deen esou wäit wéi méiglech Realitéit gëtt.

Mir hunn effektiv ëmmer eng Prioritéit geluegt op d'Eegenheemuschaftung, well dat de gréisste Wunsch vun de Lëtzebuerger ass, mee mir si bereet, fir jiddfer Promoteur ob public oder privé ze encouragéieren, fir méi an de Mietwunnensbau ze investéieren. Dat Gesetz iwwert d'Fiskalitéit, wat Der gestëmmt hutt, reegt d'Privatpromoteuren un, fir an de Mietwunnensbau ze investéieren. Den Taux d'amortissement accélééré fir de Mietwunnensbau ass verbessert ginn a weider Méiglechkeeten hu sech opgemaach, fir zu besserer Konditiounen kënnen an de private Mietwunnensbau ze investéieren. Hei ass e puermol gesot ginn, datt d'Loyersgesetz heiansdo eng Barrière ass, fir dass d'Privatpromoteuren an de Mietwunnensbau investéieren.

Mir hu jo gesot, an doriwwer diskutéieren mer ganz sécher am Débat d'orientation, datt d'Loyersgesetz reformbedürftig ass an enger Rei vu Punkten. Een dovun steet an der Regierungserklärung. E puer anerer hu mer schon diskutéiert. Ech sinn op, fir an där Richtung, well dat meng Kompetenz jo ass, e Projet de loi ze presentéieren. Ech wollt dat awer net elo maachen, well Dir soss nach eng Kéier gesot hätt: "Dir kommt stéckweis hei mat Projeten an d'Chamber. Mir hunn net d'Méiglechkeet gehat, fir dat an engem Débat d'orientation richtig duerchzediskutéieren." An zwee bis dräi Méint hu mer deen Débat. Ech hoffen, datt mer do iwwert déi Problematik schwätzen. Ech sinn da gäre bereet, deenen Ureegungen Rechnung ze droen an der Chamber e Projet an där Hinsicht ze presentéieren.

Da wëll ech nach agoen op eng Rei vu Problemer, déi vun deenen eenzelen Diskussionsriedner hei opgeworf gi sinn. Ech soe merci fir déi Diskussiounen, déi hei gefouert gi sinn. Et sinn eng Rei vu Leit, déi hunn d'Pénurie vum Logement e bëssen a Fro gestallt. Si hu gesot et géif oft iwwerdriwwe ginn. Ech mengen, dee gréisste Problem sinn effektiv d'Baulandpräisser. Do muss ee kucken, fir d'Offer ze vergréisseren, an déi Präisser e bësse besser an de Grëff ze kréien. Dat ass d'Haaptzil vun deene villen Aktiounen, déi d'Regierung gemaach huet an nach mécht. Ech wëll nach eng Kéier déi 9.000 Wunnengen ernimmen, déi sollen iwwert de Méjoresprogramm geschafte ginn, déi vill Wunnengen, déi de Stat wëllt schafen am Kader vun der Revaloriséierung vun de Friches industrielles an am Kader vun der Aménagéierung vum Kierchbierg, wou jo 20.000 Awunner sollen hikommen.

Et gëtt eng ganz Rei vun Elementer, wou mer Incentivë wëlle schafen. Och déi steierlech Moosnamen, déi zäitlech begrenzt sinn, sollen d'Leit encouragéieren, fir elo Bauplazen a Wunnengen op de Maart ze bréngen. Mir hoffen, datt dat en Erfolleg huet. Wann net - dat huet de Statsminister jo kloer gesot -, da muss een ebe méi contraignant Mesuren ergreifen, fir beim Bauland e Präisstop erbäizeféieren oder déi Präisentwicklung ze bremsen.

Wat d'Ugebuet u Wunnengen ubelaangt - Dir hutt dat jo selwer hei e puermol gesot -, esou sinn an deene leschten zéng Joer ronn 30.000 Stéit hei am Land bäikomm. Mir hunn awer och an deene leschten zéng Joer ronn 30.000 Wunnenge méi geschafen. Dat heescht d'Zuel vun de Stéit, déi bäikomm sinn, an d'Zuel vun de Wunnengen, déi geschafte gi sinn, halen sech plus ou moins d'Wo. Dat heescht, et ass keng méi grouss Pénurie komm. Dat, wat mir Suerge gemaach huet, dat ass, datt, nodeem datt mir gemierkt hunn, datt d'Zuel vun de Wunnengen, déi fäerdeg ginn, an d'Luucht geet an deene leschte Joren, d'Zuel vun den Autorisations de bâtir, also vun de Bauautorisationen, erofgaangen ass an deene leschten zwee Joren, souguer staark erofgaangen ass.

Et weess een, datt dat sech e puer Joer duerno an der Zuel vun de fäerdeg Wunnengen auswierkt. Do hu mer gemierkt, dass do e Problem op eis zoukënn. Gott sei Dank, géif ech

soen, ass am éischten halwe Joer vun 2002 den Trend erëm staark ëmgedréint. 13 oder 14% méi Bauerlaabnisser sinn erausgaange wéi am nämlechten Zäitraum vum Joer virdrun. Ech hoffen, datt den Aktiounsprogramm vun der Regierung an déi Diskussiounen hei an der Chamber dozou bäigedroen hunn. Mir wäerte versichen d'Offer weider ze vergréisseren an do Efforten ze maachen.

Déi grouss Zuel vu Ménagen, déi bäikomm sinn, huet deels eng demographesch Ursach, well d'Stéit ëmmer méi kleng ginn, mee et huet natierlech och domat ze dinn, datt vill Leit an eist Land erakomm sinn, well mer en immens grouss Wirtschaftswuesstum haten. Mir wëssen, datt esou e Wirtschaftswuesstum net op éiweg Zäite garantéiert ass. Et kann also ganz gutt sinn, datt déi Ängschten, déi een elo huet, datt dat géif esou weidergoen, an datt géifen ëmmer esou vill Stéit bäikommen, net berechtigt sinn, well dee Wirtschaftswuesstum ka gebremst ginn.

Dat heescht et muss een d'Entwécklung genee analyséieren. Duerfir hu mir gesot: Mir schafen am Kader vum Ministère en Observatoire du logement, deen déi Saachen do soll iwwerwaachen. Dir hutt deen éischten Numero vun deem Observatoire zougestallt krit, dee regelméisseg Publikatiounen iwwert d'Situatioun um Wunnensmaart soll erausginn, fir eis alleguer ze erméigleche méi en connaissance de cause eis Politik deemno ze axéieren.

Iwwert déi Prime vun 100 Euro hunn ech e puermol geschwat. Et soll en Encouragement si fir op e wichtegt Instrument, wat besteet, wat awer net genügend bekannt ass, opmierksam ze maachen an d'Leit ze incitéieren, fir an d'Richtung vum Bauspueren ze goen.

Une voix. - Här Minister, Är Zäit ass ofgelaaf.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Jo. Ech kommen elo nach op d'Amendementen ze schwätzen an op d'Motiounen. Gutt, ech wëll déi aner Saachen iwwersprangen an direkt op d'Amendementen agoen, well Dir jo gären dozou eng Stellungnahme vun der Regierung hätt.

Am éischten Amendement gëtt gefrot, den Intitulé ze änneren. Ech mengen, do ass en Dréckfeeler geschitt. Do geet d'Rieds vun Gesetz iwwert d'Aide au logement. Dat ass awer net d'Gesetz vum 12. Juni 1937, mee et ass dat vum 25. Februar 1979, wat mer elo hei diskutéieren. Deen Amendement ass also ze verwerfen, well e falsch ass.

Am zweeten Amendement steet, dass d'Promotion du droit au logement erëm soll an den éischten Artikel ageschriwwe ginn. Mir hate jo d'Promotion du droit au logement dra stoen. De Statsrot huet eng Rei vu fundéierten Argumenter ginn, fir doraus d'Promotioun vum Accès au logement ze maachen. Mir sinn der Meenung, datt een deen Amendement net soll unhuelen. Et si jo hei Froen opgeworf ginn, ob een net sollt an der Verfassung d'Recht op wunnen aschreiwen. Et ass un der Chamber, fir selwer doriwwer ze befragen, iwwert déi Resoloutioun.

Et muss ee sech natierlech bewusst si wellech Konsequenzen dat huet, och fir d'Gemengen. Et soll een esou Saachen net iwwersterzt hei d'céidieren, mee et soll een dat examinéieren, d'Pour a Contré wierklech op den Dësch leeën, an da kucken, ob een dat soll maachen oder net soll maachen.

Am drëtten Amendement gëtt gefrot, fir den Observatoire de l'habitat erëm an den Text ze setzen. E stung jo dran, mee de Statsrot an anerer hu gemengt datt soll vum Ministère selwer gemaach ginn. Et soll e Service am Ministère selwer ginn. Mir hunn dat akzeptéiert. Mir schaffen do enk zesumme mat dem CEPS, deen eis Hëllefstellung leescht, fir eng besser Iwwersicht iwwert d'Situatioun um Wunnensbaumaart ze kréien. Mir hoffen, datt dat dozou féiert, datt mir kënne regelméisseg Publikatiounen doriwwer erausginn. Deen Amendement kënne mer net akzep-

téieren. An der Kommissioun ass jo doriwwer diskutéiert ginn an dat ass ofgelehnt ginn.

Am Amendement véier gëtt gefrot, fir d'Gesetz vum 12. Juni 1937 iwwert den Aménagement des villes et autres agglomérations ze amendéieren. Deen Amendement kënne mir och net unhuelen, well deen net an d'ëst Gesetz erapass, mee ech wëll lech just soen - an Dir wësst dat och -, datt den Innenminister amgaangen ass d'Gesetz vum 1937 ze reforméieren, esou datt Dir an absehbarer Zäit e Projet de réforme vum Gesetz vum 1937 hei op den Dësch wäert kréien.

Dat ass dann de Kader, fir iwwert dës Problematik ze diskutéieren. Ech hat jo an der Kommissioun proposéiert, datt ee soll mam Innenminister driwwer schwätzen en vue vun der Préparatioun vum Débat d'actualité iwwert de Logement, fir déi Problematike vun de Fristen an den Aménagéierungspläng fir déi jo den Innenminister zoustänneg ass, an der Kommissioun ze diskutéieren an am Kader vum Débat d'actualité dorobber anzegoen.

Zum Amendement fënnf huet den Här Garcia jo gesot et wär ganz schlëmm, wann een eppes, wat schon eng Primmestrenz wär, nach géif weider ausdehnen. Hei gëtt gefrot, datt all Kand, wat manner wéi 18 Joer ass, soll dee Mount vun 100 Euro op e Compte d'épargne-logement kréien. D'Regierung ass der Meenung, datt een dat soll nei aféieren, mee datt ee soll alleguer déi, déi keng 100 Euro kréien, drop opmierksam maachen, datt en Instrument besteet, datt wann ee während dräi Joer tausend Frang de Mount, dat heescht 12.000 Frang d'Joer, gespuert huet, een da kënnt eng Bauprime kréien, déi entsprechend héich vun deene Suen ass, déi ee gespuert huet, dat Ganz mat engem Plafong, an datt an deem Fall d'Statsgarantie och spille kann. Et geet drëm, fir d'Leit op dat Instrument opmierksam ze maachen. Mir kënnen net déi Ausdehnung op d'Kanner ënner 18 Joer unhuelen.

An deem nächsten Amendement gëtt proposéiert, fir de Gemengen nach méi entgéint ze kommen, wann an engem gréissere Lotissement, deen de Fong mécht, Garderieën, Crèchen oder e Schoulsall muss gebaut ginn. De Fong soll do jo an Zukunft 50% bäileeën. Do ginn da Verglacher gemaach mat aneren, datt se bei Schoulsklassen sollen 80% bäileeën.

De Fong ass net zoustänneg, fir Bähëllefene un d'Gemengen auszedeele. Dat gëtt no Kritäre gemaach, déi den Innenminister festgeluegt huet. De Minister huet gesot hie wär bereet, mat de Gemengen zesummen doriwwer ze diskutéieren.

Une voix. - Wéini?

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Hien ass amgaangen, fir dat ze maachen, fir allgemeng mat de Gemengen ze diskutéieren iwwert d'Obligatiounen vun de Gemengen an doriwwer, wat de Stat bereet ass fir déi Obligatiounen, déi d'Gemengen hunn, finanziell ze begleeden.

Hei ass de Fong bereet, fir en Effort ze maachen, fir 50% bäileeën. Wann den Innenminister an deenen Diskussiounen do op 80% géif kommen, da wär et kee Problem, datt den Innenminister dat, wat iwwert déi 50% erausgoe géif, bäileeën géif.

Fir gewëssen Infrastrukture gëtt haut e Prozentsatz, dee méi héich ass wéi 50%, ausbezuel. Mir hu mam Innenminister ofgemaach - mir schwätzen och heiansdo mateneen, Här Di Bartolomeo, och wann Dir dat net esou gleef -, datt, wann eng Gemeng en héijere Prozentsatz zegutt hätt, den Innenminister da géif dee Supplément, deen d'Gemeng zegutt hätt, bezuelen, esou datt jiddferen op d'mannst dee Minimumsockel vu 50% géif kréien.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur. - Entschëllegt Här Minister, suergt just duerfir, dass net den Intérieur ausbezilt, well do dauert et ëmmer 10 bis 15 Joer, bis dass ee seng Sue krit.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Da kënnt den Amendement Numero sinnen. Do ass am Rap-

port vun der Kommissioun laang driwwer geschwat ginn. Do geet et ëm d'Kompositioun vum Fonds de Logement. D'Argumenter stinn am Rapport vun der Kommissioun, wuerfir dass d'Majoritéit vun der Kommissioun der Meenung war, fir dat net esou ze akzeptéieren, wéi et an deem Amendement gefrot gëtt.

Ech wëll eng Klamer opmaachen iwwert de Fonds de Logement, well jo gesot ginn ass, et wier hei net de Moment an net d'Zäit fir iwwer en Artikel, deen haut an enger Dageszeitung war...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur. - Net iwwer en Artikel, mee iwwert de Rapport vun der Cour des Comptes.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Dat ass e Problem, e Rapport vun der Cour des Comptes ass mir net bekannt. Ech muss dat ganz éierlech soen.

(Interruptions)

Deen ass anscheinend de Membere vun der Kommissioun vum Contrôle budgétaire zougestallt ginn. Ech hunn eng Kopie vun engem Bréif kritt am August vun engem éischte Rapport vun der Cour des Comptes un de Fonds de Logement.

Do ass vun engem Examen contradictoire Rieds gaangen. De Fonds de Logement soll äntwerten. De Fonds de Logement huet dorobber geäntwert. Ech war ëmmer der Meenung elo géif do en Examen contradictoire gemaach ginn an da géif deen definitive Rapport vun der Cour des Comptes kommen. Or, ech hun elo héieren, dass iergend en Dokument an d'Chamber komm ass, e grouss Rapport vun 130 Säiten, wou Berichter iwwer x Auditen dra wären, an ee vun deenen x Audite wär deen vun der Cour des Comptes iwwert de Fonds. Do wären hir éischt Bemerkungen dran an d'Äntwerte vum Fonds wären do hannendrun.

Esou hat ech mer dat am Fong net virgestallt. Ech muss dat ganz éierlech soen. Bei engem Examen contradictoire si mer ëmmer gewinnt, bei der Europäescher Kommissioun, dass een dann den Äntwerte Rechnung dréit a kuckt, wat ass richtig a wat ass falsch dorunner. Ech si gäre bereet, fir an déi Commission du Contrôle budgétaire ze kommen an doriwwer Rechnung ofzuleeën.

Ech wëll just soen, dass de Fong menger Meenung no eng gutt Aarbecht mécht. De Fong huet an de leschten zéng Joer, ech mengen, iwwer 5 Milliarde Chiffre d'affaires gemaach. Am Exercice 2000, deen elo zur Diskussioun steet, mengen ech, waren et ronn 700 Milliounen Lëtzebuerger Frang. Also et ass de major Player op d'mannst am subventionéierte Wunnensbau, deen derfir suergt, dass villes geschitt an dass Leit, déi e manner héicht Akomes hunn, zu akzeptable Präisser un eng Wunneng kommen, entweder eng Eegewunneng oder eng Mietwunneng. Si maachen an deem Beräich eng ganz gutt Aarbecht.

Ech fannen net, dass se net géife genuch kontrolléiert ginn, wéi dat esou uklängt. De Fonds de Logement gëtt kontrolléiert vun engem Réviseur d'entreprise. Dat ass keng gesetzlech Obligatioun. All Joer mécht de Réviseur d'entreprise e Rapport. Dee war nach ëmmer positiv. Ech schécken, soubal wéi ech dee Rapport kréie vum Réviseur d'entreprise, dee Rapport mat de Konten un d'Chamberskommissioun. Da geet en un d'Cour des Comptes. De Fong huet zwou Kontrollen: eng Kontroll vum Réviseur d'entreprise, wéi eng privat Firma, an eng Kontroll vun der Cour des Comptes.

(Interruption)

Jo, ech wëll. Ech hunn héieren Dir hätt awer ganz am Ufank vun der Sitzung, wéi ech net hei war, driwwer geschwat.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Neen, neen.

Une voix. - Hien huet gesot, hie géing net drop agoen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech hu just gesot gehat, dass do soll an der Kommissioun diskutéiert ginn. Wann Dir awer wëllt, da kënne mir d'Debatt ufänken.

(Interruption)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Neen, ech wëll just hei soen, dass Kontrollen do sinn, dass mir an där Commission du Contrôle budgétaire sollen doriwuer diskutieren an aller Offenheet. Da kann een do kucken, wat do richteg a falsch ass, a wat eventuell muss anescht gemaach ginn, wann do Saache sinn, wou ee mengt et misst anescht gemaach ginn. Ech sinn och gäre bereet mat der Cour des Comptes zesummenzekommen, well ech mer erwaart hat si géifen opgrond vun där Äntwert vum Fong soen: Dat do kënne mir net akzeptéieren, dat do kënne mir net akzeptéieren, esou, géife mir mengen, sollt Dir et an Zukunft maachen. Ech si, wéi gesot, gäre bereet mat der Cour des Comptes zesummenzekommen, fir ze kucken, wat hire Wonsch an dës Hinsicht ass. Wat elo d'Kompositioun vum Fong ubelaangt, si mir der Meinung, datt dat, wat am Rapport vun der Kommission steet, soll esou gemaach ginn, an datt deen Amendement hei net soll ugehall ginn.

Da kommen ech zum Amendement Numero aacht, wou den Här Henckes jo e ganz groussen Numero gemaach huet, fir dat Wuert "étranger" ze strächen.

(Interruption)

Ech wëll soe wou dat heiten hierkënt. Zënter 20 Joer stëmmt Der all Joer e Budgetartikel, wou dat hei dra steet. Wat ass de Sënn heivunner?

(Interruption)

Et si just Baumentrepreneure an e puer Hotelieren, déi dovunner profitéiert hunn. De Sënn heivunner ass, dass, wann déi Friemaarbechter eranhuelen, déi net direkt eng Wunneng kréien, oder Schwieregkeeten hunn eng Wunneng zu engem uerdentleche Präis ze kréien, da kënnen déi fir déi eng Wunneng bereet stellen. Da kréien déi Friemaarbechter eng Wunneng, mee dat sinn - Logisen hunn déi virdru geheetsch - keng grouss luxuriéis Logementer. Si kréien do bäigehollef, dat si 40%, a bis zu engem Plafong vun 250.000 Frang.

(Interruption)

Et duerf een net een Artikel eleng kucken. Déi ganz Kritäre muss ee genee nokucke beim subventionéierte Wunnengsbau.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Jo.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Souwuel d'Vente wéi de Locatif. Hei geet et em d'Locatioun. Do sinn eng Rei vu Kritäre festgeluegt.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Wat fir eng Artikelen, Här Minister?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Kuckt emol d'Artikelen 17, 18 an 19, déi applizéieren sech alleger. Dat geet net wéi Dir sot fir räich Banquieren, dass déi eppes maache fir hir Employéén. Dat ass absolut net méiglech, well et muss ee schon ënert d'Konditioun vum soziale Wunnengsbau falen, fir iwwerhaapt heivunner kënnen ze profitéieren. Jo, dat ass awer esou, Här Henckes. Dat ass esou.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ech liesen lech et elo gläich vir.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Jo, da liest et roueg vir. Kuckt, ech kennen d'Gesetz do.

(Brouhaha général)

Ech wëll just soen, datt et eppes ass, wat zënter 20 Joer all Joer hei vun der Chamber als Budgetartikel decidéiert ginn ass. Mir wollten deem eng legal Basis ginn. Esou e Projet muss an de Fënnfjoresplang mat eragehall ginn. Et ginn eng Rei vu Konditiounen, déi ze erfëlle sinn. Et si Konventiounen mat de Patrone gemaach ginn. Déi Patronen dierfen nëmmen e Loyer froen, deen dem Revenu entsprécht. Dat heescht et gëllen déi nämleche Konditiounen wéi am soziale Mietwunnengsbau.

bau. Ech denken, dass et wierklech nëmmen an aussergewöhnleche Fäll, héchstens vun Entrepreneuren, ka gemaach ginn.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Neen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Esou war et an der Vergaangenheet ëmmer.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ah jo, mee Dir hutt en neit Gesetz gemaach.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Esou soen dann hei: Wann et sech géif erausstellen, dass do iergendeen Abus géif kommen, da sinn ech deen Éischten, deen hei an d'Chamber kënnt a seet, dass mir dat doten ofännere mussen.

Et ass drëm gaangen, fir dem Patron vu Leit, déi fir d'Éischt an d'Land kommen an déi mir brauchen, d'Méiglechkeet ze ginn, fir deene Leit eng bëlle Wunneng zur Verfügung ze stellen. Et besteet ee Plafong vun 250.000 Frang, ech mengen net, datt een do ganz deier a luxuriéis Wunnenge kann duerfir maachen. Ech wollt dat just nach eng kéier soen.

(Interruptions)

M. le Président.- Loosst de Minister dach schwätzen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Deen nächsten Artikel, wou hei e groussen Numero gemaach ginn ass, wou et drëm geet, datt d'A.s.b.l.e kënnt bis zu 75% gehollef kréien, wa si eng Konventioun mat der Regierung maachen. Dat ass eppes fir sozial agestallten A.s.b.l.en, wéi mir der haut hunn, wéi "d'Stëmm vun der d'Strooss" zum Beispill, loosse mer déi nennen, oder anerer. Et muss ee jo Konventiounen maachen.

(Interruption)

Dach, et steet dran, dass eng Konventioun muss gemaach ginn an do ginn d'Kritäre dra fixéiert. Et geet also drëm, fir wierklech sozial Benodeelegten ze hëllefen, datt se iwwert d'Mathélef vun enger A.s.b.l., déi am soziale Beräich schafft, kënnen ënner de zente Konditiounen zu enger Mietwunneng kommen. Dat ass de Sënn an den Zweck dervun. Esou wäerten d'Konditiounen och weider festgehale ginn. Do besteet och schon zënter 20 Joer, mengen ech, e Budgetartikel doriwuer. Mir wollten dat am Gesetz festhalen, well et net gutt ass, wann een 20 Joer laang iwwer e Budgetartikel dat mécht.

Do gëtt wierklech versicht, fir all Abusen ze évitéieren. Et muss e Règlement grand-ducal gemaach ginn, an esou Projekte ginn an de Fënnfjoresplang ageschriwwen. Ech soen och do: Wann et sollt iwwer Jurisprudence derzou kommen, datt mer do missten d'Dier méi wäit opmaache wéi mir dat wëlle maachen, dann ännere mir deen Text direkt erëm.

Dat ass net de Sënn dovun. Et geet drëm, fir wierklech sozial Schwaachen entgéint ze kommen, dass se kënnen zu enger Wunneng kommen. Bei all deene Wunnengen, déi ech genannt hunn, och bei den Entrepreneuren, geet et just drëm, dass se een, zwee oder héchstens dräi Joer dra bleiwen, an da kucken eng aner Wunneng ze kréien. Et geet drëm, fir en Iwwergang ze iwwerbrécken. Do bleift kee laang dran, well et ass qualitativ net esou, datt et ganz interessant wär, fir jorelaang dran ze bleiwen. Ech wollt dat just nach eng kéier zur Erklärung soen, well den Här Henckes trotz allem e groussen Numero doräusser gemaach huet.

M. le Président.- Här Minister, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- An der Motioun 1 geet et drëm, fir datt mer bis den Dezember 2002 géifen déi Augmentatiounen, déi an der Proposition de loi vum Här Di Bartolomeo virgesi waren, an engem Projet de règlement festhalen. Wann Dir déi schréffleche Stellungnahme vun der Regierung op d'Proposition de loi

vum Här Di Bartolomeo noliest, da gesitt Dir, dass hien eng Rei vu Saache proposéiert huet, déi wierklech kee Sënn maachen. Ech hunn him dat och gesot.

(Interruption)

Et ass och net ëmmer einfach, ech sinn domat d'accord.

Dir hutt zum Beispill proposéiert e gewësse Prozentsaz op 75% erop ze setzen, an zwar wann een Infrastrukture fir Bauplaze mécht. Am Gesetz steet och, dass d'Gemeng muss 25% bäileeë vun deem, wat de Stat bäileet. Dat heescht, da misst also d'öffentlech Hand 100% fir d'Bauplaze bäileeën. Si misst also fir null Frang verkafen. Dat ass jo net de Sënn dovun gewiescht. An enger Rei vu Fäll ass et net machbar déi Taxen ze applizéieren, déi Dir proposéiert hutt.

(Interruption)

Ech hunn lech nach eng kéier gesot, dass d'Regierung bereet ass, d'Plafong vum Akomes an d'Luucht ze hiewen, fir dass Leit mat mëttlerem Akomes kënnen an de Genoss vu subventionéiertem Wunnengsbau kommen. Si sollen net héich Primé kréien, mee virun allem sollen se éligibel gi fir de subventionéierte Wunnengsbau vum Fonds de Logement a vun öffentleche Promoteuren.

Da kënnen se zu vill méi gënschtege Konditiounen zu engem Eegehem kommen. Dat ass de Sënn an den Zweck vun deem, wat mir wëlle maachen. Méi Leit sollen éligibel gi fir de subventionéierte Wunnengsbau a mir wëllen net jiddferengem 50% oder 25% bäiginn. Et ass vill méi komplizéiert. Mir wëllen d'Veerdeelung vun den Aidé jo méi gerecht maachen, der Kompositioun vum Ménage méi staark Rechnung droen. Dat heescht Famillje mat Kanner kommen da besser ewech, wéi dat haut de Fall war. Dat ass net méiglech, no deem Text wéi Dir e proposéiert hat. Mir wëllen an déi Richtung do goen. Dat huet d'Regierung an hirer Regierungserklärung ugekënnegt a mir wäerten dat och maachen. Duerfir kënne mir déi Motioun net telle quelle unhuelen.

Et ass eng zweet Motioun do vun der grénger Fraktioun, déi den Här Garcia hei presentéiert huet. Et besti jo schon eng ganz Rei Méiglechkeeten vum Stat a vun de Gemengen, fir Bauplaze op de Maart ze bréngen. Ech hunn eréischt dovun geschwat, wat d'Regierung wëlles huet bei de Frichen, wat d'Regierung wëlles huet um Kierchbiereg iwwer öffentlech Bauträger. D'Gemengen kréien d'Méiglechkeet duerch d'Gesetz, fir an déi Richtung ze goen. Dat hei passt éischer eran an de Kader vum Débat d'actualité, wéi an de Kader vun dësem Gesetz. Ech wär bereet, dass een déi Motioun zrëcksetzt, fir an der Kommission dat ze diskutéieren oder soss géif ech proposéieren, fir se ofzelehnen, well eng ganz Rei vu Méiglechkeeten haut scho bestinn. Dat brauch een net alles nach eng kéier ze examinéieren.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen driwwer of.

(Interruption)

Dir hutt den Amendement dach eraginn.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Jo, mee ech wëll en awer nach exposéieren. Ech hunn zéng Minutten Zäit.

M. le Président.- Mir diskutéieren en, wann et esou wäit ass. Et gëtt jo een nom anere virgedroen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Bon.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, eise Member huet nach d'Recht, fir Parole après ministre ze froen a mir hunn nach siwe Minutten Zäit, fir ze schwätzen.

M. le Président.- Jo, mee hie géing gären zum Amendement schwätzen. Et war bis elo üblech, datt een dee Moment, wou deen Artikel kënnt, dozou geschwat huet.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- ..., fir dat an engem Coup ze maachen. Da brauch een net zweemol...

(Hilarité)

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, de Minister huet 100% iwwerzunn. Mir hunn nach 7 Minutten ze gutt.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, mir versiche just nëmmen an deenen Zäiten, déi ons zur Verfügung stinn - an deene puer Minutten -, fir Stellung ze huelen, ze reagieren op dat, wat den Här Minister gesot huet.

Här Minister, ech hunn hei eng Lecture vum Gesetz krit. Dat steet net esou am Text, dee mir haut sollen ofstëmmen. Duerfir war ons Proposition gewiescht, Här Minister, datt wann ee wëllt als Législateur, als Chamber, eng gutt Aarbecht maachen, da muss ee prezis Texter hunn, déi dat alles virgesinn. Mir musse leider feststellen, Här Minister, datt dat, wat Dir sot, ni ergendwou am Text steet.

Am Text steet dran, datt en Employeur, fir elo beim Artikel 30bis ze bleiwen, ka bis zu 40% vun engem Bau finanziert kréien, wann e fir seng auslännesch Aarbechter oder Beamte baut. Deen eenzege, deen also excluëiert ass, ass de Lëtzebuurger. Dat steet kloer an d'itlech am Text. Déi aner Konditioun vum Artikel 17, Här Minister, do ass selbstverständlech kee Problem, fir déi ze erfëllen. Do steet dran et mist eng Isolation thermique dra sinn. Do steet dran, se missten am Bauperimeter gebaut ginn an nach e puer aner Saachen, wou deen Deel am Logement locatif ass. Domat hu mir absolut kee Problem, fir dat nach mat a Betracht ze zéien, mee dat, wat iwwer bleibt, datt ass, datt wann de Patron wëllt fir seng lëtzebuergesch Salariéén eppes bauen, da kritt en näischt. A wann e fir déi aner eppes wëllt bauen, do ass guer näischt vu klengen oder schlechte Wunnenge gesot ginn. Dat ass einfach sans critère festgehale ginn.

Duerfir hunn ech geduecht, wann Dir nëmme fir déi kleng Wunnengen eppes maache wëllt, da muss een dat iwwer e Règlement grand-ducal oder soss eppes regelen, mee dat ass net geschitt. Den Text ass net gutt. Mir sinn hei verantwortungsvoll, fir eng gutt legislativ Aarbecht ze leeschten, duerfir ons Remarque. Mir kënnen, esou wéi den Text hei libelléiert ass, net d'accord sinn.

Deen zweeten Deel, dat ass dat mat den A.s.b.l.en. Här Minister. Dir hutt ons gesot do misst eng Konventioun mat deene geschafte ginn. Déi eenzeg Konventioun, déi Dir kënnt maachen, dat ass ze soen, datt se de Subsid kréien. Et steet ni ergendwou am Gesetz, dat mir virleien hunn, datt iergendeng Konditioun gestallt ass un d'A.s.b.l., sauf déi, eng A.s.b.l. ze sinn. Méi steet net dran. Och do, Här Minister, wann Dir mengt, datt do aner Konditiounen missten dobäi sinn, dann hätt dat missen am Gesetz nidergeschriwwe ginn. Et ass awer net geschriwwe ginn.

Dat ass dat, wat ech just wollt ervirsträichen, Här Minister. D'Gesetz ass op deene Punkte fir ons net akzeptabel. Dir hutt eng Ouverture gemaach, datt Dir et héchstwahrscheinlech géingt an nächster Zäit änneren. Et wär besser gewiescht, elo uerdentlech Aarbecht ze maachen.

Des voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4977. Mir fänken u mam Intitulé, dat ass en éischten Amendement vum Här Serge Urbany. Deen Amendement läit textuell vir. Den Här Urbany freet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Här President, ech zéien dësen Amendement an den Amendement 4 zrëck. Ech waarden op dat neit Gesetz, wat

do soll kommen iwwert den Aménagement du territoire.

An deem heiten Amendement ass tatsächlech e materielle Feeler dran: Den Datum vum Gesetz ass falsch. Dee Feeler wier jo nach ze redresséieren, mee vu dass ech den Amendement 4 zrëckzéien, huet et kee Wäert méi am Intitulé vum Gesetz, nach eng kéier dat Gesetz ze erwähne vun 1937, wat ech domadder ännere wollt.

M. le Président.- Et ass gutt.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Ech halen awer drop, dass iwwert d'Amendementen 2 an 3 ofgestëmmt gëtt.

M. le Président.- Den Här Di Bartolomeo freet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), *auteur*.- Här President, ech wollt just eppes soe wéinst der Form. Mir haten am Laf vun der Debatt gefrot, dass iwwert d'Proposition de loi ofgestëmmt géif ginn. Duerfir d'Fro un de President, wéi mir dat elo maachen? Et wär eigentlech logesch, dass fir d'Éischt iwwer d'Proposition de loi géif ofgestëmmt ginn.

M. le Président.- Mir hunn de Mëtteg hei d'Gesetz diskutéiert. Mir stëmmen elo of iwwert d'Gesetz, well déi aner Prozedur, dat wär en neie System.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), *auteur*.- Här President, mir sinn a Presenz vun enger Proposition de loi, déi aviséiert ass.

M. le Président.- Déi Proposition de loi ass integréiert ginn an d'Gesetz. Dir konnt Är Bemierkunge maachen an d'Kolleegen hu Stellung dozou geholl, mee wat elo ofgestëmmt gëtt, dat ass d'Gesetz.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), *auteur*.- Okay.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Mir kommen elo zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4977 a stëmmen doriwuer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Artikel 1 ass gelies.

Amendement 1

Zum Artikel 1 läit en Amendement vum Här Urbany vir. Deen halt Dir jo oprecht, wann ech lech gutt verstanen hunn?

M. Serge Urbany (déi Lénk).- D'Amendement 1 a 4 sinn zrëckgezunn.

Une voix.- Den Amendement 2 gëllt och nach fir den Artikel 1.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Nee, nee. Den Amendement 1 gëllt fir den Intitulé vum Gesetz. Den Amendement 2 gëllt fir den Artikel 1 vum Gesetz an doriwuer soll ofgestëmmt ginn. Ech froen e Vote électronique, well dat mer awer ganz wichtig schéngt. Et geet hei em den Droit au logement.

Amendement 2

M. le Président.- Mir stëmmen iwwert den Amendement 2 of, deen zum Artikel 1 abruecht ginn ass.

Vote

Déi fir den Amendement 2 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 2 ass verworf mat 45 Nee-Stëmmen, 6 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sinnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err et M. Ben Fayot;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Jean Colombero.

Den Artikel 1 ass an där Form ugeholl, wéi e vun der Kommissioun virgeluegt gouf.

D'Artikelen 2 bis 4 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 5 ass gelies.

Amendement 5

Zum Artikel 5 hu mir en Amendement vum Här Di Bartolomeo virleien.

Mir stëmme dann elo of iwwert den Amendement vum Här Mars Di Bartolomeo, deen ech lech net brauch virzeliesen, well Dir hutt en alleguer schrëfflech virleien. En ass explizéiert ginn, de Minister huet dozou Stellung geholl, sou dass mir direkt iwwert den Amendement 5 zum Artikel 5 vum Här Mars Di Bartolomeo kënnen ofstëmmen.

Vote

Déi fir den Amendement 5 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), *auteur*.- Eis Leit si bei der Basis.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Amendement 5 ass ofgelehnt mat 47 Nee-Stëmme an 5 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: M. Jean Asselborn (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err et M. Ben Fayot.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Marco Schroell), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Den Artikel 5 ass an där Teneur ugeholl esou wéi vun der Kommissioun proposéiert.

D'Artikelen 6 bis 11 si gelies an ugeholl.

Amendement 6

Zum Artikel 12 hu mir en Amendement vum Här Mars Di Bartolomeo. Den Amendement 6 erkläert ginn an den Här Minister huet Stellung dozou geholl, sou dass mir direkt kënnen zum Vote vum Amendement zum Artikel 12 iwwergoen.

Vote

Déi fir den Amendement sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

Den Amendement 6 ass verworf mat 34 Nee-Stëmme an 19 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err et M. Ben Fayot;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Den Artikel 12 ass an där Teneur ugeholl wéi vun der Kommissioun virgeschloen.

D'Artikelen 13 bis 17 si gelies an ugeholl.

Amendement 8

Zum Artikel 18 hu mir en Amendement vum Här Henckes. Den Amendement läit lech schrëfflech vir. En ass explizéiert ginn an de Minister huet Stellung dozou geholl.

Den Här Ben Fayot freet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech wollt d'Abstentiuon vun eiser Fraktioun zu deem Amendement kuerz erklären.

Mir hunn d'Explicatioun vum Här Minister gehéiert. Mir sinn awer der Meenung - a mir wëssen, wat an der Vergaangenheet war -, dass e Gesetzesartikel a sech schlësseg muss sinn. De Sënn muss kloer sinn. Onser Meenung no gëtt den Text dat net erëm, wat den Här Minister wollt, duerfir kënnen mir dësen Amendement zum Deel mat droen. Mir fannen awer - étant donné d'Vergaangenheet vun deem Ganzen -, dass eng aner Formulatioun hätt misste gesicht ginn. Mir kënnen awer net mat deem Amendement honnertprozenteg d'accord sinn, och no deenen Explicatiounen, déi den Här Henckes hei ginn huet.

Den Artikel 18 ass gelies.

M. le Président.- Mir stëmme elo of iwwert den Amendement 8 vum Här Henckes zum Artikel 18.

Vote

Déi fir den Amendement 8 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

Den Amendement 8 vum Här Henckes ass verworf mat 35 Nee-Stëmme, 7 Jo-Stëmme an 9 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: M. Alex Bodry (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err et M. Ben Fayot;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira et Jean Huss.

Domat ass den Artikel 18 ugeholl an där Fassung wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

D'Artikelen 19 bis 20 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 21 ass gelies.

Amendement 7

Zum Artikel 21 kënn den Amendement 7, dee vum Här Mars Di Bartolomeo abuecht ginn ass. Deen Amendement ass explizéiert ginn an de Minister huet dozou Stellung geholl. Mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote

Déi dofir fir den Amendement 7 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

Den Amendement ass verworf mat 33 Nee-Stëmme an 19 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: M. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot et Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Domat ass den Artikel 21 ugeholl an där Fassung wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Ech hunn nach en Amendement ofginn.

M. le Président.- Jo, dee kënn elo. Eent nom anert. Elo hate mir den Artikel 21 an elo komme mir zu Ärem Amendement zum Artikel 22.

Den Artikel 22 ass gelies.

Amendement 3

En Amendement 3 vum Här Serge Urbany zum Artikel 22 läit vir. Dir hutt e schrëfflech virun lech leien, sou dass mir direkt kënnen driwwer ofstëmmen.

Vote

Déi fir den Amendement 3 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

Den Amendement vum Här Urbany ass verworf mat 40 Nee-Stëmme an 12 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: M. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot et Lucien Lux (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

M. Jean Colombero;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas,

Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Domat ass den Artikel 22 ugeholl an där Fassung wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, da kéime mir elo zum Vote iwwert d'Gesetz a senger Gesamtheit.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet de loi 4977 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

De Gesetzesprojet 4977 ass ugeholl mat 41 Jo-Stëmme, 7 Nee-Stëmme an 6 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Théo Stendebach), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Mars Di Bartolomeo) et Jeannot Krecké (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

Ont voté non: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer elo zu de Motiounen, fir d'éischt d'Motioun 1 vum Här Di Bartolomeo. Ech huelen un, dass Dir domat d'accord sidd, wa mer par main levée ofstëmme, Här Di Bartolomeo?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), *auteur*.- Wann Dir dofir sidd, da kënnen mer par main levée ofstëmme.

Vote

M. le Président.- Mir gesinn dat elo.

(Hilarité)

Vote

Wie fir d'Motioun 1 vum Här Di Bartolomeo ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dogéint?

Wien enthält sech?

Et besteet keen Zweifel, d'Mehrheet ass dogéint. D'Motioun 1 ass ofgelehnt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), *auteur*.- Et ass eng liicht Majoritéit.

Motion 2

M. le Président.- Da komme mer zur Motioun 2 vum Här Robert Garcia, deen e Vote électronique verlaangt.

Vote

Déi fir d'Motioun 2 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

D'Motioun 2 ass verworf mat 34 Nee-Stëmme, 12 Jo-Stëmme an 7 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Mars Di Bartolomeo) et Mme Lydia Mutsch (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Résolution 1

Da komme mer zu de Resolutiounen. Déi éischt Resolutioun ass vum Här Di Bartolomeo abuecht ginn. Mir stëmme of iwwert d'Resolutioun 1.



www.avenir-europe.lu
de Lëtzebuerger Site
iwwert den EU-Konvent

Vote

Wie fir déi Resolutioun ass, ass gebiede d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), auteur. - Här President, bei där doter Resolutioun wär ech frou, wann et zu engem Vote électronique géif kommen.

■ **M. Lucien Weiler** (CSV).- Da gesäit een awer um Vote, datt net méi vill Sozialisten hei sinn. Dat ass de Problem.

■ **M. Ben Fayot** (LSAP).- Här President, ech wëll lech soen, datt d'Procuratioun net ëmmer kënnt. Mir haten elo schonn zweemol d'Procuratioun iwerhaapt net.

■ **M. le Président**.- Oh!

■ **M. Lucien Weiler** (CSV).- Dat ass d'sozialistesche Fraktioun no den nächste Wahlen.

(Hilarité)

■ **M. le Président**.- Et war awer ni en Zweifel iwwert d'Mehrheet, esou dass et net esou schliëmm ass.

(Interruption)

■ **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), auteur. - Fir d'Mënscherecht wäerts Du jo awer stëmmen.

■ **M. le Président**.- Mir stëmmen elo of iwwert d'Resolutioun 1 vum Här Mars Di Bartolomeo.

Vote

Déi fir d'Resolutioun 1 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

D'Resolutioun vum Här Di Bartolomeo ass verworf mat 34 Nee-Stëmme an 19 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Jean-Paul Ripinger), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Résolution 2

Da kéime mir elo zur Resolutioun 2 vum Här Henckes.

Vote

Déi fir d'Resolutioun 2 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

D'Resolutioun 2 ass verworf mat 35 Nee-Stëmme, 7 Jo-Stëmme an 9 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err et M. Ben Fayot;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia).

Dir Dammen an Dir Hären, domat wäre mir um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass den nächsten Dënschdeg a fänkt um dräi Auer un.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.56 heures)

Sommaire des séances publiques

Clôture de la session ordinaire 2001-2002 et ouverture de la session ordinaire 2002-2003	page 1
Confirmation de la composition du Bureau	page 1
Election du Secrétaire général de la Chambre des Députés	page 1
Composition des commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales	page 1
Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	page 1
Discours de M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés	pages 1-2
Hommage à la mémoire de M. Alain Schaack, ancien Député	page 2
Communications	pages 2-3
Ordre du jour	pages 3-4
Dépôt d'un projet de loi	page 4
Question urgente 1847 de M. Jos Scheuer relative à la pollution bactérienne de l'eau potable	page 4
Projet de loi 4784 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance	pages 4-9
Communications	page 10
Projet de loi 4871 portant création d'un second établissement d'enseignement secondaire technique à Esch-sur-Alzette	pages 10-13
Projet de loi 4978 autorisant le Gouvernement à subventionner un huitième programme quinquennal d'équipement sportif et modifiant l'article 1er de la loi du 24 décembre 1997 concernant le septième programme quinquennal d'équipement sportif	pages 13-18
Ordre du jour	page 19
Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution	page 19
Question urgente 1852 relative aux activités terroristes sur notre territoire national	pages 19-20
Motion de M. Jean Asselborn sur la situation en Irak	pages 20-23
Projet de loi 4977 modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement	
et	
Proposition de loi 4908 portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement	pages 23-36



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Question 1765 (22.7.2002) de M. John Schummer (DP) concernant la permission de voirie d'une station de service à Bridel:

Il me revient que la station de service se trouvant à l'intersection de la rue de Luxembourg (N12) et la rue de Schoenfels à Bridel sera agrandie. Ainsi, on aurait l'intention d'augmenter la capacité de stockage en essence de la station de service susmentionnée de 70.000 litres à 130.000 litres et le nombre de pompes à essence de 15 à 40. Cette station de service est accessible par les rues susnommées et se situe ainsi à un endroit stratégique reliant les deux parties de Bridel. De plus, la rue de Schoenfels menant à Steinsel contribue à une forte densité de trafic à cet endroit. Il en résulte que le risque d'accidents de la circulation est d'ores et déjà très élevé en ce lieu et qu'il est fort probable qu'il s'amplifie avec l'agrandissement de la station de service susmentionnée.

Dès lors, je souhaiterais poser la question suivante à Mme le Ministre des Travaux publics:

Est-ce que Mme le Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait opportun de ré-examiner la permission de voirie de la station de service prémentionnée?

Réponse (16.9.2002) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

Les capacités de stockage de la station Q8 projetée à Bridel seront de 60.000 litres d'essence et de 60.000 litres de carburants au total et non de 130.000 litres comme suggéré dans la question parlementaire. Pour le moment la capacité de stockage est de 50.000 litres d'essence et de 20.000 litres de gasoil, donc d'un total de 70.000 litres.

Actuellement la station Q8 dispose de quatre distributeurs doubles de carburant ce qui permet l'approvisionnement simultané de huit véhicules. Le nouveau projet prévoit cinq distributeurs doubles qui permettront l'approvisionnement simultané de dix véhicules.

Par contre, la nouvelle station ne sera plus équipée d'un car-wash.

L'octroi de la permission de voirie ne dispense en aucun cas le permissionnaire de se munir de toutes autres autorisations étatiques et communales requises.

Le nombre des accès à la station à partir de la N12 et de la rue de Schoenfels ne changera pas, mais leur configuration sera adaptée à la nouvelle station.

Une permission de voirie couvrant la station de service a été accordée le 26 mars 2002. Elle est valable pour une durée de 10 ans.

Question 1769 (25.7.2002) de M. Jean Colombero (ADR) concernant le passage de l'enseignement primaire aux lycées classiques et techniques:

Votre prédécesseur a introduit une nouvelle procédure de sélection des élèves passant de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire. Dans une réponse à une question parlementaire du 17 septembre 2001 de M. le Député Jacques-Yves Henckes (cf. compte rendu n°3/2001-2002 - n°1310) vous avez affirmé que cette nouvelle procédure d'orientation "donne des résultats satisfaisants" notamment parce qu'elle serait "essentiellement basée sur une bonne connaissance des compétences des élèves".

Nonobstant cette appréciation positive de votre part, la nouvelle procédure de passage reste contestée, non seulement par des parents, mais également par une fraction importante du personnel enseignant. Ainsi, certains enseignants au Nord du pays reprochent au nouveau système d'orienter surtout vers les filières techniques du second-

aire - apparemment pour revaloriser ces dernières.

Pourtant, les chiffres disponibles ne renseignent pas sur un tel phénomène. Des 4.311 élèves qui ont fait l'objet d'une orientation au terme de l'année scolaire 2000/2001, 1.705 élèves ont été orientés vers l'enseignement secondaire classique, 2.250 vers l'enseignement secondaire technique et 344 vers des classes préparatoires tandis que 12 élèves ont redoublé la 6^e année d'enseignement primaire.

Afin d'éclaircir ces affirmations je me permets de lier les questions suivantes:

- Pourriez-vous me faire parvenir un aperçu détaillé (école par école) des admissions à l'enseignement secondaire technique et à l'enseignement secondaire classique des élèves des écoles primaires de la circonscription du Nord du pays durant les trois dernières années (2002; 2001; 2000)?

- Comment vous vous expliquez la rumeur qu'au Nord on favoriserait explicitement ou implicitement l'enseignement secondaire technique afin de le revaloriser en restreignant outre mesure l'accès aux lycées classiques?

Réponse (12.9.2002) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

La procédure d'orientation à la fin de la 6^e année d'études est certes complexe. Toutefois, le taux de concordance entre l'avis des parents et l'avis du Conseil d'orientation est - avec 90% - particulièrement important. De plus, le nombre des réorientations au cours de la classe de 7^e est minime, ce qui montre que l'avis d'orientation est fondé sur une bonne connaissance des compétences des élèves. On peut donc affirmer que l'avis d'orientation constitue une décision individuelle basée sur le bilan concernant les acquis et le potentiel d'apprentissage de l'élève.

Il est vrai qu'à l'époque des examens d'admissions, le taux d'admission à l'enseignement secondaire se situait autour des 49% contre 40% pour la procédure mise en place en 1996/1997. Il importe de relever le fait que le taux d'échec en classe de 7^e était très élevé à l'époque et qu'il a baissé en conséquence de 6% en moyenne.

À l'époque, la mise en place de la procédure en vigueur avait été coordonnée par un groupe de pilotage composé des représentants des parents d'élèves, des instituteurs et des inspecteurs de l'enseignement primaire, des professeurs et des directeurs de l'enseignement secondaire, ainsi que du Ministère de l'Éducation nationale. Ce groupe de pilotage avait retenu certains principes réglant le déroulement de l'orientation des élèves vers l'enseignement secondaire et l'enseignement secondaire technique. Un de ces principes consistait dans l'anonymisation des saisies relatives à la procédure: il y avait donc un consensus de ne point procéder à des comparaisons entre classes, communes ou régions. Par conséquent, les résultats n'ont été calculés et publiés que globalement pour le niveau national. Je souhaite respecter les dispositions qui ont été arrêtées par les partenaires scolaires d'un commun accord et je ne suis par conséquent pas en mesure de donner suite, tel quel, à votre demande.

Je vous communique néanmoins les résultats de l'ensemble des communes de la circonscription Nord par rapport aux résultats nationaux, qui se présentent comme suit: (tableau à consulter au greffe de la Chambre des Députés).

Cette comparaison ne permet cependant pas de tirer des conclusions sur la qualité de la procédure d'orientation. Toujours est-il que plusieurs années de suite, dans le Nord du pays, moins d'élèves ont été orientés vers l'enseignement secondaire par rapport à la moyenne nationale. Ce constat me préoccupe et, dans le souci d'améliorer

la procédure, j'ai décidé les mesures suivantes:

1. Saisir le groupe de pilotage afin qu'il procède à l'analyse de la procédure d'orientation à la lumière des expériences faites au cours des dernières années et qu'il me propose, le cas échéant, des aménagements.
2. Procéder à une analyse longitudinale de la procédure d'orientation, notamment pour ce qui est de la comparaison de la réussite scolaire des élèves à l'enseignement postprimaire par rapport aux avis d'orientation.

Finalement, je tiens à constater qu'un taux d'échec faible dans les différentes classes de l'enseignement postprimaire - et non pas un grand nombre d'orientations vers l'enseignement secondaire dit classique - constitue le seul indicateur de qualité valable pour la procédure en question.

Question 1773 (30.7.2002) de Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG) concernant la mortalité des toxicomanes par surdose:

Dans son "Etude épidémiologique et méthodologique des cas de décès liés à l'usage illicite de substances psycho-actives au Grand-Duché de Luxembourg", le Point Focal luxembourgeois de l'O.E.D.T. signale au Luxembourg un taux de décès par overdose supérieur à celui enregistré dans les autres états membres de l'U.E.

- Quelles sont les conclusions que le Ministre tire de ces résultats?

- Les stratégies d'action pour réduire la mortalité des toxicomanes proposées dans l'étude étant notamment la mise en place d'un "dispositif d'encadrement qui permette de cibler de façon précoce et active les usagers à haut risque et ensuite le développement de programmes de réinsertion fonctionnant comme "espace de transition" à même de combler le vide psychosocial qui s'observe fréquemment suite à l'arrêt d'un épisode institutionnel (e.g. prison, hôpital, centre thérapeutique)", le dispositif actuellement existant ne devrait-il pas être mis au point d'urgence?

- Qu'en est-il en outre des projets de la création d'un foyer de nuit pour toxicomanes, d'un programme de distribution contrôlée d'héroïne (qui selon le ministre devait débiter en 2003 ou 2004) ou encore d'un centre d'injection (prévu pour 2003)?

- L'étude faisant encore état du groupe "à risque élevé" des femmes qui sont menées "plus précocement vers des drogues plus dures et à des comportements à risque tels que polytoxicomanie, prostitution, surdose et suicide" ne serait-il pas opportun de créer une structure d'accueil spécialisée pour ce groupe?

- Enfin, les chiffres faisant sortir que "la population des non-luxembourgeois(es) est principalement composée de ressortissants portugais [...] dont la proportion est nettement supérieure à celle observée au niveau de la population générale", ne faudrait-il pas développer des campagnes d'information et des instruments d'encadrement ciblés sur ce groupe de la population?

Réponse (6.9.2002) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Les données fournies par l'étude citée par l'honorable parlementaire, bien qu'étant préoccupantes, doivent toutefois être situées dans le contexte longitudinal retenu par les auteurs afin d'éviter des conclusions trop hâtives. A la lecture du rapport, on constate en effet que les taux de surdoses fatales entre 1992 et 2000 ont connu des fluctuations importantes et que la hausse observée entre 1997 et 2000 a été suivie par une nouvelle baisse en 2001. D'autre part, selon une autre étude récente du point focal OEDT (Origier

2000), le G.-D. de Luxembourg connaît un taux de prévalence d'usagers problématiques de drogues également fort élevé en comparaison avec d'autres Etats membres de l'U.E. La probabilité de mortalité variant bien entendu en fonction de l'étendue de la population à risque, le taux de surdose se traduit comme étant le reflet de cette réalité.

Ces constatations ne visent pas à minimiser le problème mais bien au contraire à clarifier ses origines. Une stratégie à long terme de prévention des décès liés aux drogues doit en premier lieu viser à réduire le nombre de consommateurs ou de personnes qui s'installent dans une consommation problématique de drogues. Cette stratégie doit ensuite s'accompagner de mesures qui ciblent plus particulièrement la réduction des risques et dommages encourus par les consommateurs actuels. Le "Plan d'action national en matière de drogues et de toxicomanies 2000 - 2004" tient compte des deux volets mentionnés. L'étude auquel l'honorable député fait référence est en elle-même une concrétisation de ce plan d'action dans la mesure où ce dernier promeut l'exécution des travaux de recherche qui alimentent le processus de prise de décision.

Les conséquences de l'abus de drogues sont multiples et les consommateurs connaissent des trajectoires individuelles. Face à cette réalité il s'agit de proposer des structures d'aide à même de s'adapter aux besoins émergents. Il s'agit d'aide à la simple survie, d'aide au logement et à la formation professionnelle pour aboutir en fin de compte à un projet de réinsertion sociale.

La fin d'un séjour institutionnel d'une personne toxicomane peut en effet la placer devant un vide existentiel difficile à gérer. A cette fin ont été récemment concrétisées, dans le cadre de l'exécution du plan d'action 2000-2004, des mesures d'aide au logement et la création d'espaces de vie supervisés. Il s'agira en outre de suivre de près la mise en place du "Projet global de prise en charge des personnes toxico-dépendantes en milieu carcéral" sous la responsabilité du Ministère de la Justice, afin de trouver des synergies viables avec les services existants ou à créer.

En ce qui concerne la création d'un lieu d'injection sous contrôle médical, je tiens à rappeler que le plan d'action prévoit son intégration dans le nouveau foyer d'accueil d'urgence dont le site et le financement sont garantis et dont la construction débutera dès que les démarches administratives seront conclues. A l'heure actuelle les délais prévisionnels sont respectés. J'ajouterais qu'il existe des pourparlers en matière de création d'un lieu d'injection dans le sud du pays.

Quant au programme de distribution contrôlée d'héroïne, un groupe d'experts suit actuellement les expériences faites à l'étranger afin de se prononcer sur la faisabilité d'un tel programme au niveau national. La littérature spécialisée confirme dans une large mesure que les offres à bas seuil mentionnées plus haut contribuent sensiblement à la réduction de la mortalité des personnes toxico-dépendantes.

En analysant les cas de décès liés aux drogues et la population toxicomane en général, on constate que les femmes présentent des profils de consommation différents des hommes. Afin de mieux rencontrer les besoins des femmes toxicomanes, le Centre Thérapeutique de Manternach (CTM - CHNP) propose des services spécifiques aux patientes féminines. Par ailleurs il est prévu d'élargir ce type de service aux modules résidentiels récemment créés dans l'est du pays sur l'initiative de mon Ministère (Plan d'action 2000-2004) et en collaboration avec le personnel du CTM.

La prise en charge des personnes non-luxembourgeoises peut se heurter à des barrières d'ordre linguistique et culturel. Les ressortissants portugais forment un groupe parmi d'autres; ils se distinguent néanmoins par leur nombre proportionnellement plus élevé. L'engagement de personnel spé-

cialisé lusophone par les associations conventionnées est promu par mon Ministère en fonction des besoins de la population à prendre en charge. D'autre part, le Centre de Prévention des Toxicomanies sera appelé à développer les stratégies de prévention primaire ciblées sur des populations d'origine étrangère.

Question 1783 (2.8.2002) de M. Jean-Pierre Klein (LSAP) concernant le démantèlement du siège de Luxembourg:

La récente conférence de presse tenue par l'un des syndicats de la Commission européenne a suscité beaucoup d'émoi sur la question de la politique du siège des Institutions européennes. Il s'agit surtout de la délocalisation au détriment du Luxembourg concernant les services d'hygiène et de sécurité du travail, la direction générale diffusion des connaissances et la direction de la protection sanitaire.

Rappelons que par décision des gouvernements des Etats membres du 08 avril 1965, le traité de fusion instaurant une Commission unique des Communautés européennes a prévu, à titre transitoire, l'implantation de ces différents services de la Commission européenne à Luxembourg afin qu'elle ne devienne définitive le 12 décembre 1992, par l'accord conclu lors du Conseil d'Edimbourg.

A l'heure actuelle, il s'avère que différentes unités de l'ancienne "Direction générale diffusion des connaissances", désignée actuellement "Direction Innovation", sont sur le point d'être transférées vers Bruxelles. La "Direction générale diffusion des connaissances" concernait en particulier la diffusion des connaissances issues des programmes de recherches nucléaires, plus tard étendus aux autres traités avec l'adoption dans les années 70 et 80 des premiers programmes non-nucléaires de recherche sous l'égide du traité CE. Elle s'est vu étendre progressivement à d'autres domaines visant la promotion des transferts de technologie et toute la problématique contractuelle et de propriété intellectuelle y afférente, ainsi que la mise en oeuvre des nouveaux outils en vue de la promotion de la diffusion des résultats et de l'innovation. Preuve de son succès, la Direction Innovation a toujours maintenu, tout au long de ce parcours, son autonomie aussi bien financière qu'opérationnelle, de par la spécificité de ses missions et des compétences très spécialisées qu'elle a acquises.

Eu égard à ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Mme la Ministre des Affaires étrangères.

Face aux visées de démantèlement croissant de l'essentiel des services importants de la Commission implantés sur le site de Luxembourg, de quelle manière le Gouvernement entend-il réagir pour faire face à cette stratégie du "fait accompli"?

De manière générale, qu'en est-il des consultations entre le Gouvernement et la Commission relatives à la stratégie finalisée sur base du rapport Chantraine sur la situation et l'avenir des services de la Commission à Luxembourg?

Réponse (6.9.2002) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:

Le Gouvernement luxembourgeois mène des négociations intenses avec la Commission européenne sur l'avenir de ses services à Luxembourg depuis la publication du rapport Chantraine en décembre 2000. Le Gouvernement a clairement laissé entendre l'importance politique et historique qu'il attache à la présence de la Commission à Luxembourg, et n'a pas laissé de doute quant au fait que le Traité qui énumère les services de la Commission implantés à Luxembourg doit être respecté. Le but de ces négociations devra être une consolidation des services de la Commission à Luxembourg.

Lors de sa visite à Luxembourg le 18 juin 2002, le Vice-Président Neil Kinnock m'a présenté une proposition qui comporterait le départ de la DG SANCO, la DG EMPL et la DG ENTR en retour d'un renforcement à Luxembourg de la DG TREN et de l'installation à Luxembourg d'une future Agence exécutive pour l'Education et la Culture. J'ai clairement fait savoir que cette proposition n'est pas acceptable pour le Luxembourg pour diverses raisons:

- La Commission n'a toujours pas su avancer des explications cohérentes pourquoi elle n'est pas en mesure de respecter le Traité et d'assurer que les services installés à Luxembourg conformément au Traité (DG SANCO, DG EMPL, DG ENTR) ne puissent pas fonctionner efficacement.

- La future agence d'exécution pour les programmes de la DG Education et Culture est actuellement à un stade purement conceptuel. La base légale pour la création d'agences exécutives n'a même pas encore été adoptée.

- La Commission n'a pas encore fourni des garanties que les éléments de compensation qu'elle nous propose puissent fonctionner de manière efficace à Luxembourg et ne seront pas soumis aux mêmes tiraillements transatlantiques d'ici quelques années.

- La Commission n'a pas non plus pu nous donner des assurances que la base légale des nouveaux éléments que la Commission se propose d'installer à Luxembourg sera d'une qualité équivalente à celle dont bénéficient les services actuellement installés à Luxembourg.

Le Gouvernement luxembourgeois s'attend à ce que la Commission avance des propositions cohérentes dans les meilleurs délais, qui tiennent dûment compte des arguments que j'ai présentés à M. Kinnock lors de notre entretien.

En ce qui concerne la question de l'honorable député relative à un démantèlement progressif, le Gouvernement luxembourgeois ne permettra pas que les services de la Commission à Luxembourg ne soient vidés de leur substance. Toute réorganisation éventuelle doit se faire en consultation avec les autorités luxembourgeoises et le personnel concerné. Le Gouvernement luxembourgeois considère qu'une stratégie du "fait accompli" équivaudrait à un non-respect du Traité, auquel le Gouvernement ne manquerait pas de réagir.

Question 1785 (5.8.2002) de M. Jean Colomera (ADR) concernant la prescription de cures et de réhabilitations à l'étranger:

Malgré l'existence d'un Centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelles à Hamm et du Domaine thermal à Mondorf-les-Bains on constate que beaucoup de patients résidants au Luxembourg se déplacent à l'étranger pour effectuer une cure ou une rééducation resp. rééducation. Notamment la "Rehaklinik Saarschleife Orscholz" connaît beaucoup de succès ces dernières années. Cette évolution m'amène à poser les questions suivantes:

- 1) Quelles sont les raisons qui amènent au Luxembourg les médecins traitants à préférer en matière de prescription de cures et de réhabilitations la "Rehaklinik Orscholz" par rapport à des institutions luxembourgeoises?
- 2) Quels sont les critères pour la prise en charge d'une cure ou d'un séjour de rééducation à l'étranger?
- 3) Combien de cures et de séjours de rééducation à Orscholz ont été prescrits au Luxembourg ces dernières années?
- 4) Y a-t-il des différences de prix substantielles des prestations à Orscholz en comparaison avec Hamm ou Mondorf-les-Bains?
- 5) Pour quels autres pays les frais de cures et de réhabilitations sont-ils pris en charge par la sécurité sociale luxembourgeoise et quels sont les critères d'admission d'un pays plutôt que d'un autre (p.ex. la Roumanie)?

Réponse (12.9.2002) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

D'abord il y a lieu de préciser que les cures à Orscholz ne sont pas prises en charge alors que ce sont uniquement les traitements de rééducation et de réhabilitation qui sont susceptibles d'être pris en charge par l'assurance maladie.

Concernant le point 1 de la question parlementaire, l'Union des Caisses de Maladie n'est pas en mesure d'indiquer les raisons qui incitent éventuellement un médecin luxembourgeois à prescrire un traitement de rééducation à Orscholz plutôt qu'à Hamm. Toutefois, sachant que le Centre d'Orscholz génère peu d'inconvénients en termes de distance pour les habitants du Grand-Duché et que la prise en charge s'effectue sans problèmes dans la mesure où le transfert a fait l'objet d'une autorisation préalable de l'Union des Caisses de Maladie.

Un tableau statistique montrant le nombre cumulatif de traitements ambulatoires et de traitements stationnaires autorisés par l'Union des Caisses de Maladie est joint en annexe (tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés). Il convient toutefois de préciser qu'un certain nombre de prestations de physiothérapie délivrées à Orscholz sont fournies en ambulatoire et sont pris en charge suivant la procédure dite "Decker/Kohll". Le nombre de ces prestations n'est pas connu à l'Union des Caisses de Maladie dans la mesure où leur enregistrement ne se fait pas par référence à la maison d'Orscholz, mais est comptabilisé sous un compte général regroupant tous les prestataires étrangers délivrant le même type de prestations.

A l'instar de tous les traitements à l'étranger autorisés conformément à l'article 22 du règlement 1408/71, la prise en charge de ces prestations doit être effectuée selon les tarifs sociaux du pays de séjour, en l'occurrence de l'Allemagne. Le contrôle de la facturation concernant la conformité des tarifs appliqués est effectué par les organismes de sécurité sociale allemands et l'Union des Caisses de Maladie n'obtient pas le détail de cette facturation pour chaque cas individuel, de sorte qu'une comparaison détaillée des tarifs n'est pas possible.

Les grands principes gouvernant l'autorisation de cures et de traitement de rééducation à l'étranger se résument d'une part à éviter aux assurés des délais d'attente lorsque des prestations similaires ne peuvent être obtenues au Luxembourg en raison de l'épuisement des capacités existantes. D'autre part l'autorisation de transfert tient compte des soins spécifiques prescrits par rapport à une offre correspondante des prestataires étrangers. Par ailleurs, il est nécessaire que le prestataire étranger exerce son activité dans le cadre légal de la sécurité sociale du pays où il est établi et que ce pays soit conventionné avec le Luxembourg.

Question 1793 (20.8.2002) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'identification par la police grand-ducale des plaques d'immatriculation relevées par la police belge:

Dans l'édition du "Lëtzebuurger Journal" du 13 août 2002, il est paru un article intitulé "Raser aus Luxemburg unbehelligt?" dans lequel on informe le

lecteur que le quotidien belge "La Dernière Heure" aurait publié un article avec le titre révélateur "Pas d'amendes pour les Fangio étrangers!". Dans cet article on aurait également pu lire ce qui suit: "La police du Grand-Duché refuse d'identifier les plaques flashées chez nous".

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur:

Est-ce que M. le Ministre peut confirmer les allégations faites par le quotidien "La Dernière Heure" à l'encontre de la police grand-ducale?

Dans l'affirmative, est-ce que M. le Ministre peut m'informer des raisons qui empêchent la police grand-ducale de procéder à l'identification des plaques d'immatriculation relevées par la police belge?

Enfin, est-ce que M. le Ministre n'estime pas que des articles tels que parus dans le quotidien "La Dernière Heure" ne jettent de l'ombre sur la collaboration, qui me semble d'ailleurs être exemplaire, entre les polices luxembourgeoise et belge?

Réponse (20.9.2002) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

L'affirmation que "la police du Grand-Duché refuse d'identifier les plaques flashées chez nous" (extrait d'un article publié par le journal belge "La Dernière Heure") ne correspond pas à la réalité. La collaboration entre la police grand-ducale et les autorités de police belges fonctionne très correctement. Ainsi, le Centre d'Intervention National de la police (CIN) reçoit régulièrement de la part de la police belge des demandes d'identification de plaques minéralogiques luxembourgeoises. Ces demandes sont traitées le jour même par le CIN. En sens inverse, la police belge exécute tout aussi promptement les demandes afférentes émanant des autorités luxembourgeoises.

Question 1810 (03.09.2002) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les travaux sur les friches industrielles du site „Terres rouges“:

Op dem Terrain vun der Industriebrooch "Terres rouges" huet d'ARCELOR-Direktioun déi dräi lescht Killtiern ouni Autorisatioun gesprengt an domadder d'Erhale vun engem vun deenen Tiern als Erënnerung definitiv verhënnert.

Mengen Informatiounen no beabsichtigt d'ARCELOR-Direktioun och, de Schlakentipp op "Terres rouges" ofzedroen a kommerziell ze exploitéieren. Dëst ka sech iwwer eng laang Zäit hinziehen, sou datt domadder eventuell eng Rei vun Urbaniséierungsprojeten op dem Site "Terres rouges" retardéiert respektiv ganz a Fro gestallt kéint ginn.

Dofir dës Froen:

1. Wéi steet den zoustännegen Här Minister zur Aart a Weis, wéi d'ARCELOR-Direktioun déi dräi Killtiern - ouni Autorisatioun - gesprengt huet?
2. Ass dem zoustännegen Här Minister bekannt, datt d'ARCELOR-Direktioun de Schlakentipp vun "Terres rouges" kommerziell wëllt exploitéieren, a wéi an iwwer wat fir en Zäitraum soll dat geschéien?
3. a) Wéi steet et em déi zukënfteg Urbaniséierungspläng fir de Site "Terres rouges", wann d'ARCELOR, duerch d'Exploitatioun vum Schlakentipp, laangfristeg eng Rei Projete blockéieren kéint?

b) Wat fir eng Konsequenzen hätt dat, am Speziellen, fir de geplangte Bau vun engem Lycée op "Terres rouges"?

Réponse (17.10.2002) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

1. Den Innenminister huet seng Informatiounen iwwer de Virfall vun der Sprengung vun de Killtiern - wärscheinlech grad wei den Här Jaerling selwer - nëmme aus der Zeitung.

Dësen Informatiounen no ass de Parquet mat dem Virfall befasst ginn; et steet dem Innenminister deemno net zou, iergend ee Kommentar ze maachen iwwer enger Affaire déi an den Hänn vun de Gerichter ass.

2. Den Innenminister huet keng offiziell Informatiounen iwwer eng kommerziell Exploitatioun vum Schlakentipp op „Terres Rouges“; et ass och net seng Kompetenz, fir esou eng Exploitatioun ze autoriséieren.

Als President vum Comité de Concertation Terres Rouges hunn ech op där anerer Säit an der éischter Sëtzung vum 24.9.2002 all d'Acteuren op d'Wichtigkeet vun dëser Fro higewisen, well heivun d'Entwicklungsmeiglechkeet vu Lentille a Crassier Terres Rouges entscheedend beaflost ginn.

3. Fir d'Urbaniséierung vum Site „Terres Rouges“ ass virun allem d'Gemeng Esch zoustänneg; den Innenminister kann an senger Eegenschaft als Tutelle vun de Gemengen nëischt vorschreien; et steet him och net zou eng kommerziell Exploitatioun op engem privaten Terrain ze verbidden.

Fir enger Exploitatioun entgéint ze wierke kann den Innenminister héchstens op d'Instrumenter vum Landesplanungsgesetz vum 21. Mee 1999 zréckgräifen, an de Schlakentipp iwwer e „plan d'occupation du sol“ emklassesieren. Et lafen awer zur Zäit keng Iwwerleeungen an dës Richtung.

Et lafen op där anerer Säit Gesprécher an Iwwerleeungen iwwer eng méiglech Notzung vum Site am Kader vum Comité de Concertation Terres Rouges, deen, wéi gesot, de 24.9.2002 fir d'éischt zesumme komm ass. Hei sin all déi fir d'Planung relevant Acteure vertrueden: Gemeng Esch, Ministère de l'Intérieur, Ministère des Travaux publics, Ministère des Transports, Ministère de l'Education nationale et des Sports, Ministère de l'Economie, Administration de l'Environnement an och d'AGORA, d'ARBED, an Direktioun vum Lycée Hubert Clement.

De Bau vun engem Lycée op „Terres Rouges“ (Lentille, Crassier), ass Bestanddeel vun deenen Iwwerleeungen.

Question 1815 (6.9.2002) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'épuration des eaux usées:

Les récentes violentes averses de pluie ont entre autres porté préjudice à la qualité de certains cours d'eau, étant donné que beaucoup de canalisations ne peuvent pas évacuer ces masses d'eau vers les stations d'épuration et que par conséquent une certaine quantité d'eau superficielle ou usée est directement déviée dans les cours d'eau emportant avec elle une grande charge de saleté. Cette situation était responsable pour la mort d'une centaine de poissons le 24 août dernier dans l'Alzette en aval d'Alzingen. En outre, la vétusté ou le manque de capacité de plusieurs stations d'épuration est une des raisons pour la mort régulière de poissons, vu que ces stations ne tiennent pas suffisamment compte de l'évolution rapide du nombre d'habitants. En dépit de ces constats, des projets de lotissements supplémentaires sont autorisés sans qu'une épuration adéquate des eaux usées ne soit préalablement garantie. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Est-ce qu'il n'y a pas lieu de soumettre tout nouveau projet d'un lotissement à une étude d'impact détaillée concernant l'épuration des eaux usées et l'évacuation des eaux superficielles?

- Est-ce qu'il ne faut pas refuser la création de tout nouveau lotissement si une épuration adéquate des eaux usées n'est pas préalablement garantie?

- Est-ce qu'il ne faut pas aménager des bassins de rétention supplémentaires afin que lors de violentes averses de pluie une certaine quantité de cette masse d'eau puisse être temporairement retenue?

Réponse (11.10.2002) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Tant l'aménagement du territoire communal que l'épuration des eaux usées sont des responsabilités qui incombent aux communes.

Le Ministre de l'Intérieur, en sa qualité d'autorité de tutelle des communes, ne peut refuser un projet de lotissement que si le promoteur n'a pas respecté les obligations prescrites soit par le plan d'aménagement général (PAG) de la commune, soit par le règlement sur les bâtisses de la commune.

Il existe actuellement plusieurs communes qui prévoient dans les dispositions de leur PAG respectif l'obligation de présenter une étude d'impact ensemble avec le projet de lotissement, comme par exemple la commune de Mondorange.

Il serait logique que les bourgmestres en tant que responsables de la sécurité et de la salubrité de leur commune exigent pour toute élaboration d'un nouveau PAG ou d'un nouveau lotissement une analyse approfondie qui considère tous les aspects ayant trait au génie rural, avant de soumettre un projet pour autorisation au Conseil communal. Le Ministre de l'Intérieur peut recommander aux autorités communales de faire ces analyses, mais il n'a pas la compétence de les leur octroyer.

Un cas spécial se présente dans les communes qui disposent d'un réseau de canalisation des eaux usées mais pas d'une station d'épuration, comme par exemple les communes mosellanaises. Dans ces communes chaque nouveau lotissement doit en principe faire l'objet d'une demande d'autorisation de déversement des eaux usées selon l'article 9 de la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau. En clair cela signifie que la commune doit, avant de pouvoir autoriser un plan d'aménagement partiel (PAP), disposer d'une autorisation du ministre ayant dans ses attributions la protection et la gestion de l'eau. Il est évident que le ministre ne peut accorder un projet que sur base d'une étude d'impact détaillée.

Par ailleurs il incombe également au Ministre de l'Environnement de considérer les aspects de protection de l'environnement lorsqu'il accorde un reclassement de la zone verte sur base de la loi de 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Pour ce qui est du dernier volet de la question de l'honorable député, il y a lieu de remarquer que jusqu'à présent, une soixantaine de bassins d'orage ont été construits dans différents réseaux de canalisation au Grand-Duché de Luxembourg. La capacité moyenne de chacun de ces bassins d'orage est de l'ordre de 400 m3. Ces bassins permettent, d'une part, de stocker le premier flot de rinçage des canalisations par temps de pluie et de réduire ainsi la charge polluante rejetée par les déversoirs et, d'autre part, de retenir temporairement une partie des eaux pluviales afin de réduire la charge hydraulique de la canalisation. Il est projeté de réaliser dans les années à venir encore une centaine de bassins d'orage supplémentaires, ce qui couvrira alors les réseaux d'assainissement de pratiquement toutes les grandes agglomérations.

Question 1820 (10.9.2002) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant l'organisation d'une nouvelle chasse battue au "Bambesch":

Selon les informations du Ministère de l'Environnement, la peste porcine a été détectée au cours du mois d'août dans les cantons de Diekirch, Vianden, Mersch et Luxembourg. Il me revient

**Chamber TV
an der Stad**

um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 9 (Eltrona/Siemens)

que cette information devrait servir de prétexte à l'organisation d'une nouvelle chasse battue au "Bambësçh".

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de MM. les Ministres s'ils peuvent confirmer cette information?

Réponse de (08.10.2002) de **M. Charles Goerens**, *Ministre de l'Environnement*:

Le sanglier est actuellement le vecteur principal de la propagation de la peste porcine classique à travers le pays.

Actuellement des foyers de peste porcine classique subsistent pratiquement dans les populations de sangliers dans toutes les régions du pays, y compris le centre.

Pour lutter contre cette épizootie, fléau actuel touchant les éleveurs de porcs domestiques, le Ministre de l'Environnement a incité, dans une première phase, tous les locataires de chasse à réduire considérablement le cheptel de sangliers sur leurs lots de chasse respectifs, tout en respectant le maintien des structures sociales des compagnies, c.-à-d. la protection de la laie meneuse.

Dans une deuxième phase, le Gouvernement a décidé la vaccination des sangliers sur tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg à partir du mois de mars de l'année 2003.

Toutefois, la vaccination ne sera efficace que si le cheptel de sangliers sera réduit de façon suffisante. Tous les experts se prononcent dans ce sens.

En effet, les résultats récents des vaccinations contre la peste porcine réalisées en Rhénanie-Palatinat ont révélé qu'en dépit des actions répétées, le pourcentage des sangliers immunisés ne dépasse pas le seuil de 60 % du cheptel présent. En effet, si le cheptel est trop grand, le nombre d'animaux non vaccinés est trop important pour interrompre la chaîne d'infection.

Dans ces conditions, il est évident qu'on ne pourra tolérer un réservoir important de sangliers porteurs potentiels du virus de la peste porcine dans le "Bambësçh" et une réduction appropriée de cette importante population s'impose.

Le Gouvernement exige de tous les locataires de chasse des efforts considérables en vue de réduire les populations de sangliers, il n'y a aucune raison de tolérer un réservoir important dans le "Bambësçh".

Question 1824 (12.09.2002) de **M. Niki Bettendorf** (DP) concernant le **contrôle de la connaissance adéquate des trois langues administratives des enseignants de l'enseignement musical du secteur communal**:

Suite à la loi du 28 avril 1998 portant sur l'harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal a été pris le règlement grand-ducal du 25 septembre 1998 fixant les conditions de formation d'admission aux emplois et de rémunération des chargés de cours des établissements d'enseignement musical du secteur communal.

Conformément à l'article 2 point 4 du règlement grand-ducal susmentionné peuvent être engagés en qualité de chargé de cours de l'enseignement musical dans le secteur communal, les candidats qui ont fait preuve d'une

connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues". Exceptionnellement une dispense du contrôle de la connaissance d'une de ces langues au maximum pourrait être accordée par décision du Ministre de l'Intérieur.

Vu la pénurie en chargés de cours pour l'enseignement musical, le recrutement doit actuellement se faire loin au-delà des frontières du Grand-Duché et la grande majorité de ces enseignants ne remplissent pas les conditions prévues au règlement grand-ducal cité ci-avant.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur:

- Quel est le nombre de dispenses accordées par M. le Ministre pour l'année 2001?

- De plus, combien de dispenses M. le Ministre a-t-il d'ores et déjà accordées pour l'année en cours?

Réponse (24.10.2002) de **M. Michel Wolter**, *Ministre de l'Intérieur*:

Le règlement grand-ducal du 25 septembre 1998 fixant les conditions de formation, d'admission aux emplois et de rémunération des chargés de cours des établissements d'enseignement musical du secteur communal prévoit en son article 2, paragraphe 4, que les candidats à un poste de chargé de cours auprès d'un établissement d'enseignement musical communal doivent faire preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administratives. C'est pourquoi le Ministère de l'Intérieur organise des épreuves sanctionnant les connaissances afférentes des candidats ayant suivi leurs études relatives à leur formation générale à l'étranger. Les épreuves visées comportent un examen oral, sanctionnant la qualité de la lecture du candidat, sa capacité de mener un discours ainsi que la pertinence de ses réponses. La commission d'examen compétente vérifie si le candidat est à même de garantir une communication verbale élémentaire dans les trois langues prescrites avec ses élèves, qui en raison de leur jeune âge ne maîtrisent souvent que leur langue maternelle.

En exécution de la même disposition réglementaire ainsi que du règlement grand-ducal du 20 décembre 1990 portant fixation des conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux, il appartient au Ministre de l'Intérieur d'accorder exceptionnellement des dispenses du contrôle d'une ou de plusieurs de ces langues aux enseignants visés. Par une décision de principe, portée à la connaissance des autorités communales par la circulaire ministérielle n° 2169 du 25 avril 2000, le Ministre de l'Intérieur a précisé la condition à remplir par le candidat pour pouvoir bénéficier d'une telle dispense, candidats qui doivent dès lors avoir suivi sa formation générale, tant soit peu complète dans un pays déterminé qui laisse présumer qu'il maîtrise la langue officielle de ce pays de façon à satisfaire aux exigences de la législation concernant la connaissance des langues pour l'accès à la fonction publique luxembourgeoise.

Le Ministre de l'Intérieur a accordé pendant la période du 1er janvier 2001 au 30 septembre 2002 à 93 candidats une dispense du contrôle d'une langue. A 3 reprises des candidats ont été dispensés du contrôle de 2 langues et 4 candidats ont bénéficié d'une dispense totale des épreuves concernées, ceci sur un total de 146

candidats ayant posé leur candidature aux différentes épreuves.

Il importe de préciser que le nombre des candidats indiqué comporte également le personnel de l'Union Grand-Duc Adolphe dont l'assujettissement au contrôle visé est libre, la législation actuelle n'exigeant pas une connaissance adéquate des trois langues administratives dans le chef des enseignants engagés par l'association en question. Or, en raison du grand nombre de communes ayant confié par voie conventionnelle l'enseignement musical à l'Union Grand-Duc Adolphe, les candidats provenant de l'Union ont représenté environ 60% de l'ensemble des candidats qui se sont soumis aux épreuves pendant l'année 2001. Ce chiffre s'élève à quelque 75% du total des candidats de l'année 2002.

Question urgente 1832 (19.09.2002) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **conditions d'hygiène et de salubrité à la Fondation Emile Mayrisch à Colpach-Bas**:

Les conditions d'hygiène et de salubrité semblent, d'après mes informations, avoir diminuées considérablement ces derniers temps à la Fondation Emile Mayrisch à Colpach-Bas. Faute de personnel, il semble que les chambres et la literie ne soient soignées et désinfectées que sommairement. Des épidémies de diarrhée se multiplient et récemment une épidémie de gale ("Krätze") a touché les patients ainsi que le personnel. Une désinfection radicale des chambres et une cure des patients et du personnel seraient en cours.

De plus, suite à un suicide d'une patiente, les familles des autres patients se posent des questions sur l'accompagnement psychique des personnes y résidant.

Ces évènements m'amènent à poser les questions suivantes:

1) Combien de personnel s'occupe actuellement à la Fondation Emile Mayrisch des patients ?

2) Qu'est-ce que les responsables entendent entreprendre pour endiguer les infections récidivantes, notamment l'épidémie cutanée actuelle ?

3) Ne serait-il pas utile d'engager une firme spécialisée pour combattre tout foyer de contamination ?

4) Quelles démarches sont entreprises pour mieux entourer et accompagner les patients au niveau psychique (p. ex. traitements, animations, loisirs, etc.)?

Réponse (30.9.2002) de **M. Carlo Wagner**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

C'est le médecin qui est en charge de la surveillance médicale des patients de la Fondation Emile Mayrisch qui a signalé en date du 20 septembre à la Direction de la Santé le problème de gale constaté tant chez des patients que chez des membres du personnel.

Il s'agit d'une forme de gale très contagieuse appelée gale norvégienne qui se transmet par contact interpersonnel. Pour ce type de gale le traitement classique est généralement insuffisant. Il se recommande de procéder en outre par thérapie locale et orale. Vu l'importance du problème du point de vue santé publique, le médecin-chef de service de l'inspection sanitaire s'est rendu à Colpach afin de vérifier sur place si toutes les mesures de lutte avaient été prises selon les règles de l'art.

Il s'est avéré que:

- les patients et le personnel infectés avaient été isolés respectivement mis en congé de maladie,

- un traitement local avait été réalisé chez les patients et le personnel infectés,

- un traitement prophylactique chez tout le personnel soignant avait été ordonné,

- un traitement oral chez les personnes concernées est prévu dès arrivée des médicaments prescrits,

- toutes les installations sanitaires et autres surfaces lisses et lavables avaient été nettoyées et traitées par des produits spéciaux,

- des matériaux tels que tapis etc. avaient été jetés tandis que d'autres matériaux comme les rideaux avaient subi un traitement approprié,

- le linge en contact direct avait subi un traitement de désinfection correct.

Le médecin du travail responsable pour la Fondation Emile Mayrisch se rendra sur place afin d'examiner le personnel et pour donner des conseils supplémentaires aux personnes concernées.

La Fondation occupe actuellement 65 personnes. La gale a été introduite à la Fondation par un patient. L'affirmation de l'honorable parlementaire qu'un manque de personnel et des libertés prises avec l'hygiène seraient à l'origine du problème ne s'est dès lors pas vérifiée, pas plus que celle d'infections récidivantes.

Le lien entre le problème de gale qui fait l'objet de la question parlementaire et son dernier volet relatif aux démarches entreprises pour accompagner les patients au niveau psychique n'est pas évident. Il s'y ajoute que la Fondation n'assume pas la prise en charge de personnes souffrant de problèmes psychiques. Toujours est-il que la direction a engagé une personne pour assurer une certaine animation à l'établissement.

Question 1835 (23.9.2002) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant les **autorisations pour la réfection de certains tronçons de voirie**:

De Stat huet am Kader vum Reklassementsgesetz vum 22. Dezember 1995 eng Rei vu Stroosse vun de Gemengen iwweholl, déi an engem méi oder wéi-

neger schlechten Zoustand waren. Aus Sécherheetsgrënn sinn dofir och en etlech vun dese Stroossen zënter Jore fir de Verkéier gespaart; wéi zum Beispill den CR 148 vu Welfreng op Elleng, den CR 188 vu Kanech op Schëter an den CR 226 vu Fëlschdref op Syren.

Op parlamentaresch Ufroer vum 9. August 2001 an 20. Juni 2002 huet d'Madame Minister vun den öffentleche Bauten geäntwert, datt d'Arbechten a deene gespaarte Stroossen nach net konnten ufänken, well den Ëmweltministère déi néideg Autorisatioune refuséiert hätt.

An dësem Zesammenhank hunn ech dës Froen un den Här Minister :

1) Stëmmt et, datt bei deene genannte Stroossen d'Autorisatioune refuséiert gi sinn an dofir nach net konnt mat den Arbechten ugefaange ginn?

2) Wa jo, aus wat fir enge Grënn sinn dës Autorisatioune am eenzelnen refuséiert ginn ?

3) Sinn an der Tëschenzäit fir déi dräi uewe genannte Stroossen nei Autorisatioune ugefrot ginn a wat ass de leschte Stand, wat dës Autorisatioune ubelaangt?

4) Fir wéi eng aner Stroosse sinn nach Autorisatioune ugefrot ginn a wéi ass do de Stand vun der Prozedur?

5) Ass et net méiglech, duerch eng besser Koordinatioun tëschen deenen zwee Ministèren an Zukunft esou grouss Zäitverloschter ze vermeiden?

Réponse (27.9.2002) de **M. Charles Goerens**, *Ministre de l'Environnement*:

Les tronçons de voirie de Welfrange à Ellange (CR 148) respectivement de Filsdorf à Syren (CR 226) ont fait l'objet d'autorisations du Ministre de l'Environnement datant respectivement du 5 août 2002 et du 30 septembre 1997.

Les demandes relatives à ces travaux n'ont donc pas été refusées.

Quant à la liaison Canach-Schuttrange (CR 188), un dossier y relatif n'a pas été traité au Ministère de l'Environnement.

J'attire l'attention de l'honorable député sur le fait qu'il n'existe aucun problème de coordination entre le Ministère de l'Environnement et celui des Travaux Publics; les dossiers sont traités dans les meilleurs délais à l'instar de tous les autres au titre de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et par application des critères d'autorisation ou de refus.

En ce qui concerne les "autres routes" faisant l'objet de demandes d'autorisation, il est impossible d'en fournir une liste exhaustive dès lors que le département de l'environnement est régulièrement saisi de demandes – et ceci en grand nombre - de la part du Ministère des Travaux Publics. Ces demandes concernent tant des travaux d'aménagement de voies nouvelles que le redressement de voies anciennes ainsi que des mesures en relation avec ces travaux tombant sous le coup de la loi précitée comme l'abattage d'arbres d'alignement, l'enlèvement de haies, la création de bassins de rétention, la pose de conduites etc. etc.

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1765	John Schummer	Permission de voirie d'une station de service à Bridel
1769	Jean Colombero	Passage de l'enseignement primaire aux lycées classiques et techniques
1773	Renée Wagener	Mortalité des toxicomanes par surdose
1783	Jean-Pierre Klein	Démantèlement du siège de Luxembourg
1785	Jean Colombero	Prescription de cures et de réhabilitations à l'étranger
1793	Gusty Graas	Identification par la police grand-ducale des plaques d'immatriculation relevées par la police belge
1810	Aly Jaerling	Travaux sur les friches industrielles du site „Terres rouges“
1815	Gusty Graas	Épuration des eaux usées
1820	Marc Zanussi	Organisation d'une nouvelle chasse battue au "Bambësçh"
1824	Niki Bettendorf	Contrôle de la connaissance adéquate des trois langues administratives des enseignants de l'enseignement musical du secteur communal
1832 (urgente)	Jean Colombero	Conditions d'hygiène et de salubrité à la Fondation Emile Mayrisch à Colpach-Bas
1835	Robert Mehlen	Autorisations pour la réfection de certains tronçons de voirie

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg